

Etudes Marxistes

N°20 – 4^{ème} trimestre 1993 ; N°21 – 1^{er} trimestre 1994

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

I - Le contre-sommet Eurostop, contexte et plateforme (p.2)

II - Le Livre Blanc de l'Union européenne : un scénario de guerre économique et de destruction sociale (Jo Cottenier) (p.5)

III - Le Livre Blanc : extraits (p.18)

IV - Actes du contre-sommet (p.24)

Commission 1 : Comment mener la lutte pour l'emploi, contre les licenciements, les fermetures et les délocalisations (p.25)

Commission 2 : Livre Blanc ou Livre Noir ? La lutte contre les pactes sociaux et la régression sociale en Europe (p.33)

Commission 3 : Avec une technologie du 21^{ème} siècle vers une société du 19^{ème}. Quel avenir pour le socialisme en Belgique ? (p.47)

Commission 4 : Immigration et racisme. Schnengen et Trevi, précurseurs de nouveaux pogroms ? (p.55)

Commission 5 : La superpuissance Europe sous domination allemande : un danger pour les peuples du monde (p.71)

V - Meeting (p.90)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

Contre-sommet "Eurostop"

11 décembre 1993

A l'occasion du sommet européen de Bruxelles, le Parti du Travail de Belgique prit l'initiative pour un contre-sommet. Voici le cadre et la plateforme de ce contre-sommet.

Contexte global

1. Le capitalisme mondial s'engouffre de plus en plus dans une crise profonde. Cette crise se reflète le mieux par le niveau ahurissant de chômage dans ce qu'on appelle injustement 'le monde développé'. Plus ce monde se 'développe', plus il y a de chômage structurel, qui ne se résorbera pas par une hausse conjoncturelle. Dans les pays de l'OCDE, il y aura prochainement 40 millions de chômeurs officiels. L'Europe des 12 en prendra 20 millions à son compte. Le sous-emploi réel peut être estimé au double.

C'est la faillite d'un système, basé sur la propriété privée des moyens de production et le marché libre avec la chasse au profit comme unique motif de production. Dans ce système, la nouvelle technologie est mise au service de cette chasse au profit et pas au service du peuple.

2. A mesure que le capitalisme s'engouffre dans la crise, la lutte pour les marchés s'aiguise. Cette lutte inter-impérialiste se mène de plus en plus comme une lutte entre des blocs équivalents: les patrons européens ont besoin d'une infrastructure et d'une superstructure européennes pour mener leur guerre économique contre les Etats-Unis et le Japon. C'est la signification profonde de l'Europe 1992, du Traité de Maastricht, du projet de monnaie unique.

L'Europe se renforce sous l'égide et le contrôle de l'Allemagne, la puissance économique dominante avec les aspirations politiques et hégémoniques les plus prononcées. L'Allemagne est en train de réaliser par des moyens pacifiques ce que Hitler n'a pu réaliser par des moyens militaires : dominer l'Europe entière. L'Allemagne utilise la CE comme bouclier et comme otage, tout en renforçant son dispositif et son pouvoir économique, politique et militaire, surtout pour son expansion vers l'Est, vers la Turquie, vers le Moyen-Orient. En même temps, les contradictions entre les pays européens augmentent et le risque d'éclatement de la CE en deux ou plusieurs parties se précise. C'est ce que la dernière crise monétaire a mis en évidence.

3. La faillite économique pousse le système à s'armer de méthodes autoritaires, à protéger ses "richesses" contre l'immigration, à dresser les barrières contre le tiers monde, à cultiver le chauvinisme européen et le nationalisme. C'est le climat qui crée le racisme et qui encourage la renaissance du fascisme dans toute l'Europe.

Le combat contre le racisme et le fascisme est, sur le fond, un combat contre le système d'exploitation et toutes ses méthodes répressives et discriminatoires.

4. La dégénérescence et la chute finale du socialisme à l'Est n'a nullement mis en cause la nécessité de se battre pour une société socialiste.

On reconnaît l'arbre à son fruit : le triomphe de la "liberté" capitaliste à l'Est sème le chômage, l'inflation galopante, la corruption et le fascisme pendant qu'une infime minorité s'approprie les richesses créées par des générations de travailleurs.

Aujourd'hui "nos" entreprises investissent à l'Est où elles profitent de travailleurs qualifiés à des salaires de misère. Ce qui les permet de faire le chantage à l'emploi et menacer les acquis sociaux.

Il est clair aujourd'hui que le socialisme à l'Est protégeait non seulement les travailleurs de ces pays de l'exploitation capitaliste, mais que le socialisme là-bas aidait, par sa simple existence, les ouvriers de chez nous à limiter leur exploitation.

Notre contre-sommet s'inscrit dans une optique globale de combat contre la vague anticommuniste et affirme avec fierté que la seule issue pour protéger durablement les masses travailleuses et les peuples du monde contre la misère, l'exploitation, le fascisme et la guerre, c'est le véritable socialisme.

Contexte précis.

1. La lutte pour les marchés s'aiguise. Dans plusieurs secteurs, il y a une guerre des prix. Guerre des prix égale guerre des coûts. Cette guerre aussi se mène maintenant au niveau de blocs. C'est la signification du **discours de Jacques Delors** à Copenhague, appuyé par l'ensemble des patrons européens.

Son analyse : 1° l'Europe perd des parts de marchés au niveau mondial (3,7 % entre 1980 et 1993) ; 2° l'Europe active (productive) porte un trop grand poids d'inactifs (pour 100 actifs, il y en a 124 d'inactifs contre 98 aux USA et 89 au Japon).

Son diagnostic : l'écart compétitif se creuse entre l'Europe et ses concurrents à cause **du poids excessif du système de protection sociale**, c'est à dire le coût salarial indirect (sous forme de cotisations de sécurité sociale) et **du manque de flexibilité du marché de travail** (sous forme de protections sociales, salaire minimum etc).

Son remède: une offensive européenne pour diminuer le coût salarial, par un allègement des charges sociales, par plus de flexibilité sur le marché du travail, par une distribution du travail disponible avec perte salariale, par une réforme en profondeur des systèmes de protection sociales.

Ceci 'en échange' de plus d'emplois.

2. **C'est la première fois que la Commission européenne lance elle-même une offensive au niveau social.** Ce n'est pas une offensive pour une meilleure protection sociale, mais une offensive pour renforcer la compétitivité au dépens des travailleurs et assurés sociaux de l'Europe entière. Cette fois-ci, la Grande-Bretagne ne fera pas obstruction, au contraire.

Ainsi s'écroule définitivement le mythe de l'Europe Sociale, un mythe propagé depuis des années par les principales forces réformistes dans les différents pays.

Les autorités européennes craignent que cette offensive anti-sociale ne déclenche des mouvements sociaux et enlève définitivement tout crédit à la construction européenne parmi les travailleurs. **De là des tentatives orchestrées dans différents pays européens pour conclure des pactes sociaux.** Le but est de rallier les organisations syndicales à la recherche d'une compétitivité renforcée au niveau européen. Des négociations ont cours au niveau européen et au niveau des nations. La Belgique, assumant la présidence de la CE, convoquera les 'partenaires sociaux' pour une concertation sur les mesures proposées. En France, en Espagne, en Belgique, les gouvernements ont entamé des concertations pour la conclusion d'un 'pacte social'. L'Italie et l'Allemagne ont déjà renoué avec la pratique du pacte social.

3. Il est grand temps d'unifier les forces révolutionnaires, anti-impérialistes et combattives au niveau européen, pour contrer cette offensive anti-sociale, antidémocratique et hégémoniste.

Il faut s'opposer à cette Europe, sous direction allemande, en quête de puissance économique, politique et militaire, au dépens des travailleurs et des peuples du tiers monde.

Plateforme

1. Non au renforcement de l'Europe.

Non à la domination allemande.

Non à l'intégration CE qui renforce les tendances anti-sociales, anti-démocratiques, impérialistes et militaristes.

Non au Traité de Maastricht.

Non à l'Euro-fédéralisme. Pour l'autodétermination des états-nations au point de vue politique, militaire, économique, monétaire et sociale.

Non au Livre Blanc sur l'emploi.

2. Dans le contexte national, nous disons :

Non à toute destruction sociale, qui utilise l'Europe comme prétexte. Non aux pactes sociaux.

- Non à toute attaque aux droits sociaux existants, aux salaires indirects et directs, aux salaires minimum et à la sécurité sociale.

- Pour une réduction drastique du temps de travail, sans perte de salaire et avec embauche.

- Interdiction de licenciement de délégués.

- Pour des mesures drastiques contre les responsables de la crise et ceux qui en profitent : le capital, les fortunés, les riches.

3. Abolition des accords de Schengen et Trevi.

Contre la "forteresse Europe" et tout renforcement des forces de répression européennes. Dans tous les états européens :

- Interdiction des organisations fascistes.

- Frontières ouvertes.

- Droits égaux pour les immigrés qui vivent légalement dans le pays depuis cinq ans (respectivement moins).

4. Non à toute intégration militaire et toute intervention étrangère.

- Non à l'armée européenne, à la fusion de l'UEO avec la CE. Dissolution du corps Franco-allemand, que la Belgique et l'Espagne veulent rejoindre.

- Dissolution de l'OTAN.

- Pas d'intervention en Yougoslavie et en Somalie. Non au "devoir d'ingérence humanitaire".

- Levée du blocus contre l'Iraq, la Libye et Cuba.

5. Abolition complète de la dette du tiers monde.

Pas de protectionnisme contre les produits du tiers monde (comme appliqué par la Convention de Lomé ou annoncé par le Livre Blanc sous forme de 'clauses sociales').

6. Non à l'économie de marché, non au capitalisme, source de chômage croissant, de misère, de racisme, fascisme et de guerre.

Pour une société socialiste.

Pour la solidarité internationale des travailleurs et des peuples.

Le Livre Blanc de l'Union européenne : un scénario de guerre économique et de destruction sociale

(Jo Cottenier)

Le 1er novembre 1993, le Traité de Maastricht est entré en vigueur. La Communauté européenne devient l'Union européenne, exprimant ainsi la progression de l'unité politique et militaire. Quatre jours après, le 5 novembre, l'embryon de l'armée européenne, l'Euro-corps, est installé à Strasbourg. Un mois plus tard, l'UE lance un nouveau plan de combat pour rendre l'économie européenne plus compétitive. Au sommet de Bruxelles, le 11-12 décembre 1993, les premiers ministres et les chefs d'Etat de l'Union européenne approuvent le Livre Blanc, intitulé "*Croissance, compétitivité, emploi - Les défis et les pistes pour entrer dans le XXIe siècle*" (1). La **croissance** devrait résulter d'un plan ambitieux d'investissements européens, la **compétitivité** devrait résulter d'une réforme du marché du travail et d'une réduction des charges sociales et l'**emploi** devrait résulter automatiquement des deux précédents.

I. L'histoire inconnue des deux Livres Blancs de Delors

Avant que Jacques Delors devint président de la Commission en 1985, il fit le tour des grands industriels de la Communauté. C'est ce que Axel Krause, journaliste du *International Herald Tribune* explique dans son livre sur l'unification européenne (2). En fait, pour rencontrer les 'captains of industry', il n'avait qu'à consulter la Table Ronde des Industriels Européens, qui rassemblait depuis 1983 les 30 à 40 industriels les plus puissants du continent (3). L'avis de ces patrons était simple: il fallait d'urgence un grand projet économique pour passer de l'Europe du charbon, de l'acier et de l'agriculture vers l'Europe de l'industrie de pointe. Il fallait passer de l'Europe des secteurs en crise vers l'Europe des secteurs d'avenir. Ce fut le projet de l'Europe 1992, avec ses quatre "libertés fondamentales" : la liberté de circulation pour les biens, les services, les hommes et les capitaux. Le marché unique était pour le patronat européen une nécessité pour passer à l'offensive dans la compétition mondiale.

Le socialiste Jacques Delors se chargea donc de réaliser les quatre libertés patronales. Le Livre Blanc de 1985 formula les échéances et les 300 mesures pour réaliser l'ouverture complète du marché unique de 1992. Il fut suivi de l'Acte Unique de 1986, qui donna à la Commission européenne les moyens de mettre ce plan en pratique. L'Acte Unique introduisit la décision à majorité qualifiée ; ainsi le mécanisme de décision fut facilité.

Pour vendre le marché unique aux travailleurs européens, une gigantesque opération charme fut mise en place. Qui ne se rappelle pas le rapport Cecchini ? Chiffres et calculs à l'appui, Cecchini fabriqua un rapport télécommandé par le patronat européen pour prouver que le marché unique de 1992 apporterait monts et merveilles (4). En fait, ce rapport, il mérite beaucoup plus d'être lu aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Ne fut ce que pour se rendre compte combien le mythe Europe est une vaste tromperie.

Selon Cecchini, l'achèvement de l'Europe sans frontières résulterait en une croissance économique de 4,5 à 7 % ; en réalité la Communauté connut une croissance négative de 0,5 % en 1993 et espère atteindre une croissance de 1 % pour 1994.

Selon Cecchini, l'abolition des frontières provoquerait la création de 5 millions d'emplois en Europe ; depuis, il y a déjà 1 million de chômeurs en plus (17 millions) et les prévisions actuelles mettent en perspective le chiffre catastrophique de 20 millions de chômeurs, puisqu'il faudrait un taux de croissance de 2,5 à 3 % pour simplement arrêter l'hémorragie.

En 1988, aucun économiste renommé ou responsable politique a mis en doute les promesses de Cecchini. Pourtant, la débâcle est bien là. C'est qu'on "oublia" tout simplement de compter avec l'essentiel : la crise de surproduction capitaliste. Deux, c'est que l'on se fouta pas mal de l'aspect "scientifique" de cette étude. L'important, c'était de "vendre" le marché unique au grand public. Un rapport récent de la Table Ronde confirme que les membres de la Commission Cecchini savaient parfaitement qu'ils trompaient les gens: *"Un membre de comité directeur du Groupe Cecchini déclare aujourd'hui que les estimations élevées en matière de création d'emplois étaient en grande partie une propagande au service de l'unification européenne et qu'aucun des membres du groupe Cecchini ne s'est jamais attendu à ce que le marché unique soit une machine à créer des emplois."* (5) Le commentateur cynique de la Table Ronde : *"La propagande pour une bonne cause est nécessaire. (...) Si elle s'écarte trop des faits, l'idéalisme risque d'entraîner frustration et méfiance au lieu de donner aux Européens confiance en leur avenir. La propagande est encore plus problématique lorsque ceux qui la diffusent (c'est-à-dire les gouvernements des pays membres) commencent à la prendre pour une réalité."*

1992 : une guerre pour rien

La construction européenne fait partie de cette guerre planétaire entre les grandes puissances pour s'accaparer des parts de marché dans une situation de marchés super-saturés. La capacité de production dépasse largement les possibilités d'absorption; ce qui mène à une course folle pour produire moins cher et battre la concurrence par des prix moins chers. L'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Europe donne des avantages compétitifs pour les producteurs européens, mais ne crée nullement de **nouveaux** marchés. C'est ce que la Commission elle-même doit avouer maintenant :

"L'achèvement, fin 1992, du marché unique a contribué à jeter les bases d'une économie européenne plus efficiente. Cependant, sans nier l'importance que revêt l'efficacité de la production, celle-ci ne garantit nullement à elle seule qu'on atteigne en réalité des niveaux plus élevés de production et de revenu réel, ni que ceux-ci se traduisent automatiquement par des créations d'emplois." (6)

L'Europe sans frontières a donc complètement déçu les espérances d'une croissance forte, générée par **une demande intérieure accrue**. Même pire, beaucoup de groupes industriels se sont suréquipés au cours de la période 87-88 en perspective de cette ouverture des frontières, accumulant ainsi des surcapacités supplémentaires. Le baromètre saute au rouge, l'Europe chancelle. Le mythe 1992 est à peine écroulé que celui de Maastricht subit le même sort sous les coups de boutoir de la crise. L'Europe est en crise et au centre de cette crise : le chômage. Les emplois créés au cours de la période 85-90 ont tous disparus et le taux de chômage atteint presque son niveau record de 1985, 10,8 %.

Copenhague

Survient dans ce climat le sommet de Copenhague, le 20 et 21 juin 1993. Le socialiste Jacques Delors, président de la Communauté européenne, y exprime ce que tout le patronat européen attend de lui : il faut une nouvelle offensive commune pour s'accaparer des marchés extérieurs et pour se réappropriier les marchés européens. Une démonstration de plus que la logique de la concurrence et de la compétitivité est sans fin.

En trois diapositives judicieusement sélectionnées, Delors dessine les grands traits d'un raisonnement qui est répercuté depuis par toute la bourgeoisie européenne et par ses médias.

Un, l'Europe perd des parts de marchés au niveau mondial (3,7 % entre 1980 et 1993), donc l'Europe est en perte de compétitivité par rapport à ses principaux concurrents : Etats-Unis, Japon et certains pays du tiers monde.

Deux, au cours de la période 1970-1990, 28,8 millions d'emplois nouveaux ont été créés aux Etats-Unis et 11,7 millions par le Japon, pendant que l'Europe réunie n'en atteint que 8,8 millions. Le haut

niveau de chômage est inacceptable pour deux raisons : il porte atteinte à la compétitivité (ça coûte cher à la société) et il porte atteinte à la "cohésion des sociétés" (ça risque d'éclater).

Trois, l'Europe active (productive) porte un trop grand poids d'inactifs : pour 100 actifs, il y a 124 inactifs en Europe, contre 98 aux USA et 89 au Japon.

La mise ensemble de ces trois données mène aux conclusions suivantes. La compétitivité se perd à cause du poids financier des chômeurs et des inactifs. Il faut diminuer cette charge pour les entreprises. Autant dire que l'écart compétitif se creuse entre l'Europe et ses concurrents à cause du poids excessif du système de protection sociale, qui se reflète dans la lourdeur excessive du coût salarial indirect (sous forme de cotisations à la Sécurité sociale) et à cause des rigidités du marché du travail qui empêchent la création de plus d'emplois, au même prix de revient.

Ces conclusions, le premier ministre britannique John Major voulait les mettre d'emblée dans la déclaration de Copenhague. Delors s'y opposa, préférant envelopper cette pilule dans un autre simulacre d'étude "scientifique". Ainsi fut lancée l'idée d'un nouveau Livre Blanc, qui occupa l'agenda du sommet européen de Bruxelles.

Une offensive orchestrée

En fait, le discours de Delors fut soigneusement préparé par la Commission européenne, en concertation avec les gouvernements des 12, au cours de maintes réunions informelles.

Les 3 et 4 mai 1993, une réunion informelle des ministres de l'Emploi et des Affaires sociales eut lieu, qui affirma la nécessité de renforcer l'approche communautaire dans la lutte contre le chômage. Bien que ce soient les Etats membres qui assument la responsabilité et le pouvoir législatif dans le domaine social, on y décida d'une coordination des actions à mener. Dans ce but, un "cadre communautaire pour l'emploi" fut approuvé par la Commission le 26 mai 1993. On y trouve le canevas de l'exposé de Delors et son motif principal : *"Une action est nécessaire si l'on ne veut pas que ce problème (le chômage) compromette gravement la compétitivité économique de la Communauté au 21^e siècle et qu'il détériore considérablement le tissu de nos sociétés" (7).*

On y propose *"un processus structuré, coopératif et systématique d'analyse et de réflexion politique concernant des solutions possibles au problème de l'emploi, en vue d'une action politique concertée"* qui devrait durer 18 mois, jusque fin 1994. La première étape en est l'élaboration du Livre Blanc. Pour ce faire, la Commission insiste particulièrement sur l'implication de tous les Etats membres, de tous les groupes d'intérêts et des "partenaires sociaux".

Le document approuvé par la Commission ne laisse aucun doute sur les pistes à explorer : *"l'adaptabilité sur le lieu de travail, les possibilités de développer de nouvelles formes d'emploi, la mise au point de nouvelles structures du temps de travail et la possibilité de réduire les coûts salariaux, notamment en modifiant les systèmes de prélèvement" (8).*

Dès le début de la présidence belge de la Communauté, le premier ministre Jean-Luc Dehaene et le ministre du Travail Miet Smet s'inscrivirent avec insistance dans ce cadre. Dans ce contexte, la mort du roi fut, pour la classe dirigeante, un "heureux" événement, qui permit de crier au rassemblement, à la collaboration des classes, au pacte social. Dehaene ne manqua pas l'occasion et fit inscrire son plan dans le discours inaugural du nouveau roi.

II. Le modèle américain

L'objet des jalousies européennes se trouve en long et en large dans le rapport annuel de la CE sur l'emploi (1993), qui lance "le processus de réexamen, de réévaluation et de reformulation de la politique suivie" et qui doit déboucher sur "une révision fondamentale de la façon dont nous

envisageons la gestion de nos affaires économiques et sociales et du marché du travail" (9) Voici les chiffres clés de ce rapport, que l'on retrouve aussi dans le discours de Copenhague.

"Moins de 60 % de la population de la Communauté en âge de travailler a un emploi, contre plus de 70% aux Etats-Unis, dans les pays de l'AELE et au Japon."

"Au cours de la dernière décennie, les Etats-Unis ont maintenu un taux de croissance du PIB similaire à celui de la Communauté - quelque 2 % l'an, compte tenu de l'évolution de la croissance démographique. Pendant cette période, le taux de croissance des revenus par travailleur a cependant été plus faible aux Etats-Unis que dans la Communauté -1% contre 2%. En revanche, le taux d'emploi des Etats-Unis a continué à augmenter au cours de cette période pour atteindre un niveau de 70 % à l'heure actuelle, 10 points au-dessus du niveau communautaire. "

La référence continue aux Etats-Unis donne clairement l'orientation. En 1981, Reagan a su mater les résistances syndicales en licenciant l'ensemble des 12.000 contrôleurs aériens en grève et en dissolvant leur syndicat. Le "miracle" reaganien s'est imposé par la suite. Qu'en est-il de ces fameux 28,8 millions d'emplois que Jacques Delors prend comme modèle ?

Emplois-hamburger

Le mystère de ce marché du travail américain, il est très simple: couper chaque job en deux et payer un salaire de misère. Ca s'appelle "distribution du travail disponible" si on veut, mais à la manière patronale. Ce précepte fut surtout appliqué en Amérique dans le secteur des services de faible niveau de qualification, aussi bien dans le secteur public que privé. Il s'ensuit une "explosion des services" avec une forte réduction de la durée moyenne du travail du secteur: de 37,5 heures en 1966 à 33 heures en 1992 (10). Comme il n'existe aux USA aucune législation sociale qui protège contre les licenciements arbitraires, les patrons licencient une personne à temps plein pour en réembaucher deux à temps partiel. Ainsi, s'est propagé le fléau des "Hamburger-jobs" : un salaire horaire de 5 à 6 \$ et aucune protection sociale. Le plus grand profit se réalise par la révision à la baisse des contrats d'assurance. Il faut savoir que les patrons n'ont aucune obligation légale de cotiser à la Sécurité sociale comme chez nous. Leur "contribution" fait partie intégrante des négociations sectorielles ou des conditions d'embauche individuelle, de même que l'indexation des salaires au coût de la vie. Ainsi, les travailleurs de Caterpillar ont mené une grève de 6 mois en 1992 contre un plan patronal diminuant l'assurance-maladie.

USA : 25 millions de travailleurs privés de Sécurité

La protection sociale varie donc fortement d'Etat à Etat, d'entreprise à entreprise et de contrat à contrat. Elle est d'autant plus faible que le nombre d'heures travaillées est bas et que l'entreprise est petite. Résultat : 25 millions de travailleurs américains n'ont aucune forme de protection sociale ! Phénomène multiplié par le recours croissant au travail temporaire et intermittent.

Tous ces jobs sont extrêmement mal payés. Ce qui oblige les familles à faire travailler un nombre croissant de leurs membres pour simplement garder le niveau de vie antérieur. Malgré cela, le taux de chômage officiel dépasse les 7 % aux Etats-Unis. Mais comme les patrons ne cotisent pas pour le chômage (il est entièrement à charge de l'Etat), le niveau de protection est dérisoire : après 26 semaines, on tombe sans revenu. Ainsi, plus de la moitié des chômeurs américains ne perçoivent aucune allocation de chômage. Comme les loyers sont très chers, beaucoup d'entre eux sont expulsés de leur maison et se retrouvent dans les rues. Selon les chiffres officiels, ils sont 7 millions aujourd'hui. Tout cela aussi fait partie du "modèle américain" et d'un marché d'emploi "dynamique"...

L'orientation des propositions européennes montre que ce "modèle" américain est une menace réelle. A l'ordre du jour dans tous les pays européens, les mêmes thèmes : salaire minimum, coût du

licenciement, flexibilité du marché du travail, diminution de la cotisation patronale, un autre financement de la Sécurité sociale, désindexation (partielle) des salaires...

La Table Ronde commande, Delors exécute.

Il est tout-à-fait remarquable de comparer les derniers écrits de la Commission européenne avec les textes de la Table Ronde des Industriels européens sur la question de l'emploi. En 1986 déjà, la Table Ronde publia "Making Europe Work", un rapport qui présente une similitude frappante avec les diagnostics de Jacques Delors et sa Commission. La Table Ronde se penche tout spécialement sur le "miracle-emploi américain". "La croissance des Etats-Unis et de l'Europe fut la même au cours de la période 1976-1983 : 23 %. Dans la même période, le nombre d'emplois a augmenté de 17 % en US et est tombé de 1 % en Europe" (p. 10-11). Les capitaines d'industrie regrettent infiniment ce gâchis de fonds qu'ils évaluent à 220 milliards de \$ pour 1985 (allocations de chômage dépensées et revenus de taxes et cotisations en moins). "L'Europe ne peut plus se permettre de gérer son économie de telle façon inefficace." (p. 13)

La solution est pourtant extrêmement simple, dit la Table Ronde : *"Les conditions pour combattre le chômage en Europe sont exactement les mêmes que celles qu'il faut pour assurer que l'industrie européenne devienne plus forte et plus saine."* (p. 5 et p. 32)

Suivent tout une série de mesures qui ont "déclenché" une avalanche de jobs aux Etats-Unis : lever toutes les restrictions pour le travail à temps partiel et le travail multiple, créer un marché du travail flexible avec contrats temporaires, interruptions de carrière... revoir les modalités d'embauché et de licenciement, les réglementations du temps de travail, les heures de travail, adapter les salaires minimums "inflexibles et irréalistes", augmenter la mobilité du marché du travail... etc. (p. 30). Autre remède miracle, diminuer le coût du travail, spécialement pour les jeunes (p. 31). On constate d'ailleurs que les orientations actuelles de la Commission dépassent, sur ce dernier point, les rêves patronaux : la Table Ronde n'osait même pas proposer une baisse générale des cotisations patronales.

Le rapport de 1986 tomba dans une période de chômage comparable à celle d'aujourd'hui. La Commission a traîné pour deux raisons. D'abord, la période de 1987 à 1989 a été caractérisée par une reprise qui a déclenché les espoirs les plus fous: la "période des vaches maigres" était derrière nous. Il s'avère maintenant que le pire est encore devant nous. Ensuite, jusqu'ici la Commission ne s'était jamais risquée à formuler des avis de compétitivité commune aux dépens du social en Europe. Vu le manque de compétence de la Commission pour les matières sociales, il n'était pas évident de reprendre tel quel les avis patronaux. Mais tout ceci est en train de changer...

III. Le Livre Blanc : version européenne du Plan Global belge

C'est la première fois que la Communauté européenne lance elle-même une offensive au niveau social. Ce n'est pas une offensive pour une meilleure protection sociale, mais une offensive pour renforcer la compétitivité au dépens des travailleurs et assurés sociaux de l'Europe entière. Cette fois-ci, la Grande-Bretagne ne fera pas obstruction, au contraire.

Maître-mot : la compétitivité

L'analyse de la Commission débouche sur les remèdes suivants : 1° La compétitivité se perd à cause du poids financier des chômeurs et inactifs. Il faut réduire le chômage en créant un marché de travail plus souple, avec des forces de travail moins chères et en répartissant le chômage sur l'ensemble des actifs. 2° L'écart compétitif se creuse entre l'Europe et ses concurrents à cause du poids excessif du système de protection sociale. Ce poids se reflète dans la lourdeur excessive du coût salarial indirect (sous forme de cotisations à la sécurité sociale). Il faut diminuer cette charge pour les entreprises.

L'originalité de cette vision, c'est que les objectifs 1 et 2 peuvent parfaitement aller de pair. Les diminutions des cotisations sont attribuées sous condition d'une flexibilisation du marché de travail. Toutes deux se renforcent dans la recherche d'un seul but : *"l'amélioration de la compétitivité, gage de notre autonomie et de notre prospérité"*.

La Commission ne protégera pas, elle attaque

Toute l'offensive sur le coût salarial est argumentée avec la vieille recette libérale : combattre le chômage en abaissant le salaire. Cette recette ne connaît qu'un credo: s'il y a chômage, c'est parce que l'ouvrier vend sa force de travail trop cher ; baissez les salaires et les patrons engageront. Ainsi, le chômage n'a plus rien à voir avec un système capitaliste défaillant et avec ses lois économiques cruelles, mais la faute en incombe aux travailleurs eux-mêmes et à leur lutte syndicale.

Ainsi s'écroule définitivement le mythe de l'Europe Sociale, un mythe propagé depuis des années par la CES et les principales forces réformistes dans les différents pays.

Les autorités européennes craignent que cette offensive anti-sociale déclenche des mouvements sociaux et enlève définitivement tout crédit à la construction européenne parmi les travailleurs. De là **des tentatives orchestrées dans différents pays européens pour conclure des pactes sociaux**. Le but est de rallier les organisations syndicales à la recherche d'une compétitivité renforcée au niveau européen. Des négociations ont cours au niveau européen et au niveau des nations. La Belgique, assumant la présidence de la CE, convoqua les 'partenaires sociaux' pour une concertation sur les mesures proposées. En France, en Espagne, en Belgique, les gouvernements ont tenté d'arriver à la conclusion d'un pacte social. L'Italie et l'Allemagne avaient déjà renoué avec la pratique du pacte social.

Assumant pour six mois la présidence de la Communauté, le gouvernement belge se mit immédiatement au travail. Comme Dehaene lui-même le déclara au parlement, son Plan global (11) préfigure le Livre Blanc de Delors : Dehaene fut le premier à traduire en un plan concret ce que le Livre Blanc prescrit comme lignes de force à tous les pays européens. Seule différence : Dehaene y ajoute une dose de blocage salarial et de manipulation de l'index, pour prendre une avance compétitive sur les autres pays européens (c'est ce qu'il appelle rattraper la compétitivité perdue).

Une conception "américanisée" de l'emploi

L'avant-projet du Livre Blanc (12) proposa une révision des "systèmes d'emploi" pour remédier au chômage. Première piste conseillée, il faut enlever "les rigidités qui existent encore dans le fonctionnement du marché du travail".

Le premier effort *"concerne dans beaucoup de pays le fonctionnement des services et agences de l'emploi"* (point 84). Le plan global de Dehaene a instauré des services locaux d'emploi qui vont obliger les jeunes à faire des travaux de seconde zone pour 150 F l'heure. S'ils refusent, ils perdent leur allocation de chômage.

Le deuxième effort concerne les entreprises mêmes. *"L'amélioration de la flexibilité interne de la gestion des ressources en main d'oeuvre au sein des entreprises est un objectif fondamental. (...) Une telle relation se traduira par de nouveaux degrés de flexibilité portant sur la polyvalence des salariés, l'ajustement des rémunérations aux performances des entreprises et de leurs salariés, et la diversité de l'aménagement des durées de travail."* (point 87) Il faut envisager *"un aménagement en profondeur des temps de travail. Il offre une possibilité de créer des emplois supplémentaires, notamment par le recours accru au temps partiel, ou par la baisse, sous diverses formes, de la durée annuelle du travail."* (point 91) *"Mais cette orientation revêt un caractère si novateur qu'elle appelle de la part des pouvoirs publics une action d'encouragement et d'accompagnement."* (point 93). Les différentes formes de "partage du travail" avec perte salariale sont encouragées par le plan Dehaene : 30 milliards

d'exemptions de cotisations patronales sont prévues pour les patrons qui introduisent ces systèmes. Ainsi *"l'aménagement du temps de travail et la baisse de sa durée moyenne peuvent et doivent devenir un atout pour la compétitivité."* (point 94)

Diminuer les coûts du travail

Le Livre Blanc et le Plan Dehaene se réduisent finalement à une logique de base qui est résumé dans les points 96 à 100 :

"Le coût excessif du travail, et notamment du travail peu ou moyennement qualifié, défavorise l'emploi. (...) Il convient donc de diminuer les coûts non salariaux de la main d'oeuvre, c'est-à-dire les prélèvements obligatoires pesant sur le travail. En effet, ils représentent en moyenne 40 % des coûts totaux de la main-d'oeuvre dans la Communauté. Ils sont beaucoup plus élevés qu'au Japon (20 %) et qu'aux Etats-Unis (30 %). (...) Les Etats membres devraient se fixer l'objectif de réduire les coûts non salariaux du travail d'un montant équivalent à un ou deux points du PNB à moyen terme..."

Le Livre Blanc fixe ainsi à un ou deux points du PNB, les diminutions de cotisations sociales souhaitables. Les 30 milliards du plan Dehaene représentent moins d'un demi point du PNB et ne sont donc qu'un début. Le vol du salaire indirect cause une perte de ressources pour la sécurité sociale qui, dans un premier stade, doit être compensée par des *"mesures qui n'ont pas d'effet négatif sur la compétitivité de l'industrie communautaire, telles que (...) des impôts sur la consommation."* (point 101) C'est exactement ce que le plan global a mis en pratique en compensant la perte de cotisations par des hausses de l'impôt indirect.

La sécurité sociale menacée

Ce formidable transfert de charges des entreprises vers les ménages annonce des réformes en profondeur dans les systèmes de sécurité sociale. En fait, un pilier sûr de financement est remplacé par un pilier qui peut être revu à la baisse à chaque contrôle budgétaire ou changement gouvernemental. Ce n'est pas un hasard si le rapport Verplaetse (qui prépara le plan global) suggérait une solution financière plus durable à terme pour la sécurité sociale, qui serait une réorganisation en trois pôles: une assurance de base pour tout le monde, des assurances complémentaires, collectives (au niveau des entreprises) et des assurances individuelles (privées). Le fameux "modèle" à deux vitesses qui existe aux Etats-Unis et qui y cause tant de catastrophes sociales. Petit à petit, la sécurité sociale est écrasée entre deux normes européennes : celles de Maastricht qui imposent des restrictions budgétaires et celles de la compétitivité des entreprises qui impose des ponctions de cotisations patronales. La sécurité est deux fois privée de revenus ce qui la force inévitablement dans une logique d'économies, d'assurances complémentaires et de privatisation.

IV. Deux visions opposées sur "l'Europe sociale"

Deux visions sur "l'Europe sociale" s'affrontent. La première, entretenue par Delors et les partis socialistes en Europe, regrette que le social reste "en retard" par rapport à l'économique, que le monde politique a "oublié" les travailleurs et trop soigné le capital. Le social doit "rattraper" son retard et on compte sur un surcroît de pouvoir du parlement européen et sur la concertation européenne pour y arriver. Malgré l'évolution en sens inverse, beaucoup de syndicalistes y croient fermement.

La deuxième vision croit que l'absence de dimension sociale n'est pas un oubli. La nature même de la construction européenne lui interdit de faire mieux en matière sociale que les Etats nationaux : l'Europe hisse la logique de la compétitivité au niveau du continent, au niveau de ses ambitions de superpuissance. Cette vision, c'est la nôtre. Les stratégies contenues dans le Livre Blanc le confirment à merveille.

Dans son livre sur l'Europe, le journaliste de la RTBF, Gérard de Selys (13) relève la contradiction entre les buts avoués du Traité de Rome en 1957 et ceux du Traité de Maastricht en 1991. Le premier s'assigne "*comme but essentiel l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi des peuples*", le deuxième couple cet objectif à son contraire, "*la nécessité de maintenir la compétitivité de la Communauté*".

De l'harmonisation vers le haut au nivellement vers le bas

On peut discerner trois phases dans le discours social sur l'Europe.

La première étape est celle du Traité de Rome qui instaurait l'union douanière, et faisait miroiter l'amélioration constante. C'était le rêve de l'harmonisation vers le haut entre les différents pays et leurs différents systèmes sociaux.

En 1985 et 1986, l'unification européenne prend un coup d'accélérateur avec l'approbation du Livre Blanc et de l'Acte Unique. La perspective de 1992, avec ses quatre libertés de circulation (capitaux, personnes, biens et services) émerveille le patronat. Le rapport Cecchini essaie d'épater aussi les travailleurs en promettant une croissance en flèche et 5 millions d'emplois nouveaux. Dans les faits, la perspective de 1992 met en marche une spirale de destruction sociale. Chaque pays anticipe l'ouverture des frontières par une course à la déréglementation sociale: flexibilité, autorisation du travail de nuit pour femmes, etc. C'est le début du dumping social, de la concurrence entre pays européens pour diminuer le niveau des conditions de travail.

Le monde syndical se dresse et le monde politique avance l'idée du 'socle social' pour éteindre le feu. Sur proposition de la Belgique, la Charte sociale est approuvée en 1989. C'est la deuxième étape du discours social. L'idée de la Charte sociale est de définir un ensemble de droits minimums qui ne peuvent être remis en cause par la pression de la concurrence et par la recherche de la compétitivité. Ce n'est plus une harmonisation vers le haut, mais un filet de sauvetage pour limiter le nivellement vers le bas.

Comme la Charte n'est qu'une pompeuse déclaration de principes creux (style : "tout emploi doit être justement rémunéré"), le Conseil doit le traduire en un "programme d'actions", soit 47 projets de directives (les lois européennes). Après trois ans de "travaux", la Charte sociale s'avère être un chiffon de papier. Tout ce qui pourrait avoir une certaine valeur est bloqué ou dénaturé : par exemple, l'information sur les multinationales. Tout ce qui passe, n'a aucune valeur réelle, comme la limitation du temps de travail hebdomadaire à 48 heures en moyenne, mesuré sur une période d'un an, avec possibilité de dérogation... ! D'autres directives sociales ne font que faciliter l'introduction de systèmes flexibles en harmonisant les conditions d'application.

Alerte générale !

Avec le sommet de Maastricht, une nouvelle étape est franchie. Maastricht est un pas décisif pour la mise en place d'une structure politique, militaire et financière qui coiffe les Etats nationaux. Les monnaies doivent être fusionnées en une monnaie unique avant la fin du siècle. L'Eurocorps, embryon de l'armée européenne, est installé à Strasbourg pour intervenir partout où les "valeurs" européennes sont menacées. Au niveau social, la coordination des politiques sociales (ou plutôt asociales) prévaut sur la concurrence entre pays. Le moteur de la spirale vers le bas devient la compétitivité commune de l'économie européenne par rapport à ses concurrents communs (Etats-Unis, Japon, tiers monde).

En théorie, la Commission européenne n'a qu'un pouvoir très limité sur la politique sociale des Etats et encore devrait-il s'exercer dans un sens de protection. Dans les faits, les normes de Maastricht imposent, sous peine de sanctions, des politiques sociales de plus en plus restrictives et agressives. En théorie, la Commission n'a aucune autorité sur la politique de l'emploi des Etats nationaux. Dans les faits, la Commission vient de prendre l'initiative du Livre Blanc sur l'emploi, dont le but est de

coordonner la déréglementation complète du marché du travail au niveau européen. Il ne s'agit plus de mettre des limites à la destruction sociale (ne fût-ce qu'en paroles), mais de l'organiser. Le point de départ du Livre Blanc est que l'Europe "souffre" d'une trop grande protection sociale, d'un trop grand poids de la sécurité sociale par rapport à ses concurrents, les Etats-Unis, le Japon et le tiers monde. La conclusion est résumée par l'adage patronal "ce qui est bon pour les entreprises est bon pour l'emploi".

Le travail atypique comme exemple

Suivons à travers ces trois étapes, le traitement du travail "atypique" (le travail à temps partiel, le travail intérimaire) par la politique européenne et nationale. Selon l'esprit de Rome, il faudrait limiter de plus en plus ce travail atypique et raccourcir la durée du temps de travail pour les emplois à temps plein. La crise capitaliste, les lois du marché en décident autrement. Le patronat a redécouvert et propagé les différentes formes de travail atypique pour augmenter la flexibilité et comme alternative à la réduction du temps de travail sans perte salariale. Ainsi, le travail à temps partiel s'est répandu. Suite à la Charte sociale, quelques projets de directives ont été rédigés concernant le travail atypique. "La logique sous-jacente de ces directives n'est pas de réduire le nombre de travailleurs atypiques ni de limiter les conditions de leur utilisation mais bien d'égaliser les droits et coûts entre les différentes catégories de travailleurs" (14). En égalisant p.e. le traitement en matière de prestations sociales, on facilite l'extension de ce travail.

Avec le Livre Blanc, cette extension devient en fait une recommandation adressée à tous les pays. Le plan Verplaetse-Dehaene nous permet déjà d'en voir l'application. "En fait," écrit Dehaene dans sa note, "nous anticipons sur le contenu du Livre Blanc européen". Deux emplois mi-temps coûteront moins cher aux patrons qu'un emploi plein temps. Des jeunes seront embauchés temporairement, à 90 % du salaire normal, sans pécule de vacance, avec exemption de cotisation patronale. Où est passé là-dedans le principe "d'égalité de traitement de tous les emplois" prôné par la Charte sociale ? Loin de freiner la destruction sociale, l'Europe prend les devants, bafouant ses propres directives. A chaque phase correspond un autre discours social sur l'Europe et une autre réalité.

Phase	Objectif	Réalité (tr.atypique)
Traité de Romel 1957 Communauté Eur. = Union douanière	S'assigne "comme but essentiel l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples". Harmonisation vers le haut ?	Années 70 : crise. Montée flexibilité. Temps partiel : 14 mils (chiffres 92). Temporaires : 10 mils.
Livre Blanc 1985 Acte unique 1986-1987 Marché unique 1992 = 4 libertés de circulation : zone de libre échange.	Créer un environnement plus propice à la stimulation de l'entreprise, de la concurrence, des échanges. Nivellement en marche. "Oublié la dimension sociale". Charte sociale 1989 et plan d'action. Socle social pour limiter le nivellement par le bas.	Créer les conditions pour l'extension du travail atypique. - Egalisation des droits et coûts. Enlever les barrières. - Recommandations d'assouplir, p.e. travail de nuit. Hansenne1987:CC42.
Traité de Maastricht 1991 Union Européenne Union monétaire 1997-1999?	Couple cet objectif à son contraire, "la nécessité de maintenir la compétitivité de la Communauté". Normes de Maastricht : les objectifs économiques communs guident la politique sociale nationale. Livre Blanc : la coordination des politiques sociales (ou plutôt a-sociales) pour renforcer la compétitivité commune.	Généraliser le travail atypique. Imposer plus de flexibilité du marché du travail. - Pousser en rendant moins cher pour patrons. - Faciliter déagements. Organiser l'augmentation de l'exploitation.

L'Europe révèle son vrai caractère

Tout ceci confirme la deuxième vision sur l'Union européenne : il s'agit d'une machine de guerre. Le mot d'ordre de la guerre économique, c'est la compétitivité. C'est non seulement une logique sans fin, mais c'est aussi la source de guerres réelles. Le mythe d'une Europe qui appliquerait une autre politique que les Etats autonomes qui la composent, s'écroule. Chaque étape vers un super-Etat fédéral européen, renforce la course à la compétitivité et la mène au niveau de bloc contre bloc. Le verbiage social ne sert qu'à tromper les syndicats, mais commence à se dissiper comme la brume au soleil.

V. Deux spirales compétitives

La chasse à la compétitivité est l'ultime but du Plan Global de Dehaene, comme du Livre Blanc de Delors.

Ainsi, les seuls bénéficiaires du plan global belge sont les patrons. Faites le compte : les 30 milliards d'exemptions de cotisations patronales à la sécurité sociale et les 50 milliards de blocage salarial pour 95 et 96 représentent 80 milliards de cadeaux purs. Ajoutons 40 milliards de ponction du pouvoir d'achat par manipulation de l'index, on arrive à 120 milliards servant uniquement à "améliorer et préserver la compétitivité des entreprises".

L'analyse de base du Plan Global et du Livre Blanc est la même : pour créer des emplois, il faut diminuer le coût du travail et multiplier les emplois précaires. Tous deux invoquent la création d'emplois pour réaliser un formidable vol de salaire indirect au profit des patrons et pour prôner plus de flexibilité. Le plan Dehaene est le premier plan global de la sorte au niveau européen, mais certainement pas le dernier. Jean-Luc Dehaene : *"Ce n'est pas un hasard si les premiers éléments du Livre Blanc de la CE montrent une ressemblance très forte avec notre plan global."* (15) Si Dehaene anticipe le plan européen, il y ajoute pourtant des mesures de surenchère nationale pour donner un coup de pouce supplémentaire aux 75 % des exportations de la Belgique vers cinq pays européens. Le plan Dehaene y met donc la double dose et accélère ainsi le cycle infernal. Dorénavant, deux spirales se renforcent.

La compétitivité nationale...

12 crise de surproduction. Il évoque inévitablement des mesures de rattrapage dans d'autres pays et déclenche ainsi une spirale déflatoire (de baisse de pouvoir d'achat), comme dans les années 30. Dehaene: *"Chez nous, les salaires seront même bloqués après 94. Aucun pays n'a déjà décidé ça. Ça peut même nous causer un avantage concurrentiel"*. (16)

... doublée par la compétitivité européenne

Aux mesures qui devraient rétablir la compétitivité nationale s'ajoutent maintenant celles qui font partie d'un plan européen pour mieux concurrencer le Japon, les Etats-Unis et certains pays exportateurs du tiers monde. Il s'agit des 30 milliards de vol salarial, sous forme de diminutions des cotisations patronales. Comme nous l'avons démontré, le but à moyen terme serait de réduire les charges sociales pour un montant jusqu'à 2 % du PNB. Ce chiffre correspondrait en Belgique à l'abolition de 25 % de la cotisation patronale (150 à 180 milliards).

A la base de cette proposition, l'analyse de la Commission européenne : les pays européens perdent des parts de marché à cause du poids excessif de la Sécurité sociale sur le coût salarial. *"Il est d'une importance capitale que l'Europe s'attaque à ses handicaps structurels"* dit Dehaene. Et puis *"la Sécurité doit être fondamentalement repensée."* En diminuant les cotisations sociales, tout le système de financement de la Sécurité sociale est automatiquement mis en cause. Aujourd'hui, les manques de revenus sont compensés intégralement par une augmentation des taxes sur la consommation (neutralisées dans l'index), mais nul ne peut garantir pour le futur cette source de revenus

compensatoires pour la Sécurité sociale. Les dix années passées ont connu autant de ruptures de contrat de la part de l'Etat pour ce qui concerne son intervention dans cette Sécurité sociale.

Ainsi, l'acceptation de la compétitivité mène non seulement à une perte de pouvoir d'achat terrible mais aussi au démantèlement inévitable de la Sécurité sociale dans toute l'Europe.

Pour une lutte européenne contre le Livre Blanc

Dehaene ne cesse de répéter qu'il faut situer le plan global dans le contexte européen : "Le plan que le gouvernement met sur pied doit être considéré comme une composante d'un plan européen coordonné, comme une partie du Livre Blanc".

Tout de suite après l'annonce du plan global, le gouvernement français de Balladur a affirmé son intention de renforcer les diminutions de cotisations patronales, décidées dans le cadre du plan quinquennal pour l'emploi. Comme Dehaene, le gouvernement Balladur promet de nouveaux cadeaux aux dépens de la Sécurité sociale. En Espagne, des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté et fait grève contre un pacte social du même tonneau (blocage salarial, diminution des cotisations patronales, atteintes à la Sécurité sociale et révision des procédures de licenciement).

Il faut refuser radicalement la surenchère compétitive, source de misère croissante. En s'associant à la recherche de la compétitivité européenne, on nourrit une machine de guerre économique, qui finira par provoquer la guerre tout court. Reconnaître cette logique implique d'avalier tous les cadeaux et de refuser toute mesure qui imposerait de nouvelles charges aux patrons. Il faut s'en libérer pour imposer une distribution du travail au charge du capital, par les 32 heures avec maintien du salaire et embauche compensatoire.

VI. Livre Blanc et Plan Global: un choix de société

Le capitalisme mondial connaît sa plus grande crise économique depuis les années 30. D'après la bourgeoisie, plus vite les travailleurs s'adaptent à cette "nouvelle situation" et abandonnent leurs acquis sociaux, moins douloureux sera l'avenir. Il faut démanteler les prestations de la sécurité sociale pour la sauver, il faut diminuer les salaires pour sauver l'emploi.

Le matraquage idéologique va bon train pour faire accepter aux travailleurs européens un gigantesque recul en arrière. *"Un pays industriel ne peut pas être un parc de loisirs"* disait récemment le chancelier allemand Helmut Kohl. Après 15 années d'austérité sévère, on vient nous raconter que l'Europe est *"allée trop loin dans l'assistanat"*, qu'il faut être plus sélectif dans la couverture publique des besoins sociaux et en réserver les bienfaits à ceux qui en ont "vraiment" besoin. Ceux qui ont encore un travail se font culpabiliser comme des privilégiés et doivent partager leur travail et leur salaire avec ceux qui n'en ont pas.

C'est tout ça "le plan global" de Dehaene et le Livre Blanc de Delors. L'adaptation, dont ils parlent, c'est l'abandon de ce que des générations de travailleurs ont pu arracher pour se protéger contre l'insécurité du capitalisme. Le capitalisme étale ainsi sa faiblesse, son pourrissement. Lors de la chute du Mur, on a promis des lendemains splendides à l'économie de marché. Quatre ans plus tard, la bourgeoisie mondiale panique devant la profondeur de la crise. Elle doit avouer que son système est incapable de garantir une vie décente aux travailleurs, incapable de garantir le plein emploi, incapable d'assurer le progrès social.

Le credo libéral de la social-démocratie

La social-démocratie, bon apôtre du système, essaie de cacher cette vérité. Pour le ministre socialiste Willockx, le plan global est même la réalisation du socialisme démocratique sur le terrain (radio

BRT). Pour nous, il est la démonstration parfaite de la dictature du capital. Chaque syndicaliste combatif doit choisir son côté devant ce choc d'opinions.

"Ce qui est bon pour les entreprises est bon pour l'emploi" disent les patrons. Ce fut Helmut Schmidt, ancien chancelier allemand, qui fut le premier socialiste renommé à reprendre cet adage patronal en le reformulant avec moins de scrupules encore : *"les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain"*. Aujourd'hui, les socialistes Delors, Mitterrand, Spitaels et Vandembroucke clament en chœur contre le coût salarial trop haut et enchaînent tous les mêmes litanies que Balladur, Kohl, Dehaene ou Verhofstadt. On ne peut mieux démontrer la faillite complète du réformisme social-démocrate. Gestionnaires du système, ils périssent avec le système. Non sans se cramponner fiévreusement aux "solutions miracles" pour sauver "notre" économie.

Etre dirigeant social-démocrate signifie aujourd'hui: être fidèle à l'économie de marché, être pionnier dans la course à la compétitivité, être médecin au chevet d'un capitalisme moribond.

Le fléau du chômage inquiète le capital

Tout le monde reconnaît maintenant le caractère structurel de la crise. Par ce caractère structurel, on désigne le fait que le chômage à deux chiffres est devenu partie intégrante de la société capitaliste. Même une reprise conjoncturelle ne parviendra plus à réduire le chômage massif. "C'est un problème de société" admet même le capitaliste André Leysen. Mais nous ne sommes pas sûrs que nous parlons de la même chose. Où se trouve, pour nous, le problème de société ?

Il est tout d'abord dans la nature de la crise que nous vivons. Pour tout capitaliste, cette crise est un accident de parcours, une fatalité qui nous tombe dessus. Ou bien elle est la faute des travailleurs qui ont trop revendiqué, qui tuent les entreprises par leur attitude intransigeante. Dans les deux cas, il faut que les travailleurs "s'adaptent à la nouvelle situation" en acceptant la liquidation de leurs acquis. Pour le marxiste, la surproduction mondiale que nous connaissons est une conséquence logique de la chasse au profit, qui est le seul moteur du système capitaliste. Marx a démontré que cette logique du profit maximum débouche inévitablement sur des crises destructrices. La bourgeoisie refusera toujours tout lien entre la période des années 60, avec sa forte croissance, et la période actuelle. Pourtant, la logique est la même : produire toujours plus avec moins de travailleurs, pour gagner des parts de marché sur les concurrents. Les circonstances exceptionnelles d'après-guerre ont permis un développement rapide des marchés, mais la même logique les a menés inévitablement à la saturation et à la surproduction. La course à la productivité des années 50 et 60 a préparé la crise des années 70 et 80.

Depuis la crise, les patrons s'efforcent de rationaliser encore plus et excluent de plus en plus de main d'oeuvre. La technologie sert ainsi, non d'instrument de progrès, mais de facteur d'exclusion et de misère croissante d'une partie de plus en plus grande de la population. Le problème de société, il est là : il est dans la propriété privée des moyens de production, cause de cette anarchie et des crises qui en découlent.

La vision de société, elle est tout autant dans les remèdes que la bourgeoisie propose. Même pour les patrons, la "lutte contre le chômage" est devenu la priorité absolue. Pourquoi ?

D'abord, parce qu'il risque *"de détériorer considérablement le tissu de nos sociétés"* (17). C'est la peur de l'explosion sociale qui hante tout capitaliste intelligent car elle risque de mettre le système même en danger.

Ensuite, parce qu'il risque *"de compromettre gravement la compétitivité économique"*. Cette raison forme le canevas du discours de Delors au sommet de Copenhague: l'Europe perd des parts de marché, parce que son économie traîne le poids de trop d'inactifs. Ces inactifs sont rémunérés par un système de protection sociale beaucoup trop généreux, qui pèse sur les coûts salariaux des entreprises (à travers les cotisations). Charles Wyplosz, conseiller de Delors : *"Toutes les analyses montrent que le chômage*

découle de notre niveau élevé de salaires, de la générosité de notre système de protection sociale, notamment au niveau santé, etc. Autrement dit : le filet social, typique de l'Europe, se paie en termes d'emplois. Nous voyons donc clairement comment lutter contre le taux de chômage absolument honteux que nous connaissons. Le problème est que chacune de ces mesures constitue un recul social..." (18)

La générosité se mesure, non en fonction des réels besoins ou en fonction de la pauvreté mais en fonction de la générosité du concurrent. Ainsi, on est certain que notre système social sera **toujours** trop généreux parce qu'il y aura toujours des concurrents moins généreux. C'est la logique inhumaine d'un nivellement vers le bas, enclenchée par la concurrence anarchique et la course au profit.

Quelle en sera l'incidence sur le chômage même ?

N'attendez pas trop du rétablissement de la compétitivité, disait déjà Verplaetse, gouverneur de la Banque Nationale. Il sait que si on fait des promesses vaines, la déception est d'autant plus grande après. Il sait surtout que les cadeaux n'empêcheront pas les centaines de milliers de licenciements qui s'annoncent en Europe. Car l'argent que recevront les entreprises servira avant tout à fouetter le moulin de la concurrence et... à rationaliser encore plus.

D'où l'engouement soudain du patronat et des gouvernements européens pour la "répartition du travail". Des diminutions de cotisations supplémentaires seront utilisées comme appât pour encourager le mi-temps, les jobs au rabais pour jeunes et tout plan de répartition dans les entreprises. Les patrons seront récompensés par 100.000 F pour chaque job coupé en deux. Au lieu d'un partage du travail, il s'agit donc plutôt d'un partage du chômage et de la misère, car toute réduction du temps de travail se fera avec perte salariale. Le modèle de société prôné est celui où il n'y aurait plus qu'un seul job entier et un seul salaire complet par ménage. Cela montre toute l'absurdité d'un système super-développé au niveau technologique, qui mène à l'exclusion de plus en plus rapide de forces de travail et à l'appauvrissement de la majorité. Une des prédictions faite par Marx, il y a un siècle.

Résoudre le problème de société, c'est faire la révolution

La misère croissante en Europe, dans le tiers monde, dans les pays de l'Est n'est pas un problème "passager" ou "temporaire". Le capitalisme mondial est engagé dans une course folle qui ne crée pas seulement le chômage de masse, mais suscite des contradictions violentes entre les blocs qui peuvent déboucher sur une nouvelle guerre. L'exclusion sociale et la misère fomentent le racisme et le fascisme.

Les choix du Livre Blanc et du Plan Global renforcent toutes ces menaces et sont les choix d'un système en déroute. Si les syndicalistes s'en convainquent, ils combattront ces plans avec plus d'énergie encore et opteront résolument pour une société socialiste. Pour un système qui planifie, qui répartit la production sur toutes les forces de travail, qui garantit la sécurité d'emploi et les soins de santé gratuits et qui utilise la technologie pour rendre le travail moins pénible.

Notes :

1. Commission des Communautés Européennes, *Livre Blanc, Croissance, compétitivité, emploi. Les défis et les pistes pour entrer dans le XXI^e siècle*, Bulletin des Communautés européennes, Supplément 6/93.
2. Axel Krause, *Inside the New Europe*, Harper Collins / BessieBooks 1991.
3. La Table Ronde des Industriels européens est le plus important groupe de lobby européen. Elle regroupe quelques dizaines de géants de l'industrie européenne, comme Gyllen-hammar (Volvo), Dekker (Philips), Agnelli (Fiat), De Benedetti (Olivetti), Davignon (Générale), etc. Elle se réunit deux fois par an et publie régulièrement des avis sur les stratégies européennes répondant le mieux aux intérêts du grand capital.
4. Le rapport Cecchini sur "*Le coût de la non-Europe*", commandité par la Commission compta 16 parties et fut popularisé dans le livre "*1992, Le défi*", préfacé par Jacques Delors. Il fut présenté à la presse en mars 1988.
5. European Round Table of Industrialists, *Les marchés du travail en Europe - Les perspectives de création d'emplois dans la deuxième moitié des années 90*, novembre 1993

6. *L'emploi en Europe*, 1993, Commission européenne, p.195-196.
7. Idem.
8. Idem.
9. *L'Emploi en Europe*, 1993, Commission européenne, p.3.
10. Nous avons puisé largement pour cette partie dans l'article de Catherine André, "*Etats-Unis: l'emploi à deux vitesses*", dans *Alternatives économiques* de sept-oct.1993.
11. *Déclaration gouvernementale sur le plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale*.
12. Différentes ébauches du Livre blanc ont circulé avant l'approbation au sommet de Bruxelles. Nous nous basons ici sur la version soumise aux ministres de l'Economie et des Finances, le 22 novembre 1993: Croissance, Compétitivité et Emploi, dans 'Agence Europe', 24 novembre 93. C'était la version disponible au moment de la confection du plan global belge.
13. Gérard de Sélys, *Alinéa 3, l'Europe telle qu'elle*, EPO/RTBf 1993.
14. Philippe Pochet, *Programme social: le bilan*, Observatoire social européen, Working Paper n°5, mai 1993
15. Discours prononcé par J.L.Dehaene devant les grandes conférences catholiques, 3 novembre 1993.
16. *Financieel Economische Tijd*, 25 novembre 1993.
17. Cadre communautaire pour l'emploi, dans "*L'emploi en Europe*", 1993, p. 191.
18. *Eco-Soir, Le Soir*, 29 octobre 93.

Le Livre Blanc (extraits)

"Les défis et les pistes pour entrer dans le XXIe siècle"

La version finale du Livre Blanc (1), approuvé le 12 décembre 1993 au sommet de Bruxelles, résume en 25 pages les grandes orientations de la politique économique et sociale que l'Union européenne veut pousser. En voici de larges extraits.

Pourquoi ce livre blanc ?

"Le Conseil européen de Copenhague a invité la Commission européenne à présenter un livre blanc sur la stratégie à moyen terme en faveur de la croissance, de la compétitivité et de l'emploi. Cette décision faisait suite à un débat entre les chefs d'Etat ou de gouvernement, à partir d'un exposé du président de la Commission sur les faiblesses des économies européennes." (p.9)

"(Le diagnostic de Copenhague) a été confirmé et précisé tant par les contributions nationales que par les travaux de la Commission européenne : compétitivité, croissance, emploi et chômage sont strictement liés, et depuis longtemps." (p.9)

"Depuis 20 ans, le taux potentiel de croissance annuelle de l'économie européenne a baissé (d'environ 4 % à environ 2,5 %). Le chômage augmente de manière continue de cycle en cycle. Le taux d'investissement a diminué de 5 points. Notre position relative face aux Etats-Unis et au Japon s'est détériorée en ce qui concerne l'emploi, les parts de marché à l'extérieur, la recherche-développement et l'innovation ainsi que leur traduction dans l'offre immédiate et finalement en ce qui concerne le développement des produits nouveaux." (p.9)

Le coeur du problème : les trois chômages

"Depuis le début des années 70, le chômage n'a cessé d'augmenter dans la Communauté, sauf pendant la seconde moitié des années 80. Il frappe actuellement 17 millions de personnes. En vingt ans, le volume des richesses produites s'est accru de 80 %, alors que l'emploi total n'augmentait que de 9 %. Comment l'expliquer sinon en distinguant trois formes différentes de chômage : le chômage conjoncturel, le chômage structurel et le chômage 'technologique'." (p.11)

"A la fin des années 80, au plus fort d'une embellie, le chômage touchait encore 12 millions de personnes. Cette rigidité du chômage ressort d'explications maintenant bien connues :

- notre insertion dans la nouvelle division internationale du travail n'a pas été optimale : nous avons négligé les marchés d'avenir... ;

- le coût relatif élevé du travail peu qualifié encourage les investissements de rationalisation et freine la création d'emplois dans les services ;

- nos systèmes d'emploi ont vieilli. Par là, il faut entendre l'ensemble complexe constitué aujourd'hui par le marché et la législation du travail ; la politique de l'emploi, les possibilités de flexibilité interne ou externe à l'entreprise, les opportunités fournies ou non par l'appareil d'éducation et de formation, la protection sociale ;

- enfin et surtout, de nouveaux pays s'industrialisent et viennent nous concurrencer, y compris sur nos marchés, à des coûts défiant toute concurrence de notre part." (p.11)

Pistes pour entrer dans le XXI^e siècle

"Pour inverser la tendance funeste de nos sociétés gangrenées par le chômage, il serait souhaitable que l'Union européenne puisse créer 15 millions d'emplois d'ici à la fin du siècle." (p.11-12)

Une économie saine

"Les Européens ont besoin de stabilité. L'expérience montre qu'il n'y a pas de croissance continue et de création d'emploi durable dans l'inflation et les déséquilibres. (...) Il est donc nécessaire de raisonner dans un cadre macro-économique de référence pour la convergence tant économique que monétaire." (p. 12)

"La réduction progressive des déficits publics est nécessaire dans la première phase pour maîtriser l'endettement et continuer dans la seconde à accroître l'épargne publique. Cela impliquera un effort accru de restructuration de dépenses, en particulier le freinage de dépenses de fonctionnement, au profit de ressources publiques consacrées à l'investissement matériel et immatériel ainsi qu'à la politique active de l'emploi.

Des politiques monétaires stables cohérentes se fixant un objectif de faible inflation seront une référence constante tout au long de la période. (...)

Enfin, les évolutions de toutes les catégories de revenus devraient être rendues cohérentes avec les objectifs de stabilité monétaire et de modération des coûts. Au cours de la première phase, il s'agirait de prévenir une accélération qui couperait court à la baisse des taux d'intérêts à long terme; au cours de la seconde, il faudrait garantir une rentabilité du capital suffisante pour permettre une augmentation du taux d'investissement et, partant, de la croissance et de l'emploi." (p. 12)

Une économie ouverte

"Peut-être sommes nous aujourd'hui à l'aube d'une rupture de même importance, avec l'insertion dans la sphère des échanges mondiaux, de pays en voie de développement et des pays ex-communistes. Il est vital que la Communauté soit ouverte et se prépare à cette perspective." (p. 13)

"Si tous ces pays parviennent à mener des politiques raisonnables d'adaptation et de modernisation, ils profiteront à plein de notre action et nous en retourneront les bienfaits sous forme de débouchés nouveaux et donc de création d'emplois." (p. 13)

Une économie décentralisée

"L'économie de marché est décentralisatrice. (...) Désormais la décentralisation reflète aussi un changement profond dans l'organisation de nos sociétés. (...)

D'où l'importance croissante du niveau local, où l'ensemble des éléments de l'action publique s'intègrent plus aisément et où se multiplient des réseaux de partenariat.

D'où aussi le mouvement de décentralisation qui affecte le monde des entreprises. Les PME sont souvent citées comme modèles, parce qu'elles incarnent une flexibilité, une disponibilité opérationnelle, une capacité d'intégration que les unités composant les grandes sociétés tentent désormais d'imiter. Les systèmes hiérarchisés et linéaires font progressivement place à des organisations interactives.

Ce mouvement de décentralisation, appuyé sur les nouvelles technologies, nous conduit vers une véritable société de l'information." (p. 13)

"La dimension européenne donnerait à l'essor de la société d'information ses meilleures chances. C'est pourquoi la Commission propose, dans un partenariat public-privé, d'accélérer la mise en place des 'autoroutes de l'information' (réseaux à larges bandes) et de développer les services et applications qui y sont associés (voir axe de développement I)." (p. 14)

Une économie plus compétitive

"Tirer le maximum du grand marché. (...) Du point de vue des entreprises, des progrès sont nécessaires dans trois directions.

La première concerne le corpus des règles (législation, normes, standards,...) qui assurent le bon fonctionnement du marché. (...)

La deuxième condition vise les petites et moyennes entreprises. Modèle de flexibilité pour les grandes sociétés, elles sont aussi de plus en plus un facteur de leur compétitivité, du fait de l'externalisation et de la sous-traitance. (...)

La troisième condition a trait à l'accélération de la mise en place des réseaux transeuropéens d'infrastructures (voir axe de développement II)." (p. 14-15)

Une économie solidaire

"L'expérience prouve que le marché n'est pas sans défaillances. (...) La conscience de ces insuffisances a conduit nos pays à développer des mécanismes collectifs de solidarité. (...)

Aujourd'hui cependant, le fonctionnement de la protection sociale est réexaminé dans beaucoup d'Etats membres, pour en améliorer l'efficacité et pour en alléger les coûts par davantage de responsabilité et de sélectivité. Le renouveau du modèle européen de société passe par une solidarité moins passive.

Solidarité, d'abord, entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas. Cette idée centrale a été complètement absente, ces dix dernières années, des discussions ou des négociations collectives. C'est la raison pour laquelle nous proposons une sorte de pacte social européen dont le principe est simple, mais dont les modalités seraient adaptées selon les particularités de chaque pays et de chaque entreprise ; dans l'esprit d'une décentralisée et de subsidiarité, les nouveaux gains de productivité seraient, pour l'essentiel, affectés à l'investissement porteur d'avenir et à la création d'emplois." (p. 16)

Agir au service de l'emploi

"Comme on l'a vu, la Communauté européenne n'est pas parvenue à diffuser les possibilités d'emploi à la faveur de l'augmentation, pourtant notable, de la richesse produite. Si l'on y regarde de près cependant, les performances des Etats membres regardées séparément sont assez différentes... Ces disparités sont riches d'enseignements.

D'une manière générale, elles signalent que la croissance n'est pas toute la réponse à la question du chômage... Plus précisément, les rigidités du marché du travail, responsables d'une grande part du chômage structurel européen, renvoient à des spécificités institutionnelles, légales ou contractuelles propres à chaque pays. (...) C'est l'ensemble de chaque système qui doit être mis en mouvement pour améliorer le fonctionnement du marché du travail." (p. 16-17)

a. Un pari sur l'éducation et la formation: savoir et savoir-faire, tout au long de la vie

"Pour se préparer à la société de demain, il ne suffit pas seulement de détenir un savoir et un savoir-faire acquis une fois pour toutes. (...) Les métiers de demain exigeront l'aptitude à formuler un diagnostic, à faire des propositions d'amélioration à tous les niveaux, l'autonomie, l'indépendance d'esprit et la capacité d'analyse que confère le savoir. D'où la nécessité d'une adaptation du contenu de l'enseignement et de la possibilité d'améliorer sa formation (savoir et savoir-faire), chaque fois que nécessaire.

Le pari d'une éducation tout au long de la vie devient ainsi le grand dessein auquel devraient être conviées les communautés éducatrices nationales, à partir de leurs atouts propres." (p. 17)

b. La nécessité d'une double flexibilité, externe et interne, des marchés du travail

"Améliorer la **flexibilité externe**, c'est faire en sorte que davantage de personnes sans emplois sont en mesure de répondre aux besoins identifiés par les entreprises. Cela passe d'abord par un accroissement de la mobilité géographique. (...)

L'accès à la formation permanente constitue aussi un pilier majeur de la flexibilité, laquelle appelle aussi des initiatives, parfois radicales, de la part des partenaires sociaux, en coopération avec les pouvoirs publics:

- dans certains pays du nord de la Communauté, diminuer certaines prestations de chômage et abaisser la fiscalité indirecte sur les bas revenus contribuerait à la lutte contre le travail en noir. Il y a cependant des limites à la réduction des prestations de chômage en deçà desquelles s'installe la pauvreté ;

- dans plusieurs pays du sud, les législations relatives aux conditions de licenciement des travailleurs en contrat à durée indéterminée devraient être assouplies, ce qui contribuera à limiter le travail précaire ; (...)" (p. 18)

"La **flexibilité interne** résulte d'une gestion optimale des ressources humaines par les entreprises. (...) Il dépend des entreprises de l'améliorer par la polyvalence professionnelle, une organisation intégrée du travail, la flexibilité des temps de travail (développement des formes de travail partiel ou partagé), des modes de rémunération incitatifs. Adaptée au modèle européen de société, elle devrait être au centre des négociations dans l'entreprise entre la direction et les représentants du personnel." (p. 18)

c. Les vertus de la décentralisation et de l'initiative

"Le fonctionnement optimal du marché du travail appelle une large décentralisation au niveau des 'bassins d'emploi'. (...) De même, c'est seulement par une approche décentralisée au niveau de chaque

entreprise que l'aménagement du temps de travail peut être un atout pour la compétitivité ; et, de ce fait, favorable au maintien ou à la créations de l'emploi.

On voit ainsi comment, chez Volkswagen, une négociation imaginative autour de la semaine de quatre jours aura permis d'instaurer une forme de chômage partiel, intelligente et solidaire. Des formules de retraite plus flexible, des durées annuelles plus diversifiées, l'extension des possibilités de temps partiel correspondant dans beaucoup de situations à la demande des salariés comme à l'intérêt des entreprises soucieuses d'une meilleure utilisation de leur potentiel de production. Bien souvent, cet aménagement du temps de travail 'par en bas' se trouve bloqué par les rigidités qui normalisent les durées de travail en Europe autour de 37 à 39 heures. Pour supprimer ces obstacles, il faut, en fonction des dispositions propres à chaque pays, revoir la législation du travail (rôle des durées légales), les pratiques contractuelles (rémunération des heures supplémentaires) et simplifier dans bien des cas le calcul des droits à pension." (p. 18-19)

d. Réduire le coût relatif du travail peu qualifié

"Le problème des charges sociales doit être replacé dans un contexte plus large. Dans la plupart des pays de l'Union, les coûts du travail sont grevés de manière importante par les prélèvements obligatoires. Il suffit de rappeler que, entre 1970 et 1991, ils sont passés de 34 à 40 % du PIB, alors que, par exemple, ils restaient stables aux Etats-Unis au-dessous des 30 %. Ne faut-il pas y voir une cause du ralentissement de la croissance et surtout de l'augmentation du chômage ?

Pour en revenir au travail peu qualifié - qui est très lié au chômage de longue durée - notons que, dans huit pays de l'Union sur douze, les charges sociales fiscales et sociales pèsent relativement plus lourd sur les basses rémunérations. (...) Des travaux ont été menés dans plusieurs pays où les taux des cotisations sociales sont très élevés, ils montrent qu'une réduction de 30 à 40 % de ces cotisations concentrée sur les faibles rémunérations accroîtrait l'emploi de 2 %. (...)

Dans la plupart des pays de l'Union, il apparaît indispensable de réduire les coûts non salariaux du travail peu qualifié d'un montant équivalent à 1 ou 2 points du PNB d'ici à l'an 2000." (p. 19)

e. Pour un complet renouvellement de la politique de l'emploi

"Il n'est plus possible de laisser sans occupation un grand nombre des chômeurs européens. C'est pourtant ce que reflète la structure des dépenses du chômage : les deux tiers environ des dépenses publiques consenties pour les chômeurs consistent en assistance et le reste en 'mesures actives'.

Un renversement complet d'attitude doit être opéré. Son objectif serait de prévenir l'apparition du chômage de longue durée. D'un côté, les chômeurs devraient se voir proposer au fur et à mesure de leur durée d'attente: d'abord une formation de bon niveau qualifiante, puis la possibilité d'un emploi, y compris public, pendant quelques mois. (...)

Un changement aussi substantiel appellerait un renforcement notable des services publics de l'emploi. L'objectif est que chaque chômeur soit suivi personnellement par le même conseiller." (p. 19)

f. A la rencontre des nouveaux besoins

"De nombreux besoins restent aujourd'hui encore insatisfaits. (...) Selon les estimations concordantes, le chiffre de 3 millions d'emplois nouveaux pourrait être avancé pour la Communauté, se répartissant également entre les services de proximité, l'amélioration du cadre de vie et la protection de l'environnement." (p.20-21)

g. Plaidoyer pour l'action

"Quant à l'action proprement communautaire, il n'est proposé de lui donner un nouvel élan, soit de nouvelles formes, que dans cinq directions :

- tirer le maximum du grand marché ;
- soutenir le développement et l'adaptation des petites et moyennes entreprises ;
- poursuivre le dialogue social qui a permis, jusqu'à présent, une concertation fructueuse et des prises de position communes par les partenaires sociaux, qui ont aidé le travail communautaire ;
- créer les grands réseaux européens d'infrastructure ;
- préparer, sans retard, et jeter les fondements de la société de l'information.

Ces deux dernières actions constituent les clés d'une meilleure compétitivité et nous mettront en mesure de maîtriser le progrès au service de l'emploi et de l'amélioration des conditions de vie." (p.22)

(Suivent deux compléments, qui précisent les deux axes de développement communautaires, notamment des réseaux d'information et des réseaux transeuropéens de transport et d'énergie.

En résumé, la Commission projette d'investir :

- 250 milliards d'écus pour les réseaux de transport et d'énergie d'ici l'an 2000 et 400 milliards au cours des quinze prochaines années ;
- 150 milliards d'écus pour les télécommunications d'ici l'an 2000 : il s'agit de réseaux numériques, services électroniques et la promotion de ses applications ;
- 174 milliards d'écus pour les grands projets environnementaux d'ici l'an 2000 et 314 milliards d'écus sur douze ans ; il s'agit de la gestion de l'hydrologie, le traitement des eaux, l'assainissement de la Méditerranée et de la Baltique.)

Notes :

1. Commission des Communautés Européennes, *Livre Blanc, Croissance, compétitivité, emploi. Les défis et les pistes pour entrer dans le XXI^e siècle*, Bulletin des Communautés européennes, Supplément 6/93.

ACTES DU COLLOQUE ET DU MEETING

Commission 1 - Comment mener la lutte pour l'emploi, contre les licenciements, les fermetures et les délocalisations

Italie : la lutte contre les "accords de juillet" — Emidia Papi (Représentations Syndicales de base/CUB, Italie)

Les conflits de classe en Italie — Valdis Righi (COBAS, Italie)

Pays-Bas : Une attitude défensive n'avance pas la lutte — Arie Van Kooten (NCPN, Pays-Bas)

Partager la pauvreté ou faire payer la crise par le grand capital ? — Kris Hertogen (PTB, Belgique)

Commission 2 - Livre Blanc ou Livre Noir ? La lutte contre les pactes sociaux et la régression sociale en Europe

La régression sociale dans la "Grande Allemagne" — Wolfgang Velten (Arbeiterbund für Wiederaufbau der KPD, Allemagne)

La grève générale en Espagne — Garcia Cordoba (PCOE, Espagne)

La privatisation et les luttes de classe en Grande-Bretagne — Nick Wright (Liaison Communiste, Grande Bretagne)

Le "Livre noir" de la politique capitaliste en Grèce — Kristos Bistis (EKKE, Grèce)

Notre avenir n'est pas le capitalisme mais la révolution et le socialisme — Liondos Gerasimos (SAKE, Grèce)

Les coûts sociaux de l'Europe — Maurizio Donato (Université de Rome, Lotta per la Pace e il Socialismo, Italie)

Commission 3 - Avec une technologie du 21ème siècle vers une société du 19ème. Quel avenir pour le socialisme en Belgique ?

Les nouvelles technologies et les contradictions du capitalisme. — Jo Cottenier (PTB)

La place du travail dans le capitalisme — Jaap Kruithof (Professeur de philosophie à l'Université de Gand, Belgique)

Le capitalisme à l'oeuvre en ex-RDA — Werner Mueller (KPD de l'Est, Allemagne)

Commission 4 – Immigration et racisme. Schengen et Trevi, précurseurs de nouveaux pogroms ?

Les effets du Traité de Maastricht sur l'immigration et le droit d'asile — Anne Maeschalk (Frontières ouvertes, Belgique)

Regards historiques sur l'immigration — Anne Morelli (Historienne, ULB, Belgique)

Racisme et politique de l'immigration en France — Roland Diarne (France, cercle Henri Barbusse)

Quelles luttes mener contre le racisme ? — Norbert Van Overloop (PTB)

Commission 5 - La superpuissance Europe sous domination allemande : un danger pour les peuples du monde

La logique du capitalisme allemand — Joachim Kuhnke (ouvrier chez Mercedes, Düsseldorf, Allemagne)

Le Traité de Maastricht et l'annexion de la RDA — Michael Lichtwarck-Aschoff (Union des travailleurs pour la reconstruction du KPD, Allemagne)

La balkanisation des Balkans — H. Finnis (A-Synechia, Grèce)

La superpuissance européenne sous la domination allemande : un danger pour les peuples du monde. — Sergio Cararo (Lotta per la Pace e il Socialismo - Italie)

Combattre l'Europe atlantique et impérialiste — Maurice Lionnet (Regroupement Communiste Unifié, France)

La politique militaire de l'Europe — Wies Jaspers (CIDEPE, Belgique)

Le danger de l'impérialisme européen vis-à-vis des pays du tiers-monde et la campagne menée en Norvège contre l'Union européenne — Ole Smaadahl (AKP, Norvège)

Meeting

Le Sommet et le Contre-Sommet — Jo Cottenier (PTB)

La situation en France — Roland Diarne (CGT, France)

L'occupation de Boel Tamise — Patrick Mertens (FGTB, Belgique)

L'Europe de Schengen et d'Europol — Lode Van Outrive (parlementaire européen SP, Belgique)

Kurdistan turc, une révolte populaire dans le jardin de l'Europe — Jan Fermon (PTB)

Les privatisations dans la CEE — Gérard de Selys (journaliste RTBf, Belgique)

Non au blocus contre Cuba — Danilo Sanchez (syndicat CTC, Cuba)

Grande-Bretagne : immigration et racisme, tiers-monde et impérialisme — Harpal Brar (Association des communistes indiens en Grande Bretagne)

Pourquoi rejeter l'Etat fédéral européen ? — John Boyd (Campaign against Euro-federalism, Grande Bretagne)

Les conséquences de l'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne et la stratégie du désengagement — Liondos Gerasimos (SAKE, Grèce)

L'Union européenne, la Grèce et les Balkans — H. Finnis (A/Synechia, Grèce)

Commission 1 - Comment mener la lutte pour emploi, contre les licenciements, les fermetures et les délocalisations

Italie : la lutte contre les "accords de juillet" — Emidia Papi (Représentations Syndicales de base/CUB, Italie)

Avec l'année 1992, une nouvelle et dramatique phase historique a débuté pour les travailleurs en Europe. Les contraintes de l'Union Economique européenne et la dette publique sont utilisées comme des massues contre les exigences des travailleurs. Cependant, le projet mis en oeuvre avec l'Union européenne a rencontré sur sa route la récession économique internationale qui en Europe est plus forte encore qu'aux USA et au Japon. Aux mesures anti-populaires et anti-ouvrières de Maastricht se sont ajoutées les fermetures d'usines, les licenciements en masse, l'augmentation du chômage.

Les cas de l'Italie et de la Belgique, les deux pays dont la dette publique est la plus élevée, sont très similaires. En Belgique, on a lancé le pacte social pour affronter la crise; en Italie, des accords qui changent radicalement les relations syndicales et les relations industrielles ont été conclus entre le gouvernement, les patrons et les centrales syndicales officielles.

Nous voulons vous parler de ces accords - les accords de juillet - qui signés en juillet 92 et en juillet 93, ont complètement subordonné le travail, les salaires et les droits syndicaux aux exigences du capital, des entreprises et des centrales syndicales collaborationnistes. Avec ces accords, les salaires ne sont plus liés à la productivité du travail mais aux résultats de l'entreprise sur le marché. Ils ont introduit la flexibilité maximum de la force de travail en acceptant le "travail loué" (intérim), les contrats à durée déterminée, les poses de nuit, l'horaire flexible, tout cela afin de permettre un contrôle total des directions patronales sur la force de travail. Enfin, les droits syndicaux sont reconnus "par la loi" uniquement aux trois syndicats officiels (CGIL/CISL/UIL) qui ont pris la responsabilité d'accepter ce pacte social avec le gouvernement et les entrepreneurs.

La conclusion de ces accords, et donc d'un pacte social, a ouvert la route à d'autres mesures anti-populaires et anti-ouvrières : la loi budgétaire (c'est à dire la loi annuelle portant sur le budget de l'Etat) tend désormais de manière décisive à éliminer les interventions publiques en matière de pensions, de santé et d'éducation, ceci par l'introduction de mécanismes de privatisations, par l'adoption de nouvelles taxes sur les services, et par le blocage des salaires des travailleurs du secteur public. Le processus de privatisation offre aux grands groupes financiers italiens et étrangers les secteurs les plus rentables, comme les banques ou l'industrie publique, en laissant à l'Etat les secteurs qui ne bénéficient pas d'une position économique satisfaisante. La loi sur la représentation syndicale élimine les droits d'organisation et d'activité pour les syndicats qui, comme le nôtre, n'acceptent pas la politique économique du gouvernement.

En un peu plus d'un an, notre syndicat, la CUB, a lancé deux grèves générales (le 2 octobre 1992 et le 11 novembre 1993) avec une plate-forme justement centrée sur ces aspects. Nos propositions, celles avec lesquelles nous sommes allés à la grève générale auto-organisée, comprennent la réduction du temps de travail à 32 heures/semaines avec maintien du salaire, l'arrêt des licenciements dans les usines en crise, l'exemption fiscale d'une partie du salaire, le maintien du caractère public et social de services comme l'école, la santé et les pensions, la liberté d'organisation syndicale. C'est une plate-forme très différente de celle des syndicats officiels, qui ont convoqué la dernière grève générale du 28 octobre "sur le soutien des accords de juillet" c'est-à-dire aux accords qui ont livré les travailleurs aux mains du gouvernement et du patronat. La grève générale de l'année dernière a été suivie par plus de 600.000 travailleurs aussi bien du privé que du public. Cette année, les grévistes ont encore été plus nombreux en impliquant les écoles et en coordonnant l'initiative avec les étudiants et les enseignants.

La situation de l'industrie en Italie est celle d'une profonde crise de la demande. Les commandes sont en chute dans tous les secteurs. En novembre, la production a chuté de 0,6 % par rapport à novembre 92, alors qu'elle était déjà lourdement en négatif; on prévoit qu'au cours des prochains mois, quelque

100.000 autres travailleurs seront expulsés de l'industrie. Il convient d'ajouter le fait qu'à la différence du passé, ni le tertiaire, ni le secteur public ne sont en mesure d'intégrer les travailleurs expulsés de l'industrie. Désormais, ces deux secteurs sont également touchés par de terribles restructurations, accélérées par le processus de privatisations.

Les contraintes de la politique économique du gouvernement sont en train d'éliminer les amortisseurs sociaux qui, dans le passé, avaient empêché l'explosion du chômage de masse. Les fonds pour ces amortisseurs ont été réduits et ceux disponibles se sont épuisés puis ont été bloqués par les coupes dans le budget public. Les données de l'OCDE sur le chômage de masse en Europe confirment que pour l'ensemble du prochain cycle économique, l'éventuelle reprise ne produira pas de nouveaux postes de travail.

Les travailleurs italiens ont engagé de dures luttes de résistance et de défense de leurs postes de travail. Des mineurs de Sulcis aux travailleurs du secteur chimique de l'Enichem de Crotona, des sidérurgistes de l'ILVA de Taranto aux métallos de l'Alfa/Fiat de Milan, des milliers de travailleurs luttent durement contre les licenciements et la fermeture des usines ; ils ont occupé les gares, les routes, les usines, les maisons communales. A Naples, les chômeurs organisés ont occupé, durant peu de temps, la principale église de la cité en réclamant du travail et des subsides. La police les a féroceement chargé et en a arrêté des dizaines. Le ministre des transports a ouvertement demandé l'intervention de la police contre les travailleurs qui occupent les gares et les routes.

Un problème sérieux se pose pour les travailleurs et les organisations syndicales de classe, celui des solutions alternatives à apporter aux fermetures des usines. Si nous acceptons la logique du marché et de la compatibilité entre les intérêts de classe, il est inévitable que beaucoup de fabriques soient fermées, mais si nous partons d'un point de vue de classe et des travailleurs, nous devons faire un raisonnement complètement différent.

La crise qui investit l'économie capitaliste européenne est une crise du capital et non du travail. Les patrons ont déjà obtenu un bas coût du travail, des financements publics, une flexibilité maximum, la réduction des taux d'intérêt, le blocage et la réduction des salaires, pourtant, ils veulent faire entièrement porter les coûts de la crise sur les travailleurs, les chômeurs, les salariés du secteur public et des services, en cachant le fait que la crise dépend dorénavant de la surproduction, de la diminution de la demande, des prix élevés.

En 1992, les salaires ont diminué de 3 %. Face à une augmentation des prix de 4,8 %, les salaires ont seulement augmenté de 2,7 % dans l'industrie et de 0,4 % dans le secteur public. Le coût du travail est passé de 3,7 % en 1992 à 1,9 % en 1993. Même dans les conditions de récession de l'industrie et avec les coupes sombres dans l'emploi, la productivité en 1993 a augmenté de 1,7 %.

Après tout cela, le gouvernement et les patrons demandent d'augmenter la compétitivité, une fois de plus, en exploitant les travailleurs. Les entrepreneurs italiens demandent l'augmentation du temps de travail et regardent, par exemple, d'un mauvais oeil l'accord conclu à Volkswagen. Ils veulent des différenciations salariales et développent le recours à la sous-traitance (faisant intervenir les petites et les très petites entreprises) en appliquant les principes de la production "just in time".

Confrontés à cette situation, nous ne pouvons nier que le conflit social s'aiguëra toujours plus et que notre rôle devra être précisément celui de démasquer les illusions de la compatibilité entre les intérêts de classe. Les ouvriers de Borgonovo avaient accepté la réduction des salaires en échange de garanties sur l'emploi. Aujourd'hui, ils sont licenciés sans pitié. D'abord, nous devons demander le salaire garanti indépendamment d'une possibilité de travail parce qu'il n'est pas permis d'abandonner les familles des travailleurs, de les mettre à la rue sans aucun revenu.

Ensuite, il est nécessaire de stopper les licenciements jusqu'à l'émergence d'alternatives réelles en terme de postes de travail.

Enfin, on doit créer des postes de travail à travers la réduction du temps de travail, tant dans les usines que dans les services.

Afin de bien soutenir ce programme, il nous faut une grande clarté stratégique et un fort mouvement de lutte sur le plan syndical et social.

La naissance d'une nouvelle organisation syndicale de classe en Italie est un processus qui s'est accru irrésistiblement au cours de ces deux dernières années, non seulement à cause du manque de démocratie au sein des syndicats officiels mais aussi parce qu'il existe un problème de contenu, de stratégie, de choix fondamentaux que les syndicats collaborationnistes ne seront plus jamais capables de réaliser. Le processus de construction d'un nouveau syndicat de classe en Italie est aujourd'hui une exigence diffuse et réaliste pour affronter cette crise. Nous ne savons pas si, dans le reste de l'Europe, la situation a atteint ce niveau, nous retenons toutefois comme fondamental le fait que, sur certains points de programme, les travailleurs européens, organisés dans des syndicats traditionnels ou les nouveaux syndicats se coordonnent étroitement afin d'affronter unitairement un défi qui désormais concerne l'ensemble de nos pays. Les patrons ont cherché l'unification avec Maastricht, avec la Banque centrale européenne, avec les programmes coordonnés sur le chômage, avec la liquidation des droits sociaux dans toute la Communauté européenne. Les travailleurs ont le droit, le devoir et la nécessité d'en faire autant en cherchant à donner une réponse globale à l'offensive globale du capitalisme en Europe.

Les conflits de classe en Italie — Valdis Righi (COBAS, Italie)

En Italie, nous avons aujourd'hui plus de 3 millions de chômeurs et ce nombre va croître dans les mois prochains. 75 % du revenu national et des impôts venait des ouvriers. Il n'y a pas de taxes sur les bénéfices des capitaux, il n'y a pas de taxes sur les bons d'Etat, il n'y a pas de taxes sur les grandes fortunes. Ainsi la chute des salaires des ouvriers de 4 % l'année passée a conduit à une vague de luttes sociales.

Récemment, en septembre, une lutte importante est surgie dans le sud de l'Italie dans le secteur de la métallurgie. 300 ouvriers ont occupé l'usine appartenant à l'Etat, lequel voulait fermer l'entreprise et licencier tous les travailleurs. Ceux-ci ont occupé l'usine et ont dû repousser plusieurs attaques de la police en construisant des barricades. Toute la ville a soutenu les travailleurs, il y a eu des manifestations de masse, surtout des femmes, des occupations des routes et des gares, des confrontations avec la police.

A côté de cela, il y a eu une vague d'intenses luttes des mineurs en Sardaigne, des ouvriers de la chimie en Sicile, des ouvriers du textile en Calabre, des métallurgistes à Naples et à Milan.

Ceci constitue la première réponse à la politique du gouvernement italien qui fait peser le poids de la crise de surproduction sur les épaules des travailleurs. Il s'agissait de luttes spontanées de colère et de rage. La seule chose qui manquait, c'était une organisation plus importante, qui aurait pu coordonner toutes ces luttes dans les différentes parties de l'Italie afin de déboucher sur une lutte plus vaste.

Pour le moment en Italie il y a surtout un manque et une demande d'organisation de la part des travailleurs. Les organisations syndicales traditionnelles ont complètement dégénéré dans les années 80. La plus grande organisation syndicale de l'Italie était dirigée par l'ancien parti communiste, devenu le parti démocratique de gauche (PDS). Lors de son dernier Congrès, en 1991, elle mentionnait clairement sa volonté de défendre non les travailleurs, mais l'économie nationale. Ceci pour le cadre théorique.

Le résultat pratique de cette position est inscrit dans les accords de juillet 1992 et juillet 1993, qui ont fait baisser les salaires et réduit les droits des travailleurs en ce qui concerne leur représentation dans

l'entreprise. En outre, ces accords ont donné carte blanche au gouvernement pour licencier les travailleurs du secteur public.

Ainsi les syndicats officiels sont devenus des jouets aux mains du gouvernement et du capital plutôt que d'être un instrument aux mains des travailleurs. C'est pourquoi des alternatives nouvelles et des syndicats de classe ont vu le jour en Italie. Un fait me semble particulièrement important : la naissance du syndicat autogéré des ouvriers. En fait ce n'est pas encore vraiment un syndicat mais plutôt un comité de coordination de ce que nous appelons les comités de base, qui se sont constitués dans les entreprises.

Le premier de ces comités de bases (en abrégé cobas) est né dans une des usines les plus importantes de l'Italie, à la Fiat, près de Milan. Ensuite, d'autres "cobas" se sont formés dans d'autres entreprises, du nord au sud du pays. Qu'est-ce qui a poussé à la formation de ce nouveau syndicat, appelé le syndicat autogéré des travailleurs ? Le grand mouvement de masse qu'a connu l'Italie après juillet 92, après le premier accord par lequel les syndicats officiels ont accepté la baisse des salaires. Un vaste mouvement des travailleurs a surgi en réaction à cet accord et les dirigeants syndicaux ont été littéralement attaqués par les manifestants, avec des oeufs, des tomates. A la fin de la manifestation, ils ont été obligés de parler derrière des écrans de plexiglas, obligés qu'ils étaient de se protéger de la colère des travailleurs.

Ainsi le problème de l'organisation se pose actuellement comme problème principal. Nous devons donc constituer de nouveaux "cobas". Le deuxième problème auquel nous devons faire face, c'est celui de savoir ce que nous allons dire aux travailleurs, parce que quitter les organisations syndicales traditionnelles et rejoindre les nouvelles formes de syndicat ne suffit pas. Nous devons donner des alternatives concrètes aux travailleurs pour faire face à la crise, aux pertes d'emplois.

Notre programme est, pour le dire simplement, le refus de chaque accord qui inclut des pertes d'emplois et la revendication de réduction du temps de travail avec maintien intégral des salaires. Nous nous opposons fermement à des accords qui incluent des diminutions de salaires. Dit ainsi, cela peut sembler simple, mais en réalité, cela nécessite des luttes très dures. Et ceci pas uniquement en Italie, parce que nous pensons que les problèmes des travailleurs sont les mêmes partout en Europe.

Dans ce sens, nous désapprouvons l'accord qui a été conclu chez Volkswagen. Nous pensons que les problèmes des travailleurs de l'industrie automobile en Italie et en Allemagne sont les mêmes quant au fond. Nous pensons que les problèmes des sidérurgistes italiens ou des sidérurgistes en Europe sont partout les mêmes.

C'est pourquoi nous considérons qu'il est nécessaire de créer une coordination européenne des travailleurs, afin de mettre au point des agendas communs, des programmes communs, afin de lancer des luttes communes contre le capital européen. Nous devons unifier les ouvriers italiens et européens pour faire échec à l'Europe de la bourgeoisie, du grand capital, à l'Europe militaire.

Pays-Bas : Une attitude défensive n'avance pas la lutte — Arie Van Kooten (NCPN, Pays-Bas)

Les grands changements intervenus en Europe de l'Est se sont accompagnés dans nos pays d'attaques musclées du capitalisme contre le niveau de vie. A mon avis, ceci ne peut être une coïncidence. Au contraire, il y a un lien clair entre ces deux situations, mais cela nous amènerait trop loin que de présenter une analyse politique complète aujourd'hui. Ce n'est pas le but de cette conférence et une pareille analyse ne peut se faire que sur base de développements comme nous en faisons l'expérience au Pays-Bas.

Ce serait d'ailleurs une bonne chose si les organisations qu'on peut considérer comme étant les représentants du mouvement ouvrier, s'attelaient sérieusement à cette tâche dans le cadre d'une coopération internationale grandissante... Car il est clair que le mouvement ouvrier se trouve devant la

tâche et le devoir de formuler une réponse à l'exploitation accrue qui va de pair avec un accroissement du danger fasciste, quel que soit le développement des questions internationales et nationales.

Aux Pays-Bas, il y a une situation qui fait que les réponses aux grandes questions de cette période ne peuvent être apportées par l'ordre établi et les partis bourgeois. Du côté de la droite, on n'a jamais vu d'aussi grandes attaques contre les acquis des travailleurs depuis la deuxième guerre mondiale. La droite se sent soutenue dans cette entreprise par les défaites temporaires que le mouvement ouvrier a connu dans notre pays. Sans aucune honte, elle s'est engagée dans une exploitation sans limite des jeunes et des vieux, des actifs et des non-actifs...

Si dans une période antérieure, on essayait déjà régulièrement de s'en prendre au niveau de vie des travailleurs, aujourd'hui on attaque tous les acquis, même les plus élémentaires. D'ailleurs nous savons que ce phénomène ne s'arrête pas aux frontières des Pays-Bas. Du côté de la gauche, on constate d'un côté le désarroi total, de l'autre côté, l'abandon de principes qu'elle défendait encore auparavant.

La social-démocratie hollandaise, nourrie par un réformisme sans perspective, prend elle-même les devants en matière d'attaques contre les acquis sociaux, parce qu'elle est le partenaire gouvernemental de la démocratie-chrétienne et qu'elle désire le rester. Tous les acquis sociaux y passent : les salaires, les allocations même les plus basses, les allocations pour les jeunes au chômage, l'habitation pour les personnes âgées, les mesures protectrices comme la compensation des prix...

Cette ligne politique de la social-démocratie rencontre une grande résistance de la part de la population. Bon nombre de membres quittent le parti. Même quelques parlementaires se sont sentis obligés de partir. Une des attaques de la dernière période qui saute le plus aux yeux, est incontestablement l'attaque contre la loi sur l'indisponibilité au travail, la WAO, qui est une sorte d'assurance contre l'indisponibilité au travail en cas de maladie ou d'accident. La prime pour cette assurance est payée par les travailleurs eux-mêmes. On prétend ne plus pouvoir payer les allocations maintenant à cause de l'accroissement du nombre d'allocataires ces dernières années (800.000). Mais rien n'est dit quant à la cause de cet accroissement. Pourtant, c'est un fait avéré dans notre pays que les grandes sociétés font supporter le personnel excédentaire par les caisses des WAO. Ce qui est un abus pur des préventions sociales.

Tout ceci a fait grandir le mécontentement au sein du mouvement syndical hollandais. Et c'est surtout suite à la pression de la base que les premières formes de mouvement de masse ont vu le jour. Mais il ne fallait pas s'attendre à ce que les dirigeants syndicaux, en majorité sociaux-démocrates, répondent à ce signal.

Au moment même où un quart de million de personnes manifestaient dans les rues de La Haye, le sommet syndical suspendait toute autre action. La raison en était claire : un soutien général à cette lutte par l'ensemble du mouvement syndical hollandais, aurait mené non seulement à une crise du cabinet, mais également au maintien de la législation WAO. Voilà donc le choix qui a été fait par le sommet du mouvement syndical.

En tant que cadre du mouvement syndical, je défends la position, y compris à l'intérieur de mon organisation, que les dégâts causés à la lutte par les dirigeants syndicaux ne pourront être effacés que par le mouvement de masse. Entre-temps, les allocations versées dans le cadre de la WAO ont été réduites de façon draconienne. Il s'agit ici de réductions de l'ordre de centaines de florins par mois. Dans le langage populaire, on parle du "trou de la WAO". Celui qui veut remédier personnellement doit contracter une assurance privée.

Un nouveau phénomène a ainsi vu le jour : l'assurance contre l'indisponibilité au travail a été reprise par quelques grandes banques et compagnies d'assurances, qui attendent avec joie la rentrée dans leurs caisses de millions de florins de primes d'assurance. C'est ce qu'on appelle l'économie libre de marché.

Mais comme ça c'est déjà passé souvent, le système politique détestable dans notre pays n'a pas tenu compte de la résistance de la base du mouvement syndical.

Dans les négociations sur les conventions collectives de travail, on a obtenu pratiquement dans tous les secteurs que le trou de la WAO soit compensé par une prime d'assurance complémentaire, payée conjointement par les employeurs et les travailleurs. Toutefois, il y a un secteur où cette revendication n'a pas été rencontrée : dans le secteur WSW (Wet voor Sociale Werk-voorziening) qui fournit du travail aux personnes souffrant d'un handicap physique ou mental. Elles sont mises au travail dans des ateliers, qui comptent au total 85.000 postes de travail. La convention collective dans ce secteur est négociée par les syndicats et le secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'emploi.

Celui-ci, un vrai social-démocrate, a catégoriquement refusé de compenser le trou de la WAO, alors que parmi les travailleurs de ce secteur, beaucoup risquent de rester indisponibles au travail. On a répondu qu'ils n'avaient qu'à souscrire des assurances privées.

Nous avons cherché à savoir combien ces handicapés devraient payer comme primes. Cela reviendrait à quelques 300 florins par mois. La colère parmi le personnel du WSW grandit de jour en jour. Mais le mouvement syndical, à mon avis, n'en fait pas bon usage. Nous avons compris que si nous voulions obtenir des résultats, il fallait prendre les choses en mains nous-mêmes. Après de grosses discussions à l'intérieur du syndicat, les travailleurs ont décidé de former des comités d'action par entreprise et on a démarré la lutte, d'abord de façon timide, mais lorsque qu'il devenait clair que le secrétaire d'Etat ne changerait pas de position, on a réclamé des grèves. Au mois de septembre les premières grèves de 24 heures ont démarré, y compris là où je travaille moi-même.

La réponse du secrétaire d'Etat a été de dire qu'il ne céderait jamais. Il est très important de comprendre pourquoi sa position était si dure. C'est le département de ce secrétaire d'Etat qui devait payer l'impact d'une convention convenable et d'une compensation du trou de la WAO. Répondre aux revendications syndicales aurait été en contradiction avec toute la politique gouvernementale de restrictions et d'attaques contre les acquis sociaux. La lutte du personnel WSW était donc plus qu'une simple lutte pour une bonne convention.

Cette lutte s'est transformée en une lutte contre la politique gouvernementale. C'est ce qui la rendait si dure. A l'intérieur du syndicat, la nature de la lutte a été bien comprise grâce à l'action d'ouvriers ayant une claire conscience de classe. Le 7 octobre les premières grèves illimitées ont débuté dans les provinces de Groningen et du Limbourg.

Dans mon entreprise, dans l'Ouest des Pays-Bas, la première grève a démarré le 11 octobre. Il y a eu des réunions syndicales régulières où les décisions étaient prises à l'unanimité, y compris en ce qui concerne la prolongation de la grève. Il m'a été possible de m'adresser à un grand rassemblement de grévistes à La Haye. Rien que dans mon entreprise, la grève a duré trois semaines. C'est après trois semaines qu'un premier négociateur m'a réveillé à deux heures et demie du matin.

Nous avons gagné une grève politique. C'est la leçon dont nous sommes en train de discuter maintenant. Nous voulons en tirer toutes les conclusions. Une des conclusions est de toute façon certaine : une attitude défensive ou une attitude réformiste ne fait pas avancer le mouvement ouvrier.

Entre-temps, la discussion à l'intérieur du mouvement syndical se dirige de plus en plus contre la politique des responsables européens. Une politique qui a uniquement comme conséquence la pauvreté, le danger de guerre et des accords sociaux désavantageux. Les expériences que j'ai faites ici aujourd'hui, je les ramènerai aux Pays-Bas, j'en discuterai dans mon parti mais aussi certainement dans le mouvement syndical hollandais. J'en ferai rapport à mes collègues dans l'entreprise. J'expliquerai que la lutte actuelle de la classe ouvrière en Belgique est également importante pour la classe ouvrière des autres pays.

Vive la solidarité internationale.

Partager la pauvreté ou faire payer la crise par le grand capital ? — Kris Hertogen (PTB)

"Faut-il avoir tué sa mère avant d'entrer à la gendarmerie ?", demandait il y a quelques années le service de recrutement de notre institut national de répression. Quand le Livre Blanc européen et le plan de crise du gouvernement Dehaene seront appliqués, les travailleurs européens devront bientôt se poser une autre question : "Faut-il que je tue mon fils ou ma fille afin de trouver un emploi ?". Exagération ? Simple boutade ?

Début décembre, le journal flamand De Morgen révélait qu'un ouvrier de 28 ans avait été licencié parce que le patron venait de découvrir le plan de mise au travail des jeunes du ministre du Travail Miet Smet. Ce plan lui permettait d'embaucher des jeunes en dessous de 26 ans à un prix beaucoup plus bas. Cas isolé ? Ce même journal - "de gauche" - à la recherche d'un journaliste pour ses pages sportives, stipulait dans son annonce que préférence serait donnée à des jeunes entrant en ligne de compte pour le plan de mise au travail des jeunes. Depuis un certain temps, on nous signale des discordes - parfois violentes - entre chômeurs âgés et jeunes dans les services de placement de l'ONEM. Les travailleurs, devront-ils bientôt s'entretuer pour avoir le "droit" d'être exploités au prix le plus bas ? Les travailleurs qui ne "bénéficient" pas des "avantages" ne manqueront pas d'aller revendiquer bientôt - par simple besoin de survie - une généralisation des exonérations des cotisations sociales, du "droit" de se faire engager en-dessous du salaire minimum, du "privilege" de pouvoir travailler avec un contrat temporaire et ainsi de suite...

Si les travailleurs et leurs syndicats veulent éviter une telle issue ils devront obliger les patrons à payer l'embauche des chômeurs avec un contrat normal. Pour y arriver les syndicats doivent unifier travailleurs actifs et chômeurs de tous âges autour de la revendication suivante : introduction généralisée, par voie de loi, de la semaine des 32 heures avec maintien intégral du salaire (direct et indirect) et embauches compensatoires, avec respect de la journée de 8 heures et du repos de nuit et du week-end.

En avant vers les 32 heures...

Entre 1972 et 1992, l'industrie transformatrice belge a perdu 377.000 emplois. Dans cette même période, la production a pourtant augmenté de 170 %. C'est que la productivité a plus que doublé en 20 ans de temps. Cette médaille a une double face :

1. l'augmentation de la productivité a été obtenue en grande partie par une augmentation de l'exploitation : augmentation des cadences, plus grande flexibilité, travail plus stressant, etc.
2. l'exclusion définitive de 377.000 emplois et la croissance proportionnelle de l'armée des chômeurs.

Pendant que les uns souffrent du manque d'emploi, d'autres peinent parce qu'ils sont surexploités sur leur lieu du travail. C'est contre cette logique criminelle et inhumaine du capitalisme que nous avançons la revendication des 32 heures sans perte de salaire. Nous voulons obliger les patrons à (ré)engager à leurs frais 300.000 chômeurs, donner un travail à temps plein à 80.000 travailleurs à temps partiel et alléger en même temps les conditions du travail de ceux qui ont un travail.

La revendication de la journée des 8 heures fut la réponse du monde ouvrier à la première révolution industrielle, période de naissance du capitalisme. La revendication des 40 heures sans perte de salaire fut dans les années 30 la réponse à la crise mais aussi au taylorisme, conséquence de la deuxième révolution industrielle. La revendication des 32 heures avec maintien du salaire est une réponse au Toyotisme, autre mot pour l'introduction des nouvelles technologies de la troisième révolution industrielle dans la production.

... avec maintien intégral du salaire

La bourgeoisie comprend très bien qu'elle n'a pas de solution au chômage. Elle est préoccupée par les explosions sociales qui peuvent surgir de l'extension de ce fléau. C'est pourquoi une partie du patronat devient favorable à une redistribution du travail et des revenus entre davantage d'ouvriers. C'est ce qui est arrivé à VW en Allemagne avec l'accord introduisant la semaine des quatre jours avec une perte salariale de l'ordre de 14,5 %. Le partage du travail et des revenus est aussi la pièce-maîtresse des plans d'entreprise que le gouvernement belge veut faire négocier au nom de la "solidarité". Il ne suffit donc plus d'être partisan des 32 heures il faut en définir la condition essentielle du moment : "avec maintien intégral du salaire direct et indirect".

Classe contre classe

La classe ouvrière et les syndicats doivent partir d'un point de vue de classe. On ne fixe pas ses revendications en calculant les sacrifices que devront supporter ces 'pauvres' patrons. Les patrons se demandent-ils si les travailleurs pourront survivre avec des pertes salariales de 15 à 20 % ? Non, ils partent de leurs seuls intérêts de classe, ils accumulent les bénéfices et ils foncent jusqu'à ce que les travailleurs n'acceptent plus. Les patrons se demandent-ils si les chômeurs, les malades et les pensionnés peuvent survivre quand ils exigent que la sécurité sociale soit restreinte à son rôle essentiel ? Les travailleurs peuvent apprendre de la fermeté avec laquelle les patrons partent toujours d'une position de classe. Ils doivent lutter avec le même esprit. Ils doivent partir de leur réalisme, des besoins de leur propre survie et celle de leurs familles et lutter jusqu'au bout de leurs forces. Il n'y a pas d'autre issue.

Il n'y aurait plus d'argent ?

Quel est le coût des 32 heures avec maintien du salaire pour les entreprises ? Environ 250 milliards net (voir article ci-contre). Comparons ce coût avec quelques autres chiffres.

Les 5.000 plus grandes entreprises du pays ont réalisé 850 milliards de bénéfices en 1990, 750 milliards en 91 et 700 milliards en 92. En 92, elles ont payé 300 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Le groupe GIB liquide 4.600 emplois mais enregistre 3,3 milliards de bénéfices en 92. Peut-être ne trouvez-vous plus beaucoup de bénéfices dans les comptes officiels de votre entreprise? Alors, allez regarder dans les centres de coordination. Officiellement, l'entreprise Caterpillar à Gosselies enregistre une perte de 52 millions mais son centre de coordination réalise un bénéfice annuel d'un milliard. Général Motors enregistre 2,3 milliards de bénéfices dans son entreprise à Anvers mais autant dans son centre de coordination.

Réserves d'or

Les dix dernières années ont été des années en or pour les capitalistes. Ils en ont profité pour augmenter leurs réserves. En 1989, déjà, la Banque Nationale pouvait rapporter que les entreprises belges avaient accumulé des réserves pour un montant total de 1.363 milliards de francs. Qu'en font-ils? Solvay, la plus grande multinationale belge décide de fermer son usine à Couillet et de mettre à la porte quelques centaines de travailleurs. Au même moment, les actionnaires sont rassurés; ils continueront de toucher les mêmes dividendes grâce aux 5,5 milliards de réserves que la multinationale a spécialement mis de côté pour cela. Les travailleurs ne sont-ils pas en droit de dire: "Cher patron, c'est votre crise qui nous touche. Utilisez vos réserves afin de nous maintenir au travail et afin de donner un travail à nos enfants. Vos actionnaires ne mourront pas de faim dans leurs villas, mais nous et nos enfants ne pourrions plus vivre dignement sans emploi à un salaire convenable".

La spéculation n'est plus un privilège de quelques individus. Toutes les entreprises y contribuent et utilisent pour cela les réserves, qu'elles ont accumulées grâce au travail des ouvriers. Obliger les patrons à payer les 32 heures, c'est les obliger à utiliser ces réserves pour autre chose que la

spéculation ! Nous n'interdisons pas non plus aux patrons d'organiser entre eux des caisses de solidarité, pouvant aider leurs confrères les plus pauvres à payer les 32 heures à leurs travailleurs.

Mais les usines fuiront la Belgique ?

On veut intimider les travailleurs par la menace que les entreprises quitteront le pays si elles sont obligées de payer les 32 heures. Mais ne le font-elles pas déjà ? Ce n'est pas la modération qui les en empêchera. Au contraire, la faiblesse syndicale est une des raisons qui ont facilité les décisions de délocaliser. Il n'y a qu'une solution contre les délocalisations : occuper les usines, en faire des batailles de principe mobilisant des régions et le pays entier.

Accepter la logique de la compétitivité aboutit à une spirale sans fin, appauvrissant de plus en plus tous les travailleurs au monde. Cette logique fait de l'ouvrier un prisonnier de son patron. Et où cette logique mène-t-elle ? A la guerre militaire entre blocs capitalistes. Écoutons Ricardo Petrella de la CE : "On ne peut pas prêcher pendant un quart de siècle l'évangile de la compétitivité et parler de la "guerre des chips", de la "guerre du soja" ou de la "guerre des satellites" sans se retrouver un jour entouré de généraux, de colonels, de soldats, d'états majors, de fusées, de mitrailleuses et de bombardiers 6 même s'ils sont invisibles (...) La compétitivité provoque et nourrit la guerre".

Depuis cent ans...

Depuis cent ans, c'est la même logique, la même position de classe, la même voix de vampires et d'exploiteurs (voir encadré). Pour les capitalistes, c'est toujours trop cher, ce n'est jamais "possible". Si, jadis, les syndicats et les travailleurs avaient dû se plier infiniment à cette logique, s'ils avaient abandonné la lutte de classe, alors aujourd'hui le travail des enfants serait encore permis, la journée de travail compterait dix heures et plus et vous n'auriez pas droit à une sécurité sociale. Par leur lutte, des travailleurs de certains pays ont imposé des acquis sociaux qui, par la suite, ont été étendus à d'autres pays. Si, aujourd'hui, les syndicats acceptaient cette logique infernale ils condamneraient les travailleurs à un retour vers les conditions sociales du siècle passé ; le "retour à Germinal" comme cela fût signalé avec beaucoup de pertinence par certains manifestants du 29 octobre et du 10 décembre. Les travailleurs n'ont qu'à répondre à tous leurs détracteurs, à tous ces dirigeants qui viennent les décourager avec des discours volés dans les tiroirs des bureaux d'étude patronaux : "Si notre survie humaine et digne doit causer la mort des patrons, eh bien tant pis pour eux. Nous construisons le monde sans eux, sans exploiters. En regardant de près où ils veulent nous mener, nous reprenons vivement conscience de cette consigne que Karl Marx nous donnait il y a plus de cent ans déjà : "nous les travailleurs, nous n'avons que nos chaînes à perdre mais un monde à gagner".

Commission 2 - Le Livre Blanc ou le Livre Noir ? La lutte contre les pactes sociaux et la régression sociale en Europe

La régression sociale dans la "Grande Allemagne" — Wolfgang Velten (Arbeiterbund für den Wiederaufbau der KPD, Allemagne)

Je suis particulièrement heureux de pouvoir m'exprimer ici aujourd'hui, et ce pour une raison, à mon avis, très importante, à savoir que je me trouve dans une ville et dans un pays où a eu lieu, il y a quelques jours, une grève générale. De nombreux collègues d'entreprises et de syndicats qui ne travaillent pas ensemble ont suivi cela avec une grande attention et n'ont cessé de me demander pourquoi nous ne faisons pas la même chose. Je voudrais à cette occasion vous dépeindre la situation de l'Allemagne devenue "grande". A ce jour, dix millions de personnes vivent, dans la Grande Allemagne en dessous du seuil de pauvreté. Un million de personnes sont sans abri et chaque jour on annonce de nouveaux licenciements, qui touchent à chaque fois des milliers de gens. Le capital lui-même se plaît à parler d'une crise générale. Mais ce n'est pas la vérité. Le taux de chômage, le plus élevé depuis 1938, est l'expression d'une profonde dépression et a pour origine l'annexion de la R.D.A.

Depuis cette annexion en 1989, l'ensemble des acquis sociaux des travailleurs de R.D.A. et du peuple a été liquidé. 80 % de la population naguère active est aujourd'hui sans travail. Les usines ont été pour la plupart mises en faillite ou détruites, c'est-à-dire qu'elles se trouvent dans une situation pire qu'à la fin de la seconde guerre impérialiste. Un peuple de 16 millions de personnes est devenu un peuple socialement assisté qui dépend maintenant de l'Etat pour subsister. Cela coûte cher. La dette nationale de la Grande Allemagne s'élève aujourd'hui déjà à 1.800 milliards de Deutsche Mark.

Le gouvernement Kohl et la bourgeoisie allemande y perdent eux-mêmes leur latin. L'annexion a été profitable à l'impérialisme allemand tout juste pendant un an. Maintenant, il peut se procurer de l'argent en s'en prenant aux acquis des travailleurs et il ne s'en prive pas. Les indemnités maladie, les indemnités de chômage, la sécurité sociale, les reconversions professionnelles, les remboursements de maladie, de cures et de médicaments subissent des coupes drastiques.

C'est parce que l'union des syndicats ne s'est pas opposée à la razzia des monopoles en R.D.A., qu'elle a même salué cette unité et est elle-même devenue annexionniste, contre tous les usages internationaux et contre l'union libre des syndicats qu'elle détruisit, que la DBG ne réagit pas face au programme antisocial du gouvernement. Elle n'organise pas de grève, elle ne veut pas aller à rencontre du gouvernement de Bonn ; les travailleurs, eux, se révoltent et une première tentative le 22 septembre s'est lamentablement terminée parce que la mobilisation pour les grèves et manifestations avait été insuffisante dans les entreprises. Dans quelques grandes entreprises de l'industrie métallurgique, les tracts ne sont même pas parvenus jusqu'aux collègues.

Il existe néanmoins une certaine opposition à la campagne de suppression des emplois, mais elle n'est pas sans présenter de dangers. Il ne s'agit pas d'autre chose que de nationalisme, lorsque dans le secteur de l'acier, des mines et même de l'automobile on défend son propre emploi et que des employés demandent que ce soit plutôt les travailleurs d'autres pays qui soient touchés. Ainsi, des collègues du secteur de l'acier demandent qu'on ferme d'abord des usines en France. Des ouvriers des mines de la Ruhr ont demandé au gouvernement réactionnaire Kohl que les mineurs de Pologne, de l'ex-Union soviétique et aussi de France soient les premiers visés et ils ont exigé la suspension des importations de charbon étranger au lieu de demander l'arrêt des importateurs de charbon, à savoir les capitalistes.

La cause en est le manque de lutte de la part de nos syndicats et des exemples montrent qu'il pourrait en être autrement. Par exemple, personne n'aurait cru que les ouvriers du bâtiment, qui travaillent pour beaucoup dans de petites entreprises, iraient à Bonn au nombre de 120.000 en manifestant pour obtenir l'égalité des salaires. Mais c'est parce que le combat fait défaut dans tous les secteurs que le gouvernement s'en prend aux travailleurs.

En raison du chômage élevé (pour cette seule année on a enregistré une augmentation de 23 % par rapport à l'an dernier), la base du partenariat social entre capital et travail a cessé d'exister. Les ouvriers des entreprises ne doivent plus être exploités à n'importe quel prix. Ils sont jetés à la rue. Les conventions collectives sont à la traîne et les autres collègues espèrent ne pas être les prochains sur la liste. Le capital des monopoles exige sans relâche une main d'oeuvre meilleure marché ; il exige des diminutions de salaires et ne s'oppose plus aux syndicats en tant que capital mais en tant que classe.

Le blocage des salaires, ce qu'on appelle la croissance zéro, et la suppression des primes de vacances, voilà ce que prônent Kohl et compagnie, intervenant avec force dans les débats sur les barèmes, ce que l'on n'avait pas vu depuis 1949. Le système des barèmes auquel nos syndicats ont cru pouvoir soumettre le capitalisme est complètement démantelé. On renonce aujourd'hui au salaire pour garder un emploi, comme c'est le cas chez VW et Opel. La seule chose qui ait été garantie, c'est une diminution de salaire de 20 %. Les comités d'entreprise et les syndicats ont oublié qu'avec l'introduction de barèmes en R.D.A. qui assuraient 50 à 60 % des salaires de l'Ouest, des emplois devaient être créés et garantis. Vous connaissez le résultat. Après l'accord sur les barèmes chez VW, un comité d'entreprise a été interrogé sur la garantie des emplois et voici ce qu'il a dit : "nous l'avons

échappé belle. C'est maintenant au tour de Seat d'avoir un problème". Il aurait pu dire aussi : "plutôt licencié les ouvriers espagnols que ceux de R.F.A.". Ce sont les propos nationalistes dont je parlais et qui font surface lorsqu'il n'y a pas de lutte.

Il y a assez de raisons de lutter. La volonté de supprimer deux jours fériés pour financer l'assurance vieillesse qui était prélevée sur l'assurance maladie fait monter le chômage car les produits fabriqués à l'heure actuelle ne sont plus vendables. Nous devons combattre cette prolongation du temps de travail. Mais tout mouvement syndical présente toujours une contrepartie positive.

Par exemple, une lettre de revendication a été adressée par le personnel d'Adam Hobel AG Bochum, Zecher Heinrich Robert à Hamm, du groupe Resch AG, de la firme Nokia, toutes de Bochum, de l'administration municipale, de Zusenkuss et Siemens à Witten, au Président de l'Union des syndicats allemands, Hans Werner Maier. Je cite : *"nous pensons unanimement que l'heure est venue d'agir dans tous les secteurs. Les événements de ces dernières semaines en République fédérale montrent clairement la nécessité d'élargir et de coordonner la résistance. Il ne faut pas se contenter de parler des protestations des mineurs et des métallurgistes de ces dernières semaines, de la marche sur Bonn depuis Schweinfurt ou de la manifestation impressionnante des ouvriers du bâtiment à Bonn. Cher collègue Maier, tu sais aussi bien que nous qu'il ne s'agit plus, dans l'attaque lancée par le gouvernement et les patrons contre les ouvriers et les personnes socialement défavorisées, d'une renonciation à court terme à des exigences matérielles, mais de la réorganisation de notre République et de l'abolition des droits difficilement conquis par les travailleurs"*.

Les collègues poursuivent : *"Nous le répétons, les signes du temps sont plus que clairs et quelques parallèles historiques funestes avec 1933 se font jour de plus en plus. Nous sommes encore un facteur de puissance dans cette structure sociale et il faut encore une fois le faire savoir. Nous sommes dans l'obligation de montrer la voie à nos collègues d'autres pays européens. L'ère de la léthargie doit prendre fin. Nous avons besoin d'une position optimiste mais claire dans le débat qui concerne l'avenir de la société industrielle. C'est pourquoi nous voulons lancer une action simultanée de grande envergure, qui s'étendra de Flensburg à Garmisch-Partenkirchen "*.

Cette action est soutenue par l'ensemble des comités d'entreprises que j'ai cités. En tant que communistes, nous savons que la lutte des classes est inéluctable, qu'elle doit aboutir à la chute du gouvernement et à l'instauration du socialisme. Mais ces dernières années, ces dix dernières années, ces questions n'ont pas été soulevées au sein de nos syndicats. De plus en plus, des collègues commencent à prendre de nouvelles orientations et à poser justement ces questions. Je pense que nous, communistes, avons le devoir de mener les luttes dans la bonne direction et, dans cet esprit, je vous remercie de votre attention.

La grève générale en Espagne — Garcia Cordoba (PCOE, Espagne)

Je voudrais évoquer les inquiétudes et les problèmes qui touchent la classe ouvrière actuellement. Il est certain que les problèmes espagnols se rencontrent au niveau européen et que les camarades européens ressentent les mêmes choses que leurs homologues espagnols. Aujourd'hui le Sommet européen va parler de la libéralisation, de la compétitivité, de la flexibilité du travail. Ces objectifs ont été fixés dans le traité de Maastricht et chaque réunion européenne accentue l'opposition contre la classe ouvrière.

Cette mainmise du capital sur notre société se traduit par une concentration par le haut et une dispersion par le bas. En d'autres termes, l'économie est dirigée de plus en plus par un petit nombre de personnes qui voient leurs profits augmenter de façon considérable. Les chefs de gouvernement sont les représentants de ce grand capitalisme international. L'exploitation du peuple, la concentration de la richesse dans les mains d'un petit nombre de personnes, le soutien des gouvernements européens au système capitaliste sont révélateurs du fonctionnement de nos sociétés. C'est pour cela que la lutte pour un changement de société, la lutte pour le socialisme, a besoin de l'appui, de la force des

communistes. Pour parvenir à cet objectif, il faut que toutes les forces de gauche s'unissent pour que cette lutte soit réellement efficace.

En Espagne, la situation est encore plus grave que dans le reste de l'Europe. Le taux de chômage y est de 22 %. Les contrats précaires ont augmenté (+ 35 %) considérablement depuis 5 ans. La plupart des contrats signés actuellement le sont pour une durée de 3 mois, 6 mois, 1 an.

Le gouvernement espagnol, présidé par Felipe Gonzalez, allié à la Charte catalane issue du franquisme, a élaboré des mesures pour combattre le chômage. Mais ces mesures favorisent en fait le patronat espagnol. Les facilités octroyées aux patrons espagnols qui engagent des travailleurs de moins de 26 ans sont révélatrices de cette tendance. La politique du gouvernement espagnol, qui consiste à évacuer les salariés âgés qui ont des rémunérations élevées et qui "coûtent cher" à l'entreprise en cas de licenciement, par des salariés jeunes avec des rémunérations très basses et dont les contrats de courte durée sont la norme, est à placer également dans cette volonté de satisfaire le patronat. Un autre aspect de cette réforme du travail est à souligner : la relation temps/salaire a été remplacée par la relation salaire/productivité et comme celle-ci est fixée par le patron, les salaires des travailleurs espagnols cette nouvelle procédure les a fait chuter.

Les rencontres entre les partenaires sociaux, syndicats, patrons et le gouvernement n'ont pas donné de résultats tangibles. Cet échec a néanmoins permis aux communistes de faire entendre leurs revendications. La grève du 25 novembre a mobilisé plus d'un million de personnes en Espagne. Cette grève a été suivie par de nombreux secteurs de l'économie, mais aussi par les étudiants. Ceci nous fait dire que notre pays est prêt à la mobilisation. Cette mobilisation atteindra son point culminant dans la deuxième quinzaine de janvier avec une grève générale qui réunira les deux grandes confédérations espagnoles, à savoir l'UGT (Union Général de Trabajadores) et la CCOO (Confédération Sindical de Comisiones Obreros). Cette grève générale sera très importante et doit être considérée comme une étape dans la lutte des travailleurs contre l'oppression capitaliste et gouvernementale.

Il ne faut pas que cette grève soit la "dernière" et les travailleurs doivent être conscients que la répression et l'offensive du gouvernement sera forte, ainsi que l'exige la "force" multinationale. Il faut que les travailleurs s'unissent et s'organisent pour que cette grève générale ne soit pas un coup d'éclat, mais qu'elle s'inscrive dans un processus de lutte permanente contre le gouvernement.

Comme communistes, nous devons créer des plateformes unissant les forces de gauche tant sociales, syndicales que politiques. De plus, il faut que ces plateformes perdurent et qu'elles s'inscrivent donc dans une dimension de 'continuité dans le temps'. A côté de cette dimension temps, la dimension espace est tout aussi importante. Ces plates-formes doivent s'installer dans les villes, villages, sur les lieux de travail. Ainsi organisée, la lutte permettra de combattre le capitalisme en Espagne et dans toute l'Europe.

La coordination des communistes à un niveau européen est indispensable pour créer une Europe socialiste. La solidarité entre les travailleurs européens est primordiale et comme l'a dit le camarade allemand, il ne faut pas fermer SEAT pour que Volkswagen puisse vivre, il faut au contraire que les travailleurs européens s'unissent contre leur ennemi commun, le capital. La lutte est ouverte et la situation actuelle est en faveur des travailleurs qui en s'unissant pourront combattre efficacement le grand capital. Les revendications essentielles que doivent prôner les syndicats, ainsi que les partis communistes sont :

- la lutte contre la précarité (contrats précaires) ;
- la lutte contre la fraude fiscale, celle-ci étant légitimée par le système ;
- l'établissement d'un impôt sur les grandes fortunes ;
- la nationalisation des grands secteurs comme les banques ou l'énergie.

Le message important que doivent faire passer les syndicalistes communistes aux travailleurs, c'est qu'il n'y a pas de solution aux problèmes des travailleurs dans le capitalisme.

La privatisation et les luttes de classe en Grande-Bretagne — Nick Wright (Liaison Communiste, Grande Bretagne)

La dérégulation du marché de l'emploi est une conséquence inévitable des attaques contre les droits syndicaux. En Grande-Bretagne, où le degré d'affiliation syndicale est important dans le secteur public, l'introduction de la flexibilité salariale, du salaire lié à la prestation, des sous-contrats et des contrats individuels, est liée à la stratégie de la privatisation. Le dernier venu - des services publics pour tester le marché - est un élément clé dans la stratégie pour déréguler le marché du travail. Ceci va de pair avec l'arrêt des 'Wages Councils', qui avaient pour mission de fixer le paiement et les conditions de travail de larges groupes de travailleurs dans la restauration, les services, le textile, le secteur du vêtement, du spectacle et le petit commerce, et va de pair également avec les attaques contre les droits syndicaux.

La limite obligatoire de 1,5 %, imposée dans le secteur public est un carcan pour l'ensemble du mouvement syndical et exerce une pression sur les salaires dans le secteur privé où le gouvernement contourne les minima conventionnels.

Le mouvement syndical doit lier le combat contre la dérégulation à la lutte pour la propriété publique et contre les privatisations. Cela implique inévitablement de mener la lutte pour remettre sous statut public l'ensemble des entreprises et des services qui ont été cédés au secteur privé dans le courant de ces 14 dernières années.

Les privatisations et la dérégulation ont joué un rôle important dans la stratégie politique et économique des Tories qui, par les attaques contre les salaires négociées au niveau central et national, visait les industries nationales et les services publics. La Grande-Bretagne était le premier pays industrialisé du G7 à lancer un tel programme global.

Le Gouvernement Thatcher n'a pas inventé le lien entre la privatisation et la dérégulation du marché du travail, mais a suivi le modèle monétariste de Chicago, testé par la junte fasciste chilienne après le renversement du gouvernement de l'Unita Popular. Les Tories ont vendu des entreprises, en entier ou en partie, étendu la propriété privée et la propriété mixte, encouragé la vente des droits des managers et des employés avec des primes, coupé dans les interventions financières du gouvernement, renforcé la sous-traitance et lancé des projets- pilotes pour tester le marché.

Pas un secteur ne fut épargné - les gouvernements locaux, les services publics de santé, le service de transport, les aéroports, les mines, les chemins de fer, la poste, le gaz, l'eau et l'électricité. Partout, la dérégulation et la privatisation ont eu un effet négatif sur la disponibilité et la qualité de ces services, sur les salaires et les conditions de travail du personnel et sur les organisations syndicales. La privatisation a ouvert la voie à la réalisation de profits considérables.

L'idéologie de la privatisation rend l'intervention et la réglementation de l'Etat, les monopoles d'Etat ainsi que les "monopoles" et la "bureaucratie" des syndicats responsables de la crise du capitalisme. Cette idéologie met l'accent sur le choix individuel, les consommateurs et la qualité. Elle se base sur l'idée fausse que les patrons et les travailleurs se trouvent l'un devant l'autre en qualité d'individus égaux et que le travailleur se trouve devant le consommateur ou l'utilisateur du service public.

Une certaine partie du mouvement ouvrier a accepté ce langage et cette idéologie d'individualisme bourgeois et a abandonné aussi bien la défense du secteur public que celui des négociations collectives. Cela s'accompagne dans la pratique d'un accord sur la politique salariale. Chaque lacune dans la lutte pour des augmentations salariales affaiblit la conscience de classe et la conscience syndicale. Elle renforce ainsi l'idéologie de l'individualisme. A l'inverse, dans chaque bataille pour

défendre le revenu ou pour obtenir une plus grande partie du produit social, les idées collectives se renforcent.

En Angleterre notre tâche immédiate est de mener une campagne d'action pour arrêter la privatisation des mines et des chemins de fer. Le sauvetage des services publics et d'Etat devrait suivre. Les privatisations effectuées dans le cadre de Maastricht sont une arme pour intensifier la compétitivité, pour couper dans les dépenses publiques et également pour puiser dans les bénéfices de l'Etat. C'est une menace pour l'Etat Providence, qui a servi à acheter la paix sociale. Le *Financial Times* du 19 octobre 92 disait : "*Le modèle de société européen - capitalisme de bien-être - est compromis à cause de la pression croissante exercée pour écarter toute forme d'activité économique qui ne rapporte pas du profit*".

Une stratégie contre les privatisations et le principe du profit doit avancer les points suivants :

- * le développement des services publics
- * le plein-emploi
- * la renationalisation des secteurs privatisés
- * l'extension massive du secteur public
- * la protection et des investissements dans l'environnement

Dans le secteur public, nous devons discuter des questions politiques et idéologiques autant que les détails légaux et techniques. Nous devons nous battre pour une infrastructure publique qui rencontre les besoins des bas salaires, des femmes, des noirs, des pauvres, des jeunes, des exclus, et ce à l'échelle de l'ensemble de la classe ouvrière.

Actuellement, les conditions existent pour que le mouvement ouvrier gagne du soutien parmi les gens, pour établir la propriété publique des moyens de production, pour donner le pouvoir des grands hommes d'affaires à la classe ouvrière et à la population ensemble.

La menace sur les services publics

L'Etat-Providence anglais est menacé. L'octroi des allocations sociales, les services nationaux, régionaux, communaux et tout ce qui reste de l'industrie nationalisée et de l'infrastructure publique sont confrontés à des restrictions budgétaires, à des privatisations ou aux deux. Le "salaire social" (santé, éducation, bien-être et autres services) est pris d'assaut. Le chômage massif et la stagnation de l'économie ont été créés dans la Communauté européenne par la politique monétariste défendue aussi bien par les gouvernements "conservateurs" que "socialistes". L'introduction du système paritaire (ERM: Exchange Rate System) du Système Monétaire Européen a mené à une politique de hausse des taux d'intérêt et a été partout la cause d'une hausse du chômage dans les années 1980.

En Grande-Bretagne, le PNB a diminué de 2,4 % en 1991. La croissance est restée négative en 1992 et en 1993. Aujourd'hui, début 1994, la croissance pour les années à venir semble être tellement faible qu'elle ne permettra pas de réduire le chômage. Cette faiblesse économique combinée à la crise des recettes gouvernementales font se multiplier les appels à abandonner l'Etat-Providence et à remplacer le droit à un revenu universel (payé automatiquement à tous les allocataires et les ayants-droit) par un nivellement vers le bas. Les restrictions budgétaires dans les dépenses publiques menées par le gouvernement conservateur ont miné les services publics nationaux et communaux pour des années. Un gel des salaires de 1,5 % dans les services publics est en train de pousser les salaires en-dessous du niveau du secteur privé. Le même phénomène fait surface dans la plupart des pays de la Communauté européenne du fait de la persistance de la faiblesse économique, dominée par la politique du marché libre, et des dégâts causés par les opérations déflatoires au travers du mécanisme de la parité monétaire.

Jamais dans l'Histoire les travailleurs n'ont ressenti un plus grand besoin d'expansion du secteur public, d'investissements et de développement économique. En l'absence d'une expansion du secteur public comme moteur de la croissance, le chômage massif continuera à miner le niveau de vie de millions de personnes menacées par la diminution de l'emploi, les licenciements ou le chômage à vie. L'emploi pour tous ainsi que les investissements publics, la modernisation économique et l'économie planifiée étaient contenus dans une demande formulée par le mouvement syndical pendant des années. Dans les années 70 une "stratégie économique alternative" était proposée. Mais en 1976, le gouvernement travailliste a pourtant décidé de mener une politique conforme aux recommandations du Fonds Monétaire International (FMI). Ils ont naturellement été suivis par les conservateurs à partir de 1979.

L'incapacité des gouvernements sociaux-démocrates à faire face à l'anarchie des marchés, à la dictature des banques et des monopoles et à l'étau de la Banque Mondiale et du FMI crée un nouveau contexte pour l'alternative socialiste. Sans le pouvoir d'un État de la classe ouvrière - et d'un large mouvement de solidarité dans le monde - il sera impossible à la classe ouvrière de n'importe quel pays de créer une brèche stratégique quelque part et de commencer à résoudre les problèmes d'aujourd'hui ou de s'attaquer au problème beaucoup plus complexe qu'est celui de la construction d'une société digne du 21^e siècle.

La globalisation de l'économie croissante, la domination de sociétés multinationales et des spéculateurs, la désindustrialisation continue de l'économie anglaise et la constitution d'un chômage massif dans tous les pays de la Communauté européenne montrent que pour s'assurer quelque chance réelle, une politique alternative pour les années 90 devrait commencer par substituer un contrôle des échanges à la spéculation et substituer un développement de la propriété publique au désert qui résulte du retrait des entreprises privées de la plupart des industries-clé de l'avenir. Les ouvriers de l'Europe ont besoin d'une expansion économique et d'une amélioration de l'État-providence pour assurer une force de travail productive, en bonne forme, en pleine santé et formée, pour garantir une économie locale rajeunie et une amélioration de l'infrastructure productive. Jaques Delors ne propose qu'un investissement modeste, financé par des emprunts. Moderniser l'économie des États européens en gonflant la dette publique, c'est imposer une charge aux gens. La source élémentaire du capital à investir ne devrait être que le profit. Où sont les propositions pour faire payer les riches pour les investissements ?

Le Livre noir de la politique capitaliste en Grèce — Kristos Bistis (EKKE, Grèce)

La concentration du capital international, du capital européen et l'attaque concentrée contre la classe ouvrière et ses acquis ne peut trouver une réponse que dans des actions analogues -concentrées- des forces progressistes et révolutionnaires du mouvement ouvrier européen. On parle du Livre blanc et des mesures anti-ouvrières et antisociales qu'il contient. Je crois que ce Livre blanc n'est pas quelque chose de nouveau, n'est pas tombé du ciel. Tout le programme anti-social du Livre blanc a déjà été élaboré et mis en oeuvre les années précédentes, et le Livre blanc n'est que le point culminant de toutes ces actions anti-ouvrières. Mais en même temps, je voudrais présenter cette position : la situation présente, quelques années seulement après l'écroulement des soit-disant pays du socialisme réel, ce que nous vivons actuellement en Europe et dans le monde, ce n'est pas la découverte par le capital d'une issue à sa crise, mais c'en est un approfondissement, c'est une crise encore plus destructrice et incontrôlable.

Plusieurs actions menées par le capital ces dernières années ne lui ont pas assuré le contrôle de l'évolution économique, il en est de même pour le Livre blanc. Le contenu de celui-ci, tel qu'il a été présenté à la presse, a varié ces dernières semaines, ce qui est le reflet des questions et des doutes du capital quant à sa réussite. Il y a quelques jours, je lisais dans un journal allemand que le gouvernement et les partis politiques perdaient leur latin face à ce chômage massif qui touche 3 millions de personnes, selon les chiffres officiels (6 à 7 millions en réalité) et face aux dangers sociaux qui pourraient découler de cette situation, alors que les institutions du capital allemand ne voient pas de solution à la crise économique mais prévoient au contraire, des années de stagnation.

Face à cette situation, sociaux-chrétiens et sociaux-démocrates, qui reconnaissent chacun ne pas avoir de solution, évoquent à nouveau une grande coalition des partis bourgeois en vue de bâtir un grand projet pour l'avenir. Nous sommes en train d'écrire en commun ce Livre noir qui consiste en l'attaque actuelle du capital international contre les acquis de la classe ouvrière.

Mais je voudrais également dire quelques mots du Livre noir relatif à la situation des pays de la périphérie européenne, qui découle de la politique capitaliste de ces dernières années. Ce que l'on vit en Grèce en ce moment, c'est la situation d'une économie qui est arrivée au bord de la banqueroute totale, avec une dette publique énorme qui s'est fortement accrue depuis l'adhésion à la communauté européenne en 1980. De 1980 à 1993, la dette est passée de 40 % à 133,4 % du PNB et d'après les estimations, elle passera à 150 % l'année prochaine. En même temps, on assiste à une détérioration du revenu national brut par habitant, par rapport à la moyenne européenne. Alors que le revenu s'élevait en 1980 à 52 % de la moyenne européenne, il est tombé à 47,6 % en 1993.

Cette énorme dette et la détérioration économique sont liées au déficit du commerce, aux énormes dépenses militaires (peut-être les plus importantes de l'OTAN) dues à la position géographique de la Grèce dans la région critique des Balkans, au fait que l'Etat a pris sur lui la crise capitaliste alors que la dette est utilisée par une partie du capital grec pour accroître ses profits. Les intérêts normaux des banques se situent en ce moment entre 13 et 14 % mais, les intérêts payés par l'Etat pour certains emprunts souscrits par le grand capital sont de l'ordre de 22 à 28 %. Ces taux sont offerts à ceux qui peuvent avancer au minimum 50 millions de drachmes. Cela veut dire que les banques peuvent ramasser l'argent des petits épargnants en le rémunérant à 14 % et bénéficier d'un taux d'intérêt de 28 % sur le compte de l'Etat.

La dette publique provient également de ce que l'Etat a pris sur lui, depuis les années 70, les énormes dettes du capital privé dans les industries soit-disant en difficulté, ainsi que l'effondrement du secteur des assurances dont la responsabilité incombe au capital privé lui-même. Certaines mesures contenues dans le Livre blanc ont déjà été réalisées par le gouvernement de droite qui a dirigé les pays pendant 3,5 ans : la destruction complète du système d'assurance, la prolongation de la durée de travail obligatoire pour la retraite, l'augmentation de la cotisation de pension pour les travailleurs, ou encore la libéralisation du marché du travail (travail à mi-temps, etc) sous prétexte de combattre le chômage. Mais plutôt que de le combattre, ces mesures ont contribué à accroître le chômage.

En même temps, le gouvernement a mené la privatisation des entreprises publiques, d'une part parce que celles-ci ne seraient pas assez performantes, d'autre part pour rembourser une partie de la dette. Cela a mené à la destruction presque complète de l'industrie textile et de l'industrie navale, ainsi qu'à la vente scandaleuse du grand groupe de ciment. La dette publique n'a pas diminué pour autant. Cette politique a suscité une importante résistance des travailleurs : les années 90 et 91 sont les années durant lesquelles il y a eu le plus grand nombre de grèves depuis la chute de la junte. La situation actuelle, avec le nouveau gouvernement socialiste qui parle d'un contrat social afin de pouvoir contrôler la résistance des ouvriers, n'apporte pas non plus d'issue. Nous croyons qu'aussi bien contre la droite que contre la social-démocratie, contre la logique du grand capital, il faut une réorganisation du mouvement ouvrier et du mouvement syndical pour contrer l'attaque et renverser la logique capitaliste, afin de répondre aux besoins populaires et de construire une Europe socialiste.

Notre avenir n'est pas le capitalisme mais la révolution et le socialisme — Liondos Gerasimos (SAKE, Grèce)

1. Le Sommet de la CEE qui se tient à Bruxelles les 10 et 11 décembre revêt une importance particulière. Les chefs d'Etat des douze vont y discuter du contenu du Livre blanc préparé par la Commission européenne et vont y définir les lignes directrices d'une nouvelle offensive anti-ouvrière et anti-populaire.

2. Dans son communiqué officiel du 9 novembre 93 et par les déclarations de son vice-président le 10 novembre, la Commission européenne a officialisé ce que laissaient entendre plusieurs hauts fonctionnaires et surtout Jacques Delors. Le nouveau Livre blanc prévoit notamment les points suivants.

a) Une dure discipline financière appuyée sur le démantèlement progressif de l'Etat-Providence bourgeois qui avait été édifié dans la période d'après-guerre pour assurer à l'Europe une cohésion sociale interne.

b) La transformation de la classe ouvrière en matière première, par l'élimination de toute réglementation de recrutement de la main-d'oeuvre, au nom de la lutte contre le chômage. Les entreprises capitalistes pourront utiliser la force ouvrière selon leurs besoins, aux conditions dictées par la réalisation de profits maximaux en période de crise. La décision de réduire de la durée hebdomadaire du travail avec perte de salaire, prise par Volkswagen et que le gouvernement Balladur essaie de prendre en France, constitue un exemple éclairant de cette politique de réduction du chômage.

c) Le démantèlement du système de sécurité sociale, par la réduction sensible de la participation des conditions d'octroi de la retraite et par la réduction des prestations sociales aux travailleurs et aux retraités.

d) Le financement direct et indirect des entreprises capitalistes par le biais du budget de l'Etat, en imposant des taxes encore plus lourdes aux couches populaires.

e) La réduction générale des dépenses sociales du budget de l'Etat et l'encouragement aux privatisations.

f) L'adoption de mesures de plus en plus arbitraires contre les immigrés et les réfugiés.

Ces mesures, avant d'être adoptées par la Commission de la Communauté Européenne, étaient contenues dans les positions de l'UNICE, la fédération des organisations capitalistes des pays membres de la CE.

3. Le nouveau Livre blanc traduit l'effort désespéré du capital et des gouvernements bourgeois de sortir de la crise qui frappe les économies des pays de la CE., ainsi que la volonté de renforcer leur position dans la concurrence économique mondiale avec les Etats-Unis et le Japon.

Pour le capital, il n'y a d'autre moyen de gestion de la crise que la réduction du prix de la force ouvrière, soit directement, soit indirectement, et la "taïwanisation" des relations de travail est la nouvelle stratégie de la bourgeoisie des pays membres de la CE. En disant ou en entendant le mot développement, on doit comprendre que cela signifie dorénavant une restriction apportée aux droits du travail et aux droits sociaux.

La crise générale du système capitaliste mondial s'accroît sans cesse et sa combinaison avec la crise économique cyclique, qui se borne maintenant aux seules phases de crise et de récession sans passer par l'essor intermédiaire, accroît toutes les contradictions du système et crée des situations explosives. La réduction des capacités productives des entreprises et le chômage massif continu deviennent un fléau pour toutes les économies capitalistes, et le problème des débouchés dans un monde déjà fragmenté accroît la concurrence impérialiste et la guerre économique, ce qui donne lieu à des conflits armés ouverts. Une série de conflits régionaux, de la guerre du Golfe à la guerre de Yougoslavie, et jusqu'aux conflits dans les républiques de l'ancienne URSS, traduisent l'accroissement de la concurrence inter-impérialiste, indépendamment du fait que cette concurrence se greffe sur des problèmes locaux, des antagonismes entre bourgeoisies locales, ou des rebondissements nationalistes, qui constituent toujours des expressions de l'accroissement de la crise générale.

4. Les mécanismes de la CE servent à appuyer l'attaque anti-ouvrière au niveau européen. La pseudo-vision de l'Europe Unie et de la convergence économique se transforme en un mécanisme de

répression idéologique des masses pour que celles-ci acceptent les nouvelles mesures antipopulaires comme des sacrifices nécessaires. Maastricht s'est écroulé dans les faits et la perspective de l'Europe Unie s'avère être une utopie réactionnaire. Les antagonismes entre les pays impérialistes européens, l'interférence du nationalisme dans la politique économique et la lutte entre les bourgeoisies pour le partage du marché et des sphères d'influence prouve encore une fois que l'hyper-Etat européen est un objectif impossible du capitalisme car il se heurte au développement disproportionné du capitalisme dans les différents pays impérialistes et aux antagonismes des économies nationales, lesquelles ont besoin du cadre de l'Etat. Les crises monétaires successives ont en fait dissous le système monétaire européen et en ce qui concerne la politique extérieure la désunion complète des pays impérialistes de la CE sur des événements d'importance mondiale, telle que la guerre du Golfe ou la crise de la Yougoslavie, montre très bien que l'Europe Unie n'est qu'un leurre purement propagandiste. L'Europe Unie n'existe en fait que comme une union du capital contre la classe ouvrière, les pauvres et les moyens paysans, les salariés et la jeunesse. Elle n'existe que comme un mécanisme pour imposer des mesures antipopulaires, comme moyen de pression pour imposer une politique réactionnaire dans tous les pays membres de la CE.

5. La vision de l'Europe Unie s'écroule, y compris sa version réformiste qui proclamait une CE des peuples à la place de la CE des monopoles, comme dérivé direct du processus parlementaire. En même temps s'écroulent toutes ces conceptions idéologiques qui voulaient maintenir les peuples d'Europe dans une logique d'acceptation de cette alliance impérialiste, dans la logique de changement de la Communauté Européenne par l'intérieur. Contre l'internationalisation du capital, qui inclut la concurrence et la guerre, il faut organiser l'internationalisme prolétarien. Contre la reconstruction conservatrice du capitalisme mondial, il faut diriger la lutte pour la défense des intérêts vitaux du prolétariat, des pauvres et moyens paysans, des jeunes, des femmes, indépendamment des nationalités. Contre la CE de la bourgeoisie, il faut mener la lutte pour la dissolution de cette coalition impérialiste, la victoire de la révolution prolétarienne, et la construction du socialisme.

6. Dans les circonstances actuelles, il est indispensable de développer la lutte des classes, afin de contrecarrer les mesures prévues par le Livre blanc et les attaques des gouvernements européens. Cette lutte qui a commencé comme une lutte défensive, une défense qui se traduit par des grèves combattives qui ont secoué l'Europe durant ces derniers mois, doit assumer un caractère offensif, non pas seulement dans le sens de mener ses actions comme revendication de classe, mais aussi dans le but de mener la guerre contre la CE, d'accentuer la crise du système et de la transformer en situation révolutionnaire. Le prolétariat ne doit pas se battre pour faire sortir le système bourgeois de la crise mais pour le renversement révolutionnaire du capitalisme, seule garantie pour que la société des travailleurs se débarrasse du fléau qui la hante.

7. La lutte contre la reconstruction conservatrice du capitalisme et l'offensive européenne ne saurait se développer sans la rupture préalable, décisive et absolue avec l'ensemble des forces bourgeoises, ainsi qu'avec la bureaucratie syndicale, qui constitue la cinquième colonne du capital au sein du mouvement ouvrier. Le prolétariat doit construire ses propres organisations de classe à tous les niveaux, du niveau syndical jusqu'au niveau politique, afin de mettre en oeuvre sa stratégie.

8. Un programme de lutte contre le Livre blanc doit s'appuyer sur l'exigence que la crise soit payée par les riches et les bourgeois, et non par les couches travailleuses de la société.

Les revendications centrales d'un tel programme sont les suivantes :

- a) réduction générale de la durée du travail et de l'âge de la retraite, sans aucune réduction des salaires et du montant des pensions ;
- b) allocations de chômage à tous les chômeurs, jeunes, immigrés légaux et illégaux, égales au salaire minimum, et qui seront versées sans aucune condition préalable pour toute la durée pendant laquelle il ne peuvent trouver d'emploi ;

- c) sécurité sociale à 100 % pour tous les travailleurs et leur famille, entièrement financée par les capitalistes et l'Etat bourgeois ;
- d) fin de toute répression contre les immigrés ; droit au travail, droits sociaux, syndicaux et politiques pour tous les étrangers ;
- e) non au Livre blanc ; à bas les accords de Trevi et de Schengen ;
- f) à bas la P.A.C, pour l'adoption de mesures de soutien pour les paysans pauvres et moyens ;
- g) non au nationalisme, au racisme et au fascisme ; interdiction de toutes les organisations fascistes ;
- h) non à Maastricht et à la CE. Impérialiste ; lutte pour sa dissolution ;
- i) à bas l'OTAN et l'Union européenne ; non aux interventions impérialistes ;
- j) annulation de la dette des pays dépendants.

Les coûts sociaux de l'Europe — Maurizio Donato (Université de Rome, Lotta per la Pace e il Socialisme Italie)

Introduction

Après les coeurs publicitaires qui en ont accompagné la naissance, l'accord de Maastricht, qui fixe les nouvelles étapes du processus d'unification européenne, semble aujourd'hui être entré en crise, aussi bien à cause des rivalités et de la compétition inter-européenne qu'à cause d'une opposition plus ou moins latente au niveau social.

La crise monétaire de l'été dernier, dont la conclusion fut la sortie du SME de quelques monnaies européennes parmi lesquelles la lire, a été la démonstration éclatante de l'échec d'un mécanisme de coordination qui ne prévoit même pas la possibilité d'un soutien des banques centrales aux monnaies qui sont soumises à des pressions spéculatives. Dans une récente prise de position, la Banque pour les règlements internationaux (BRI) a proposé de réunir en automne un conseil extraordinaire qui débattrait d'une révision des règles du SME, cela afin de ne prévoir l'intervention des banques centrales que si la spéculation s'attaque aux monnaies des pays dont les fondements économiques sont sains.

Cela ne serait rien d'autre que la mise en place de cette Europe à deux vitesses qui représente une des voies possibles de l'intégration européenne. On en viendrait alors à créer deux systèmes continentaux : un premier "de série A" avec au centre, évidemment, l'Allemagne ; un second, dont pourrait faire partie l'Italie, composé de systèmes plus "faibles" au point de vue des variables macro-économiques. De leur côté, industriels, banquiers et gouvernement italiens ont gagné à la dévaluation de la lire beaucoup plus que ce qu'ils avaient prévu et l'enthousiasme pour Maastricht semble s'être sérieusement affaibli, faisant place à repli général de type protectionniste.

A ce point de l'exposé, une question s'impose : qu'est-ce que cela signifie "y gagner à l'unification européenne" ? Qui y gagne quelque chose ? Et, surtout, en ce qui nous concerne, qui y perd ? Quels sont les coûts sociaux de l'unification européenne ?

1. Les intérêts européens

Il est opportun de faire un petit retour à 1957, l'année du Traité de Rome, qui débute la première phase (mark I) d'un long et tortueux processus d'intégration continentale. C'est justement à partir de la seconde moitié des années 50 que l'on note une rapide et substantielle augmentation de l'activité des multinationales U.S. en Europe, à travers les investissements directs (IDE) qui passent de 9 % du total du capital industriel des USA en 1955 à 25 % en 1972. C'est l'âge d'or des multinationales nord-américaines, qui recueillent les avantages de la victoire de la Deuxième guerre mondiale en écrasant les impérialismes allemand et japonais vaincus.

Ensuite, à partir de 68, la tendance à l'hégémonie économique des USA commence à vaciller : la pression fiscale pour financer la guerre - perdue - du Vietnam, les luttes étudiantes et ouvrières dans le monde, la crise du dollar en 71, tout comme les chocs pétroliers de 73 et de 79, sont autant d'étapes qui marquent le déclin, lent mais constant, des résultats économiques, les grandes entreprises nord-américaines perdant du terrain face aux rivaux européens et japonais.

On constate qu'aujourd'hui, la globalisation des marchés a réduit le poids des multinationales américaines par rapport à celui des autres : les USA sont actuellement le premier pays recevant des investissements directs et les capitaux étrangers y contrôlaient en 1990 13 % de l'activité économique et 9 % de l'emploi industriel. L'internationalisation croissante de l'économie-monde rend toujours plus difficiles les calculs relatifs à la richesse et aux performances des économies nationales, justement à cause du rôle toujours plus important des multinationales, qui possèdent des installations industrielles dans plusieurs pays à la fois et même sur divers continents, qui produisent une vaste gamme de marchandises aux contenus les plus disparates et réinvestissent les profits en diversifiant les lieux géographiques et les activités patrimoniales.

Il est donc difficile de réussir à faire des comptes nets, mais une tendance semble émerger: la délocalisation de l'activité productive vers les pays où le coût du travail est relativement bas et les profits, le rendement du capital, relativement hauts. En ce qui concerne le premier critère, c'est un fait qu'une grande partie du succès de pays comme le Japon, les "tigres" du Sud-Est, et aujourd'hui la Chine, est fondé sur l'exploitation des travailleuses et des travailleurs qui produisent énormément avec des salaires extrêmement bas, dans des conditions de vie et de travail hallucinantes. C'est ainsi que les USA ont imaginé de créer la NAFTA, présenté comme un accord commercial avec le Canada et le Mexique, mais qui est en réalité un instrument destiné à transférer des centaines de fabriques aux confins du Mexique, dans des régions vis-à-vis desquelles même la magistrature des USA a trouvé à redire en raison des possibilités d'exploitation et de pollution interdites aux USA.

Les impérialistes européens sont indécis quant à tenter la même opération dans quelques pays de l'est, dans une Yougoslavie divisée et "pacifiée", en Afrique ou, faute de mieux, dans les régions moins développées du vieux continent.

Pour le rendement des capitaux, rien de tel que le marché des titres, c'est à dire des dettes des gouvernements qui représentent autant de crédits des privés. La relative convenance des taux d'intérêts, autrement dit des rendements du capital financier par rapport aux taux de profit du capital industriel, est dans de nombreuses analyses prise pour la cause alors qu'elle est l'effet d'une crise économique structurelle qui fait prévaloir cycliquement des emplois improductifs du capital (le capital fictif) sur ceux de nature productive.

Et, à force d'invertir les causes et les effets, on intervertit la nature même de la crise en soutenant que les épargnes mondiales n'arrivent plus à se transformer en investissements, et donc en croissance du revenu et de l'emploi, à cause des déficits publics élevés et persistants, c'est à dire à cause des coûts élevés du "welfare state" qui dépense trop et absorbe les ressources créées avec peine par le secteur privé. Les conséquences s'appellent privatisations, réduction des dépenses sociales et tout le déploiement idéologique et pratique de la pensée libérale, même camouflée. Quoi qu'il en soit, les déficits publics existent et pour être aplanis, ils doivent de toute façon se transformer en titres afin de fructifier en intérêt.

De fait, tous les pays du Nord et particulièrement les pays européens ont deux intérêts qui ne sont pas toujours facilement compatibles entre eux : des hauts taux d'intérêts afin d'attirer des capitaux pour financer les projets d'investissements, comme en Allemagne, et des bas prix intérieurs, une basse inflation, pour vendre des marchandises.

Cycliquement, comme nous l'avons vu pour les USA, un pays où un groupe de pays réussira plus ou moins bien à rejoindre un des deux objectifs, ou les deux. A leur tour, ces résultats produiront des

monnaies fortes et des monnaies faibles avec comme possibilité l'écrasement de la bonne monnaie par la méchante, autrement dit par le fait que les spéculateurs internationaux cherchent périodiquement à se débarrasser des valeurs moins prisées dans le but de thésauriser celles qui valent plus.

C'est ce qui s'est passé l'été dernier lorsque, comme répondant à un signal convenu, beaucoup de banques, d'institutions financières et de compagnies d'assurance se sont mises à vendre des lires pour acheter des mark ou d'autres valeurs qui aujourd'hui coûtent plus cher.

Telle est l'Europe des intérêts dominants, l'Europe des monnaies et des banques, surtout des banques, qui viendront à jouer au cours de cette phase un rôle absolument central dans le processus d'unification. Ce nouveau rôle de la finance, et particulièrement des banques centrales, s'accompagne du risque de faillites qui au cours de chaque période de crise économique aiguë - de la grande crise des années 30 à celle des années 80 - incombe au système financier international. Dans ce contexte, les banques centrales des différents Etats nationaux tendent à se transformer en prêteurs en dernière instance, minimisant les risques de pertes pour les banquiers privés. En particulier, les systèmes financiers nord-américains et britanniques sont fondés sur l'absence structurelle de liquidité des institutions qui en font partie, tandis que les marchés financiers de l'Europe continentale et du Japon fonctionnent de manière substantiellement différente. Si bien qu'il existe un accord de fond entre les banques allemandes et les banques anglaises selon lequel les banques allemandes, qui ne craignent pas la concurrence des banques anglaises à l'intérieur de l'Allemagne, font les opérations les plus délicates à Londres, comme elles le faisaient avant au Luxembourg ou en Suisse.

2. L'Europe parallèle

Alors que l'unification monétaire précède et domine l'unification réelle, en particulier dans ses aspects sociaux, les impérialistes européens se préoccupent également de consolider et d'étendre les filets d'une Europe parallèle, celle des paradis fiscaux, des zones offshore, c'est-à-dire de ces pures véritables zones économiques spéciales, ces ports francs où les impôts n'existent pas, où sont absents les contrôles capables de séparer ce qui est intrinsèquement uni: les affaires légales et les affaires illégales, l'économie officielle et l'économie criminelle. Le dernier arrivé du groupe est Madère, à quelques pas du Portugal et très près du Maroc, où il est possible de faire des affaires de nature diverse en payant un impôt de 0 % jusqu'en 2011, le tout avec la bénédiction officielle de la CEE.

A l'intérieur de la dénommée zone autorisée, on n'applique tout simplement pas la norme "anti-paradis fiscaux" - puissance dialectique du droit communautaire. Ce qui explique l'importance croissante de centres comme l'IFSC de Dublin ou les centres de coordination de Belgique. C'est l'autre revers de la médaille, qui a fait la fortune de pays comme la Suisse, le Luxembourg, le Lichtenstein qui sont à l'Europe ce que le Panama, les Bahamas ou les îles Caïman sont à l'aire intégrée nord-américaine.

3. Les coûts sociaux de l'unification

En 1988, un rapport a été établi par M. Emerson, à la demande de la CEE, dans lequel on tentait une estimation des prétendus coûts d'une non-Europe. Invertissant, comme d'habitude, l'ordre des choses, la tentative du rapport de quantifier les avantages du processus d'unification européenne se basait sur la détermination des coûts impliqués par la non réalisation de l'étape Mark II, cette seconde phase qui est synthétisée dans l'accord de Maastricht. Le fil conducteur du raisonnement que développent les auteurs du rapport est que, dans leur ensemble, les entreprises européennes sont moins compétitives que leurs rivales japonaises et nord-américaines. Il y aurait un problème de dimension, dans le sens où pour beaucoup de secteurs industriels, on pourrait pousser bien plus loin l'exploitation des économies d'échelle, et une grande partie du rapport est précisément dédié aux calculs des pertes d'efficacités connexes au fait de pas avoir atteint des économies dans les différentes industries européennes.

Il s'ensuivit que le conseil de la CEE se lança rapidement dans la voie de la concentration - fusions et acquisitions - sous le couvert de la sacro-sainte concurrence. En réalité, à bien y regarder, les choses

ne vont pas si mal que ça pour les industriels européens: par exemple, les exportations italiennes entre 1985 et 1990 - c'est-à-dire avant la dévaluation de la lire de 1992 - ont il est vrai, diminué en volume, passant de 4,2 à 3,8 %, mais ont augmenté en valeur de 4 à 4,9 %. Cette dynamique est la même pour presque tous les pays industriels qui, dans leur ensemble, voient diminuer leurs exportations en quantité par rapport au reste du monde (tous les pays excepté les USA), tandis que les valeurs augmentent (pour tous excepté le Japon) en passant de 65,3 à 71 % du total.

Ce qui se passe est donc clair les termes de l'échange empirent pour les pays pauvres du Sud que l'on définit par l'euphémisme "en voie de développement" qui, après avoir contracté des dettes avec les pays du deuxième monde - lorsque ces derniers ne savaient que faire des dollars accumulés grâce aux stocks pétrolières - se sont retrouvés étranglés par les intérêts sur les dettes et aujourd'hui, se retrouvent dans les griffes des vautours de la Banque mondiale et du FMI qui continuent à les étrangler avec leurs programmes "d'ajustements structurels". A la base de ces recettes, résident, au premier plan, la dévaluation des monnaies nationales de ces pays, qui doivent donc payer toujours plus cher les marchandises et les capitaux qu'ils sont obligés d'importer des pays riches tandis que leurs exportations, constituées essentiellement de matières premières, deviennent de plus en plus bon marché, et donc tout à l'avantage de ceux qui les achètent. Ainsi il y aurait bien un problème de compétitivité entre les entreprises multinationales européennes et celles des Etats-Unis et du Japon, mais toujours dans un cadre marqué par des coûts croissants pour les peuples des pays sous-développés. Ils sont les premiers à payer.

Mais augmenter le degré de concentration des industries européennes signifie fermer les entreprises "les moins efficaces" du point de vue de la productivité et de la rentabilité, ce qui se traduit par des licenciements en masse et des millions de chômeurs, 17 à 18 millions actuellement en Europe, 20 millions l'année prochaine, si tout va bien ! Le susciteur Emerson écrivait que *"parmi les différents indicateurs de succès, celui d'une importance cruciale en ce moment concerne précisément l'emploi. A moyen terme, il ne sera pas possible de créer plus de postes de travail. La restructuration du tissu productif, le déplacement des bassins de production, la mobilité et la requalification de la main d'oeuvre et les effets redistributifs régionaux sont autant d'aspects qui rendent socialement et politiquement coûteux les ajustements aux nouvelles conditions du marché. La nécessité de sensibiliser le corps social aux mutations qui se préparent a conduit la Commission à rédiger un rapport sur la dimension sociale du marché intérieur"*.

Cette emphase sur la nécessité de "sensibiliser le corps social" indique qu'au moins dans une certaine mesure la surprise manifestée ces derniers mois face à la situation alarmante du chômage relève d'une pure propagande car les eurocrates savent bien que le moment est venu de payer leur folie des grandeurs et que ceux qui payeront seront, outre les populations du Sud, les nouveaux et anciens chômeurs européens.

Cet aspect du chômage en Europe est caractéristique : 12 % de chômeurs contre 6 % aux USA et 2,3 % au Japon. Dans le rapport sur la mise en place du marché unique (CEE, 21 juin 1993), on relève que le taux de chômage européen est en croissance progressive depuis 1990 à cause de la perte de compétitivité par rapport aux USA en premier lieu, mais aussi au Japon. Si dans le rapport de 1988 les *"mesures sociales de support idoines à réduire les coûts de l'ajustement"* étaient les suivantes : formation et mobilité sociales, flexibilité du marché du travail, intervention des fonds structurels communautaires rénovés; maintenant, les objectifs sont devenus plus clairs et ambitieux, exactement les mêmes que ceux de la "Confindustria" (la confédération patronale), à savoir : abolition des salaires minimum, réduction des dépenses sociales, flexibilité des horaires de travail, augmentation de l'âge de la pension, réduction des coûts d'embauché et de licenciement, augmentations salariales liées à la productivité, développement de la mobilité, diminution des charges sociales de l'entreprise. Exigences très claires, comme nous pouvons le voir, et si nous ne les acceptons pas, on ferme.

Mise à part la Grande-Bretagne, où les conditions sociales sont si dures que les entreprises n'ont pas besoin de déplacer la production à l'étranger (bien au contraire, ce sont les étrangers qui y

investissent), le dumping social est désormais une réalité dans toute l'Europe. En France, on ne compte plus les entreprises qui ferment pour ouvrir des établissements au Maroc ou aux Philippines ; dans les secteurs textiles-habillement et chaussures, l'emploi salarié a pratiquement diminué de moitié, la CNPF (la fédération patronale française) demandant l'augmentation du degré d'utilisation des implantations, la compensation non monétaire des heures supplémentaires, la suppression des charges sociales pour les nouvelles embauches, la possibilité de réduire le salaire selon la conjoncture économique...

En Allemagne, la BDA (les patrons allemands) frappe fort: plus de travail et moins de vacances, tandis que le Ministre de l'économie, G. Rexrodt, est favorable à l'abolition de l'interdiction du travail nocturne pour les femmes, au travail durant les jours fériés, aux corsets salariaux selon le type d'emploi ; une mesure de dumping sociale ? Le rapport entre les IDE qui entrent et ceux qui sortent de l'Allemagne est de 1 à 10.

En Grande-Bretagne, comme nous l'avons déjà mentionné, les choses semblent aller si bien pour les patrons que le rapport entre les IDE qui entrent et ceux qui sortent est en équilibre, vu qu'avec un coût du travail de moitié environ au coût allemand, il n'y a pas d'incitation excessive pour les industriels anglais à implanter leurs établissements à l'étranger, ou en tout cas dans une moindre mesure que la tendance des entrepreneurs étrangers à entreprendre des activités productives en Grande-Bretagne. Et pour cause: les heures prestées annuellement sont la valeur la plus haute de toute la moyenne CEE, le degré d'utilisation des implantations est le deuxième en Europe, après la Belgique, mais surtout, 40 % de ceux qui travaillent le font "au noir", dans une structure du marché du travail très particulière où il semble qu'il y a plus de chômeurs hommes que femmes, même si pour celui qui est au travail, la productivité est une des plus basse au niveau continental.

En ce qui concerne l'Italie, la Confindustria paraît regarder avec un intérêt tout particulier l'Irlande (voici le pourquoi de ce tourisme très spécifique) mais, à l'intérieur, les conditions sont claires : un seul niveau de négociation, augmentations en dehors de l'enveloppe qui n'influent pas sur la prévoyance, augmentation des quotas des charges sociales pour les travailleurs, et rien à dire sur le minimum garanti, le salaire minimum, les allocations de chômage. Chacun de ces moyens de subsistances existent dans 8 pays sur 12 de la Communauté : ils font défaut là où ils seraient justement les plus utiles, c'est à dire au Sud, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie.

Le 24 juin 1992, le Conseil des ministres des 12 a demandé officiellement la convergence entre les divers systèmes nationaux et l'introduction d'un revenu minimum garanti (RMG) là où il n'existe pas. Quel est le truc ? C'est qu'il s'agit d'une recommandation, et donc d'un acte non liant comme cela l'aurait été dans le cas d'une directive ou d'un règlement.

Si nous examinons la question de l'unification de l'Europe d'un point de vue de la "Charte sociale", nous découvrons la réalité des dépenses sociales de l'Italie, qu'on prétend pourtant être trop élevées par rapport au reste de l'Europe : zéro absolu pour les chômeurs et la part la plus basse, après la Grèce, pour les pensions sociales. Mais, nous le savons, ce ne sont pas ceux-là les paramètres de la convergence, mais ceux de Maastricht, le rapport déficit/PIB, le rapport dette/PIB le niveau de l'inflation, etc.

Commission 3 — Avec la technologie du XXIème siècle vers une société du XIXème. Quel avenir pour le socialisme en Europe ?

Les nouvelles technologies et les contradictions du capitalisme. — Jo Cottenier (PTB)

Les possibilités quasi illimitées que nous offre la technologie nouvelle ne peuvent être exploitées parce que nous vivons dans un système qui les mets uniquement au service de la chasse au profit. Cette contradiction peut être illustrée par de multiples exemples.

Mon premier exemple illustre comment les possibilités technologiques entrent en conflit avec les motifs de la production. En sidérurgie, il y a différentes phases : cokerie, haut fourneau, aciérie, coulée continue et laminoirs. Actuellement, la phase fonte (cokerie - haut fourneau - convertisseur) oblige à travailler en feux continus. Avec la technologie nouvelle, introduite partout dans la sidérurgie européenne, l'arrivée de l'aciérie électrique permettrait de lever cette contrainte, puisqu'elle remplace les trois procédés par un seul, qui est beaucoup plus flexible. Une aciérie électrique peut être "éteinte" et "rallumée" sans trop de pertes, comme une lampe électrique. On pourrait donc arrêter la production de nuit. Mais... le courant électrique est moins cher la nuit. Les capitalistes inversent donc la donne et font travailler les ouvriers durant... douze heures d'affilée la nuit ! On voit dans cet exemple qu'aux mains des patrons, la technologie sert à augmenter les profits des entreprises, non à améliorer les conditions de travail. La technologie sert à augmenter l'exploitation des travailleurs. C'est une première contradiction du système capitaliste.

Le deuxième exemple illustre le gâchis énorme de forces humaines qu'entraîne la nouvelle technologie. Le système capitaliste pousse à la rationalisation continue. Cela se déroule principalement par le biais de nouveaux systèmes de production, dont le "toyotisme". On peut prendre l'exemple de Caterpillar. La direction mondiale du groupe a conçu un plan global nommé PWAF ("plant with a future", usine avec un futur), qui signifie que les usines qui "n'ont pas d'avenir" sont fermées. Le plan de rationalisation prévoit des investissements pour 20 milliards de dollars. Mais ce plan sert à liquider un tiers des emplois de la multinationale. Il s'agit ici uniquement de pertes d'emplois causées par l'utilisation de nouvelles méthodes de production. Le toyotisme, dit-on, valorise le travail. Mais, ce que l'on voit, c'est qu'il sert à dévaloriser les humains, à les rendre superflus.

Troisième contradiction : les nouveaux systèmes de production qui pourraient rendre le travail moins exigeant, poussent à l'intensification du travail. Le karochi, la mort par excès de travail, est une épidémie qui accompagne les nouveaux systèmes de travail qui nous viennent du Japon. Si bien que le dernier rapport du Bureau International du Travail prévoit que le stress au travail sera la maladie du XXIème siècle. La responsabilité en incombe complètement à la logique de course au profit qui domine la production.

Quatrième constat qui illustre l'absurdité du système dans lequel nous vivons: c'est la crise de surproduction. Comme le disait Marx, il y a plus d'un siècle, la crise ne provient pas du fait que tous les besoins de la population sont satisfaits, mais au contraire du fait qu'ils ne le sont pas. Des millions de gens chôment parce qu'ils ont produit plus de marchandises qu'ils ne peuvent en acheter. Plus il y a de nouvelles technologies, plus on rationalise et plus la crise de surproduction menace. Cette crise provoque une poussée des inégalités dans le monde, à commencer par celles qui existent entre le Nord et le Sud. Comme nous le montre le rapport du PNUD de 1992, le clivage entre les 20 pays les plus riches et les 20 pays les plus pauvres a doublé en 30 ans. Ce rapport était de 1 à 30 en 1960 et de 1 à 59 en 1989.

Cinquième contradiction: plus les pays sont technologiquement "évolués", plus les inégalités au sein même de ce monde "riche" deviennent cruelles. Le modèle social prôné par le Livre Blanc est le modèle américain. Faisons comme les Etats-Unis nous dit-on, qui ont créé 28 millions d'emplois au cours des 20 dernières années. Voici ce qu'en disait Robert Reich, ministre du Travail de Bill Clinton, lors de son récent passage à Bruxelles : *"Près de 40 % des familles américaines gagnent maintenant moins qu'en 1973. Ce sont surtout les bas revenus qui sont touchés. Aux Etats-Unis, un job ne garantit plus une vie décente, car 18 % des gens qui travaillent à temps plein ne gagnent pas assez pour protéger une famille de quatre personnes de la pauvreté. Le salaire minimum ne cesse de baisser. Il est maintenant de 30 % en dessous du niveau de 1968"*.

Ces contradictions furent déjà analysées par Marx à son époque. Elles montrent clairement l'actualité de la prévision de Marx : la polarisation de la société en deux extrêmes, les riches et les pauvres. Il existe une abondance de philosophes au service de la bourgeoisie qui essaient de nier ces contradictions ou de les proclamer "dépassées" par les évolutions récentes. L'exemple le plus typique

et le plus en vogue est évidemment celui de Francis Fukuyama. Dans son article de 1991 qui fut diffusé dans le monde entier, celui-ci a annoncé la fin de l'histoire. Les idées de démocratie et d'économie de marché l'auraient définitivement emporté sur le socialisme. Mais ce que dit Fukuyama n'est pas très original. En fait, il prêche le retour à l'idéalisme de Hegel. Pour celui-ci, l'histoire est déterminée par les idées. Et l'un des disciples de Hegel prédisait déjà la fin de l'histoire avec la victoire des troupes napoléoniennes à Iéna en 1806 (le 14 octobre). Cette victoire symbolisait pour les adeptes de Hegel la victoire des idées de la Révolution française. Fukuyama reprend ce thème de la victoire finale des idées de la révolution française. Il essaie de faire croire que, désormais, il n'existe plus de contradictions dans le système capitaliste qui ne peuvent être maîtrisées. Les conflits qui pourraient encore surgir ne sont que des soubresauts d'une période qui appartient déjà au passé.

Mais, si l'on regarde la réalité aujourd'hui, on doit constater que les contradictions, loin de s'amenuiser, sont de plus en plus éclatantes. Cela montre que la vision idéaliste, basée sur la victoire des idées dans l'histoire, doit être remplacée par une vision matérialiste, basée sur la matière, sur les faits. Telle est la vision de Marx.

Les théoriciens et économistes bourgeois doivent reconnaître au moins une vérité aux thèses de Marx, celle de la concentration toujours croissante. Le livre récent, "Empire Secret", qui décrit la domination de 25 multinationales sur l'économie mondiale, commence son premier chapitre par le titre : "Marx avait raison sur un point..." Evidemment, ceci n'a rien à voir avec le marxisme. N'est pas marxiste celui qui reconnaît l'existence de la concentration du capital ou même des classes sociales. Comme le dit Lénine, est marxiste celui qui reconnaît ces classes, mais qui en plus en tire toutes les conséquences jusqu'à la nécessité de la dictature du prolétariat. Il n'y a donc pas d'issue au capitalisme et à ses problèmes par la discussion, mais par la lutte des classes, une lutte résolue des travailleurs contre le capitalisme, jusqu'à la chute de celui-ci. Tant que l'économie sera dominée par le capital privé, les contradictions du capitalisme mèneront inévitablement à la crise, à la pauvreté et la misère, au fascisme et à la guerre.

Des philosophes comme Fukuyama ferment carrément les yeux devant des faits évidents. D'autres philosophes prônent un idéalisme plus raffiné. Prenons Ricardo Petrella, haut fonctionnaire européen, directeur du programme FAST chargé d'étudier les retombées socio-économiques de la technologie en Europe. Il s'est mis en évidence par son combat personnel contre le culte de la compétitivité. Nous approuvons son discours qui démontre les conséquences dramatiques de la course à la compétitivité, laquelle entraîne l'exclusion, l'approfondissement des inégalités dans le monde. Mais comment propose-t-il de résoudre ces contradictions ? Ses solutions sont une version actualisée du socialisme utopique. Il veut que se noue une entente entre les grands pays capitalistes, une entente basée sur la Raison. Exactement comme, au début du XIXème siècle, les sociétés utopiques proposaient la construction d'une meilleure société basée sur la Raison. Les socialistes utopiques voulaient convaincre le patronat d'être plus "humain" et moins rapace. C'est Marx qui a démontré que les maux du capitalisme ne proviennent pas de mauvais caractères, ni de mauvaises intentions mais sont causés par les lois internes du système économique. Face à l'aiguïssement des contradictions capitalistes, nous revivons la renaissance du socialisme utopique. Ainsi, une foule d'économistes réinventent l'éthique. Alain Mine est de ceux-là. En écrivant *L'Argent fou*, il prie les dirigeants d'entreprise de suivre une certaine éthique et non la loi aveugle du marché et du profit, qui craint-il, mènera à des explosions sociales.

Toutes ces théories supposent qu'il est possible d'éviter les contradictions si on bâtit un monde sur la Raison. C'est une illusion. Il faut retourner à Marx et Lénine. Le capitalisme ne cédera jamais par la discussion, mais uniquement s'il y a une révolution ouvrière qui détruit les bases de la dictature capitaliste : l'Etat et la propriété privée des moyens de production.

La chute des systèmes en Europe de l'Est ne signifie pas la fin de la lutte de classes, ni la fin de la lutte historique entre socialisme et capitalisme. L'aiguïssement des contradictions du système capitaliste remet automatiquement la nécessité d'un système supérieur à l'ordre du jour. Ce système supérieur ne

peut être basé que sur la propriété collective des moyens de production. La crise du capitalisme est sans issue. De ce fait, nous pouvons être sûrs que le marxisme-léninisme regagnera sa place et que le socialisme triomphera finalement du capitalisme.

La place du travail dans le capitalisme — Jaap Kruithof (Professeur de philosophie à l'Université de Gand, Belgique)

Ma première idée concerne la relation entre production et consommation. Dans l'Histoire, on peut établir quatre stades.

A un premier stade, on ne produit pas beaucoup de surplus. Le travail et les moyens de travail ne le permettent pas. Pourtant, on travaille dur. Mais le travail est considéré comme une punition de Dieu. Il n'est pas glorifié.

Au second stade, on voit l'arrivée du capitalisme, à la fin du XV^{ème} siècle. A ce moment, les travailleurs produisent un surplus plus important. Mais il se développe une nouvelle éthique basée sur le travail et suivant cette morale du travail, la consommation doit être la plus basse possible afin de pouvoir permettre l'épargne. Dans ce contexte, le travail a un sens : il faut beaucoup travailler, travailler toujours dur, mais consommer un minimum. Il y a une concrétisation du bien-fondé de cette morale du travail : celui qui travaille dur et consomme peu devient riche, alors que celui qui ne travaille pas reste pauvre. La différence de classe est fondée sur cette moralité.

Au troisième stade, le capitalisme se lance dans un projet utopique de bien-être. On continue à travailler dur, mais désormais on peut consommer, on a droit à la consommation. A partir de 1945, la consommation devient une valeur positive dans les pays riches du monde.

Nous atteignons aujourd'hui un quatrième stade. Le capitalisme ne peut fournir du travail à tout le monde. Il faut une nouvelle forme de capitalisme. Parallèlement, l'homme ne tient plus à travailler autant, mais à consommer davantage. Le capitalisme parasitaire se développe au détriment du capitalisme productif.

Ma position sur ce problème de relation entre production et consommation est que le capitalisme élimine le travail : il l'a fait d'abord dans l'agriculture (qui ne représente plus que 3 % de la population active des pays riches) ; puis, dans l'industrie ; maintenant, cela se déroule aussi dans les services tels les banques, les assurances, la distribution. La question est posée : où doivent aller les travailleurs de ces secteurs ?

On ne peut être contre les machines qui remplacent les ouvriers ou les travailleurs des services. Il faut donc être plus imaginatif. C'est pourquoi je propose un nouveau partage du travail. Cela concerne des travaux qui ne peuvent être faits par des machines. Je pense surtout à des travaux qui mettent les gens en contact. Cela concerne les branches de la culture, des soins de santé, de l'enseignement... On peut appeler cela le quatrième secteur. Des millions d'emplois peuvent y être créés.

Mais pour cela, il faut de l'argent. Delors doit aller le chercher là où il est. Dans notre système, les détenteurs du capital sont omnipotents. L'Etat, qu'il soit social-démocrate ou américain, est au service des capitalistes. C'est pourquoi je propose la nationalisation des premier et second secteurs afin de dégager les fonds pour créer des emplois dans le quatrième secteur.

Le travail sans consommation est contraire au socialisme. La consommation sans travail, cela ne va pas. Le travail est l'essence de l'homme, il fournit un sens à l'humanité. C'est une conception marxiste. Il faut rendre le travail intéressant. Le travail est une issue pour résoudre les problèmes du monde. Si quelqu'un n'a pas de travail, il ne peut trouver dans la consommation une solution à son problème. Pourtant, les gens fuient vers la consommation parce que le travail est inhumain. Mais continuer dans cette voie mène à la dégénérescence de l'humanité, au développement du nihilisme. Le sens de la

consommation est d'obtenir quelque chose sans effort. Si l'on ne fait que cela, on risque de tomber dans la criminalité. Le travail permet une autre perspective. Il est basé sur l'effort. L'effort est ce qui donne le plus de satisfaction.

Le monde qui nous entoure est fondé sur la concurrence, comme Jo Cottenier vient de le souligner. Cette concurrence qui pousse chaque pays à de baisser les salaires, oppose les blocs économiques, mais aussi entre les pays européens eux-mêmes. Cette concurrence va entraîner une polarisation de la société en riches et pauvres. Et cela va croître encore à l'avenir. On peut en voir un exemple dans les émeutes de Los Angeles. A Beverly Hills, qui est à cinq minutes de là, il y avait des avions prêts à décoller pour emmener les riches si cela s'avérait nécessaire.

Sur le plan politique, le VLD a une politique qui mène objectivement à une alliance avec le Vlaams Blok. La gauche doit d'abord s'organiser contre les plans de Verhofstadt. La philosophie de la droite concernant la sécurité sociale mène à une polarisation entre riches et pauvres comme cela se passe aux Etats-Unis. Il faut donc réfléchir à une politique de sécurité sociale. J'estime qu'il n'y a pas trop d'impôts, mais trop d'impôts indirects et pas assez d'impôts directs, trop d'impôts sur le travail et pas assez sur le capital. Il faut, pour cela, prendre des mesures pour empêcher que les bénéfices ne partent à l'étranger. Mais il faut d'abord savoir qui sont nos ennemis. Et ma réponse est claire : ce sont les fascistes. Seulement, les libéraux sont plus forts et leur politique mène à la même chose. Je trouve dommage donc que la gauche, c'est-à-dire avec le SP, Agalev, la VU, ne fasse un front contre Verhofstadt.

Le capitalisme à l'œuvre en ex-RDA — Werner Mueller (KPD de l'Est, Allemagne)

Je veux faire une remarque : Bruxelles est aujourd'hui la plaque-tournante pour l'Europe, puisque c'est aujourd'hui que doivent se prendre des décisions importantes. A travers l'Europe, l'impérialisme allemand cherche de nouveaux marchés. Il cherche à l'Est, en Asie, là où il y a des bas salaires. Tout cela, malgré la concurrence des autres pays. Bruxelles qui décide aujourd'hui est la Bruxelles de l'impérialisme. Ce n'est pas notre Bruxelles, celle des travailleurs menacés par l'impérialisme.

Qu'est-ce qu'on peut attendre de l'impérialisme dans l'Allemagne de l'Est ? La RDA était un Etat qui poursuivait comme but la paix, le bien-être et la prospérité de son peuple. Mais le capitalisme avait une influence sur nous. Les Allemands ont été battus deux fois lors des deux dernières guerres mondiales. Ils étaient animés d'un esprit de revanche. Ils ont dirigés cet esprit dans la reconquête de l'Est. Il fallait, pour organiser leurs plans, trouver des réformistes capables d'influer sur les événements. Et ils en ont trouvé: Gorbatchev et Eltsine.

Que reste-t-il des promesses de démocratie faites au moment de la reconquête ? Rien. Le peuple a été trompé. Plus rien de ce qui avait été construit après 1945 au service du peuple ne subsiste. 4 millions de travailleurs très qualifiés sont sans travail. Les salariés qui ont encore un travail reçoivent un salaire équivalent à 65 % de celui que reçoivent les travailleurs à l'Ouest. Il n'y aura pas de mise à niveau des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest. Ce seront les salariés de l'Ouest qui verront leurs salaires baisser au niveau de ceux de l'Est. Aucune entreprise ne subsiste telle quelle, même les noms de rues changent.

Les dirigeants de l'ex-RDA subissent des procès extrêmement graves. Ils sont traités comme de vulgaires criminels. Des dizaines de milliers de dirigeants doivent passer ainsi devant la Justice. Par contre, les anciens et les nouveaux fascistes sont dans les rues. Cela symbolise le passage au capitalisme.

Le marché domine, comme partout en Europe. D'ailleurs le cri de la bourgeoisie allemande en faveur de la réunification est le même que celui des patrons européens pour l'Europe unie.

Le monde impérialiste est en crise et on n'en voit pas l'issue. Au cours de l'Histoire, les impérialistes ont cherché une issue aux crises dans la guerre. Aujourd'hui, on peut voir que, dans toutes les parties du monde, il y a des feux qui couvent et qui ne demandent qu'à s'embraser. A Bruxelles, il y a l'OTAN. Toutes les organisations internationales sont dominées par les impérialistes. Elles peuvent mener des guerres pour maintenir la domination du capitalisme.

Les capitalistes parlent de plans de paix, mais on se demande où sont-ils ? Les peuples n'ont pas besoin de ces plans. Ils ont besoin de sécurité sociale, de travail, de conditions de travail décentes. Mais, pour cela, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Je vais parler de la problématique nationale. La trahison de la bourgeoisie allemande vis-à-vis de la nation allemande dans son ensemble est incroyable. Elle détruit les moyens de production, pas seulement en RDA, mais dans toute l'Allemagne et ces destructions s'étendent aux domaines de la culture et de la science. Elles résultent de la recherche de profit de la part des capitalistes. Cela peut différer de pays à pays. Mais en Allemagne, la bourgeoisie ne tient plus compte des intérêts nationaux. Cette situation permet le renforcement de l'extrême droite.

Une majorité désapprouve les manifestations des nazis. Mais le gouvernement de Bonn et les détenteurs de capitaux laissent faire. Les symboles nazis, comme le salut et le drapeau, ne sont pas interdits. Kohl va déposer des fleurs sur les tombes de soldats SS, morts durant la guerre. Les soldats SS, qui ont du sang sur les doigts, sont considérés comme des soldats de l'armée allemande. Qu'ils aient reconnu ou non leurs crimes, ils reçoivent des pensions de l'armée. Par exemple, un homme avait fusillé de nombreuses personnes en Pologne. A la fin de la guerre, il se cache, vivant sous un faux nom. Il est finalement découvert. Il est condamné et mis en prison. Récemment, le procès a été révisé. Il a été lavé de toutes ces accusations et il a reçu des indemnités de dédommagement pour avoir passé des années en prison.

On peut se demander où commence le fascisme ? L'encouragement est animé par Kohl lui-même. Il y a un virage important du monde politique vers la droite. Par exemple, Kohl propose que Weitmann, un curé, Ministre de la Justice du Land de Saxe, soit le prochain Chancelier. En Saxe, on le considère comme un fou. Mais la droite de la CDU veut éliminer Weitmann. Le président de la Bundesbank est beaucoup plus présentable pour elle. Un autre officiel, Munsch, a été pris pour une affaire de corruption en Allemagne de l'Est. Mais il venait de l'Ouest. Kohl aurait dû le démettre mais, au contraire, il le couvre en disant que ceux qui vont à l'Est ont déjà dû accepter tant de sacrifices.

La fin de Kohl approche. Cela s'est vu aux dernières élections du land de Brandebourg : 40 % des électeurs ne se sont même pas rendus aux urnes et 20 % des votants ont voté pour le PDS, qui est un peu plus à droite que le SPD. Où va-t-on ? On ne sait pas : vers la droite ou vers le PDS.

Débat

Question de la salle: si le libéral Verhofstadt est présenté comme l'ennemi principal, n'y a-t-il un danger de se lancer dans une pseudo-alternative réformiste ?

Jaap Kruithof : C'est un problème tactique. On voit avec les élections en Italie que le centre a disparu. Il n'y a plus que deux blocs : la gauche réformiste et les fascistes. C'est un signal pour toute l'Europe.

En Belgique, la situation est autre. Pour la gauche, il est important de faire un front contre les libéraux du VLD et le Vlaams Blok (parti fasciste), un front qui n'est pas une alliance des programmes économiques, mais une alliance de type politique. Agalev (écologiste), le SP (social-démocratie) et le VU (nationalistes flamands) sont des partis politiques bourgeois. Ils sont donc peu fiables. Par exemple, chez Agalev, lorsque l'on parle d'un tel front contre le VLD, les dirigeants répondent que le VLD est pour le référendum comme nous. Le grand capital est représenté dans le VLD et dans l'aile

droite du CVP. Je n'ai pas confiance dans les dirigeants du SP, d'Agalev et de la VU. Mais, il y a dans ces partis des gens qu'il faut influencer. Le syndicat est le premier endroit où il faut faire le front. Mais il faut le faire aussi sur le plan politique. Tous les membres du SP, d'Agalev et de la VU n'ont pas les mêmes positions que celles des dirigeants. Le PTB a certainement raison, mais il rate les mouvements sociaux. Dans une situation où le centre disparaît et où la gauche ne peut organiser les masses, il faut s'orienter vers un front. C'est la leçon des années 30.

Jo Cottenier : Une des leçons des années 30 est, au contraire, que la tactique de faire le front sur le plus petit dénominateur commun, facilite le passage au fascisme. C'est la tactique du "moindre mal", qui prétend combattre le fascisme avec une politique réformiste capitulante et complice. Face à une crise très profonde, l'alternative doit être radicale pour qu'elle soit réaliste et mobilisatrice. Voyons ce qui se passe avec le Livre Blanc de Delors. Dans le fond, la social-démocratie est d'accord avec la logique de la compétitivité. Ce qui l'amène à exécuter au gouvernement les mêmes politiques que celles prônées par Verhofstadt. On ne combat pas Verhofstadt en menant la même politique à sa place. Tout comme on ne combat pas le fascisme en reprenant les propos racistes. En faisant le front sur une politique de capitulation, on brise les seules forces qui pourraient opposer une autre logique, une logique anticapitaliste. Le plus important est de mener une stratégie qui donne la perspective de casser la dictature du capital et mobiliser ainsi les seules forces qui peuvent vaincre le fascisme.

Harpal Brar (Association of Indian Communists in GB) : Nous avons réfléchi sur le fascisme. Nous pensons que la bourgeoisie ne va pas vers le fascisme nécessairement. Elle ira dans cette direction s'il y a la possibilité que le communisme s'impose dans un pays. Nous pensons que ce n'est pas le cas dans les pays occidentaux. Par contre, il y a un danger réel dans les pays de l'Est. Le danger le plus important est le racisme. Les Noirs sont vus comme les responsables de ce qui ne va pas dans le capitalisme. Les Noirs sont une main-d'oeuvre de réserve. Il faut y apporter une réponse communiste. Les sociaux-démocrates sont en train d'appliquer les politiques requises par les capitalistes. C'est pourquoi il ne peut y avoir de front avec les sociaux-démocrates.

Jaap Kruithof : Je suis d'accord avec la dernière intervention. Le fascisme est une situation dans laquelle le capitalisme voit sa dernière chance de se sauver.

Le CVP sert le grand capital. Mais le SP, Agalev et la VU aussi. C'est pourquoi il ne faut pas faire une alliance sur les politiques économiques. Mon but, ce sont les gens. Ce n'est pas la même chose qu'une alliance sur les programmes politiques. Il faut aller plus loin que le front syndical, ne pas lâcher les gens. Mais, une alliance stratégique avec le SP, c'est une perte de temps.

Jo Cottenier : Il n'y a pas d'autre issue que l'expropriation pour briser la logique capitaliste. La social-démocratie par contre participe à cette logique et la défend. Dans la lutte contre le capitalisme, il faut construire de nouveaux rapports de force, basés sur la lutte des travailleurs, sur la défense de leurs intérêts directs et fondamentaux. C'est cela qui va permettre de combattre à la fois le capitalisme et sa forme la plus dictatoriale, le fascisme. Il faut une alternative radicale en faveur du socialisme, basée sur la lutte de classes. Les problèmes tactiques doivent être considérés de ce point de vue-là, sinon on va réinventer des soi-disants solutions qui nous enfoncent encore plus dans la voie du fascisme.

Jaap Kruithof : Il faut que les moyens de production reviennent aux travailleurs. La propriété est un point essentiel. Mais il faut exproprier surtout pour les répercussions sociales que cela procure. Il y a une différence entre nationalisation, régionalisation et collectivisation. Mais il faut le faire en fonction des répercussions. Ainsi, si l'industrie a des implications pour l'ensemble de la nation, il faut nationaliser. Si les répercussions sont limitées, c'est la collectivisation qu'il faut proposer. En plus, il faut conserver une propriété privée pour des activités qui restent d'un niveau privé, comme par exemple planter un arbre dans un jardin, etc.

Werner Mueller : A l'Est, il y avait une propriété d'Etat et une propriété collective, c'est-à-dire appartenant à des groupes. Y a-t-il de la place pour d'autres formes de propriété ? Je ne sais pas. Il y a eu, à l'Est, beaucoup de tentatives de formes de propriété et il y a eu beaucoup d'échecs.

Une des raisons de la dégénérescence du communisme à l'Est et un des points essentiels que le communisme devra tenir à l'oeil à l'avenir, c'est que le parti communiste doit avoir les moyens de conserver le pouvoir sur les moyens de production. Si les communistes sont suffisamment forts, ils peuvent admettre un secteur privé. Mais, en RDA, on s'est cassé la figure sur cette question. Ailleurs, je ne sais pas où cela va aboutir. Pour conduire le socialisme, il faut absolument les trois éléments suivants :

1. conquérir le pouvoir et le maintenir,
2. renverser les rapports de production et assurer la domination des moyens de production par l'Etat et les collectivités,
3. mettre de l'ordre dans les têtes et présenter le capitalisme tel qu'il est.

A l'Est, il n'y a plus que des discussions sur ce qui n'a pas été bien fait par les communistes. Sur les erreurs du capitalisme, personne ne dit rien. Les dirigeants communistes sont considérés comme des criminels, pourtant il n'y a pas d'autre alternative que le socialisme.

Jaap Kruithof : La différence entre Roosevelt et Clinton est que Clinton n'a plus les moyens de mener une politique. Les Etats-Unis sont trop endettés. Il n'a plus d'argent. Roosevelt, lui, pouvait encore injecter de l'argent dans ses projets.

Ce que l'Europe veut injecter dans des grands travaux n'est qu'un cinquième de ce que l'Allemagne met dans la réunification. Si maintenant on met de l'argent dans l'infrastructure, c'est pour favoriser les capitalistes. Dans le capitalisme actuel, il y a une impuissance de l'Etat. Pour le socialisme, je l'ai déjà dit, il y a renforcement de l'Etat à travers la nationalisation, collectivisation et privatisation. Le capitalisme ne peut plus apporter de solution à la crise. Il ne peut plus apporter de solution aux problèmes des gens. C'est cela notre force.

Jo Cottenier : Il y a deux visions différentes du rôle de l'Etat. D'abord, il y a la théorie qui avance que l'Etat n'est pas assez fort. Cette théorie sociale-démocrate considère l'Etat au-dessus des classes. Cette théorie a son prolongement dans le renforcement de la Communauté : la Communauté européenne n'est assez forte, le rôle des socialistes est d'investir l'appareil d'Etat pour le renforcer et l'orienter dans le bon sens.

Pour les marxistes-léninistes, il y a deux piliers du système capitaliste : la propriété privée des moyens de production et l'Etat comme instrument de la domination de classe, qui protège le système en place. On ne peut instaurer le socialisme sans briser l'Etat capitaliste par la voie révolutionnaire. La première tâche du pouvoir socialiste est d'exproprier les capitalistes.

Ainsi, la question n'est pas de savoir si l'Etat capitaliste est trop faible ou pas. L'impression de l'affaiblissement de l'Etat est causée par la crise profonde que traverse le capitalisme.

Jaap Kruithof : L'affaiblissement provient aussi de l'internationalisation. Le capitalisme a été construit sur une base nationale. Mais cette période est révolue. Le capitalisme est maintenant international. Cela provoque de nouvelles contradictions.

Il y a une bourgeoisie nationale qui veut que l'Etat contrôle un maximum, mais aussi une bourgeoisie internationale qui a bâti un monde intégré, comme dans les banques et la finance. En Belgique, il y a trois bourgeoisies :

- la vieille bourgeoisie belge qui se fonde sur l'Etat national et qui est représentée par la dynastie ;
- la bourgeoisie régionale, aussi bien flamande que wallonne ;
- la bourgeoisie européenne, plus internationale, qui stationne à Bruxelles.

Dans cette lutte inter-capitaliste, cette dernière a la prépondérance. C'est pourquoi la bourgeoisie régionale se tourne vers le Vlaams Blok. Les trois bourgeoisies coexistent, mais il faut voir qui est en train de l'emporter.

Jo Cottenier : Il y a un mouvement d'internationalisation du capitalisme. Mais, en même temps, il y a formation de blocs régionaux. L'internationalisation pousse à la confrontation entre les blocs. L'unification européenne est poussée en avant par la concurrence entre les blocs. Le capital européen a besoin d'un Etat européen pour mener sa guerre économique. Ce n'est donc pas une question de "trop peu d'Etat", mais de transfert du pouvoir national vers une superstructure internationale, qui est encore plus agressive et encore plus au service du grand-capital.

S'il y a internationalisation du capitalisme, cela ne veut pas dire que les contradictions disparaissent ou s'amenuisent. Comme les marchés rétrécissent, les contradictions entre les blocs augmentent. C'est une véritable guerre pour se partager le monde que se livrent les trois blocs. C'est une guerre économique, mais qui débouche sur l'affrontement politique et militaire. Entre les trois blocs, il y a des alliances, mais surtout des contradictions qui ne cessent de s'aiguïser.

Cette internationalisation ne signifie pas non plus la disparition des Etats nationaux. Les contradictions entre les Etats peuvent faire éclater les superstructures européennes. La lutte pour le socialisme se déroule toujours dans le cadre des Etats nationaux et les tâches des révolutionnaires restent les mêmes tant que la superstructure nationale existe.

Commission 4 — Intégration et racisme Schengen et Trevi, précurseurs de nouveaux pogroms ?

Les effets du Traité de Maastricht sur l'immigration et le droit d'asile — Anne Maesschalk (Frontières ouvertes, Belgique)

1. Maastricht est un plan d'action policier contre les immigrés et les demandeurs d'asile. C'est un appel au racisme et à la xénophobie.

Par la volonté des gouvernements européens, l'immigration et le droit d'asile ont été intimement liés aux questions de police, de drogue, de terrorisme et de criminalité organisée dans le cadre de l'article K du Traité de Maastricht.

Dans l'esprit et la lettre, les étrangers (immigrés ou réfugiés) font donc résolument partie des problèmes de sécurité que l'Europe doit résoudre au même titre que la drogue, le terrorisme ou la criminalité.

Dans une brochure destinée aux jeunes européens, la Commission est on ne peut plus claire : *"la suppression des frontières intérieures de la Communauté va de pair avec un renforcement des contrôles aux frontières extérieures. Ceux-ci sont destinés à empêcher les terroristes, les trafiquants de drogue et autres criminels, ainsi que les immigrés illégaux d'entrer dans la Communauté"*. Donc, on dit aux jeunes : immigrés, trafiquants de drogue et autres sont à mettre sur le même pied, et il faut les empêcher d'entrer chez nous.

De même, la mise en oeuvre du Traité de Maastricht en ce qui concerne les affaires intérieures et la justice ne laisse planer aucun doute sur les priorités des gouvernements européens. Le 29 octobre 1993, lors de la Réunion du Conseil européen de Bruxelles. La présidence belge a présenté des Conclusions dans lesquelles on peut lire : *le but à atteindre est que la politique de l'Union sur ces*

questions sensibles donne l'assurance au citoyen - directement concerné dans sa vie quotidienne - non seulement que la création d'un espace sans frontières ne se fera pas au détriment de sa sécurité, mais que cette dernière sera mieux garantie à l'avenir grâce à cette coopération systématique et organisée entre les Etats membres" (Agence Europe 31/10/93).

Le premier point du plan d'action repris dans les Conclusions de la présidence belge est : "la mise en place rapide d'EUROPOL", la conclusion de la convention Europol et l'entrée en opération de l'unité de drogue en octobre 1994. Deuxième point : la lutte contre la drogue; troisième point : une action commune dans le domaine du droit d'asile ; quatrième point : la liste commune des pays à visa ; cinquième point : le renforcement de la coopération judiciaire, en particulier dans le domaine de l'extradition et enfin dernier point : des lignes directrices pour la lutte contre la drogue, la politique d'asile et la politique d'immigration dans les relations extérieures de l'Union. Dans ce contexte, la question de la réadmission des immigrés illégaux revêt une importance particulière."

Par la suite, lors de la réunion des 29 et 30 novembre du Conseil des Affaires Intérieures, on a eu plus de précisions sur ce programme d'action prioritaire. Par exemple, que les relations extérieures avec les Etats tiers en matière de politique d'immigration vont déboucher sur des accords communautaires et non plus bilatéraux en matière de... réadmission et que la définition du terme réfugié va être harmonisée.

Les douze se concertent et s'organisent donc contre les non-CEE désignant par là même l'ennemi que les Européens doivent combattre pour vivre en sécurité. C'est un terrible appel au racisme et à la xénophobie.

2. Maastricht s'intègre à une politique globale de fermeture des frontières

Cette politique de concentration et d'organisation sur le plan sécuritaire des Européens contre les immigrés et les demandeurs d'asile s'intègre dans une politique globale de fermeture des frontières.

Elle s'observe à plusieurs niveaux.

1° dans les structures mises en place :

- des groupes TREVI avec son SIE et EUROPOL ;
- du groupe SCHENGEN avec son SIS et SIRENE (bureau opérationnel);
- du GROUPE AD HOC IMMIGRATION avec EURODAC (système européen électronique de comparaison des empreintes),
- du COMITE K.4 du TRAITE DE MAASTRICHT qui reprend en grande partie les compétences du Groupe ad hoc immigration, des Groupes TREVI, de la Coopération judiciaire, du Gam et du CELADE (comité européen anti-drogue).

2° dans les conventions adoptées ou préparées

On remarque une politique concertée contre les demandeurs d'asile dans les conventions qui sont adoptées et préparées à l'échelle européenne : la convention de Dublin et la Convention sur le franchissement des frontières extérieures. Ces deux conventions sont les plus avancées mais d'autres sont en préparation, notamment celles sur le fonctionnement d'Europol.

3° dans les politiques appliquées de manière symétrique par chacun des Etats membres :

- modifications constitutionnelles en France et en Allemagne: ces deux pays avaient des constitutions assez libérales en ce qui concerne les demandeurs d'asile, mais cette situation est révolue ;

- modifications législatives Belgique, France, Portugal, Pays-Bas, Danemark, Allemagne ;
- mesures législatives contre les compagnies de transport ;
- Carrières Liability Act en 1987 en Grande-Bretagne ;
- loi de 1987 en Belgique ;
- détention systématique des demandeurs d'asile dans les aéroports: Hôtel Arcade en France, Centre 127 en Belgique, Schipol aux Pays-Bas ;
- mauvais traitements dans les aéroports : on constate que dans tous les pays européens des mauvais traitements sont infligés dans les aéroports. Les conditions d'accueil des demandeurs d'asile sont systématiquement mauvaises, on maltraite les gens, on les maintient dans des conditions inhumaines un peu partout en Europe. En Belgique, un cas a été assez répercuté dans la presse, celui des Somaliens qui avaient été maintenus plusieurs jours dans la zone de transit sans lit et pratiquement sans nourriture. Mais de mêmes choses se passent partout; en France, par exemple, la presse a dénoncé les conditions dans lesquelles vivaient les demandeurs d'asile qui devaient être rapatriés, des conditions également inhumaines et dégradantes...
- déportations des demandeurs d'asile : en Belgique, un système en vigueur prévoit que lorsqu'un demandeur d'asile est refusé, soit à l'Office des étrangers, soit au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, plutôt que de le laisser rentrer à son domicile, on le prend immédiatement dans le bureau on l'on vient de lui annoncer la mauvaise nouvelle, et on le met dans une camionnette - qu'il ait ses valises ou pas - qui le mène au Fort de Walem ou à Merxplas, où il va attendre son rapatriement. Ou il passera dans une prison, éventuellement à Bruges ou à Saint-Gilles, avant d'être rapatrié. Pour faciliter le rapatriement, la Belgique a conclu des accords de rapatriement. Un accord est notamment conclu avec la Roumanie, en vertu duquel la Belgique ne doit pas s'occuper de retrouver les passeports des gens qu'elle veut rapatrier. Normalement, pour renvoyer quelqu'un dans son pays, il faut être certain qu'il vient bien de ce pays, ce qui implique de trouver le passeport et les autres documents officiels. Mais avec la Roumanie, désormais ces formalités ne sont plus nécessaires : on peut renvoyer quelqu'un dans un pays même si la preuve qu'il en vient n'est pas établie. Cette politique est aussi appliquée en Allemagne depuis plusieurs mois, où des avions s'envolent de l'aéroport de Munich avec, à leur bord, des réfugiés roumains, essentiellement des Tziganes que l'on rapatrie en Roumanie. Cet accord a été monnayé : l'Allemagne a payé des sommes importantes à la Roumanie, tout comme à la Tchécoslovaquie et à la Pologne, pour faciliter ces rapatriements. Les charters existent donc déjà en Europe. En France, M. Pasqua a imaginé de réserver des compartiments spéciaux dans les trains qui partent en direction du Sud, pour rapatrier les réfugiés et les illégaux. Cela a suscité des protestations de la part des travailleurs de la SNCF, qui, rappelant que pendant la guerre on mettait les gens dans les trains afin de les envoyer en Allemagne, ont affirmé qu'ils ne voulaient pas répéter de telles pratiques. On ne sait pas si le projet sera maintenu suite aux protestations, mais toujours est-il que Pasqua a imaginé de le faire.

3. La politique de fermeture a des conséquences dramatiques pour tous

1° Progression du fascisme par l'application point par point des programmes fascistes concernant les réfugiés. Lorsque l'on regarde les mesures qui sont prises et que l'on examine le programme de partis fascistes comme le Vlaams Blok en Belgique ou le Front National en France - les 70 points du Vlaams Blok et les 50 propositions du Front National - on voit que, point par point, leurs propositions relatives aux immigrés et aux demandeurs d'asile sont appliquées par les gouvernements européens. C'est par exemple le cas de l'ambassadeur à l'immigration, qui est nommé actuellement en Belgique et qui négocie des accords de rapatriement : il s'agissait d'une revendication du Vlaams Blok. Il y a de nombreux autres exemples de ce type, une grande partie de ce qu'ils ont proposé a été appliqué.

2° Renforcement de la construction du bloc impérialiste européen sur une base sécuritaire et militaire (création d'Europol et ingérence militaire à l'extérieur).

3° Augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière car la clandestinité maintient les réfugiés dans des travaux insalubres et sous-payés. Elle participe à la flexibilisation de l'économie : les grandes

entreprises profitent de l'exploitation des travailleurs clandestins dans les petites usines et les ateliers de sous-traitance.

4° Division de la classe ouvrière par le maintien d'une série de travailleurs sans droits.

5° Renforcement de l'appareil de répression par la multiplication des lois répressives et des pratiques d'interventions violentes contre les réfugiés.

6° Augmentation de la violence raciste encouragée par la propagande constante contre les réfugiés.

7° Suppression des droits démocratiques et sociaux pour les réfugiés comme banc d'essai contre l'ensemble de la population.

Deux exemples dramatiques mais fort peu connus montrent que la fermeture des frontières entraîne la mort de centaines de gens à ces frontières.

Premièrement, la situation à Gibraltar, où des centaines d'immigrés qui essaient de rejoindre l'Europe via l'Espagne sont obligés de le faire de manière clandestine et donc se retrouvent soit dans des bateaux qui coulent au fond de la mer, soit se font retourner par les gardes-côtes espagnols ou marocains. On a estimé qu'au moins 1.500 personnes avaient péri en essayant de passer le détroit de Gibraltar.

Un deuxième endroit où de nombreux immigrés et demandeurs d'asile meurent, c'est quand ils essaient de venir clandestinement par bateau. Étant donné qu'il existe maintenant une loi, dans pratiquement tous les pays européens, qui sanctionne les transporteurs maritimes et aériens qui font venir des immigrés et demandeurs d'asile n'ayant pas de passeport ou de visa, et qui les oblige à payer leur rapatriement ainsi que des amendes, on constate que les capitaines de navire préfèrent jeter les passagers clandestins par dessus bord plutôt que de payer les amendes.

4. Conclusion : se battre pour l'ouverture des frontières

Pour éviter les conséquences décrites et construire l'unité de la classe ouvrière contre l'impérialisme et combattre l'avancée du racisme qui est une des voies menant au fascisme.

FRONTIÈRES OUVERTES REGULARISATION DES CLANDESTINS SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES DU TIERS MONDE

Regards historiques sur l'immigration — Anne Morelli (Historienne, ULB, Belgique)

Mon point de vue, tout en étant proche politiquement de celui d'Anne Maesschaelk, sera tout à fait différent dans l'approche, parce que je suis historienne, professeur à l'ULB, et que je ne vais pas parler du présent ou extrêmement peu, et sûrement pas parler de l'avenir car l'historien n'est pas un prophète. Mais je vais essayer de voir dans le passé ce qu'il y a comme points communs, tout en sachant que chaque époque a ses spécificités. Et on va essayer de voir s'il y a un fil conducteur entre tous les mouvements de population des différentes époques.

Je vous disais que je suis historienne. Plusieurs d'entre vous connaissent peut-être l'ouvrage que nous avons publié, d'abord en français et récemment en flamand, et qui s'intitule "Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique de la préhistoire à nos jours". Ce titre a fait bondir certains qui se demandent comment on peut parler d'étranger ou, plus encore, d'immigrés à la préhistoire. Mais il m'a paru nécessaire de remonter le plus loin possible parce que l'on remarque dans la population un raisonnement primaire et extrêmement fréquent qui peut être simplifié de cette façon : mon peuple a plus de droit ici que ton peuple parce qu'il est ici depuis plus longtemps.

Ce raisonnement primaire se retrouve non seulement en Yougoslavie ou dans les conflits ethniques de ce genre, non seulement au Proche-Orient où j'ai vu des archéologues - israéliens ou palestiniens, je ne

sais plus - qui grattaient la terre en essayant de trouver un tesson de poterie qui permettrait de prouver que leur peuple était là avant l'autre et qu'il était donc légitime qu'il extermine l'autre peuple arrivé un peu plus tard, mais aussi en Belgique, où il a sa place dans les conflits linguistiques. Si vous dites qu'à Rhodes-Saint-Genèse il y a 70 % de francophones, il y aura tout de suite quelqu'un pour vous répondre que la terre y est flamande.

Alors nous avons voulu savoir combien d'années il fallait rester dans un pays pour avoir le droit d'y vivre à part égale. Et il est bien évident qu'il ne suffit pas de remonter de 10 ou de 20 ans parce qu'alors les Turcs à Bruxelles auraient plus de droits que les Polonais. Ou si c'était 40 ans, les Italiens à La Louvière auraient plus de droit que les Marocains parce qu'ils sont là depuis plus longtemps.

Donc, cela ne suffit pas : dans l'imaginaire des gens, dans leur psychologie profonde, c'est le plus loin possible qu'il faut remonter, d'où la nécessité un peu absurde de mettre un chapitre sur les étrangers et les immigrés à la préhistoire. Les gens veulent remonter le plus haut possible parce que dans leur idée c'est le premier habitant qui a des droits historiques sur un pays, et tous les autres, c'est logique qu'ils soient des citoyens de seconde zone.

Pour notre petit pays, la Belgique, on a interrogé des préhistoriens qui nous ont raconté des choses très étonnantes.

Première chose qu'ils nous rappellent - on le savait mais on l'avait un peu oublié - c'est que pendant des millénaires, les hommes ont été nomades et donc les premiers à tirer leur subsistance dans notre petit pays couraient derrière des bisons, et nous ne savons rien, ni sur leur race, ni sur la couleur de leur peau, ni sur leur culture, nous ne saurons jamais s'ils étaient plutôt ancêtres des Flamands ou des Wallons, ce qui à l'époque actuelle est tout de même essentiel.

Après ces chasseurs de bisons (qui disparaissent à certains moments, laissant notre pays sans population parfois durant des centaines ou des milliers d'années), la population devient sédentaire. Alors les archéologues se précipitent ; on a trouvé un petit village près de Liège, qui s'appelle Darion, et lorsqu'on le voit en vue aérienne, on constate qu'il y a une implantation de village, des maisons, et les archéologues y découvrent dans la terre des poteries, bien spécifiques, qui vont leur permettre de dire d'où vient cette population. Car cette population qui se trouve près de Liège en 5000 avant Jésus Christ, donc il y a 7.000 ans, n'est pas née là. On peut le voir grâce aux poteries qui sont spéciales, qui ont un ruban, selon le terme des préhistoriens, ce qui permet de suivre la population et de voir d'où elle vient. En 5000 avant Jésus Christ, elle est chez nous, mais quelques centaines d'années avant, elle est un peu plus au sud et un peu plus à l'est, et avant encore un peu plus au sud et encore un peu plus à l'est.

En fait, la première population sédentaire de notre pays ne provient pas d'ici, elle vient des bords du lac Balaton, c'est-à-dire de l'actuelle Hongrie. Cela pose donc un problème pour ceux qui croient que la terre appartient à ses premiers occupants. Parce que je dis de manière ironique qu'on a pu traduire le livre en flamand (on vient de le publier sous un titre provocateur, pour ceux qui connaissent le slogan du Vlaams Blok "notre propre peuple d'abord", le titre étant "Histoire de notre propre peuple" c'est-à-dire Histoire de l'immigration) mais que j'interdis qu'on le traduise en hongrois. Car demain, on pourrait avoir des milliers de gens qui arrivent le livre sous le bras et qui disent "c'est vrai, ça fait longtemps qu'on n'est pas revenu, 7000 ans c'est long, mais nous sommes de retour".

Cela s'est déjà passé dans l'Histoire de façon semblable et nous serions bien embarrassés, les gens du Vlaams Blok avec nous, de devoir partir sur la pointe des pieds en disant : "après tout, c'est vrai, légitimement, c'est votre territoire".

Cette plaisanterie pour vous montrer que la question absurde du premier habitant à qui appartiendrait la terre nous amène à des réponses qui sont également absurdes, et qui n'ont que peu d'intérêt pour aujourd'hui. Oui, les premiers habitants de la Belgique sont des Hongrois, et après... ?

Nous allons voir que depuis la préhistoire et la plus haute antiquité, il y a eu des mouvements de populations. Des populations qui ont changé d'habitat pour trouver un mieux-être, que ce soit des mieux-être politiques ou économiques, et dans tous les cas, ces deux éléments sont étroitement liés et il est difficile de les départager.

Voici quelques exemples dans l'Histoire très ancienne.

Quand Jules César arrive en Belgique, il trouve trois peuples : d'une part des Celtes, d'autre part des Germains, et troisièmement, un peuple qui se trouve au milieu et que l'on appelle très peu élégamment le peuple d'entre-deux. Ces trois peuples vivent sur le même territoire et il est évident qu'avec des religions, des langues, des cultures différentes, ils se côtoient et on pourrait donc dire quelque chose comme : ils "s'intègrent"... Ils s'intègrent en plus à la culture latine qui leur est apportée il y a 2000 ans, et s'y intègrent avec les problèmes de toutes les époques. Comment adapter cette culture latine à la base ? Il y aura par exemple l'école qui sera un fort facteur d'intégration. Il y aura le service militaire. Il y aura des problèmes qui sont les problèmes de toutes les époques, par exemple de savoir qui sera citoyen romain. Mais je ne vous conseille pas de prendre la solution des Romains, car nous montrons quelques documents de naturalisation et on devenait citoyen romain lorsqu'on accomplissait le service militaire, mais il s'agissait d'un service militaire de 15 ans. Donc je ne conseille pas aux politiques actuelles de suivre la politique romaine en cette matière.

Les problèmes de l'intégration en général se posent déjà à l'époque. Nous montrons une photo d'un bas relief qui se trouve dans le sud de la Belgique, à Arlon, et qui représente un couple sur sa tombe. Nous l'avons intitulé "couple gaulois en voie d'intégration". Parce que la femme qui se trouve à gauche est à la dernière pointe de la mode pour les romains : on peut dater très précisément le bas relief d'après sa coiffure, elle est coiffée comme la femme de l'Empereur. Son mari, lui, porte un pantalon - ce que les Romains ne connaissaient pas - et un manteau court avec capuchon, c'est-à-dire qu'il est habillé en Gaulois alors qu'elle est habillée en Romaine. Nous n'avons qu'à sortir ici à Bruxelles et faire un tour au marché pour voir exactement la même scène; peut-être qu'on trouvera la femme en costume traditionnel et le mari en costume à la mode, mais c'est un phénomène éternel : il y a intégration aux habitudes, à la mode, à la langue, et parfois, dans la même famille, il y a décalage entre certains membres.

L'époque romaine est donc un mélange de populations qui va se terminer par ce que l'on appelle en français les grandes invasions (en néerlandais on parle de mouvements de population). Ces grandes invasions sont provoquées par des gens venant d'Asie qui poussent devant eux les Germains. En général, on dit dans les livres que les Huns d'Attila et les Germains ont déferlés sur l'Europe. "Déferler" signifie qu'ils auraient couru à travers l'Europe sans jamais s'arrêter; pourtant ils ont bien dû se fixer quelque part. Ça, généralement, on ne nous en parle pas. On nous dit que les Huns d'Attila ont été battus près de Paris mais que sont-ils devenus ? Il est peu probable qu'on les ait renvoyés au milieu de l'Asie à une époque où l'Europe n'était pas encore au point. Troisième solution, beaucoup plus dérangeante pour ceux qui croient aux races pures : ils se sont intégrés à la population. C'est en tous cas évident pour les peuples germaniques qui arrivent ici : ce sont eux qui se sont intégrés dans la population.

Ce que l'on croit être parfois l'origine profonde des peuples est quelque chose de récent apporté par les mouvements de population. Prenons l'exemple de la France. Le nom provient d'un peuple germain qui arrive tardivement et qui s'appelle les Francs. On n'en parle plus, il vaut mieux dire que l'on est Gaulois comme Astérix. Comme deuxième exemple, je prendrai les pays du Camembert et du bon vin, qui sont les tripes de la France. Le pays du Camembert, la Normandie, porte un nom qui évoque les hommes du Nord - Noordmanen. Ces sont les vikings qui arrivent aux IV^e et V^e siècles de notre ère et se fixent sur les côtes de Normandie et vont créer cette région. Quant à la Bourgogne, pays du bon vin, le nom vient de Burgondes, tribu du Danemark qui s'y est installée et a donné son nom à la région. Ceux que l'on croit donc être à l'origine du pays, les autochtones, les vrais, les echt, sont venus d'ailleurs.

On essaie de ne pas parler de ces mouvements de population, de faire croire que l'on est tous descendu d'un ancêtre commun. Par exemple, dans le livre, nous montrons une photo qui présente deux personnes qui se ressemblent beaucoup. De loin, on a l'impression qu'il s'agit de frères jumeaux, si ce n'est que l'un à l'air nourri aux produits light et que l'autre est un peu plus gras, mais à part cela ils sont très semblables. En légende de cette photo tirée du livre "La Belgique illustrée" publié par Larousse en 1915, on lit : "à gauche, un type flamand sous-dolichocéphale blond d'origine germanique, à droite, un type wallon sous-brachycéphale brun d'origine celte". Vous pouvez donc examiner vos voisins pour voir s'ils sont sous-dolichocéphales blonds, auquel cas ils sont des germains d'origine, ou s'ils sont sous-brachycéphales bruns, auquel cas ils sont des celtes d'origine...

Il y a des passages du livre où des gens disent "nous rejoignons l'Europe mais nous rejoignons plus spécialement la grande communauté germanique, celle qui nous donna le sang originel". L'ennui, c'est que cette petite phrase est de Léon Degrelle, le chef du parti rexiste et donc fasciste, qu'il la prononce en 1941 dans une grande assemblée au Palais des Beaux-Arts. Il essaie évidemment de faire croire qu'il existe un sang originel qui est le sang german.

Dans toute l'Histoire, ces mouvements de populations sont créés par des appels de populations causés par des déséquilibres économiques. Les Germains et les Huns viennent s'installer dans l'Europe romaine parce qu'il y fait meilleur vivre que dans les régions où ils étaient installés. Cette Europe romaine est un appel ; elle est bien organisée, a des routes, une agriculture florissante, des villes avec des théâtres, avec des bains, etc. C'est un miroir qui attire un certain nombre de populations. A ce propos, nous pouvons réfléchir à l'appel que le monde occidental fait aux peuples lointains par sa propre publicité, par les feuilletons télévisés, par les séquences publicitaires... Le monde occidental donne de lui même une image merveilleusement attirante et lorsqu'il réussit à attirer ces populations vers lui, il leur signale que la table est bien mise mais que ce n'est pas pour eux. On pourrait prendre l'exemple des Albanais avec l'Italie. Pendant plus de 10 ans les Albanais ont regardé la RAI, une chaîne d'une bêtise rare mais qui donne une image de l'Italie comme étant faite de femmes couvertes de paillettes et de plumes qui descendent des escaliers en permanence et des loteries auxquelles on peut gagner un congélateur, une villa, une voiture, etc. Les Albanais ont été nourris pendant 10 ans et plus de cette télévision et ils ont créé un rêve italien comme les Germains avaient créé un rêve romain autrefois. Certains Albanais ont témoigné qu'ils connaissaient par coeur la publicité pour Bonzo, les aliments pour chien, qui sont faits au lapin ou avec de la volaille fine. Arrivés en Italie et voyant de loin cette publicité, ils se disaient : s'il y a du lapin pour les chiens, Dieu sait ce que l'on aura préparé pour nous. Et puis, déception énorme : pas plus eux que les Germains ne sont attendus, pour eux il n'y a même pas de Bonzo et on va les rejeter à la mer.

On pourrait multiplier les exemples. Il y a eu des mouvements de populations au Moyen-Age. Il y a d'ailleurs eu plus de mouvements de populations dans notre petit pays qu'ailleurs parce que diverses dominations s'y sont succédées. Ces dominations changent la culture mais changent aussi la population. Je dis toujours à mes étudiants que 300 ans de colonisation espagnole - et de garnisons espagnoles - en Belgique, cela aussi fait beaucoup de siestes et finalement beaucoup de mélanges de population. Ce n'est donc pas étonnant si dans certains villages flamands tout le monde n'est pas sous-dolichocéphale blond de type germanique. Il y a eu beaucoup de kermesses durant la domination espagnole et cela aussi a fait des mélanges de population. On retrouve ce mélange durant tout le Moyen-Age et durant tous les Temps modernes, au point que lorsqu'en 1830 la petite Belgique indépendante se crée, elle est tout de suite confrontée à un problème aigu : qui est Belge ? Les gens qui sont nés en 1780, ceux qui ont 50 ans, sont Autrichiens puisque notre pays était dominé par l'Autriche. Les gens qui sont nés en 1813 sont Français, ceux qui sont nés en 1829 sont Hollandais et puis vient cette nationalité belge. Dès lors, pour simplifier les choses, les constituants prennent une décision très raisonnable, même si aujourd'hui des décisions semblables semblent être considérées comme des décisions révolutionnaires : ils décrètent que seront Belges ceux qui vivent en Belgique. Ceux qui peuvent faire la preuve qu'ils vivent en Belgique depuis 15 ans obtiendront sur simple déclaration la nationalité belge. C'est ainsi que se crée cette nationalité en 1830, avec des gens venus de partout.

Pendant tout le XIX^{ème} siècle, les mouvements de population vont se multiplier. Et il ne faut pas oublier que les mouvements de population, ce n'est pas toujours les gens qui viennent chez vous, c'est aussi les Belges qui vont à l'étranger. Le XIX^{ème}, par exemple, est un siècle d'émigration des Belges vers l'étranger. Vers où partent-ils et pourquoi ? Nous en arrivons toujours à cette conception première : on part pour trouver un mieux-être, pour quitter un régime politique dont on n'a rien à faire et une situation économique qui est intolérable. Si les Belges, et les Flamands particulièrement, émigrent au XIX^{ème} siècle, c'est parce qu'il y a un régime politique qui est loin d'être une démocratie. Souvenez-vous qu'il n'y a eu le suffrage universel qu'en 1948, qu'avant cela, la moitié de la population ne vote pas et que ce n'est qu'en 1919 que les hommes ont pu tous voter. A cet égard, il est peut être bon de rappeler que le suffrage universel est arrivé en Belgique 20 ans après la Turquie. Les femmes turques votaient depuis 20 ans lorsque les femmes belges ont pu voter. Donc, ce régime politique, les belges, et spécialement les Flamands, n'en n'ont rien à faire, mais en plus il y a au XIX^{ème} une situation incroyable de misère économique, il y a des famines dans les campagnes et les Belges quittent le pays. Ils vont surtout vers la France du Nord et Paris, mais aussi vers le Nord de l'Amérique. Aujourd'hui on est fier de dire qu'il y a 11 villes qui s'appellent Namur aux Etats-Unis, mais ceux qui ont créé ces villes sont les malheureux qui quittaient la Belgique famélique et qui espéraient trouver un mieux-être aux Etats-Unis. On est tout fier aujourd'hui de dire qu'il y a un quartier de New York qui s'appelle Hoboken. J'ai eu la surprise étant à la gare à New York d'entendre l'annonce du train pour Hoboken ; je me suis demandée si c'était un intercontinental, mais c'est un quartier de New York qui s'appelle comme ça. Ce sont des paysans affamés du Limbourg qui quittaient l'Europe par Anvers et la dernière chose qu'ils voyaient, c'était les quais d'Hoboken. Ce n'est peut-être pas très romantique, mais cela leur tenaient à coeur, et lorsqu'ils ont créé un village qui fait maintenant partie des faubourgs de New York, ils l'ont appelé Hoboken.

Je crois qu'il est bon de rappeler que les Belges ont été émigrants. Ils l'ont été en France et si vous avez vu le film *Germinal*, cela crève les yeux, ils sont très mal accueillis parce qu'ils acceptent de faire des travaux à des conditions que les Français n'acceptent pas. Il est évident qu'ils sont stigmatisés comme des briseurs de grèves et très mal considérés par les ouvriers qui sont organisés. En plus, ils sont mal considérés parce qu'ils sont pauvres et viennent des campagnes. A Paris, par exemple, ce sont massivement les Belges qui ont construits les égouts, travail que les Français ne voulaient pas faire. Ce sont massivement les femmes belges qui sont domestiques au tournant du siècle. La plus importante communauté étrangère à cette époque, ce ne sont pas les Algériens ni les Portugais, ni les Sénégalais, mais les Belges. Ils sont aussi mal considérés parce qu'ils parlent mal, car ce sont des gens pauvres qui viennent soit de Wallonie où l'on parle wallon, soit de Flandre où évidemment on ne parle pas français. Ils vont donc être considérés avec grand mépris, un mépris qui reste peut-être encore greffé dans l'imaginaire français parce que toutes les blagues qui doivent trouver un imbécile font intervenir les Belges. C'est le poids de ce passé.

La situation s'est inversée au XX^{ème} siècle. La Belgique qui exportait de la main-d'oeuvre (y compris une exportation de la main-d'oeuvre de Flandre vers la Wallonie) va en importer, essentiellement du fait du développement des charbonnages. Les emplois fournis par ceux-ci sont relativement bien payés mais insalubres et dangereux, et la population locale sait bien notamment que l'on peut contracter la silicose qui ronge les poumons, et que l'on peut être très facilement victime d'accidents de travail. Il y a donc un blocage de la population locale pour ne pas aller dans les mines et pour essayer de trouver d'autres travaux. Nous voyons alors une stratégie patronale se développer déjà au début du siècle faisant venir de la main-d'oeuvre pour un travail qui, sinon devrait être amélioré du point de vue de la sécurité et de l'hygiène. Il y avait deux choix possibles : on dit que les Belges ne voulaient plus faire ces travaux, mais ils ne voulaient pas les faire à ces conditions-là, et donc au lieu de moderniser les mines, au lieu d'améliorer les conditions de sécurité et d'hygiène, ils ont préféré aller chercher de la main-d'oeuvre dans des campagnes de plus en plus lointaines. Ce seront d'abord les campagnes de Flandre, ce qui explique pourquoi les leaders du Parti socialiste wallon s'appellent aujourd'hui Cools ou Spitaels : ce sont des Flamands exportés en Wallonie pour des raisons économiques. Ensuite, quand ces Flamands ne voudront plus se déplacer, on fera appel à des campagnes plus lointaines, de Pologne dans l'entre-deux-guerres, puis du Nord de l'Italie, puis de plus en plus loin. Pendant la seconde guerre mondiale, il n'y a pas eu de problème de main-d'oeuvre parce qu'il y avait une main-d'oeuvre idéale

pour le patronat, souple par excellence et pas exigeante : les prisonniers soviétiques. Ce sont eux qui ont assuré la production de charbon pendant la guerre. En 1944, cela semble évidemment un peu difficile de les maintenir au travail puisque c'est la libération, alors on fait un simple échange : on libère les soviétiques et on fait entrer dans les charbonnages les prisonniers allemands. Ils ont perdu la guerre, c'est donc bien juste qu'ils travaillent dans les mines. Cela marche en 1944 et en 1945, cela commence à devenir difficile à maintenir en 1946 parce que la Belgique a signé les accords de Genève qui prévoient que quand une guerre est finie on renvoie les prisonniers dans leur foyer.

Alors il va y avoir une fois de plus une pression patronale sur le gouvernement, ainsi que sur les syndicats : ou bien vous nous renvoyez de la main-d'oeuvre belge, mais les syndicats ne voient pas comment ils pourraient faire accepter à leur membres de pareilles conditions de travail, ou bien vous nous permettez de recruter à l'étranger une main-d'oeuvre souple et pas cher. Ce sera l'accord de 1946 que la Belgique signe avec l'Italie et qui déportera 500.000 Italiens vers la Belgique, avec un solde final de 300.000 Italiens fixés en Belgique (beaucoup sont retournés en Italie après quelques temps) !

Tout à l'heure, dans une autre intervention, on parlait de lieux tels que Merksplas ou le Petit Château et pour l'historien, ce ne sont pas des lieux nouveaux. Merksplas était dans l'entre-deux-guerres le lieu où l'on enfermait les candidats réfugiés, surtout les juifs, qui avaient tout de même de bonnes raisons de quitter l'Allemagne, la Pologne ou l'Autriche. Ces réfugiés déportés à Merksplas devaient y payer une pension sinon on les renvoyait, et c'était par exemple la communauté juive qui se chargeait de payer leur pension. Le Petit Château n'est pas non plus une nouveauté dans l'Histoire de l'immigration. En fait, il y avait des déportations massives d'Italiens, des convois de 2000 par semaine prenaient la direction de la Belgique; on faisait en Italie de belles publicités sur des affiches rosées disant "venez vivre en Belgique", avec les salaires en gros caractères, mais une description très succincte des travaux que l'on attendait d'eux, on parlait de travaux souterrains pour l'industrie carbonifère - je ne sais pas s'il y avait beaucoup de bergers de Sardaigne qui voyaient ce que cela voulait dire... Un certain nombre a signé, parfois d'une croix parce qu'ils étaient analphabètes, et lorsqu'ils ont vu ce que l'on voulait d'eux, quand on les a descendu dans les charbonnages, ils se sont dit qu'ils ne voudraient jamais passer toute leur vie comme une pomme de terre sous la terre et qu'ils préféreraient retourner boire le lait de leurs moutons. Mais ils avaient signé un contrat en bonne et due forme et ce contrat prévoyait que s'il y avait rupture unilatérale du contrat, le travailleur était arrêté, mis en prison dans le chef-lieu de la Province et de là transféré au Petit Château, qui a toujours eu une vocation bizarre. On réunissait les réfractaires au travail dans la mine jusqu'à ce qu'ils forment un convoi - encore une fois un convoi ! - qui les renvoie dans leur pays. Je pense qu'il s'agit vraiment dans ce cas d'une déportation économique, qui a bien marché de 1946 à 1956, les convois entrant régulièrement étant donné qu'il y a en Italie une situation économique absolument tragique. En 1956, il y a une catastrophe charbonnière à Marcinelle qui va modifier ce jeu. La catastrophe fait 300 morts, la plupart des victimes sont italiennes, et l'opposition en Italie va demander au gouvernement de bloquer l'immigration vers la Belgique. Cette catastrophe a lieu le 8 août 1956 et le 10 août 1956 vous pouvez ouvrir le journal *Le Soir* et lire un article d'un cynisme parfait, disant : il ne faudra plus compter sur la main-d'oeuvre italienne, il faudra désormais se tourner vers de nouveaux marchés de main-d'oeuvre moins exigeants pour leurs ressortissants que l'Italie. Et c'est ce que l'on fait directement en 1956 : accord avec l'Espagne de Franco - on revient à cette liaison politique-économique -, accord avec le Portugal de Salazar, accord avec la Grèce. Et quand ces pays-là seront aussi devenus exigeants pour leur main-d'oeuvre, il y aura les accords de 1964 avec la Turquie et avec le Maroc de Hassan II.

Il est évident qu'aujourd'hui on s'étonne peut-être de ces accords, mais il s'agissait d'accords hautement économiques pour faire venir une population à des travaux malsains, sous-payés, insalubres, et on peut dire qu'aujourd'hui encore il y a cette même tension sur le marché du travail. Parce qu'en 1991 - on le sait peut-être peu - le gouvernement a relancé l'immigration malgré tous les discours sur l'immigration terminée ou la lutte contre l'immigration. En 1991, Lech Walesa, le héros de l'anticommunisme, est en visite à Bruxelles et on va lui faire un cadeau. Ce cadeau, c'est la suppression du visa d'entrée pour les Polonais qui viennent en Belgique. Il est évident que cela arrange très bien certains milieux économiques et que ce n'est pas un acte de hasard. On peut feindre que tous les Polonais sont là pour visiter la Grand Place et puis retourner, mais on sait qu'il y avait 50.000 demandes de visa de Polonais

pour entrer en Belgique en 1990, il est évident qu'à partir du moment où l'on supprime le visa, il y a au moins 50.000 Polonais par an qui entrent en Belgique, et ce n'est pas pour faire du tourisme.

Je m'arrêterai là, je pense qu'il y a de nombreux parallèles à faire entre l'actualité et la situation du passé, et qu'il faut rappeler sans arrêt que l'intérêt économique a fait venir les travailleurs, ils ne sont pas venus par un destin personnel. Ce ne sont pas des bergers sardes ou des paysans du Rif qui se sont dit "tiens, Schaerbeek, ça doit être magnifique, si je faisais ma valise pour y aller". Ce sont des mouvements économiques qui ont décidé de leur venue ici. Et l'autre enseignement très important de l'Histoire, c'est que nous sommes tous arrivés à un certain moment ici, les uns plus tôt comme les Hongrois, les autres plus tard comme les Francs.

Je terminerai par un petit dialogue imaginaire qui ouvre notre livre. Il s'agit d'un dialogue entre deux personnages dont l'un dit : "Moi, je suis un vrai Belge". Et l'autre lui demande innocemment : "Depuis longtemps ?".

Racisme et politique de l'immigration en France — Roland Diarne (France, cercle Henri Barbusse)

Je commencerai par une précision qui a été apportée tout à l'heure par la première intervenante et concernant le constat qu'elle fait, selon lequel depuis quelque temps, dans pratiquement tous les pays européens, il y a un processus de révision constitutionnelle. Nous l'avons connu récemment en France à travers ce que l'on appelle les nouvelles lois Pasqua. Ces révisions constitutionnelles ont un but très clair : il s'agit d'adapter la Constitution à l'accord de Schengen, notamment. Il y a une série de problèmes qui se posent de ce point de vue.

Par exemple, dans la loi Pasqua, la question des visas, qui avec les accords de Schengen est portée à l'échelle européenne, ce qui fait qu'il est de plus en plus difficile pour chaque Etat d'adopter sa propre politique dans ce domaine. Cela amène une première remarque : je suis originaire d'un pays directement concerné par cette question des visas car la France a des accords bilatéraux avec pratiquement tous les pays dits "d'émigration". Dans le cas du Sénégal, il y a des accords qui font que les Sénégalais pouvaient voyager jusqu'il y a récemment sans avoir d'obligation de visa. Du jour au lendemain, cela tombe, et cela dans un contexte assez particulier, à savoir que les accords de Schengen, qui sont des accords multilatéraux communautaires, qui suppriment du jour au lendemain, des accords bilatéraux de chacun des Etats-membres. Cela pose un problème de souveraineté pour les pays d'origine, qui du jour au lendemain voient des accords bilatéraux remis en cause sans aucune consultation. Cela permet de réfléchir à la véritable nature des Etats d'émigration, et à celle des Etats d'immigration dans lesquels nous vivons. Cela repose le grand problème des rapports nord/sud, et plus particulièrement les rapports entre les anciennes puissances coloniales qui continuent à jouer leur rôle de métropole et leurs anciennes colonies.

Peut-être que pour ceux qui vivent ici, cela n'a pas beaucoup d'importance, mais je sais que dans les communautés immigrées, c'est extrêmement important. Parce que le pays d'origine est le principal interlocuteur que nous ayons en termes de pression. Tout au moins pour les premières générations - c'est un peu différent pour les secondes générations qui se sentent plus originaires des pays dans lesquels elles sont nées - la démarche consiste à passer par l'Etat ou les représentants des pays d'émigration, pour ensuite poser le débat dans le pays où ils vivent. C'est une démarche qui est constante en ce qui concerne les organisations de la première génération et on en tient pas suffisamment compte en tant que militant. Il n'est pas toujours évident de jouer sur les deux tableaux, la première et la deuxième génération ne réagissant pas de la même manière par rapport aux revendications et à la manière de poser les revendications.

Je voudrais revenir sur la manière dont les immigrés ont vécu le phénomène de la progression du racisme, notamment en termes de racisme d'Etat, cela en résumant ce qui se passe en France. Au début des années 80, la grande question en France a été celle de la restructuration des entreprises, notamment

dans l'automobile, puis dans la sidérurgie et dans la même foulée, mais un peu plus tard, dans les mines. Principalement dans l'automobile et dans les mines, il y a avait une forte concentration d'immigrés. Vous avez certainement entendu parler de Renault et des grandes grèves qu'il y a eu dans les années 80-82 contre les restructurations dans l'entreprise. L'argument officiel consistait à dire que la robotisation et l'introduction des nouvelles technologies faisaient des gens sans qualification les premières victimes. Or, il y a coïncidence entre cette catégorie de travailleurs et la grande majorité des travailleurs immigrés, qui sont sans qualification et qui ont été amenés à ce titre dans les années 50-60, pour faire les "sales boulots". Il y a une dimension particulière à ce processus : il faut se rappeler que face à la mobilisation des grévistes, le Premier Ministre de l'époque, Pierre Mauroy, qui est actuellement le premier responsable de l'Internationale socialiste, a pris la parole pour tirer la sonnette d'alarme en parlant du danger de l'intégrisme.

Il y a une image assez frappante pour quelqu'un comme moi qui suis issu de la communauté immigrée : quand je discute de temps en temps avec les vieux, qui sont arrivés il y a 30 ou 40 ans, ils disent souvent que la France a beaucoup changé car ils se souviennent que dans les années 60, on avait beaucoup besoin d'eux et parfois même - chose impensable aujourd'hui - on leur permettait, à l'heure de la prière, d'arrêter le travail et de se mettre à prier. Pour eux, c'est le repère du changement qui s'est produit. Il y a un décalage énorme qui se produit dans la tête des représentants de cette génération entre le souvenir de cette période où l'on pouvait cesser d'être productif pour prier - au-delà du discours actuel sur la laïcité - et la situation des années 80 durant lesquelles, au cours d'un processus de licenciement massif, on tire la sonnette d'alarme de l'intégrisme, qui est l'arme pour diviser le front des travailleurs. On licencie en masse d'abord les immigrés puis, comme on a pu le voir ces dernières années, on licencie les Français de façon toute aussi massive par la suite. Nous avons la répétition de ce phénomène dans les mines, notamment dans le Nord-Pas de Calais.

Je reviens sur un point relatif à la révision constitutionnelle. En 1981, la gauche a été élue et un des points fondamentaux de son programme était le vote des immigrés. A l'époque, cela se trouvait dans les 101 propositions du candidat Mitterrand. Un des arguments pour finalement ne jamais réaliser cette promesse a été de dire qu'il fallait une révision constitutionnelle qui implique un appel au suffrage universel, c'est-à-dire l'organisation d'un scrutin concernant cette révision, et qu'étant donné que les Français n'étaient certainement pas mûrs pour une telle chose, il était impossible de la faire. Il est remarquable que pour appliquer les accords de Schengen, on est passé très facilement à la révision de la Constitution, et non par un appel au suffrage populaire, mais par la simple réunion des Chambres. Il y a un constat à faire en ce qui concerne ces attitudes doubles que l'on peut constater de façon permanente.

Je veux aussi insister sur autre chose : sur le fait que le racisme tue, et qu'en France, il tue énormément ! Je pense que la nature du fascisme allemand a montré un caractère beaucoup plus barbare que dans d'autres pays européens. Peut-être que le fascisme français est plus "mou", mais cela ne l'empêche pas de tuer. En septembre et octobre 1992, et jusqu'au mois de décembre, la France a connu une vague d'assassinats qui prenait plusieurs formes. Il y a eu les assassins membres de la police, mais il y a aussi des cas beaucoup plus terribles, tel l'assassinat de cette jeune femme à Nice, qui ferme ses rideaux et reçoit une balle en plein coeur, ce qui suppose qu'il y avait quelqu'un quelque part dans l'immeuble qui devait avoir un 22 long rifle avec lunette et s'amusait à repérer l'apparence physique de la personne à abattre. Il y a donc une série d'exemples que l'on peut multiplier et il faut faire le constat que le fascisme tue énormément en France. Cela va parfois jusqu'à prendre la forme d'association, telle cette fameuse association SOS-France contre l'invasion maghrébine et dont un des dirigeants a trouvé la mort lors de la préparation de plastic qui devait être utilisé pour l'agression des magasins arabes. C'était en 1986, il s'est avéré qu'un certain Lopez était également un des candidats du Front National aux élections.

Cela prend encore des formes pires. J'ai découvert un tract là où j'enseignais l'an passé, présentant "Arab-trap", un club de tir où les cibles sont des arabes, Mohamed, Abdel, etc. Les cibles sont réparties en trois catégories : les plus valides (celles qui savent courir), celles qui sont en moins bonne

forme physiquement et enfin celles qui sont les moins valides. Il y a donc des critères de jeux pour abattre les gens selon leur niveau de validité. Ces tracts sont massivement diffusés, notamment dans les entreprises, plus ou moins clandestinement, mais on a pu savoir rapidement d'où cela venait, car à la limite ils ne se cachaient plus.

Un autre élément que je voudrais signaler, ce sont les méthodes utilisées par les fascistes dans les quartiers populaires. Dans l'agglomération de Roubaix, nous avons découvert un truc assez particulier : le fasciste se rend dans un immeuble; il sait qu'à tel pallier vivent des arabes, des noirs et des familles françaises. Il se présente chez un Français qu'il sait, après enquête, être au chômage et lui propose de la marchandise (frigo ou autre). Lorsque le Français répond qu'il n'a pas les moyens d'acheter, il en profite pour lui dire : "à côté, ce n'est pas possible, nous avons vendu à telle personne qui est d'origine arabe, à telle autre qui est d'origine sénégalaise, etc". Voici des méthodes que nous avons découvertes par des enquêtes sur le terrain, auprès de famille touchées par ces procédés utilisés par les fascistes.

Un dernier exemple dans le même registre. Un fasciste imagine une lettre envoyée par un certain Abdhala à son frère ou son cousin qui habite au Maroc, en Algérie ou en Tunisie. Le message est le suivant : je t'invite à me rejoindre car la France est une terre conquise par les Arabes, etc. Cette lettre est diffusée ensuite sous forme de tract. On voit donc la façon dont on peut insuffler la haine, même chez des personnes qui n'ont jamais eu ce genre de réflexe, mais qui du jour au lendemain se mettent à s'interroger sur la vie de "l'autre" à côté.

Je voudrais terminer sur une citation de Bruno Mégret, qui, à mon sens, nous interpelle tous et doit nous amener à réfléchir. Bruno Mégret est membre du Front National, c'est le numéro 2 depuis la mort de Stirbois, c'est d'ailleurs un Monsieur d'apparence très correcte, qui est très bien habillé, sorti de l'E.N.A. ou de Polytechnique. Je le cite : *"nous avons réussi à placer nos adversaires sur notre propre terrain politique. De plus en plus, l'établissement est obligé de parler de l'immigration. Et plus encore, les tenants de la classe politicienne ou médiatique utilisent maintenant le vocabulaire du Front National. Le terme d'identité, par exemple, que nous avons repris pour le charger d'un message politique, est rentré à nouveau dans le discours courant. Or, en véhiculant nos mots comme autrefois on véhiculait les mots de la doctrine marxiste, on véhicule, qu'on le veuille ou non, des idées et des valeurs. Ici, celles du Front National"*. Cette introduction a été faite effectivement comme en-tête à un appel qui disait que face à l'établissement décadent, progressivement les Français vont se rendre compte qu'ils ont un chef, qu'ils ont une troupe disciplinée qui a maintes ramifications, et, troisièmement, qu'ils ont un projet qu'ils sont les seuls à pouvoir réaliser de façon conséquente.

Je pense que cela mérite réflexion alors que l'on constate avec quelle rapidité les Chirac - la droite classique - a adopté le discours courant du Front national, et que l'on constate cela aussi à gauche. Je rappelle Mitterrand qui reprenait la formule selon laquelle la France ne peut pas accueillir toutes les misères du monde, ou, pire, le Premier ministre socialiste Edith Cresson qui parlait de charter pour les immigrés, rappelant ce souvenir pourtant assez proche des 101 Maliens expulsés par les charters de Pasqua. Même le Parti communiste français, dans une déclaration récente du Comité central (qui heureusement a suscité des réactions dans de nombreuses structures communistes) tenait un discours qui pratiquement faisait l'amalgame, comme on le fait dans le cadre de Schengen, entre drogue, délinquance et immigration. Donc, il y a quelque chose qui se passe à ce niveau, qui est très fort et qui va très vite. Cet élément crée une situation dans laquelle la perspective d'une lutte unie entre Français et immigrés est de plus en plus problématique parce qu'au sein de la communauté immigrée il y a un repli. Les militants qui, comme moi, essayent de faire le pont entre les deux communautés sont de plus en plus rares.

Par ailleurs, il reste les organisations syndicales, telle la CGT, dans lesquelles on peut encore travailler à renouer les relations, mais la désyndicalisation a fortement frappé, rendant le travail encore plus difficile dans ce cadre. J'en tire comme conclusion finale qu'il nous reste encore pas mal de boulot à faire contre le racisme.

Quelles luttes mener contre le racisme ? — Norbert Van Overloop (PTB)

Je vais m'attarder sur quelques points que nous trouvons importants au Parti du Travail de Belgique. Le premier point est l'enjeu de la lutte anti-raciste. A ce propos, je veux revenir à ce que Roland Diarne vient de dire : il y a encore beaucoup à faire dans la lutte contre le racisme et nous risquons de voir les gens se replier dans leurs groupes ethniques. Pour nous, l'enjeu de la lutte anti-raciste, c'est l'unité de toute la classe ouvrière, belges et immigrés ensemble. Et cette lutte est d'une importance énorme car c'est la lutte de la classe ouvrière elle-même qui est détournée de sa cible lorsque des ouvriers se battent contre d'autres ouvriers.

Il est très nuisible pour la lutte sociale en Belgique, ou ailleurs en Europe que des ouvriers belges disent : ce sont les Marocains, les Turcs, les Italiens qui viennent prendre notre boulot. Tout comme on pourrait dire en France, ce sont les Sénégalais ou les Arabes qui prennent notre boulot. Il est nuisible pour la lutte de la classe ouvrière pour le progrès social et la démocratie qu'en Angleterre les immigrés indiens, pakistanais ou arabes soient victimes de la violence raciste et qu'ils soient discriminés.

Quand la classe ouvrière se déchire, quand des ouvriers combattent d'autres ouvriers, c'est le capitalisme international et le gouvernement qui triomphent car la classe ouvrière perd son arme la plus importante : l'unité de sa force de frappe. Ce n'est pas un fait nouveau, Karl Marx disait déjà que l'arme la plus importante de la classe ouvrière, c'est son unité. La désunion de la classe ouvrière signifie la victoire de la bourgeoisie. Tel est donc l'enjeu de la lutte contre le racisme à mener dans les années qui viennent et dont l'issue déterminera notre victoire dans la lutte sociale et démocratique. En tant que Parti du Travail de Belgique, nous estimons qu'il y a dans ce domaine trois mots d'ordre importants pour lesquels il faut se battre.

1. Le premier mot d'ordre est celui de l'égalité des droits politiques et sociaux. En Belgique, comme dans d'autres pays d'Europe, nous vivons toujours cette situation dans laquelle 10 % de la population n'a pas de droits. Ceci ne concerne pas seulement le droit de vote et le droit d'éligibilité à tous les niveaux, mais cela concerne aussi la sécurité d'existence dans le pays, l'accès à tous les métiers, le droit à l'habitation, etc.

C'est la première et la plus importante des luttes qui doit être menée en Belgique. C'est pourquoi le PTB soutient la campagne de Objectif 479.917, qui envisage l'égalité des droits par l'octroi automatique de la nationalité belge après un séjour de 5 ans. Cette procédure est la seule voie qui permette d'obtenir effectivement l'égalité complète devant la loi. Or, c'est précisément autour de ce mot d'ordre que le mouvement anti-raciste s'unit et, en même temps, se divise. On constate en effet de grandes résistances contre ce mot d'ordre. Je vais en citer quelques-unes.

Le premier contre-argument consiste à dire "*oui, mais les immigrés ne veulent pas la nationalité belge*", ou encore, "*oui, mais, les immigrés perdent ainsi leur identité culturelle nationale*". Je me référerai à cet égard aux propos d'Anne Morelli sur l'identité culturelle et nationale. Le raisonnement de ceux qui refusent la nationalité automatique repose sur l'idée que la nationalité passe par le sang. Selon eux, quelqu'un qui est né de parents marocains, ici ou au Maroc, a par définition une culture ou une nationalité marocaine, il ne peut les perdre et doit les préserver.

Anne Morelli a déjà donné une réponse très concrète sur la signification de l'identité nationale et culturelle : ce n'est pas quelque chose qui colle à la peau, mais au contraire quelque chose qui varie selon la période pendant laquelle on vit sur un territoire donné. Signalons par ailleurs que ceux qui disent que les immigrés ne veulent pas la nationalité belge ne sont en général pas des immigrés, mais des belges. Ou alors, il s'agit d'immigrés super-intégrés, qui ont acquis une certaine position dans la société. Par contre, quand on discute avec un simple ouvrier turc ou marocain, on constate que pour lui il y a peu ou pas de problèmes : il désire l'égalité complète, un point c'est tout, et s'il faut pour y arriver passer par la nationalité belge, ce n'est pas plus mal.

Un deuxième argument que l'on utilise contre la nationalité automatique consiste à dire : *"oui, mais c'est autoritaire"* ou *"c'est paternaliste"*. Mais qu'est-ce qui est paternaliste si ce n'est la situation qui prévaut actuellement en Belgique, où les immigrés n'ont pas de droit ? Cela, uniquement parce que ils n'ont pas la nationalité belge, parce qu'ils viennent d'un autre pays.

Vivre ici en tant que citoyen sans droit, voilà ce qui est vraiment être victime d'une politique autoritaire.

Et si nous pouvons, en menant une campagne parmi le peuple, faire voter une loi qui impose l'égalité des droits politiques et sociaux, alors il s'agira d'une victoire pour la démocratie et pour les immigrés eux-mêmes.

Un troisième contre-argument qu'on entend souvent est qu'une telle mesure pourrait heurter la population belge et qu'ainsi on favoriserait le racisme. Voilà qui est une position bizarre quand on sait que le racisme consiste précisément à revendiquer la discrimination sur base de la couleur de la peau ou de la descendance. On ne combat pas le racisme en maintenant les discriminations; on le combat au contraire en détruisant toute inégalité devant la loi, en rétablissant entièrement la démocratie.

Il faut également examiner le programme des adversaires du mot d'ordre de l'égalité des droits par l'attribution automatique de la nationalité belge. Leur programme ne va pas plus loin que l'attribution du droit de vote aux niveaux communal et provincial, comme l'ont encore affirmé dernièrement Agalev ou Ecolo. On constate donc que d'un côté, ils ont des critiques très dures et une panoplie d'arguments contre la nationalité automatique, alors que, de l'autre côté, eux-mêmes ne proposent que des miettes de démocratie pour les immigrés. Ils acceptent que les immigrés puissent éventuellement voter pour un bourgmestre ou un conseiller provincial, mais pas qu'ils puissent voter à l'échelon national. Or, lorsque par exemple le plan antisocial du gouvernement Dehaene a été adopté, ce ne sont pas les bourgmestres ou les conseillers municipaux qui en ont décidé mais bien les élus nationaux.

2. Un deuxième mot d'ordre important est celui des frontières ouvertes. Anne Maesschalk en a déjà parlé ; elle a expliqué comment on ferme actuellement les frontières de l'Europe, Comment on déporte des réfugiés qui se trouvent ici, comment, de la sorte, on favorise le racisme.

La revendication "frontières ouvertes" signifie pour nous l'attribution du droit de s'établir en Belgique à n'importe quel ouvrier, d'où qu'il vienne, pour qu'il se construise un avenir ici. On ne peut pas interdire à un Ghanéen ou un Zaïrois de profiter des miettes de bien-être que nous connaissons ici, un bien-être qui a justement été construit sur le dos des populations de leur pays. A l'inverse, fermer les frontières encourage le racisme.

L'exigence de cette liberté des ouvriers du monde de s'établir ici peut être mis en parallèle avec la liberté qu'a le grand capital de s'établir là où il veut. Quand Coca Cola, Ford ou n'importe quelle autre société étrangère décide d'investir ici, on lui déroule un tapis rouge. Par contre, quand des ouvriers veulent s'établir ici, ils sont déportés ou on les met en prison.

Le mot d'ordre de "Frontières Ouvertes" rencontre aussi une série de résistances.

Telle la formule du Ministre de l'Intérieur, Louis Tobback : "notre salon est rempli". Notre salon doit donc être vidé, il n'y a plus de place pour les réfugiés. Nous voyons qu'également dans des groupes qui se disent à gauche, comme Agalev ou Ecolo, on part de la conception "le salon est rempli". En effet, il est dit dans leur programme que les gens doivent avoir la possibilité de demander l'asile, mais que s'il ne leur est pas accordé, ils doivent s'en retourner et, au besoin, être expulsés, mais de façon "humaine". En cela, ils s'opposent à Tobback qui, lui, veut utiliser des charters, mais sur le fond de la question, ils sont eux aussi partisans des déportations. Au lieu de voler en classe touristique, les réfugiés voleront en première classe, mais quoi qu'il en soit, ils seront déportés. Je trouve qu'il est inadmissible que des groupes qui se disent à gauche puissent défendre une telle conception.

Un deuxième contre-argument prétend : *"oui, mais la Belgique ne peut résoudre les problèmes du monde entier ; ce que nous devons faire c'est agir pour qu'on investisse suffisamment là-bas, dans les ex-pays de l'Est et le tiers-monde, afin d'y créer suffisamment de bien-être"*. Cela revient en fait à demander aux capitalistes belges et européens d'investir dans ces pays. Or, c'est précisément ce que font déjà nos capitalistes : ils investissent dans ces pays parce que les salaires y sont moins élevés. Et c'est n'est d'ailleurs pas nouveau, ils le font depuis une centaine d'années.

Si la Belgique est ce qu'elle est aujourd'hui en termes de richesse, c'est parce que la bourgeoisie belge a investi de façon intelligente, mais surtout cruelle, au Congo et au Zaïre, où elle a pillé les matières premières et exploité la population à tous crins.

Dire qu'il faut investir là-bas pour augmenter le bien-être, c'est non seulement méconnaître l'Histoire, mais c'est surtout méconnaître la nature du capitalisme, de l'impérialisme. Le capitalisme ne va pas y créer le bien-être, il y crée la pauvreté, et cela depuis plus de cent ans.

Une autre conception, qui va de pair avec celle-ci, se manifeste par un tel discours : *"c'est vrai, il y a des problèmes ; l'Occident, la Belgique doivent intervenir plus dans ces pays"*. C'est ni plus ni moins qu'un appel à des interventions militaires, dans l'ensemble des pays du tiers-monde. Et ce n'est pas un hasard si le ministre de la défense, Léo Delcroix, dit qu'une partie du budget de la défense devrait être employé à l'aide au développement : l'aide au développement, pour lui, ce sont les interventions militaires partout sur la planète, aujourd'hui en Somalie, au Rwanda et en Yougoslavie, demain dans les pays du tiers monde où l'impérialisme prétendra sauver la démocratie.

Ce que cela veut signifie concrètement, vous pouvez le demander aux somaliens qui arrivent dans nos pays. Il y a eu de nombreux morts en Somalie; récemment, j'ai encore entendu le chiffre de quelques milliers, cela suite à l'intervention de l'occident en Somalie. Les gens qui disent "nous devons aider le tiers-monde", demandent souvent en fait que l'impérialisme poursuive sa politique d'exploitation et d'interventions militaires, mais que cela se fasse d'une "meilleure façon" qu'avant.

Face à ces conceptions, notre mot d'ordre fondamental reste : "frontières ouvertes". Il ne faut pas dire qu'en Belgique il n'y a pas de place, que "le salon est rempli". Le salon est toujours vide. Il y a en fait un "supersalon" ici en Belgique, rempli de gens très riches. C'est ce salon qui doit être vidé et élargi pour l'ensemble de la classe ouvrière, y compris pour l'ensemble des ouvriers qui viennent du tiers monde et des ex-pays socialistes.

3. Il y a un troisième mot d'ordre fondamental pour lequel il faut lutter, et pour lequel il y a un important travail de conviction à mener : nous devons réagir contre la violence raciste en luttant pour l'interdiction de la propagande raciste et fasciste.

Notre camarade a dit tout à l'heure que le racisme tuait. Ceci n'est pas le cas seulement en France ou en Angleterre, ce l'est aussi en Belgique. Et les responsables ne sont pas en premier lieu les partis Vlaams Blok, Agir et Front National, même si ceux-ci sont effectivement des partis fascistes qui commettent des actes de violence, et qui le feront de plus en plus dans un avenir proche.

Mais les premiers responsables à désigner en Belgique sont les services de la police et de la gendarmerie. Nous devons lutter de toutes nos forces contre la violence raciste, contre les meurtres racistes, et réagir chaque fois de façon appropriée car la violence raciste est banalisée. Vous n'avez qu'à regarder les journaux de ces dernières années: vous verrez que quand il y a eu un meurtre raciste, on le retrouve dans un petit article perdu en dernière page. Les médias n'y attachent pas d'importance.

La tâche du Parti du Travail de Belgique et de ses organisations de masse est de réagir de façon appropriée, chaque fois qu'un policier ou un fasciste touche, même du bout des doigts, un immigré. Dans ce cas, il ne s'agit pas seulement de publier un communiqué de presse ou un tract "dur" mais d'adopter les moyens d'action qui s'imposent : organisation d'une manifestation locale sur place,

mobilisation des gens, élaboration d'un travail de conviction. Nous avons déjà agi dans ce sens et, effectivement, il est possible de mobiliser les gens contre ces violences, et ces actions unissent Belges et immigrés.

Il y va également de notre responsabilité de Belges vis-à-vis du mouvement immigré. Certaines personnes de gauche disent que ce sont les immigrés eux-mêmes qui doivent réagir, que nous ne devons pas nous mêler des affaires des immigrés. Cette conception est erronée : lutter contre la violence raciste n'est pas seulement une question qui touche les immigrés, mais une question qui touche l'ensemble du mouvement progressiste en Belgique, qui touche l'ensemble de la classe ouvrière en Belgique, laquelle doit mener une lutte unie contre le racisme.

En tant que belges, nous ne pouvons avoir l'attitude qui consisterait à attendre de voir si les immigrés font eux-mêmes quelque chose ou non. Nous devons prendre notre propre responsabilité et réagir chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Régulièrement je lis les feuilles du Vlaams Blok, d'Agir, du Front National et autres. On y lit des choses très graves : c'est un langage purement raciste, mais ce qui m'inquiète plus encore, c'est de voir comment ces discours sont repris par les partis traditionnels, en Belgique tout comme en France. Si nous lisions ici les feuilles électorales des grands partis bourgeois à Bruxelles, en Flandres, en Wallonie et que nous les comparions aux feuilles de propagande des partis fascistes, nous constaterions, hélas, peu de différence.

A cette nuance près que les partis bourgeois formulent les choses un peu plus proprement, un peu plus prudemment, tandis que les partis fascistes parlent de façon crue et ouverte. C'est aussi notre tâche que de réagir contre la propagande raciste et d'exiger son interdiction, non seulement vis-à-vis de celle diffusée par les partis fascistes, mais aussi, et surtout, vis-à-vis de celle diffusée par les partis bourgeois.

On dit souvent, et c'est pour cela que je le trouve important, que le Vlaams Blok, Agir et le Front National ont l'exclusivité du racisme. Si tel était le cas, le problème serait facile à résoudre: on s'attaquerait tous au Vlaams Blok, à Agir et au Front National. Hélas, cela ne va pas ainsi. Ces partis sont effectivement des partis fascistes, mais en grande partie, ils ont appris leur leçon chez les partis bourgeois. Quand on voit le programme du Vlaams Blok et qu'on le compare à la pratique de Tobback, on ne constate pas une grande différence. J'ai entendu dire par un membre du SP que le programme du Vlaams Blok en ce qui concerne les réfugiés était devenu totalement irrecevable puisqu'il est déjà appliqué, depuis longtemps, par Gol et par Tobback. Tout ce qu'exige le Vlaams Blok à l'égard des réfugiés est déjà appliqué par Tobback, ou est en train de l'être. Non parce qu'il a lu le programme du Vlaams Blok, mais bien parce que c'est sa propre conviction et celle de son parti.

Lorsque nous regardons le programme du Vlaams Blok concernant le droit de vote et l'éligibilité des immigrés, on voit qu'il s'y oppose radicalement. Comparons avec les programmes ceux du SP, du CVP, du PRL ou du VLD et nous constatons qu'ils se prononcent aussi radicalement contre le droit de vote pour les immigrés.

Prenons comme exemple la position du Vlaams Blok sur le droit d'inscription des immigrés sur les listes de la population et comparons-la à la pratique dans six communes bruxelloises, où on interdit aux immigrés de s'inscrire et de s'établir : on ne constate aucune différence.

Tels sont donc les trois mots d'ordre fondamentaux que nous propageons actuellement en tant que Parti du Travail de Belgique, et pour lesquels nous menons des campagnes. Si nous soutenons la campagne Objectif 479.917, ce n'est pas uniquement en raison du mot d'ordre mais aussi en fonction du mode d'action : il s'agit d'une pétition qui implique la récolte de nombreuses signatures, ce qui oblige à aller parmi la population pour y combattre le racisme.

Telles sont les tâches du mouvement anti-raciste pour l'avenir proche, jusqu'à ce qu'on ait obtenu l'égalité complète entre Belges et immigrés.

Commission 5 — La superpuissance Europe sous domination allemande: un danger pour les peuples du monde

La logique du capitalisme allemand — Joachim Kuhnke (ouvrier chez Mercedes, Düsseldorf, Allemagne)

Je voudrais aborder la question de la domination allemande dans la CEE et dans le monde en ce qui concerne ses prétentions à l'intérieur, parce que c'est un domaine que je connais bien.

Je suis ouvrier, membre d'un comité d'entreprise, syndicaliste et j'ai l'impression de voir s'affirmer ces prétentions impérialistes. En premier lieu, il faut dire que la classe ouvrière se trouve dans une situation marquée par la domination. Cela a commencé après 1945, je crois, et au début des années 60. Une campagne électorale du chancelier de l'époque, Willy Brandt, a été menée sous le slogan "Allemands, nous pouvons être fiers de notre pays", ce qui semblait un argument moins "dominateur" que quelques années plus tard, lors d'une campagne électorale d'Helmut Schmidt qui avait pour slogan "L'Allemagne modèle". Je pense qu'ici la domination est formulée clairement.

De nombreuses années plus tard, la Grande Allemagne de 1990 forme un bloc politique d'Europe centrale comptant 80 millions d'habitants ; la réunification a été menée jusqu'à ce jour d'une façon quasi coloniale. Mais à l'extérieur, il s'agit aussi naturellement d'argent et de puissance et, à mon avis, la puissance à l'extérieur se conforme de façon assez typique aux slogans déjà cités : "nous ne devons pas nous laisser discriminer" ; "nous sommes un pays comme un autre" ; "nous sommes confrontés à la question de l'intervention des unités armées à l'étranger sous le drapeau de l'ONU afin de mener des actions humanitaires dans le tiers-monde et l'humanité tout entière".

Je n'ai pas besoin de vous raconter comment, en l'espace de six mois, cette république, la Grande Allemagne, est parvenue à imposer dans presque toute l'Europe ses propres lignes de conduite politiques en Yougoslavie. Je n'ai pas besoin de vous parler de l'impérialisme des Allemands qui exportent leurs déchets aux quatre coins du monde, ni des effets que cela peut avoir. Je n'ai sans doute pas besoin non plus de vous dire que la république fédérale est entre-temps devenue le deuxième exportateur d'armes du monde, derrière les USA.

Et elle poursuit dans cette voie, par exemple en revendiquant un siège permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui est pour moi quelque chose d'effroyable parce que cette instance symbolise justement le partage du monde selon un système de classes, avec d'un côté les Etats dirigeants et de l'autre les Etats esclaves. Nous voyons d'ailleurs comment il fonctionne par le biais des interventions qui ont lieu sous la bannière de l'ONU depuis quelques années. Nous voyons aussi comment de petits pays comme la Finlande ou le Luxembourg sont évincés et comment les principaux rivaux impérialistes envoient eux-mêmes leurs troupes dans les territoires en crise pour garantir la sauvegarde de leurs propres intérêts.

Et je pense que le camarade britannique a déjà mentionné la brève discussion qui a donné lieu au transfert de la Banque centrale européenne à Francfort...

Je voudrais maintenant vous parler de la politique menée par l'entreprise où je travaille, Mercedes (qui fait partie du holding Daimler Benz AG) dans le cadre de la colonisation de l'Europe de l'Est, en particulier à travers l'intérêt qu'elle porte à la Lettonie et actuellement à la Tchéquie et à d'autres pays.

La politique de conquête économique de l'entreprise repose sur des arguments tels que l'ingratitude de ces autres pays, ce qui représente un grand danger. Karl Liebknecht a dit un jour que l'ennemi principal se trouve à l'intérieur ; on peut poser la question en se mettant à la place de la classe

dominante : comment réussit-elle à maintenir la classe ouvrière sous sa domination pour ne pas subir d'instabilité interne.

Je pense que nous devons contrôler la privatisation de tous les secteurs, c'est-à-dire la suppression de la propriété commune, et que les utopies sociales doivent exercer un impact sur la formation d'un monde humain, du point de vue humaniste, même au niveau des discussions quotidiennes.

Je pense qu'il existe, depuis de nombreuses années, un mode de pensée sur les économies réalisées par l'Etat, pensée qui est en contradiction totale avec les préoccupations d'émancipation et d'humanité qui sont présentées dans les entreprises et dans la société comme quelque chose de trop cher à garantir.

Très rapidement, les représentants des intérêts des entreprises ont pour la plupart repris cette notion à leur compte, de sorte que les discussions portant sur les transformations, les améliorations et les garanties d'emploi sont maintenant devenues trop chères. Ce mode de pensée est intériorisé et on s'en rend compte notamment lors des discussions qui portent sur les barèmes et au cours desquelles la question est posée de savoir si on produit trop cher, si on doit renoncer.

Il semble que cela n'ait rien à voir avec la notion de domination ou de chauvinisme. Mais je pense néanmoins que c'est le cas, parce que cette volonté d'efficacité devient une pensée élitiste et que notre néo-fascisme et notre racisme prennent une tournure meurtrière non seulement à rencontre des étrangers, mais aussi d'autres minorités, les sans-abris, les homosexuels, les femmes.

Parmi les raisons évoquées, on avance que les dépenses sociales sont inutiles ou trop chères. Cette notion d'efficacité déclenche à mon avis une attitude élitiste et agressive notamment à l'égard des plus faibles, de ceux qui ne sont pas performants. Par ailleurs, il y a eu ces dernières années un enrichissement scandaleux de nos hommes politiques qui a entraîné un discrédit de la Constitution bourgeoise et démocratique et, de la part des exclus la tendance à dire que les postes-clés sont réservés aux employés qualifiés ; c'est une démarche vraiment antidémocratique qui entraîne des idées corporatistes et ce n'est pas un hasard si Hans Herbert Arnim a proposé dans son second volume un modèle pour mettre fin à la corruption politique et à l'enrichissement personnel, proposition qui figure dans son chapitre sur l'idéal social qu'il envisage pour la gestion d'une société, à savoir la Deutsche Bundesbank.

L'idée est celle de la mise en vigueur, par le biais d'économies, d'une société basée sur la rentabilité des coûts. Quelle stratégie aimerais-je voir se développer ? Nous devons nous opposer à une société basée sur le pouvoir; face à l'appareil immense qui doit voir le jour dans l'Union européenne, nous devons opposer une résistance en tant que catégorie morale qu'il convient de développer et de propager.

Je pense aussi que nous devons exploiter les faiblesses de cet appareil de domination pour en faire notre force et bâtir notre résistance. Le système international tel qu'il apparaît ici est lourd de significations, pas seulement sur le plan européen, mais aussi en ce qui concerne les discussions sur les salaires au sein de l'entreprise, ou en ce qui concerne la polarisation de l'humanité, avec d'un côté une minorité extrêmement riche qui possède des milliards de dollars, et de l'autre une énorme masse de gens qui devraient prendre part à la discussion.

Le Traité de Maastricht et l'annexion de la RDA — Michael Lichtwarck-Aschoff (Union des travailleurs pour la reconstruction du KPD, Allemagne)

"Enfin, nous sommes à nouveau en famille !" L'expression n'est pas de moi. Elle est du Commandant en Chef des troupes ouest-allemandes. Il l'a prononcée lorsqu'il a pris, à Mogadiscio, la tête d'une bande de meurtriers légalisés, volontaires et, de surcroît, bien payés, pour s'engager "en famille" dans la guerre contre le peuple somalien, guerre que mènent les forces impérialistes entre elles pour décider de celle qui sera reconnue comme la plus forte.

Ils sont donc de nouveau en famille, les généraux allemands, les maîtres du monopole, le grand capital, les blindés... Et nous ? Qui sommes-nous ? Où est, non pas notre famille, mais notre classe ? Que sont les devoirs internationaux communs de notre classe ouvrière face à la "famille" impérialiste ? Je pense qu'il n'est pas très difficile de le savoir.

Dans l'Histoire, l'«après» est assez souvent tout différent de l'«avant». Cet avant, qui semble tout différent de l'après, nous le vivons justement ou nous l'avons vécu ces 5 dernières années. L'impérialisme du pays d'où je viens, un pays où les maîtres d'oeuvre des camps de concentration peuvent devenir président de la République fédérale, est à coup sûr un des pères de Maastricht. Mais c'était l'avant, c'était naguère. C'était, pour être précis, *avant* 1989. Aujourd'hui, le même impérialisme allemand, qui hier attendait Maastricht avec impatience, le qualifie pratiquement d'ineptie ; il a fait condamner Maastricht par son tribunal constitutionnel suprême. Le contenu de ce jugement est en substance celui-ci : Bonn a l'intention de s'en tenir aux accords internationaux tant qu'ils lui permettent de garantir et d'étendre sa suprématie en Europe. Si les accords internationaux ne servent plus cet objectif, Bonn ne se considère plus comme liée par eux et les rompt.

Qu'y avait-il entre l'avant, l'époque où Bonn a encouragé Maastricht avec tant d'empressement, et l'après, le jugement du tribunal constitutionnel fédéral ? A l'époque où Maastricht représentait la chose la plus urgente pour Bonn, la R.F.A. était encore la R.F.A. et il n'était pas encore question pour l'impérialisme de s'approprier la RDA. Entre le Maastricht d'hier et celui d'aujourd'hui, il y a eu 1989, il y a eu l'annexion de la RDA. Lorsqu'il en a été question, non plus seulement de façon vague mais lorsque Bonn exigea sans détours la RDA, Maastricht devint l'espoir de la France en particulier, l'espoir de "lier" une Grande Allemagne devenue plus puissante, de la dompter par le biais d'un mécanisme international de référendum, de la priver de sa liberté de mouvement. Lors d'un débat au sujet de déclarations faites par le ministre bavarois Stoiber, adversaire très blond du traité de Maastricht, le chef de la fraction social-démocrate proclama que "Maastricht avait été le prix à payer pour avoir permis la réunification allemande", que les forces occidentales n'avaient approuvé la "réunification allemande" que parce que la nouvelle Grande Allemagne avait fait le vœu de s'engager davantage dans l'Union de l'Europe Occidentale.

De ce point de vue, qui était (et est encore) avant tout le point de vue et l'illusion des classes dirigeantes de l'Angleterre et de la France, Maastricht est peut-être la dernière tentative de maintenir "un ordre d'après-guerre", pour lequel toute une série d'organisations internationales très diverses avaient été mises sur pied, par exemple l'ONU (créée pour barrer la route au danger d'une nouvelle guerre mondiale que feraient peser le fascisme tant allemand que japonais), la CECA, la CEE ou même l'OTAN, dont la fondation, on le sait, avait pour objectif : "to keep the Russians out and the Germans down" (exclure les Russes et empêcher les Allemands d'agir).

Bonn voulait Maastricht (en tout cas avant l'annexion de la RDA), parce qu'elle voulait garantir, légaliser et officialiser sa prépondérance en Europe occidentale grâce à Maastricht. (Voir d'autres colloques à ce sujet).

Lorsque Bonn a voulu annexer la RDA, elle a dû payer un prix convenable, c'est quelque chose qui devient rapidement évident dans les milieux financiers. Maastricht a été le prix de l'annexion de la RDA. Le prix de l'engagement dans un mécanisme international de référendum, dans lequel la République fédérale ne devait avoir qu'une voix parmi d'autres, et à la rigueur pour l'emporter par la majorité.

En échange de Maastricht, l'Etat héritier de l'Allemagne hitlérienne (la jurisprudence est fière de cette continuité) reçut l'approbation des anciens vainqueurs, la France et l'Allemagne, pour son second accord de Munich, l'approbation sur la destruction complète d'un Etat européen : la RDA

Maintenant que la RFA a annexé la RDA, nous sommes donc «après», et on constate que l'attitude allemande a fait ses preuves : qu'importe ce que j'ai dit hier ! La base des relations entre la France,

l'Angleterre et les autres pays européens d'une part et la Grande Allemagne d'autre part en est soudain devenue autre. Désormais, la Grande Allemagne déclare littéralement par la voix de son tribunal suprême : "*L'Allemagne est un des maîtres du Traité (de Maastricht)*". C'est pourquoi la question des décisions majoritaires qui, telle que le prévoit le Traité de Maastricht, qui lieraient l'Allemagne n'a absolument pas été prise au sérieux.

Le tribunal constitutionnel fédéral déclare encore : le principe des décisions majoritaires peut signifier que des décisions fermes soient prises à la majorité, mais encore que dans le cadre des "*marges restantes d'évaluation, d'estimation et de pronostic, il soit possible d'éliminer les divergences d'opinion à la majorité*". Autrement dit : on peut se prononcer sur un pronostic (les prévisions météo, peut-être) ou sur une divergence d'opinion, sinon on ne se prononce pas. Et pour le cas où l'intérêt national de la Grande Allemagne n'y trouverait pas son compte, le tribunal constitutionnel fédéral a décidé que ce genre d'arrêtés "*ne développe aucun effet d'obligation*". En d'autres termes : la Grande Allemagne fait dire qu'elle se torche le cul avec votre traité de Maastricht.

(Je ne pense pas qu'il faille comparer cette attitude avec l'annonce par l'Allemagne du référendum auquel l'impérialisme allemand dû le rétablissement de sa puissance après la Première Guerre mondiale, c'est-à-dire celui sur la Société des Nations. Comme on le sait, l'impérialisme allemand s'était réjoui d'entrer dans la SDN sous Stresemann, pour en sortir sous Hitler en rompant tous les traités et accords internationaux qui la liait et lui faisaient obstacle.)

Les pays d'Europe occidentale feront échouer Maastricht, tout simplement parce qu'il a déjà échoué, tout simplement parce qu'un des pères du traité de Maastricht, Bonn, a déclaré (ou a fait déclarer par la voix du tribunal constitutionnel fédéral) que Maastricht est mort et devait mourir, parce qu'on n'en a plus besoin à Bonn. L'impérialisme allemand a simultanément signifié que le traité de Maastricht n'est pas un moyen d'entraver sa liberté.

Les peuples d'Europe doivent savoir cela. Leurs gouvernements ont absolument besoin d'agir contre une Allemagne qui n'est plus nouvelle et qui s'avère aussi exigeante, arrogante et agressive qu'elle l'a été lorsqu'elle pouvait se le permettre. C'est une des raisons majeures pour laquelle ils veulent Maastricht. Les peuples d'Europe apprendront qu'avec Maastricht leurs dirigeants n'ont rien gagné contre Bonn, qu'avec Maastricht ils se sont en réalité livrés à l'impérialisme allemand car celui-ci a reçu la RDA sans payer le prix à payer, à savoir s'engager dans Maastricht et s'en accommoder. Les peuples d'Europe doivent savoir à quel grave danger ils sont exposés. Ce danger a un nom et une adresse. Ce danger s'appelle : la Grande Allemagne.

Nous sommes des traîtres à la patrie. Nous voulons que les peuples soient conscients du danger qui émane de notre pays pour eux et pour nous. Nous vous disons : regardez ce que nos maîtres ont fait de la RDA ; sans un coup de feu, sans une goutte de sang, le plus pacifiquement du monde, un Etat a été détruit avec tout ce que ses travailleurs y avaient acquis et le dernier stade de l'humiliation n'est pas encore atteint. Regardez ce qu'ils manigancent en Pologne, en Hongrie, comme ils ont oeuvré pour que la Tchécoslovaquie soit déchirée. Regardez ce qu'ils font en Yougoslavie, comme ils louchent du côté de l'Ukraine. Souvenez-vous que vos pères et mères ont dû apprendre l'allemand deux fois dans leur vie sous la botte de l'occupant allemand, et que la bourgeoisie était trop faible pour contraindre les conquérants à respecter les accords internationaux, par exemple la neutralité de la Belgique.

Qu'y a-t-il donc de différent aujourd'hui, quel espoir insensé peut-il donc y avoir pour penser que les mêmes maîtres, les mêmes forces agiraient autrement aujourd'hui ? Les peuples d'Europe occidentale devront mener une lutte contre leur propre gouvernement pour que, à la place de Maastricht, une union de la France, de l'Angleterre, de la Belgique s'oppose à cette Grande Allemagne agressive, une alliance de tous les Etats d'Europe occidentale et de tous ceux où il y a eu et où il ne doit plus jamais y avoir un Lidice, un Auschwitz, un Oradour, un Guernica. Rejetez cette Grande Allemagne de Maastricht, car elle vient elle-même de déclarer que le traité de Maastricht est peut-être bon pour tous les autres, mais

pas pour elle. Empêchez vos dirigeants, vos gouvernements de conclure sans cesse des traités de Munich avec la République fédérale.

Un simple NON à Maastricht est une position nationaliste. Un OUI ne résout aucun problème, c'est justement l'avis de la bourgeoisie. Au lieu de Maastricht, il faut bâtir une alliance contre la Grande Allemagne, seule une telle attitude est internationaliste et nous différencie du NON à Maastricht tel que les fascistes le formulent.

Nous savons et vous savez que la bourgeoisie anglaise, française et belge n'est pas plus courageuse aujourd'hui qu'en 1938. Elle était alors trop lâche pour repousser l'agresseur tant qu'elle en avait encore la possibilité. Et la bourgeoisie d'aujourd'hui voit aussi peu de raisons - on finit par dire que la paix règne ! - de former une alliance vraiment efficace contre la Grande Allemagne. Une alliance contre la R.F.A., contre une patrie qui ne fut jamais la nôtre ; c'est ce que nous avons à proposer dans notre propre intérêt.

Un «non» des peuples à Maastricht, un «non» surtout des peuples de France, d'Angleterre, mais aussi de Belgique, ne revêt de signification que si Maastricht est remplacé par quelque chose, que s'il est remplacé par une alliance contre la Grande Allemagne qui n'a plus à redouter ces gouvernements comme elle redoute Bonn actuellement, une alliance qui ne verra le jour que contre la résistance acharnée des gouvernements et dirigeants européens. Une alliance européenne des peuples, un front populaire contre la Grande Allemagne, qui tire sans cesse l'Angleterre, la France, la Belgique et tous les autres pays en les poussant au bord de la guerre, cette guerre que les survivants appelleront la 3e Guerre mondiale. C'est ce qui nous lie; c'est la seule chose qui nous rende capables, dans les divers pays, de nous opposer à Maastricht; c'est ce à quoi nous voulons en tout cas consacrer nos forces. Je ne suis pas là pour dire que la dernière guerre va se répéter. Je ne suis ni prophète, ni fataliste. Mais ce que je peux dire, parce que chacun d'entre nous peut en être conscient, c'est que les erreurs commises avant la dernière guerre se répètent. Les fautes commises naguère se reproduisent aujourd'hui. Celui qui dit cela n'est pas un fataliste, il parle de ce qui est et, partant, de ce qui peut être réalisé différemment et amélioré. Je suis venu pour vous dire cela, non pas pour vous inciter à agir, car c'est une chose qui ne concerne que vous.

La balkanisation des Balkans — H. Finnis (A-Synechia, Grèce)

Notre région est depuis longtemps entrée dans le tourbillon de la crise balkanique actuelle, et il n'y a absolument aucune indication qui permette de dire qu'on en sortira. Les derniers événements sont d'une densité extraordinaire et se succèdent.

Les racines de la crise balkanique

On n'aura de cesse de répéter ces deux thèses fondamentales :

a. **La crise balkanique actuelle a pris naissance dans la crise mondiale prolongée et dans les efforts de la restructuration capitaliste**, ainsi que dans la liaison spécifique de chacun des pays balkaniques dans un système de relations sociales marqué par la bipolarisation. Par conséquent la crise balkanique ne s'explique pas seulement par le vide qui s'est produit à cause de la "reddition ordonnée d'en haut" des pays de l'alliance de l'Est mais aussi par la qualité particulière de la liaison/dépendance, surtout économique, des pays balkaniques avec les différents centres internationaux.

b. **La crise balkanique actuelle est un des enfants authentiques du Nouvel Ordre Mondial (N.O.M.), c'est-à-dire de la nouvelle ruée de l'impérialisme** ; premièrement parce qu'elle s'est exprimée au moment où la concurrence inter-impérialiste a franchi d'autres niveaux; deuxièmement, parce qu'elle comporte toutes les caractéristiques nécessaires et typiques du N.O.M. : de l'hystérie nationaliste et anticommuniste, de l'austérité forcée et dure, des vagues migratoires et des purifications

ethniques, des interventions de la "communauté internationale" pour "la préservation du droit et de l'ordre internationaux".

Il ne faut pas oublier non plus que la période 1989-1991 a été le stade préparatoire de la crise balkanique puisque durant cette période : a. naissent les conditions politiques pour préparer les changements profonds dans la plupart des pays, b. se sont lancés les premiers coups pour gagner les places libres produites dans la région et c. ont été cultivés la fièvre du nationalisme et les conflits pour les minorités ethniques. L'entrée dans l'ère du N.O.M. au mois de janvier 1991 avec la guerre du Golfe annonçait en même temps la crise balkanique actuelle. Le mois de juin de la même année la guerre a commencé en Yougoslavie et, presque simultanément, la "question macédonienne" refait son apparition.

Quatre ans de crise et de guerre

Le résultat après quatre ans (1989-1993), est que les Balkans sont jetés dans la terreur de la guerre, du dépècement, de la famine et des interventions forcées internationales. On se trouve donc devant une balkanisation des Balkans. Ce terme paraît à première vue étrange pour quelqu'un qui ne connaît pas la terminologie des sciences historiques et politiques, mais nous croyons qu'il décrit très bien la situation actuelle et révèle un but très précis à la crise.

On s'explique : le terme "balkanisation" a fait partie du langage diplomatique et a été largement utilisé dans les milieux politiques internationaux sur base de la pratique acquise à l'époque de la constitution des pays balkaniques durant le siècle passé et au début du 20ème siècle. La formation des Etats dans cette région se réalisait d'une façon peu "régulière" : tracement et re-tracement des frontières et ingérence directe des grandes puissances impérialistes de diverses façons (incitation au développement des mouvements nationalistes, acquisition de sphères d'influence, attaques par intermédiaires, présence militaire, embargos économiques et militaires, etc).

En conséquence, la région a vu se constituer des Etats par tracement de frontières arbitraires, ce qui a entraîné des échanges de population continuels et a produit d'importants problèmes minoritaires dans les nouveaux Etats. Le moment venu, cette situation servait de prétexte à la promotion des intérêts des grandes puissances et à leur intervention directe. Sur la base de cette expérience, le terme "balkanisation" a été utilisé dans plusieurs régions du monde pour décrire la procédure de manipulation des problèmes ethniques et des contradictions inter-impérialistes. Or, on constate que la balkanisation qui se développe aujourd'hui dans la région des Balkans constitue bel et bien un plan planifié et coordonné de manipulation de la crise et que, par ailleurs, elle est clairement le terrain d'un affrontement inter-impérialiste.

Certains essaient de situer le foyer principal de l'alimentation de la crise balkanique dans les tendances nationalistes, voire impérialistes, des bourgeoisies de la région; ils ignorent ou sous-estiment le rôle significatif de l'actuel Directoire, de l'intervention impérialiste. **Mais ce qui est essentiel dans l'usage du terme "balkanisation", c'est qu'il indique qu'en ne tenant pas compte de l'intervention impérialiste des grandes puissances, la crise actuelle est inexplicable.** C'est la concurrence inter-impérialiste qui impose le rythme du déroulement des événements. Ce sont les interventions directes ou par intermédiaire des puissances impérialistes (dans le cas des Etats-Unis et de l'Allemagne notamment) qui produisent une série de problèmes dus à la politique du fait accompli. Les bourgeoisies de la région, habituées au climat de la dépendance et de la soumission, aux puissants (dans la plupart des cas), se sont alignées parfaitement sur les désirs des puissances impérialistes ; elles ont essayé et essaient toujours de profiter aussi de quelques places vides qui se produisent par les contradictions inter-impérialistes sans mettre en doute, bien sûr et en aucun cas, le cadre du N.O.M. ; toutes les bourgeoisies sans exception ont utilisé et utilisent le nationalisme et les actions militaires comme moyen efficace d'absorption de la pression produite par la crise économique et sociale à l'intérieur de leurs pays.

La nature de la guerre en Yougoslavie

Comment se présente t-elle, la guerre en Yougoslavie ? Une partie des gens détiennent déjà une réponse, qu'ils considèrent comme empreinte d'importance et de profondeur : il s'agirait d'une guerre civile due à la "folie nationaliste", surtout des serbes, ou au projet réactionnaire de Tito qui visait à manipuler les contradictions nationalistes en faveur de son régime (peu importe si Tito était jusque récemment l'enfant gâté de l'Occident et si le "socialisme d'autogestion" yougoslave était vu avec sympathie par les ennemis jurés du socialisme).

Nous, nous proposons une réponse différente : c'est la première étape d'une guerre locale internationalisée et de plus en plus s'accroissent les conditions d'une mutation en un conflit interrégional généralisé. **La guerre a été imposée par les puissances impérialistes et leur concurrence débridée.** Ce sont elles qui se sont dépêchées de "saluer" les nouveaux Etats, qui ont imposé les blocus internationaux, les différents embargos économiques et militaires et qui proposent des "solutions" et des "projets de paix", tout en renforçant leurs interventions dans les Balkans.

Le rôle de la Serbie

Voici une autre question concernant le rôle de la Serbie, "Grande" ou "petite", dans cette crise balkanique. Le premier but du Directoire impérialiste était d'affaiblir et, pourquoi pas, de briser la Serbie car telle était la condition indispensable d'un démembrement de la Yougoslavie unie et par conséquent de la pénétration des impérialistes. La Serbie pendant toute la période précédente a utilisé le nationalisme pour "absorber" une énorme crise socio-économique. Après avoir senti les orientations des différentes parties de la Yougoslavie (Slovénie, Croatie, Kosovo, Skopje), dès qu'elle a estimé que l'heure de la dispute était venue, elle a suivi une route qui ne correspondait aux ambitions d'aucune des puissances impérialistes. C'est pour cela que ces dernières se sont mises d'accord sur le démembrement du pays.

C'est ainsi que la Serbie, facteur primordial de la Yougoslavie unie pendant la période précédente, a été poussée à la guerre. Elle était "obligée" de se battre pour que le démembrement ne prenne pas une autre ampleur. Cette explication nous mène à la conclusion que ce n'est pas la politique serbe qui a mis le feu à la région balkanique. Avec l'encouragement de la "communauté internationale" et surtout avec les bénédictions de l'Allemagne, les Slovènes et les Croates ont été poussés à proclamer leur indépendance. Et, en plus de ces bénédictions et ces reconnaissances, ils recevaient un financement économique complet et un équipement militaire. En outre, les décisions des institutions internationales étaient telles que les bourgeoisies des autres nationalités se sont "senties à l'aise" pour déclarer à leur tour leur "indépendance".

Toutes les puissances impérialistes ont soutenu Gligorov et "sa Macédoine" ; les Américains, surtout, ont armé et renforcé les musulmans bosniaques (par l'intermédiaire, essentiellement, de l'Arabie Saoudite) ; elles ont toutes ensemble reconnu la déclaration d'indépendance de la Bosnie. Finalement, le Kosovo reste une réserve importante, surtout pour les Américains, qui leur permettra de "défendre" leurs intérêts et de provoquer une nouvelle déstabilisation si ils ne sont pas satisfaits de l'issue du conflit.

La première guerre serbo-croate avait comme but la sauvegarde des positions serbes et le maintien de certains points stratégiques d'une grande importance. La guerre en Bosnie est incontestablement un effort de réduire le territoire serbe et d'empêcher l'éventuelle création de la "Grande Serbie" ou de la "Petite Yougoslavie". Mais les choses n'ont pas été aussi simples. Le résultat de cette guerre en Bosnie jusqu'au moment de notre discussion, est que les Serbes contrôlent les 75 % du territoire bosniaque et que les Musulmans ont été vaincus.

Une parenthèse inévitable

Les forces qui soutendent une guerre régionale internationalisée sont diverses et comprennent entre autres les milieux économiques, politiques et militaires des pays impérialistes. A ce propos, il faut souligner que :

a) les Etats-Unis devaient faire face à une crise profonde aggravée durant l'été dernier quand "deux Amériques" sont apparues ; ce problème a provoqué un changement gouvernemental et bien sûr, a exigé le temps nécessaire à confirmer ou à modifier la politique extérieure antérieure ;

b) l'espace européen est submergé par la crise économique, les problèmes issus de la montée du chômage et des mouvements migratoires, les aventures de Maastricht et la forte recomposition politique qui traverse les pays les plus importants; le nouveau souverain de l'Europe, l'Allemagne, se trouve également confronté à de multiples difficultés: son économie s'essouffle, les rythmes du développement du produit national brut se montrent insurmontables, les grèves et les réactions contre les agressions néonazies lui causent des problèmes insupportables.

La concurrence inter-impérialiste

La concurrence inter-impérialiste dans les Balkans est la pleine expression de la concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe. Les Allemands ont déjà colonisé la Slovénie et la Croatie, ils ont bien armé les Croates et les ont préparés à un rythme soutenu pour la suite des opérations militaires. Ils ont pénétré jusqu'à Skopje et même en Bulgarie (pays qui appartient à la sphère d'influence des Américains) et ils ont amélioré considérablement leurs relations avec la Turquie (peu importe si les dernières attaques racistes à Sollingen et ailleurs créent certains problèmes). Ils ont bien sûr une forte présence économique en Grèce. L'impérialisme allemand a été obligé de passer à une nouvelle étape, déjà entamée : il a modifié plusieurs dispositions de la Constitution allemande et il a écarté tous les obstacles qui s'opposaient à une présence militaire immédiate des forces allemandes dans diverses régions du globe. Mille cinq cents soldats allemands se trouvent déjà en Somalie et déjà certains exigent des interventions encore plus "efficaces".

De leur côté, les Etats-Unis cherchent à contrer la domination allemande dans la région balkanique. Etant donné que les Musulmans bosniaques, qu'ils soutiennent de diverses manières, ont été affaiblis considérablement par la guerre en Bosnie, les Américains se dirigent vers une consolidation de leurs positions dans le sud des Balkans (Skopje, Kosovo, intégration de l'Albanie à l'OTAN, etc). C'est la riposte américaine à la situation établie. On pourrait encore dire que les Etats-Unis ont vu que la possibilité d'imposer leurs plans dans la région étaient limitée, bien qu'ils aient le contrôle de la Turquie, de l'Albanie et de la Bulgarie. N'oublions pas non plus leur présence très importante dans notre pays.

Le rôle de la Grèce

En général, **l'orientation de la classe bourgeoise est de s'aligner sur les plans que les puissants destinent à leur région et d'assurer les conditions pour une stérilisation économique de certaines régions ou domaines de la vie économique d'autres Etats.** Il s'agit d'une forme améliorée de l'actuel système de métapratisme modernisé qui est basé sur certaines données et qui admet les modifications faites pendant les dernières années. La Grèce conçue comme balcon donnant sur le monde arabe ou comme pont menant aux pays de l'est est un souvenir lointain. Tant dans le monde arabe qu'en Europe de l'Est, la présence de la "communauté internationale" se fait sentir économiquement et militairement.

Dans l'espace balkanique, la Grèce pourrait exploiter sa position avantageuse, comme pays membre de la CEE et de l'OTAN, et sûrement son expérience de revendeuse, dans des pays tels que la Roumanie, le Bulgarie, l'Albanie, etc, cela afin d'assurer son "essor économique". S'aligner sur tout ce que désirent les puissants est la condition indispensable pour atteindre un tel but. Cela se traduit par exemple par l'obligation qui lui est faite de se rapprocher de la Turquie : les meetings successifs des Premiers Ministres à Davos (Suisse) et les échanges de visites correspondent à l'exigence des puissants

de combiner les intérêts gréco-turcs pour leur pénétration dans les pays balkaniques, même si les Turcs restent privilégiés à cet égard.

Tel est donc le plan de la bourgeoisie grecque, mais sa réalisation n'est pas sans obstacle. D'abord, il y a plusieurs intérêts divergents dans les Balkans. **La concurrence américano-allemande s'aggrave de plus en plus et si la bourgeoisie grecque a pu jusque récemment servir aux deux, cela ne peut pas continuer si la rivalité s'accroît.** Et puis, les avantages relatifs de la Grèce (membre de la CEE et de l'OTAN) jouent un rôle minime car les structures de tous les organismes se modifient et sont influencés directement par la concurrence américano-allemande. Enfin, s'aligner sur les politiques des grandes puissances pose de graves difficultés lorsque les peuples ne les acceptent pas sans réagir.

Le gouvernement de la "Nouvelle Démocratie" (droite), et tout particulièrement K. Misotakis, a exploité à fond la crise balkanique et utilisé au dernier moment la bannière du "pacifisme" en se portant garant du maintien de la paix dans la région et de la "non implication" de la Grèce dans la guerre. Parallèlement, il se montrait d'accord, de multiples manières, avec les recommandations. Les autres partis politiques soit ont soutenu la politique que Misotakis menait sur les problèmes balkaniques (c'est le cas du "Parti Communiste Grec"), soit ont laissé faire le "sale boulot" par Misotakis afin de pouvoir se présenter par après pour continuer dans la voie déjà tracée (c'est le cas des "socialistes"). Certains ont fait de l'opposition à partir de positions fondées sur un nationalisme belliqueux (par exemple l'ex-ministre de la droite, A. Samaras).

Si on veut commenter la position de la gauche officielle, on pourrait dire qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un pacifisme vague et indéfinissable mais assurément bourgeois. Les belles paroles contre les impérialismes alternées de propos nationalistes et "patriotiques" étaient à consommer sur place. **En s'inclinant totalement face à la mentalité du nationalisme bourgeois,** avec des considérations du type "voici enfin le rôle de la Grèce dans les Balkans que certains ne voyaient plus venir", **la gauche officielle a fait du pays un partenaire supplémentaire de la politique de balkanisation.**

Peut-on arrêter le feu dans les Balkans ?

La question concerne tous les peuples balkaniques. On ne peut pas arriver à une vraie paix sans s'attaquer aux causes qui ont conduit à la crise. La paix, on ne peut pas l'imposer avec des années d'occupation. Les corbeaux de N.O.M. ne peuvent pas garantir la paix.

Les peuples balkaniques, par leur lutte, doivent écarter la nouvelle balkanisation, ce qui nécessite :

- le développement d'un large mouvement contre la "communauté internationale" des bandits, qui représente le plus grand ennemi des peuples balkaniques ;

- l'établissement des bases pour une nouvelle communauté des peuples en se fondant sur la solidarité, la coopération et la fraternité. Pour réaliser cette communauté des peuples, il est indispensable que le but fondamental soit de **briser le Nouvel Ordre Mondial.**

Les gouvernements des pays balkaniques et tous les groupes qui suivent la "communauté internationale" n'ont, comme notre expérience l'a prouvé, aucun intérêt à contribuer à la lutte, parce qu'ils défendent leurs petits intérêts égoïstes et restent indifférents devant la pauvreté, la misère, le déracinement des populations. Les bourgeois n'ont jamais servi de "chair à canon" mais, au contraire, s'enrichissent presque toujours durant les guerres. "Presque toujours" parce que **les aventuriers guerriers peuvent donner naissance à d'autres situations, comme l'attestent les expériences révolutionnaires de ce siècle** finissant.

* A bas le Nouvel Ordre Mondial ; les impérialistes, hors des Balkans; la Grèce, hors de l'OTAN et de la CEE !

- * Non aux armées de "pacification" et à la présence militaire des puissances étrangères dans les Balkans !
- * Respect des frontières établies et dénonciation de toute revendication expansionniste, d'où qu'elle vienne !
- * Non à la guerre que prépare la politique impérialiste et nationaliste; les peuples n'ont rien à gagner d'un holocauste !
- * A bas le nationalisme, porteur de l'oppression à l'intérieur de chaque pays et porteur de la guerre !
- * Egalité totale entre les nations des Balkans, droits égaux pour les minorités, où qu'elles se trouvent !
- * Soutien et solidarité avec chaque mouvement qui lutte contre le Nouvel Ordre Mondial !

La superpuissance européenne sous la domination allemande : un danger pour les peuples du monde. — Sergio Cararo (Lotta per la Pace e il Socialismo - Italie)

La reconnaissance de la "Grande Allemagne" a provoqué un changement profond de la politique extérieure allemande et des relations internationales en Europe. La montée de l'impérialisme allemand a subi une très forte accélération dans le courant de 1992, mais les conditions de son développement se sont construites dans les années antérieures - plus particulièrement en 1991 - et parallèlement à la réunification/annexion de l'Allemagne de l'Est en 1990.

On sait suffisamment comment l'Allemagne, jusqu'à la réunification, a maintenu une politique extérieure à "profil bas" (autrement dit étroitement atlantiste et européenne) avec pour seule exception la parenthèse de l'Ostpolitik de Brandt dans les années 70. Durant la même période, des tensions avec les USA en relation avec la pénétration économico-militaire au Brésil et les nouveaux équilibres monétaires et financiers issus de la suppression des accords de Bretton-Woods s'étaient manifestées. Mais de l'après-guerre jusqu'aux années '90, la politique internationale de l'Allemagne était fortement soumise aux liens imposés par l'OTAN et la CEE, c'est-à-dire par les deux organisations supranationales animées pas les vainqueurs de la dernière guerre mondiale.

Le lien entre la "Grande Allemagne" et la Communauté Européenne est en train d'apparaître clairement. Nous pouvons affirmer que, historiquement, la bourgeoisie allemande a "utilisé" la CEE de manière très concrète et intéressée. Selon deux dirigeants de l'Institut pour la politique européenne de Francfort, E. Regelberger et W. Wessels (1), l'intégration allemande dans la CEE a servi à atteindre 3 objectifs :

1. contourner les restrictions qu'elle s'est vue infligées après la deuxième guerre mondiale ;
2. avoir l'assurance du maintien de l'ordre intérieur et d'une protection contre la menace du communisme ;
3. avoir une structure qui facilite l'interdépendance en Europe occidentale.

Un des facteurs centraux de cette stabilisation du rôle de l'Allemagne dans l'Europe de la guerre froide a été l'axe particulier avec la France ; mais avec la réunification et la renaissance de l'impérialisme allemand, ce rapport a été complètement changé. *"Le couple franco-allemand continue d'exister, mais cela se passe entre ambiguïté et méfiance réciproque depuis que Bonn a commencé à bouger de façon autonome et active sur tous les champs". (2)*

L'hégémonie allemande sur l'Europe

Les deux conflits monétaires de 1992 et 1993 et le rôle dominant joué par la Bundesbank ont posé de sérieux problèmes à l'ensemble de l'économie européenne. L'hégémonie du mark et de l'économie allemande tendent à affaiblir les autres puissances européennes comme la Grande-Bretagne, l'Italie ou la France et à coopter dans l'aire monétaire allemande l'Europe entière. Les raisons de la politique

"déflationniste" des autorités monétaires allemandes résident dans des facteurs aussi bien internes qu'internationaux et sont donc typiques de la nouvelle époque impérialiste que vit le monde contemporain.

Dans une phase historique qui voit se constituer autour des grands pôles impérialistes de vastes aires économiques et commerciales (CEE, NAFTA, APEC), l'Allemagne vise à la suprématie sur toute l'Europe de l'Est et de l'Ouest afin d'avoir la force suffisante pour soutenir la compétition et l'affrontement avec les autres pôles. L'élargissement de l'espace mark est donc un passage fondamental.

Le fétichisme de la lutte contre l'inflation derrière lequel s'est caché l'offensive de la Bundesbank n'est pas crédible. Prenant pour prétexte de jeter les bases d'une croissance "saine", les gouvernements européens déclarent la guerre à une inflation déjà largement battue. Il existe donc d'autres raisons qui expliquent la politique économique de l'Allemagne qui, en peu de mois, a désintégré le système monétaire européen, a mis en crise le Traité de Maastricht et a gelé cette concertation monétaire internationale "à trois" (USA, Allemagne, Japon) instituée par les accords de l'Hôtel Plaza au milieu des années 80.

Selon un membre allemand de la trilatérale, Théo Sommer, l'offensive de la Bundesbank sur les taux d'intérêts était déjà en préparation immédiatement après la réunification allemande (3). Depuis 1991, l'Allemagne a commencé à oeuvrer dans deux directions.

Vers l'extérieur, avec l'élargissement de la CEE qui, de fait, rend vaine la capacité de décision de cette instance, donne vie à l'espace économique européen (avec l'entrée des pays de l'AELE et celle probable des pays d'Europe de l'Est) et sanctionne un espace sous influence allemande débarrassé des liens de la CEE.

A l'intérieur, par la politique monétariste de la Bundesbank qui a comme objectif : a) de contenir l'inflation ; b) de conditionner le gouvernement sur les politiques budgétaires par les dépenses sociales et les investissements en Allemagne de l'est ; c) d'attaquer sévèrement la dynamique des salaires en brandissant la menace d'un chômage nouveau et massif. *"La Bundesbank voulait envoyer aux syndicats le message selon lequel s'ils avaient continué dans la voie des demandes d'augmentations salariales, la banque centrale aurait répondu en refroidissant l'économie grâce aux hauts taux d'intérêt de façon à modérer la politique des salaires de la manière la plus douloureuse : en provoquant le chômage". (4)*

Les lourdes restructurations anti-ouvrières qui se sont abattues sur les travailleurs allemands, l'augmentation massive du chômage, même en Allemagne, confirment ce projet. Ainsi, si quelqu'un s'était fait des illusions sur le Traité de Maastricht en tant que moyen de lier l'impérialisme allemand à la "concertation européenne", la désillusion est arrivée juste dans les jours qui suivirent la signature de ce traité. Trois jours après la signature du Traité de Maastricht en décembre 1991, l'Allemagne a reconnu la Slovaquie et la Croatie, dix jours après, la Bundesbank augmentait unilatéralement ses taux d'intérêt.

Dans l'escalade impérialiste de l'Allemagne, la fin de 1991 a été une étape décisive dont les conséquences sont évidentes : crise de la communauté européenne, politique extérieure, économique et militaire, toujours plus indépendante et hégémonique, création d'un espace d'influence en Europe centrale, orientale et... occidentale. 1992, qui devait être l'année de l'unification européenne, s'est révélée être l'année de la nouvelle hégémonie allemande.

Le rôle décisif joué dans la sécession de la Slovaquie et de la Croatie, la colonisation d'Etats entiers en Europe de l'est (cf. la Tchécoslovaquie), la domination du mark et de la Bundesbank sur l'économie européenne qui a débouché sur le dépassement du Traité de Maastricht et du Système Monétaire Européen, la demande d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, l'envoi de militaires à

l'extérieur (Yougoslavie et Somalie) et l'augmentation du quota allemand sur le marché des armements (il est passé à la deuxième place), sont autant d'étapes franchies en des temps très brefs qui donnent désormais à l'Allemagne les traits d'une vraie puissance impérialiste.

La nouvelle politique militaire de l'Allemagne

Le réarmement et la puissance militaire de l'Allemagne est un aspect encore trop souvent sous-évalué. Les premières préoccupations dans un tel sens ont été manifestées justement par des chercheurs bourgeois. En Italie un des experts en stratégie de la Confindustria se faisait, déjà en 1991, l'interprète de ces préoccupations : "Il y a un secteur où la nouvelle Allemagne a ébauché une politique aux conséquences peu claires : c'est le secteur militaire." Corneli a relevé : "l'emphase croissante que les Allemands portent sur le rôle de la CSCE afin qu'elle donne naissance à son propre corps militaire à long terme pourrait signifier un dépassement de l'OTAN et ceci donne des préoccupations surtout aux USA" (5).

La question de la Yougoslavie est révélatrice de l'hégémonie allemande sur l'Europe et de sa projection vers l'Europe orientale et balkanique. Après avoir travaillé à la désagrégation de la fédération yougoslave, l'Allemagne a reconnu unilatéralement la sécession de la Croatie et de la Slovénie, imposant ensuite cette décision à tous les pays membres de la Communauté Européenne. Toutefois, elle ne s'est pas limitée à la seule action "diplomatique". En juin 1992, le nouveau ministre allemand des Affaires étrangères a parlé de la Yougoslavie dans un langage de grande puissance : *"l'Allemagne n'exclut pas le recours à la force dans le conflit qui se déroule en Yougoslavie"*. C'est dans ce nouveau contexte que, toujours en juin, le sommet de l'OTAN d'Oslo décida que l'alliance atlantique deviendrait le bras armé de la CSCE (comme l'a toujours voulu très fortement l'Allemagne) pour pouvoir intervenir dans les crises et dans les pays d'Europe de l'Est; c'est ainsi qu'à Petersberg naquit la "Force Multinationale d'Intervention Rapide" de l'UEO.

Il y a un peu plus d'un mois, le 5 novembre 1993, les ministres de la défense de l'Allemagne, de la France et de la Belgique ont formellement constitué, à Strasbourg, l'Eurocorps, ouvertement présenté comme le "bras armé" du Traité de Maastricht et qui d'ici 1995 pourra compter sur 50.000 soldats issus de trois pays.

Le Commandant de l'eurocorps, le Général allemand Willman, a déclaré que celui-ci *"devra être prêt à entrer en action dans le cadre d'opérations internationales pour la solution de crises à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe centrale"*. Entre le 5 et le 7 octobre dernier, à Mainz, s'est tenu le congrès annuel des hauts officiers des forces armées allemandes qui a redéfini une nouvelle doctrine militaire fondée sur le "nouveau soldat" et sur les missions militaires à l'extérieur de l'Allemagne. La défense des intérêts vitaux de l'Allemagne apparaît comme le point central de la nouvelle doctrine militaire. En ce qui concerne ces intérêts, il est précisé que *"la tutelle du libre commerce international et du libre accès aux marchés et aux matières premières prime dans le monde entier dans la mesure d'un juste ordre économique mondial"*.

Dans cette perspective, la décision du gouvernement allemand d'envoyer 1.600 soldats en Somalie montre un aspect important d'une nouvelle réalité. Avant cela, le personnel militaire allemand avaient été envoyés par contingents beaucoup plus limités en Turquie, durant la guerre du Golfe, et sur les navires et les avions de l'UEO et de l'OTAN employés dans les opérations en Yougoslavie. Le saut qualitatif politique, organisationnel et institutionnel apparaît donc notable.

A la conquête de l'Europe de l'Est

L'impérialisme allemand n'en est cependant pas encore très loin en matière militaire. Certes, il existe des tendances inquiétantes comme celles mentionnées ci-dessus, mais le vrai facteur de puissance de l'Allemagne sur l'Europe de l'Est reste encore et surtout économique.

Le capital allemand investi dans l'ex-Tchécoslovaquie représente 31 % des investissements étrangers, il est suivi des capitaux autrichiens qui valent 30 %. Les sociétés allemandes se sont appropriées les meilleures industries tchécoslovaques. 50 % des investissements extérieurs en Slovaquie sont des sociétés allemandes. En Croatie, ils atteignent 62 %. 74,6 % des financements extérieurs à la Russie proviennent de l'Allemagne. Les trois plus grandes banques allemandes font crédit respectivement pour 1.400 millions (Deutsche Bank) et 900 millions de mark (Dresden Bank et Commerz Bank) à l'ex-URSS. Entre 1991 et 1992, l'Allemagne a réalisé 80 opérations d'investissements concentrés dans cinq pays de l'Europe de l'Est : Tchécoslovaquie, Hongrie, Slovaquie, Croatie, Russie, pour 2.476 milliards de dollars (6).

La conquête de l'Est, et plus particulièrement de la Yougoslavie et de l'ex-URSS, se trouve au centre de la compétition croissante entre les impérialistes américains et allemands. Un rapport de la Deutsche Bank (mars 1993) a mis en évidence la nécessité pour l'Allemagne de commencer à localiser les interlocuteurs en Russie, capables de se substituer à Eltsine (étroitement lié aux USA) et a émis des critiques très dures vis à vis des experts du FMI pour les mesures économiques adoptées par la Russie.

En ce qui concerne la Yougoslavie, l'affrontement a été particulièrement dur après les nombreuses tentatives des USA de faire sauter la "pax germanica" en Croatie et en Slovaquie, cela en faisant exploser la crise en Bosnie et en Macédoine et en armant l'Albanie. Il n'est plus possible aujourd'hui de sous-évaluer l'impérialisme allemand et son hégémonie sur l'Europe. Si les peuples qui sont les plus directement menacés apparaissent être ceux de l'Europe de l'Est, des Balkans et de l'ex-URSS, personne à l'intérieur des pays membres de la Communauté européenne ne peut croire que la crise qui est en train d'investir les principales économies capitalistes puisse tranquillement être résolue à l'intérieur de la "concertation" sur laquelle s'est réglée le monde capitaliste de l'époque du conflit global avec l'ex-URSS.

La compétition économique mondiale croissante met de nouveau à nu les contradictions, tensions et divergences entre les principaux pôles impérialistes. Les travailleurs ne peuvent se trouver désarmés face à cette réalité et se laisser entraîner dans des politiques qui mettent sur le même plan patrons et ouvriers, exploités et exploités, à l'intérieur d'une compétition entre ceux qui en viennent à définir leurs intérêts en termes de "pays système", ce qui n'est qu'une nouvelle forme de nationalisme. Bertold Brecht invitait à ne pas baisser la garde et, de fait, aujourd'hui plus que jamais, *elle est encore féconde, la bête qui engendra le fascisme.*

Notes :

- (1) "Relazione Internazionali", publication trimestrielle de l'Istituto per gli Studi di Politice Internazionale, septembre 1991
- (2) "Repubblica" 27.08.1993
- (3) "Relazione Internazionali" septembre 1990
- (4) "Sole 24 ore" 2.03.1993
- (5) "Mondo economico" 5.10.1991
- (6) "East European Investment Magazine" janvier 1993

Combattre l'Europe atlantique et impérialiste — Maurice Lionnet (Regroupement Communiste Unifié, France)

La construction de l'Europe capitaliste supranationale dure maintenant depuis près de 50 ans et, à ma connaissance, c'est la première fois qu'il y a un rassemblement international sur les bases d'une lutte directe pour la mise en cause de cette Europe capitaliste. Cette absence est une conséquence du poids du réformisme de tous les partis ouvriers depuis la fin de la dernière guerre.

Notre objectif commun est donc la lutte politique contre l'Europe capitaliste, que, dans le Regroupement Communiste, nous appelons également Europe atlantiste, j'y reviendrai. Il est important de bien cerner de quoi il s'agit. D'abord, y a-t-il vraiment une Europe en tant que puissance économique ? Non, il n'y a pas de collaboration d'Etats qui construisent un ensemble économique, sauf

des cas d'espèce d'accords bilatéraux à implication stratégique et militaire, qui d'ailleurs se font complètement en dehors de la CE. Il ne peut pas y avoir de collaboration économique européenne, car la réalité est faite de multinationales à dimension mondiale; la réalité, ce sont les Etats impérialistes les plus forts écrasant les plus faibles.

Sous quelle forme y a-t-il donc eu une existence de la Communauté économique européenne, qui devient d'ailleurs l'Union européenne, et la suppression du terme "économique" est caractéristique ? Par des traités - Traité de Rome, Acte Unique, Traité de Maastricht - qui ont institué le marché commun mais pas de construction d'une puissance économique européenne. Si ce n'est dans la propagande démagogique des partis sociaux-démocrates qui, depuis 50 ans ont agité le leurre d'une Europe qui tiendrait la dragée haute aux Etats-Unis. En fait, la construction européenne a consisté en l'aménagement d'un espace pour les multinationales, afin d'assurer les conditions d'un redéploiement permanent du capital à l'échelle mondiale. Il s'agit, premièrement, d'un instrument supranational de lutte des classes des exploités contre les exploités, d'une machine à lamener les salaires, à lamener les conditions de travail et toutes les conquêtes sociales. Il s'agit, deuxièmement, d'un dispositif dont se servent les impérialistes les plus puissants pour renforcer leur hégémonie.

L'instrument essentiel de l'Europe capitaliste est la Commission. Cette Commission est formée d'hommes de confiance du grand capital désignés par les Etats. Et ces agents désignés opèrent sans aucun contrôle. Le programme de la Commission élaboré après la Conférence de La Haye en 1969 et publié en 1973, lui fixe l'objectif de favoriser l'intégration transnationale des structures industrielles des pays membres.

La Commission aménage l'espace européen pour les multinationales et applique les ordres du FMI assurant l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Donc, la formule "Europe superpuissance" ne nous semble pas conforme à la réalité. On assiste même à une impuissance des instances de l'Union européenne à opposer la moindre mesure de rétorsion aux agressions des Etats-Unis. De plus, des pays comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas jouent un rôle de relais des Etats-Unis. Il s'agit donc d'un ensemble divisé, traversé par des contradictions inter-impérialistes dont profitent les plus puissants.

Dans cet espace, l'impérialisme allemand, de loin le capitalisme le plus puissant en Europe, impose et développe sa domination économique et politique. En particulier par la dictature du deutsche mark à l'échelle de l'Europe, comme les Etats-Unis imposent la dictature du dollar à l'échelle du monde. Son expansionnisme économique et celui de sa politique extérieure vont de pair. La domination de l'impérialisme allemand prend des formes de plus en plus conquérantes qui débouchent périodiquement sur des revendications territoriales, qui suivent une pénétration économique.

Avec l'Ostpolitik lancée par Brandt, l'impérialisme allemand a joué un rôle de fer de lance dans la stratégie de minage et de pénétration des économies des pays socialistes. Commencée avec la frontière de la RDA, la remise en cause des frontières de 1945 peut concerner la ligne Oder-Neisse, les frontières des républiques baltes et d'autres frontières. Les prétextes linguistiques, historiques ou autres ne manquent jamais à un impérialisme lorsqu'il est dans une phase expansionniste. Le dépeçage de la Yougoslavie, qui a suivi la pénétration économique de la Slovaquie et de la Croatie lui donne accès aux mers chaudes, un de ses objectifs de toujours. Et il fait du même coup jonction avec la Turquie, son allié traditionnel depuis le début du siècle, tous deux étant des alliés privilégiés des Etats-Unis dans l'OTAN, des alliés qui les aident à imposer leurs volontés au sein de l'alliance.

Ayant désormais installé son hégémonie en Europe, l'impérialisme allemand se servira de ses difficultés comme de ses montées en puissance pour assujettir toujours plus étroitement les autres pays d'Europe, pour faire payer à tous les peuples européens le prix de son expansion.

Depuis bientôt plus de 50 ans, l'axe Bonn-Paris a joué un rôle essentiel dans la mise en place et le développement de l'Europe atlantique supranationale; cela dans une collaboration gauche-droite exemplaire. Le Traité de Rome a été mis au point dans une collaboration étroite entre le socialiste Guy

Mollet et Adenauer. Puis il a été mis en application par Adenauer et De Gaulle. Puis Pompidou a donné un coup d'accélérateur à l'intégration européenne en 1969, coup d'accélérateur qui a suivi le mouvement de mai-juin 1968 durant lequel la bourgeoisie française a eu très peur et ressenti le besoin de resserrer les rangs entre les différentes bourgeoisies européennes afin de pouvoir faire face à d'autres mouvements comparables. Cela, Pompidou l'a fait en lançant la conférence de La Haie de 1969 avec l'appui de Brandt. Il y aura ensuite les tandems Schmidt-Giscard d'Estaing, encore un tandem gauche-droite ; puis Schmidt-Mitterrand, un tandem gauche-gauche ; puis Kohl-Mitterrand, à nouveau un tandem droite-gauche. En 1982, Mitterrand a profité de la présidence de la France pour se faire le commis-voyageur des fusées US Pershing en Europe. Il s'est engagé à fond pour aider les gouvernements, tels ceux de la RFA et des Pays-Bas en particulier, pour vaincre de sérieuses résistances populaires auxquelles ils se heurtaient sur ce problème. Dans ce couple inégal, l'impérialisme français sert d'écuyer à son puissant voisin dont il est de plus en plus dépendant. Il s'accroche à ses basques pour garder la tête hors de l'eau.

Nous sommes entièrement d'accord avec le fait que la lutte contre la domination de l'impérialisme allemand est une dimension essentielle de la lutte anticapitaliste commune que nous voulons impulser. Pourtant, nous avons des réticences sur la formule "lutte contre l'Europe allemande". C'est une formule qui peut être employée, ayant une grande exactitude, mais il ne faudrait pas qu'érigée en mot d'ordre, elle masque cette réalité que c'est l'impérialisme américain qui domine le monde et continue à s'organiser pour dominer le monde, y compris en s'appuyant sur l'impérialisme allemand. Ce sont toujours les rapports du vassal au suzerain, où le suzerain laisse le vassal prendre quelques initiatives jusqu'à un certain point. Donc, il l'aide à renforcer son hégémonie générale. Et le gouvernement allemand est un vassal zélé de l'impérialisme US : on le voit dans les actuelles négociations du GATT ainsi qu'à l'intérieur de l'Europe, où le gouvernement français avait avancé l'idée d'Eurocorps. Nous ne nous faisons pas d'illusion sur la volonté d'indépendance de l'impérialisme français, mais c'est à partir des initiatives du gouvernement allemand que cet Eurocorps est intégré à l'OTAN, ce qui est un moyen d'y adjoindre d'autres pays.

La création de la CE et son élargissement ont été voulu par les Etats-Unis dans le prolongement du plan Marshall pour développer leur pénétration économique et assurer leur domination. La mise en place de la Communauté Economique Européenne s'est accompagnée dans les années 60 d'une formidable pénétration du capitalisme US en Europe. Au-delà de ses difficultés actuelles, l'impérialisme US conserve son hégémonie pour l'essentiel. Car sa pénétration s'est concentrée dans des secteurs clés et décisifs tels que l'informatique - l'on sait qu'IBM a imposé mondialement ses standards - mais aussi les instruments scientifiques et surtout l'aéronautique et son importance stratégique. De plus, l'impérialisme US est la clé de voûte du système mondial, et pour préserver la survie de l'ensemble, tous les autres impérialismes s'inclinent devant ses diktats. En particulier l'impérialisme allemand qui lui doit sa situation hégémonique en Europe et qui l'appuie inconditionnellement au sein de l'OTAN.

Dès 1984, nous avons avancé le mot-d'ordre "combattre l'Europe atlantique". Parce que le politique et le militaire restent les plans déterminants de l'activité de l'impérialisme. Et il prend de plus en plus d'importance dans l'activité de ses instances supranationales. La CE, a été constamment, depuis plus de 30 ans, un instrument d'intégration des pays européens à l'OTAN, par exemple l'Espagne. La constitution de l'Eurocorps, mis au service de l'OTAN à l'initiative de la France et de l'Allemagne, est un moyen de pousser l'intégration militaire des pays de la CE dans l'OTAN, cet instrument de guerre, tant contre les peuples sous exploitation néocoloniale que contre les peuples des pays capitalistes.

La formule "non à l'Europe des multinationales sous domination US et allemande" nous semblerait plus conforme à la réalité. La réponse du capitalisme à sa propre crise va être de plus en plus la militarisation de l'économie et la guerre. Le budget militaire des Etats-Unis est de 274 milliards de dollars pour l'année fiscale 1993. Les productions d'armement de la RFA ont augmenté de 41 % de 1980 à 1988, ce qui rapproche la RFA du volume de production de la France - si elle ne le dépasse pas - qui s'est accru de 8 % sur la même période.

Quant aux intentions des Etats-Unis, je voudrais rappeler cette citation du Général Pauwel : *"L'Amérique doit assumer la responsabilité de sa puissance ; nous devons diriger le monde et nous ne pouvons le diriger sans nos forces armées. C'est notre rendez-vous avec le destin, nous ne devons pas laisser l'Histoire nous échapper. "*

Une lutte anticapitaliste de notre part exige la mise en avant de cette dimension capitale du refus de la politique de guerre. Le refus de la guerre sera à notre sens un facteur décisif dans le développement d'un sentiment de rejet du capitalisme et dans la prise de conscience des travailleurs de la nécessité d'imposer leur propre pouvoir. Et dans chaque pays de la communauté atlantique, nous sommes pour que soit impulsé le mot d'ordre que nous avons depuis quelques années sans avoir réussi, malheureusement, à en faire un mot d'ordre de grande portée populaire, mais qui pour nous est fondamental : la France doit sortir de l'alliance atlantique.

La politique militaire de l'Europe — Wies Jaspers (CIDEPE, Belgique)

1. Crises, guerres et affrontement des blocs impérialistes

Dans le cadre de ce colloque "Euro-Stop", il me semble important de réaliser que le système capitaliste traverse une crise importante qui rappelle la crise des années 30 alors que, parallèlement, les contradictions s'aggravent entre les différents blocs impérialistes. Plus précisément, nous voyons que les contradictions s'aggravent entre les Etats-Unis et l'Europe allemande, mais aussi avec la Russie de Eltsine, et que le danger de guerre entre ces blocs est réel à plus ou moins long terme. Par ailleurs, nous voyons qu'il y a aujourd'hui en Europe des guerres civiles qui ont été causées par l'introduction du marché libre, par le nationalisme et par l'ingérence étrangère. Et nous voyons en même temps que les pays européens interviennent militairement et se préparent à de plus amples interventions militaires. Cela veut dire aussi que le mot d'ordre de la lutte pour la paix est plus que jamais à l'ordre du jour.

2. La politique des Etats-Unis

Nous ne pouvons pas passer à côté du fait que les Etats-Unis sont toujours la seule superpuissance militaire dans le monde et que leur stratégie pour l'Europe a pour objet d'empêcher le plus possible le développement de la superpuissance militaire européenne sous direction allemande. Et effectivement, en tant que puissance militaire, ils ont encore quelques atouts importants. Il y a toujours 80 à 100.000 soldats américains présents en Europe. Les Etats-Unis ont la puissance nucléaire et tout pays ou bloc de pays qui veut mener une politique impérialiste à l'échelle mondiale doit disposer de l'arme atomique. Les Etats-Unis en disposent alors qu'en fin de compte l'Europe n'en dispose pas encore. Enfin, les Etats-Unis disposent d'une force d'intervention bien élaborée, et rapide ; ils ont la logistique et les moyens de communication pour intervenir partout dans le monde. Ce sont des atouts militaires réels pour la politique des Etats-Unis mais, en même temps, nous devons voir que les Etats-Unis sont faibles au point de vue économique par rapport à l'Europe allemande et au Japon. Ce sont surtout le Japon et l'Allemagne qui ont financé l'intervention militaire - la guerre de destruction - contre l'Irak. Cependant, cela ne veut pas dire que nous devons sous-estimer la force militaire des Etats-Unis, ni leur stratégie envers l'Europe.

3. La formation de l'armée européenne

Avec Maastricht, l'Europe est finalement parvenue à créer un cadre politique pour la construction de sa puissance militaire. Dans les traités, la formulation est la suivante : "l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) devient le bras armé de l'Union Européenne, mais en même temps l'Union de l'Europe Occidentale sert à renforcer le pilier européen à l'intérieur de l'OTAN". Ce sont toujours ces deux éléments que l'on retrouve dans toutes les formulations. Le cadre politique y est, ainsi que la direction suivie. L'UEO en tant que bras armé de l'Union Européenne, je pense que cela est clair. Mais en faire le pilier européen de l'OTAN, cela signifie à mon avis deux choses. D'une part, cela exprime la volonté

des Etats-Unis de maintenir ce pilier européen à l'intérieur de l'OTAN, sous son contrôle. Mais en même temps, cela correspond à la politique de l'Allemagne, qui est de renforcer sa position dans l'OTAN par le biais du pilier européen. Je pense qu'il faut bien voir ces deux éléments.

La formation d'une armée allemande est avant tout le résultat de la politique allemande. Souvent, on présente la formation d'une armée européenne comme le résultat de la collaboration entre la France et l'Allemagne, mais lorsqu'on examine les dates et les faits, on voit que cela a surtout été une politique de l'Allemagne. C'est Kohl qui proposait déjà en juin 1987 de fonder la brigade franco-allemande. Et ceci n'est pas étonnant lorsque l'on se rappelle que Schmidt, déclarait déjà en 1984 (et on peut voir ainsi combien la politique de la CDU et du SPD sont proches à ce sujet) : *"Il me semble que le temps est mûr, pour une approche commune de la défense franco-allemande"*. Et il donne ses raisons: *"Ceci servirait l'indépendance politique de l'Europe"* car si l'Union Européenne ne peut aller plus loin au niveau économique, elle le peut au niveau de la sécurité. Le facteur militaire est utilisé pour faire avancer l'Europe. Et, dit-il finalement, l'Europe redeviendra un facteur politique d'importance dans le monde.

Après Maastricht, il y a eu une réunion importante dans le cadre de l'Union de l'Europe Occidentale, à Bonn, où des rendez-vous furent pris pour une série d'affaires importantes. Premièrement, les troupes de l'Union de l'Europe Occidentale seront mises à disposition de la CSCE (Conférence pour la Sécurité et Coopération en Europe), qui regroupe quelque cinquante Etats, les pays Européens (y compris le Vatican), les Etats-Unis et Canada. Mais l'OTAN a également mis ses troupes à disposition de la CSCE, ce qui révèle à nouveau une contradiction. Deuxièmement, les pays de l'UEO vont entrer en concertation avec neuf pays est-européens, dans le but d'arriver à une association commune. Troisièmement, ils prévoient la formation d'un commando militaire ainsi que l'élaboration et le renforcement de tout ce qui concerne le soutien opérationnel et logistique.

Dans ce sens, je veux vous citer une partie d'un communiqué qui a été diffusé après cette réunion de Bonn. Je vous ai dit que les Etats-Unis, à ce moment, sont la seule superpuissance disposant du soutien logistique nécessaire pour intervenir partout dans le monde. L'Union de l'Europe Occidentale a fixé des rendez-vous à Bonn afin d'établir un centre en Espagne, dans la ville de Torejón, pour le lancement de satellites, la reconnaissance de satellites et pour la communication. Or, ce centre est dirigé par une société allemande et le communiqué déclare explicitement que *"les ministres se réjouissent de la formation d'un consortium de firmes dirigé par une société allemande"*. Ceci pour convaincre ceux se posent encore des questions sur l'hégémonie allemande en Europe.

Vous savez que de la brigade franco-allemande est né l'Eurocorps, qui a été constitué définitivement le 5 novembre 1993. A ce propos, je veux vous livrer quelques citations de M. Volkerue, le Ministre allemand de la défense, dans lesquelles il commente la formation de l'Eurocorps en la situant dans la politique allemande. Il déclare : **1°** *"la raison d'être de l'Allemagne est : toute l'Europe unie et libre"* ; **2°** *"l'approfondissement de l'intégration de l'Europe de l'Ouest doit aller de pair avec l'extension vers l'Est. L'Europe libre ne se limite pas à la frontière Oder Neisse"* ; **3°** il plaide également pour le renforcement du processus d'intégration européenne sur le plan militaire, affirmant que *"l'Europe doit construire dans l'avenir une telle puissance stratégique qu'elle puisse agir comme partenaire égal aux Etats-Unis"*.

Je pense qu'il est certain que l'Allemagne, pour autant que cela serve leurs intérêts, rejoint les Etats-Unis pour renforcer l'OTAN. Mais que le but final de cette politique est d'obtenir, au minimum une relation de partenaires égaux avec les Etats-Unis à l'intérieur de l'OTAN, et si possible l'hégémonie de l'Allemagne dans l'OTAN.

4. L'armée européenne sera nucléaire ou ne sera pas.

Cette question est, selon moi, fort sous-estimée dans les discussions. Elle avait déjà été soulevée en 1984, quand Schmidt a lancé ses premières idées à ce sujet, par le Ministre français de la défense de

l'époque, M. Giraud, qui disait : "si les soldats français participent à des opérations militaires, ils seront toujours couverts par l'arme nucléaire française". Et lorsqu'en janvier 1992 a eu lieu en France le débat sur la ratification des accords de Maastricht, le président Mitterrand, pour la première fois, brisa un tabou énorme en disant que la France pourrait être d'accord de mettre son arme nucléaire à disposition de l'armée européenne ou de l'appareil militaire européen. C'est la première fois qu'un président français prenait une telle position.

Je pense que ce n'est pas parce que Mitterrand dit cela que cela se passera ainsi, mais de il faut tout de même envisager deux éléments. Primo, l'armée européenne est une armée multinationale qui opère sous un commandement intégré. Cela veut dire que le général allemand qui dirige aujourd'hui l'Eurocorps doit pouvoir disposer de l'arme nucléaire qui couvrirait les troupes françaises dans des opérations de combat. Secundo, j'ai déjà indiqué que lorsqu'une puissance européenne veut mener une politique d'hégémonie mondiale, elle doit non seulement disposer d'une puissance économique énorme - l'Allemagne - mais aussi d'une base économique - l'Europe - et enfin de l'arme nucléaire. Appliquons cela maintenant à la France. Si la France a encore quelques ambitions impérialistes (mais en comparaison avec l'Allemagne, elle est économiquement faible), elle sera obligée de passer par une politique européenne. Et dans cette politique européenne, elle devra introduire son arme nucléaire. Et je pense que François Mitterrand est de plus en plus dans la situation d'un Roi nu qui ne réalise pas encore très bien que tout le monde autour de lui est déjà en train de rigoler à ses dépens.

5. La politique envers les pays d'Europe de l'Est

C'est une question d'actualité car aujourd'hui même les chefs d'Etats et ministres présents au Sommet européen discutent d'un pacte devant assurer la stabilité de l'Europe. Ce projet est mené parallèlement à la proposition faite par les Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN : le "partnership for peace" (relation de partenaires pour la paix). Ces projets visent, pour le premier, à conclure des accords bilatéraux avec des pays de l'Est, pour le second, à proposer à ces pays de passer un accord avec l'OTAN par lequel ils pourraient disposer plus ou moins de tout ce que contient l'OTAN à l'exception de l'intégration même à l'alliance. Ce qui signifie que contrairement aux Etats-membres, ils ne peuvent bénéficier de la solidarité s'ils sont menacés, attaqués ou s'il y a des problèmes internes dans le pays.

Le Ministre américain des affaires étrangères a dit que ceci constituait un premier pas vers une possible intégration. Mais on voit encore une fois surgir un conflit d'intérêt avec l'Europe, puisque l'Union de l'Europe Occidentale offre également des accords d'association aux pays d'Europe de l'Est. Par ailleurs, on voit surgir également un conflit avec la Russie de Eltsine, qui déclare que la sphère d'influence de l'OTAN et celle de l'Union de l'Europe Occidentale ne peuvent s'étendre aux pays de l'Europe de l'Est et aux anciens Etats de l'Union Soviétique car ils y rentreraient en conflit avec la sphère d'influence que la Russie se réserve elle-même.

Le danger de l'impérialisme européen vis-à-vis des pays du tiers-monde et la campagne menée en Norvège contre l'Union européenne — Ole Smaadahl (AKP, Norvège)

La Norvège a déjà une histoire concernant les unions avec d'autres pays. En effet, la Norvège est devenue un Etat souverain en 1905, lorsqu'elle a rompu l'Union avec la Suède. Pour quitter cette union, la Norvège a reçu le soutien des travailleurs suédois, qui ont arrêté les militaires suédois dans leurs attaques contre la Norvège. Ainsi, lorsque la bourgeoisie norvégienne parle maintenant de faire partie d'une union avec d'autres pays, cela provoque une mobilisation de l'opinion anti-union, qui est profondément enracinée dans la classe ouvrière et le peuple de Norvège.

C'est ce qui a conduit au développement d'un mouvement très puissant contre la CEE dans notre pays. Il s'agit d'un mouvement comptant 130.000 membres sur une population de 4 millions d'habitants. C'est le mouvement politique le plus important de notre histoire. Mais il y a un élément important qui a influencé la situation actuelle : le référendum qui a eu lieu en 1972, comme il y en a eu un au Danemark. Et justement, en raison de cette victoire historique de la classe ouvrière et du peuple

norvégien dans cette lutte, qui a été une surprise totale pour la bourgeoisie norvégienne, les gens en Norvège pensent qu'il est possible de remporter une nouvelle victoire sur la bourgeoisie.

Dans cette lutte, nous avons un slogan commun : défense de la souveraineté nationale. C'est un slogan qui unifie la classe ouvrière, les petits paysans ou encore les pêcheurs, sur base de la défense des droits démocratiques. C'est un slogan contre une marche arrière, liée à ce qu'a dit un autre camarade sur l'histoire de la révolution française, la révolution américaine et le développement de la démocratie bourgeoise. Une intégration de la Norvège à la CEE serait, selon notre opinion, un pas en arrière en ce qui concerne la démocratie bourgeoise. Ceci n'est pourtant qu'un aspect. Mais c'est l'aspect qui réunit tout le monde.

Quel est le rôle le plus important que l'AKP doit jouer dans ce front ? Nous voyons deux choses. La première est de mettre l'accent sur la situation de la classe ouvrière, pour que la classe ouvrière dirige ce mouvement anti-CEE. Lié à cela, une conférence comme celle-ci est très importante pour nous, parce qu'elle unit la lutte des travailleurs de l'intérieur de l'Europe à la lutte des travailleurs en Norvège, Suède et Finlande, qui se trouvent à l'extérieur de la CEE. Au sein du mouvement anti-CEE, nous voulons introduire tous les contacts possibles avec la lutte de la classe ouvrière dans la CEE. Et nous constatons que de plus en plus de luttes sont liées à la question de la CEE.

Le deuxième élément que nous voulons introduire dans la lutte contre la CEE, c'est la question du tiers-monde. Parce que nous voyons la CEE comme le projet d'une nouvelle superpuissance. Quelles parties du monde sont touchées par cette nouvelle superpuissance ? Non seulement la classe ouvrière du Nord, mais aussi la classe ouvrière et les peuples du tiers-monde. La CEE est une union d'une partie du monde impérialiste. Si l'on se penche sur l'Histoire et que l'on examine le point de démarrage de la CEE, dans les années 50, on constate que la situation mondiale était bien différente. Il y avait le bloc socialiste, la révolution chinoise, la lutte au Vietnam, la lutte anti-coloniale en Afrique et dans d'autres pays du tiers-monde. Afin d'affronter cette situation, après la fin de la deuxième guerre mondiale, il était important pour l'impérialisme américain, qui était l'impérialisme dominant à ce moment, de garantir le contrôle sur l'Europe de l'Ouest.

L'ironie de l'Histoire fait qu'au départ, la CEE a été poussée en avant par l'impérialisme US. C'était leur intérêt que de mettre sur pied cette union. Il s'agissait de créer un bloc contre le bloc socialiste d'Europe de l'Est, un bloc qui unifierait les pouvoirs coloniaux d'Europe contre les mouvements nationaux de libération dans le sud. Ainsi, la création de la CEE faisait partie de la stratégie américaine. Mais qu'est-ce qui nous donne dans un sens de l'espoir ? Cela donne que la situation change continuellement, selon une dynamique dialectique, y compris en ce qui concerne les contradictions entre impérialistes. Maintenant nous voyons que la CEE, lancée et poussée en avant par les Etats-Unis, devient à son tour une superpuissance et entre en conflit avec les Etats-Unis, aujourd'hui économiquement, demain militairement.

Ceci se passe sur une période relativement brève de l'Histoire. Les impérialistes ont divisé le tiers-monde entre eux. Comme nous le savons, le continent américain était la sphère d'influence des Etats-Unis alors que l'Afrique était le terrain des vieilles puissances coloniales en Europe. Ceci se remarque notamment dans la politique de la CEE envers le tiers-monde, par exemple en ce qui concerne les traités de coopération des années 50 et 60. Et, selon moi, cette politique envers le tiers-monde était surtout basée sur la tradition française et destinée à faire face à la décolonisation de l'Afrique en créant une situation qui empêchait les mouvements de libération nationale de se développer en l'Afrique. Il était donc important d'organiser les premiers traités qui ont débouché sur les accords de Lomé.

Concernant ces accords, on peut se demander ce qui était vraiment important pour l'Union Européenne. A mon avis, l'enjeu était de maintenir la situation coloniale. Il y avait une décolonisation formelle, mais en pratique le système colonial était maintenu. Les matières premières constituent la raison principale du contrôle colonial de l'Afrique par l'Europe. Or, la question des matières premières était une question centrale des accords de Lomé durant toute la période. Le système STABEX était un

soutien de la CEE à l'exportation des matières premières pour les pays signataires des accords de Lomé. Le résultat a été plus que 90 % des exportations des anciennes colonies d'Afrique étaient des matières premières, en particulier celles mentionnées dans les accords de Lomé.

Le deuxième aspect de la politique de la CEE envers le tiers-monde que je voudrais aborder concerne l'agriculture. Pour nous, en Norvège, la politique agricole de l'Europe est une raison importante pour lutter contre l'appartenance à la CEE. C'est ce qui explique l'existence d'un puissant mouvement des petits paysans contre la CEE. On ne trouve pas un seul petit paysan qui soit partisan de la CEE.

L'agriculture est un domaine dans lequel les pays de la CEE ont une politique commune et c'est même le terrain où la politique de la CEE a été la plus développée. De plus, on y voit clairement le clivage entre la CEE et les américains, au travers de la question des exportations. Regardez simplement les négociations du GATT: la CEE, suite à l'industrialisation de l'agriculture, est globalement devenue le premier exportateur. Mais où exporter aujourd'hui ? Le marché pour l'exportation comprend notamment le tiers-monde et la politique agricole européenne a pour résultat de menacer la situation des paysans dans le tiers-monde. Comme la CEE subsidie les produits agricoles européens, les paysans du tiers-monde sont incapables de les concurrencer. Ceci a joué un rôle important dans l'évolution de plusieurs pays du tiers-monde où nous constatons un mouvement d'exode des régions rurales vers les villes.

Je voudrais finir en disant ceci. Nous voyons que le capital est en train de s'internationaliser, que les capitalistes sont capables de réaliser des fronts quand ils le jugent nécessaire : la CEE, l'OTAN, le FMI, la Banque Mondiale, etc. Nous, de notre côté, nous devons internationaliser notre lutte et devons développer ce genre de fronts, qui sont nécessaires dans la lutte contre la CEE. Plus précisément, nous devons unifier trois parties dans ce front : la lutte à l'intérieur de la CEE, la lutte dans des pays comme la Norvège, la Suède ou la Finlande contre l'adhésion à la CEE, et la lutte dans le tiers-monde.

Meeting

Le Sommet et le Contre-Sommet — Jo Cottenier (PTB)

Il y a deux semaines, la Belgique connut une journée de grève nationale, qui fut la plus largement suivie depuis 57 ans. Hier encore, 30.000 travailleurs ont manifesté contre un plan gouvernemental, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à ce que la Commission européenne soumet aujourd'hui sous le titre de Livre Blanc. L'enjeu de ce Livre Blanc est ni plus, ni moins, de mener une complète révision sociale vers le bas d'un modèle de société en pleine déconfiture. Dans le langage trompeur du Livre Blanc, cela s'appelle pudiquement opérer "*un changement profond de la politique d'emploi*". ⁽¹⁾

Nous avons pris l'initiative de convoquer ce contre-sommet. La solidarité internationale contre une bourgeoisie qui s'organise au niveau européen peut être un important levier pour arracher des victoires et pour rehausser l'enthousiasme des troupes. Nous constatons que les directions syndicales des différents pays sont tellement paralysées par l'europhilie - l'amour de l'Europe - qu'elles n'ont même pas réussi à prendre une contre-initiative commune. Nous sommes d'autant plus fiers d'avoir à ce contre-sommet des représentants de pratiquement tous les pays européens. Pas moins de 35 organisations, de 14 pays différents ont souscrit à la plate-forme. Nous comptons une centaine de syndicalistes et de représentants de l'étranger parmi nous, ce que nous considérons comme un véritable succès. Nous espérons que cette initiative débouchera sur d'autres formes de collaboration, que les liens et contacts noués à ce contre-sommet serviront à développer la solidarité pratique dans les luttes et que nous nous retrouverons pour les élections européennes de juin 94.

Nous avons voulu un véritable CONTRE-Sommet.

Je crois que c'en est un. Je veux présenter trois raisons qui en attestent :

1. Parce qu'il prend racine dans les luttes que mènent les travailleurs dans toute l'Europe contre les plans de régression sociale.
2. Parce que c'est le seul qui s'oppose à l'unification même, à la formation d'un Etat européen.
3. Parce qu'il ne combat pas l'Union européenne d'un point de vue nationaliste, mais d'un point de vue internationaliste et révolutionnaire.

Ce contre-sommet s'inscrit intégralement dans les luttes en cours dans toute l'Europe, contre les plans de régression sociale. Se battre contre ces plans, c'est se battre contre le Livre Blanc, qui veut les coordonner, les approfondir et les généraliser.

A la question de savoir ce qu'il craignait le plus pour l'avenir de l'Europe unie, Jacques Delors a répondu devant le parlement belge : *"Ce que je crains le plus c'est la réaction des masses, que les masses se détournent de l'Europe"...* ⁽²⁾ Delors craint la révolte de la rue et il a raison. La bourgeoisie européenne sombre dans l'euro-pessimisme et elle a raison. Ce qui menace le plus la construction européenne, au delà des contradictions réelles qui s'aiguisent entre les bourgeoisies allemande, française et anglaise, c'est bel et bien la révolte du peuple. Les masses se réveillent et n'acceptent plus les fausses promesses de la fin du tunnel et de futurs radieux.

Notre ministre des affaires extérieures, le socialiste Willy Claes, a donné récemment une conférence devant la Fondation Paul-Henri Spaak, sous le titre "Contre l'euro-pessimisme". (Soit dit en passant, Paul-Henri Spaak fut le dirigeant socialiste belge qui s'écria devant les Nations Unies en 1948 "nous avons peur !" et fut un des pères de l'OTAN). Dans son discours, Willy Claes avoue : *"si l'on se souvient des promesses faites, il y a trois ou quatre ans, d'un 'avenir radieux', est-il dès lors surprenant que le citoyen européen se pose une série de questions ? Parmi les questions, auxquelles je suis quotidiennement confronté, je cite pêle-mêle : le marché intérieur engendre-t-il des emplois ou du chômage ? Qu'en est-il du rapport Cecchini qui promettait, grâce à l'Europe 92, la création de centaines de milliers d'emplois ?"* ⁽³⁾

Petite correction, Monsieur Claes : le rapport Cecchini ne promettait pas des centaines de milliers d'emplois, mais... 5 millions d'emplois en plus. A la place, il y a eu 3 millions de chômeurs en plus. Le Livre Blanc va tripler la mise et promet maintenant 15 millions d'emplois pour la fin du siècle. Il suffit d'observer le rythme actuel de fermetures, de restructurations et de délocalisations pour se convaincre que nous risquons d'avoir le triple (soit 9 millions) de chômeurs en plus.

Le Livre Blanc, c'est tout d'abord le constat de cette déroute totale du système capitaliste. Un système qui ne peut donner du travail à un jeune sur cinq en dessous de 25 ans est un système condamné à terme. Nous avons en Belgique un seul expert boursier de renommée internationale, le banquier Roland Leuschel. Depuis des années, il avertit : *"Les critères de convergence du Traité de Maastricht sont une machine déflatoire parfaite qui feront monter en flèche le chômage structurel. Ce qui mènera à des troubles politiques et sociaux et menacera l'une des meilleures idées de ce siècle - l'idée européenne."* ⁽⁴⁾

C'est une des raisons pour lesquelles toute la bourgeoisie européenne s'inquiète soudainement de la question de l'emploi et y consacre son Livre Blanc. A y regarder de plus près, elle y voit surtout une occasion pour faire tourner une gigantesque machine à sous pour le patronat.

"Un programme d'action pour surmonter la crise, relancer la compétitivité, retrouver la croissance économique et l'emploi". Cela aurait pu être le titre du Livre Blanc de la Commission européenne, mais c'est le titre du rapport que vient de publier l'"European Round Table" (ERT), la Table Ronde des Industriels Européens. Peu importe, les contenus sont presque identiques.

La Table Ronde, c'est ce club exquis d'une quarantaine des plus grands patrons européens, qui sont les vrais commissaires de l'Europe unie. Parmi eux, Gyllenhammar qui vient de vendre ses actions dans

Volvo pour la bagatelle de 19 millions de FB, Timmer de Philips qui liquide 50.000 emplois, Reuter de Daimler-Benz qui annonce 51.000 licenciements, etc, etc. Y siègent pour des groupes belges : Etienne Davignon, qui fut vice-président de la Commission européenne avant de passer à la Société Générale, le holding qui a détruit des dizaines de milliers d'emplois depuis 1975 ; André Leysen, qui maria les groupes Agfa et Gevaert et obtint comme récompense de l'Allemagne un poste d'administrateur dans la Treuhandanstalt, où il est en train de privatiser et liquider les trois quarts de l'industrie de l'ex-RDA ; Daniel Janssen pour Solvay, qui vient de fermer en Belgique sa plus ancienne usine de soude pour investir dans l'usine en ex-RDA qu'il a récupéré 45 ans après qu'elle y fut nationalisée ; et finalement Yves Boël, qui vient d'annoncer le licenciement de 1068 sidérurgistes dans ses usines de La Louvière (saluons les travailleurs qui occupent à cet instant les usines de Boël !).

Ces messieurs se sont penchés sur le problème de l'emploi et du chômage en Europe et formulent des avis et des propositions presque identiques à celles du Livre Blanc de la Commission européenne.

"Vaincre la crise" est le titre du document de la Table Ronde ⁽⁵⁾. Quelle est la cause de cette crise ? *"L'Europe est devenue une économie à coûts élevés et à croissance faible qui s'adapte trop lentement et, de ce fait, perd son avantage concurrentiel au profit d'autres régions du monde plus dynamiques. Le résultat est un nombre trop élevé de sans-emploi."* (p.5) La Commission fait exactement le même diagnostic. Le Livre Blanc part du constat que l'Europe a perdu 3,7 % de parts de marché au cours de la décennie passée, au profit de ses concurrents, le Japon, les Etats-Unis et des pays du Sud-Est Asiatique. Ce diagnostic escamote d'emblée la vraie cause de la crise. Si l'Europe est en crise parce qu'elle perd en compétitivité, pourquoi ses concurrents ne jouissent-ils pas d'une santé éblouissante ? Même la production du secteur automobile japonais va baisser pour la troisième année consécutive. Si la crise est mondiale et généralisée, c'est parce que la course à la compétitivité est la source même de la crise !

Pour reprendre le dessus dans cette guerre de marchés, la réponse des deux rapports confondus se résume en UN mot-clé : COMPETITIVITE. Ce qui est bon pour les entreprises est bon pour l'emploi. Les deux rapports prônent les mêmes mots d'ordre : un, baisser les coûts salariaux et deux, flexibiliser le marché du travail.

Pour les patrons de la Table Ronde, les 20 millions de chômeurs officiels disparaîtront si les salaires sont suffisamment amputés. *"Les coûts de main-d'oeuvre sont la cause première du recul de la compétitivité et la montée du chômage. Il faut réduire l'écart entre ce que paie l'employeur et ce qui reste au travailleur après déduction des impôts et des cotisations sociales."*

Le Livre Blanc du socialiste Jacques Delors répète comme un écho: *"Le coût excessif du travail, et notamment du travail peu ou moyennement qualifié, défavorise l'emploi. (...) Il convient donc de diminuer les coûts non salariaux de la main-d'oeuvre, c'est-à-dire les prélèvements obligatoires pesant sur le travail."* Le Livre Blanc s'attaque surtout au coût du salaire indirect. Il *"représente en moyenne 40 % des coûts totaux de la main-a"oeuvre dans la Communauté. Il est beaucoup plus élevé qu'au Japon (20 %) et qu'aux Etats-Unis (30 %). (...) Les Etats membres devraient se fixer l'objectif de réduire les coûts non salariaux du travail d'un montant équivalent à un ou deux points du PNB à moyen terme..."* ⁽⁶⁾

Dans un pays comme la Belgique, les cotisations dites patronales financent jusqu'à 45 % du système de la sécurité sociale. Comment le million de chercheurs d'emploi, les 1,6 millions de pensionnés, les malades, pourraient-ils garder leur niveau de protection déjà bien maigre, si la Commission propose de faire éclater le financement de la sécurité sociale ?

Aujourd'hui, il y a en Europe 8 millions de pensionnés qui, après une vie de labeur et d'exploitation, crèvent avec une pension inférieure au seuil de pauvreté. Si les plans du grand capital passent, nous allons vers une généralisation de cette situation et vers une polarisation croissante, à l'américaine.

Deuxième remède miracle pour sauver l'emploi, c'est la super-flexibilité des conditions et des horaires de travail. Le rapport de la Table Ronde patronale : *"Il faut encourager activement les nouvelles formes de travail..., les horaires flexibles, l'emploi saisonnier, le partage du travail, le travail à temps partiel..."*. Le Livre Blanc obéit sur commande : il propose les mêmes "solutions", qui reviennent à partager le chômage sur un plus grand nombre de travailleurs. Comblent de cadeaux les patrons qui introduisent les mi-temps, qui coupent un job en deux et deux en quatre. Forcer les jeunes à travailler en dessous des salaires conventionnels et récompenser les patrons pour chaque sous-emploi créé. Faciliter les licenciements.

Répartir le chômage et les salaires sur plus de travailleurs. UN seul job complet et UN seul salaire complet par ménage, voilà le plan stratégique du patronat et de la Commission.

C'est l'américanisation du marché du travail, la généralisation des jobs au rabais, mi-temps, mal payés et mal protégés. Robert Reich, ministre du Travail de Bill Clinton, de passage à Bruxelles le mois dernier, y déclara : *"Près de 40 % des familles américaines gagnent maintenant moins qu'en 1973. Ce sont surtout les bas revenus qui sont touchés. Aux Etats-Unis, un job n'est plus une garantie pour mener une vie décente, car 18 % des gens qui travaillent à temps plein ne gagnent pas assez pour protéger une famille de quatre personnes de la pauvreté. Le salaire minimum ne cesse de baisser. Il est maintenant de 30 % en dessous du niveau de 1968."* ⁽⁷⁾

Le patronat veut faire payer une fois de plus aux travailleurs les maux qui sont profondément enracinés dans le système. Le chômage est causé par la course au profit, la concurrence aveugle, l'anarchie d'un système qui fonctionne pour le profit d'une infime minorité du globe. S'il y a crise mondiale, c'est parce que l'économie mondiale est dominée par quelques dizaines de multinationales, comme celles de la Table Ronde.

Une centaine de firmes multinationales possèdent un tiers de tous les investissements à l'étranger (pour une valeur de 1.200 milliards de \$). ⁽⁸⁾ La lutte féroce entre ces firmes est une des causes essentielles de la crise. Pour résister dans la lutte concurrentielle, tous ces groupes sont passés aux rationalisations, aux méthodes de production les plus productives, les plus flexibles, les moins chères. La saturation des marchés en est devenue d'autant plus pressante. L'issue ? Etre encore plus compétitif ! Economiser encore plus sur les salaires et les protections sociales.

Aucun concept ne caractérise aussi bien cette folie de l'économie de marché que le concept de "compétitivité". C'est une course destructrice sans fin. Les capitalistes sont éternellement à la poursuite de ceux qui parviennent à mieux exploiter les travailleurs. Le seul résultat en est l'accumulation de capitaux de plus en plus importants entre les mains de moins en moins de personnes. *"Les bénéfiques d'aujourd'hui sont les emplois de demain"* disait le chancelier socialiste Helmut Schmidt. Nous disons : *"Les sacrifices d'aujourd'hui sont les bénéfiques de demain et le chômage d'après-demain."* Le capitalisme provoquera crises, chômage et misère tant qu'il existera, tant que la propriété privée des moyens de production tyranniserait la terre.

Il faut combattre jusqu'au bout, ce modèle de société, proposé par la Commission européenne, parce que c'est un retour au 19^{ème} siècle. Après quinze ans d'économies sévères dans les budgets ménagers, le chancelier Kohl trouve que son pays *"ressemble trop à un parc de divertissement collectif (Lunapark), où il faudra s'habituer à travailler plus pour moins d'argent"*. ⁽⁹⁾

"Il faudra s'habituer à vivre avec beaucoup moins", renchérit André Leysen, membre de la Treuhand et membre de la Table Ronde *"et notre système a besoin d'un grand nettoyage"* ⁽¹⁰⁾. Et le Wall Street Journal y ajoute son petit grain de sel : *"Ce ne sera pas facile de toucher aux vaches sacrées de la dimension sociale européenne : aux soins de santé du berceau au tombeau, aux longues vacances, aux interdictions de travail de week-end, à la protection rigide de l'emploi, aux lois de salaire minimum et aux généreuses allocations sociales et pensions, qui font des Européens ceux qui travaillent le moins et sont le mieux payés au monde."* ⁽¹¹⁾

Les travailleurs de l'Europe entière ont entamé la lutte pour barrer la route à ces plans. Le contre-sommet les en félicite. Nous sommes très fiers que la classe ouvrière belge joue un rôle d'avant-garde dans cette lutte. Le plan Dehaene, que les travailleurs belges ont conspué hier dans les rues de Bruxelles, ressemble comme deux gouttes d'eau au Livre Blanc de la Commission. Ce n'est pas un hasard.

Le gouvernement belge a reçu les félicitations de John Major pour sa contribution au Livre Blanc, parce qu'il s'inspire des méthodes britanniques dans la lutte contre le chômage. Il faut signaler que parallèlement à la baisse du chômage en Grande Bretagne du fait de la généralisation du travail à mi-temps, la pauvreté s'y est fortement accrue, passant de 10 % de la population en 1980 à 25 % en 1993 (12).

Ce serait une formidable victoire pour toute la classe ouvrière européenne si la présidence belge, qui avait l'ambition de montrer le chemin à toute l'Europe avec son plan global, était mise en échec. Il faut que les travailleurs de tous les pays se rejoignent dans la lutte. Nous saluons la classe ouvrière espagnole qui se prépare à une grève générale, contre le blocage salarial, contre l'assouplissement des procédures de licenciement. Nous saluons la victoire des travailleurs d'Air France qui ont fait arrêter le plan de 4000 licenciements. Nous saluons tous les travailleurs en lutte en Italie, en Grèce, en Grande-Bretagne et ailleurs. Nous avons l'assurance que toutes les organisations présentes feront tout ce qu'elles peuvent pour les soutenir dans leur pays respectif, pour faire échouer les plans de la Table Ronde et de la Commission. C'est là sans doute, la plus grande force de ce contre-sommet.

Il y a une deuxième raison, pour laquelle ce contre-sommet est exceptionnel.

Cet après-midi dans les rues de Bruxelles, nous avons crié "STOP à l'Union européenne" sous toutes ses facettes. Pas question de transformer cet Etat européen en construction. Maastricht, la monnaie unique, l'Eurocorps, la convention de Schengen,... c'est NON. Ce sont autant de briques d'un super-Etat européen en formation, qui ne peut être qu'un instrument de domination et de guerre. L'Union européenne a comme seule ambition d'imposer les intérêts agressifs du grand-capital européen. Le Livre Blanc nous montre comment elle veut le faire à l'intérieur de ses frontières, contre la classe ouvrière, pour mieux le faire à l'extérieur, contre les deux autres blocs impérialistes et contre les peuples du monde.

En 1913, dans une situation où les puissances capitalistes marchaient vers la guerre pour le repartage des territoires, Lénine disait : *"si jamais les Etats Unis d'Europe voient le jour, ils ne peuvent être que réactionnaires"* (13).

Nous sommes dans une situation comparable à celle d'avant la première guerre mondiale. Il devient de plus en plus clair que l'Allemagne n'a pas abandonné son ambition de dominer le monde à travers la domination de l'Europe. L'unification européenne lui procure un excellent instrument et un excellent prétexte pour le faire.

Aujourd'hui, après l'annexion d'un Etat souverain et la chute du bloc de l'Est, le ministre allemand de la Défense, Volker Rühle, voit ce rêve en cours de réalisation, dans et à travers la construction européenne : *"l'approfondissement de l'intégration ouest-européenne doit aller de pair avec l'extension vers l'Est. L'Europe libre ne s'achève pas à la frontière Oder-Neisse"* (14).

L'Allemagne est de loin la force dominante et la plus offensive dans cette extension vers l'Est, tout en dominant économiquement et politiquement l'union européenne. L'Allemagne a mis le feu aux poudres en Yougoslavie. Selon Volker Rühle, *"nous devons nous préparer à faire face à des conflits régionaux, des violations des droits de l'homme, des chaos économiques et sociaux, qui peuvent générer des situations instables et des migrations massives."* L'Allemagne a donc fait inscrire dans le Traité de Maastricht comme objectifs de la future armée européenne "la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux..." (15).

Le 5 novembre dernier, quatre jours après l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht, l'Eurocorps a été installé à Strasbourg. C'est l'embryon de l'armée européenne, qui réunit actuellement des forces allemandes, françaises et belges. A lui de défendre les valeurs de l'impérialisme, de l'anticommunisme et de la dictature du marché; ce sont les valeurs qui ouvrent la voie au fascisme.

Nous combattons le projet de la grande bourgeoisie européenne d'entrer le XXIème siècle avec un scénario de guerre. C'est pourquoi nous crions STOP !

Troisièmement, ce contre-sommet est exceptionnel parce qu'il combat l'unification européenne d'un point de vue internationaliste et révolutionnaire. Les partisans de l'Union européenne prétendent que les adversaires de l'Europe sont tous des nationalistes. Regardez les années 30, disent-ils, le nationalisme mène à la guerre. Il faut des structures internationales pour une économie de plus en plus globale. L'Union européenne, nous ne la combattons pas au nom d'un quelconque nationalisme. Nous condamnons le nationalisme qui prône la collaboration entre capital et travail. Nous refusons la sainte union nationale, qui prône la compétitivité de "nos" entreprises, qui ferme les frontières aux hommes et aux produits du tiers-monde.

Le chauvinisme européen, le chauvinisme de superpuissance en gestation est le pire nationalisme d'aujourd'hui et est le véritable héritier du national-socialisme. Cet euro-chauvinisme, nous le trouvons dans tout ce qui renforce la forteresse Europe, contre les immigrés et contre les produits du tiers-monde. Mais nous le trouvons aussi dans le discours qui traverse l'éventail politique de la social-démocratie à l'extrême-droite ; le discours qui vante la grandeur de l'Europe, qui vante sa fausse liberté et sa démocratie tronquée, qui vante le génie du modèle européen.

Il faut rappeler qu'il y a peu de génie, mais surtout une violence féroce, dans la manière avec laquelle l'Europe a soumis à une exploitation barbare, ses colonies et néo-colonies. Depuis cinq siècles, le génie des impérialistes européens est d'avoir utilisé le progrès technologique pour perpétrer la violence, la guerre et la domination. Si, aujourd'hui 15 % de la population du monde (les pays de l'OCDE) possèdent 80 % du revenu mondial, contrôlent 65 % des métaux, procurent 90 % des investissements à l'étranger, il est clair que la richesse du Nord est basée sur des siècles d'accumulation barbare aux dépens du Sud. ⁽¹⁶⁾ Si la bourgeoisie a pu asseoir sa dictature sur une base relativement solide et se permettre ainsi certaines largesses matérielles et démocratiques vis-à-vis de la classe ouvrière, c'est aussi grâce à cette exploitation de la grande majorité du globe. La profondeur de la crise capitaliste a épuisé les marges de manoeuvres du grand-capital. Celui-ci essaie de sauver son système par le recul social forcé et par l'utilisation de courants nationalistes, racistes et fascistes pour affaiblir et diviser la classe ouvrière et imposer une dictature plus ouverte.

Est-ce que le modèle social européen est le fruit du génie européen, comme le prétend Jacques Delors? Il y a eu très peu de génie et beaucoup de truille dans le modèle social que la bourgeoisie européenne a dû concéder à ses travailleurs. Oui, il existe une différence entre le modèle européen actuel de sécurité sociale et le modèle américain. Mais il s'explique uniquement par la force du mouvement ouvrier européen durant et après la deuxième guerre mondiale. Les systèmes de protection d'après-guerre ont été concédés par peur de la révolution.

Voici ce qu'en dit un célèbre homme d'état en Belgique, Robert Vandeputte, père de l'actuel président de la FEB (l'organisation patronale) : *"les employeurs avaient peur des tendances révolutionnaires. Le communisme jouissait d'une estime fantastique. Les patrons craignaient, non sans raison, des expropriations et des nationalisations."* Les pactes sociaux qui ont consacré ces acquis sociaux visaient en même temps la "neutralisation" des communistes. Aujourd'hui, comme la menace du communisme est devenue moins présente, la bourgeoisie croit qu'elle peut réussir des pactes sociaux à l'envers. Le même Vandeputte : *"en fait ce que nous aurons maintenant sont des pactes à l'envers. Au lieu d'une extension, nous aurons une restriction".* ⁽¹⁷⁾

S'il y a du génie dans le modèle européen, il est dans la manière avec laquelle les Américains ont conçu l'Europe après la deuxième guerre mondiale : comme marché unique pour leurs produits et surtout comme rempart contre le bolchevisme. Ce projet fut composé d'un pilier militaire (l'OTAN), d'un pilier économique (le plan Marshall) et d'un pilier politique (la mise en selle de régimes anticommunistes et le soutien à une soi-disant "gauche" anticommuniste). Dès 1945, les anciens nazis furent reconvertis dans la reconquête de l'Est. L'anticommunisme de la bourgeoisie a protégé et maintenu les noyaux fascistes au cours des années de l'après-guerre. Aujourd'hui, cette Europe placée sous la dictature du marché étend ses griffes vers les anciens pays socialistes. Les pays de l'Est s'effondrent dans la misère. La production industrielle a été amputée de moitié. Ce qui devrait être le triomphe du capitalisme devient la preuve de sa faillite.

Je conclus. Devant la déroute totale du système, on vient nous dire : "tous ensemble, un pas en arrière". En fait, c'est uniquement les travailleurs qui reculent, pour que le capital européen puisse mieux dévorer ses concurrents. C'est un système qui nous ramène au 19ème siècle avec la technologie du 21ème siècle. Le capitalisme est un système pourri, que la construction européenne ne pourra sauver dans sa chute.

Nous nous battons pour le socialisme et ce combat a le plus de chances de triompher à l'intérieur des frontières nationales actuelles. C'est pour cela aussi que nous refusons l'unification européenne et son super-nationalisme. Dans cette lutte, nous nous soutenons mutuellement dans un esprit d'internationalisme prolétarien. Le mouvement révolutionnaire est faible en Europe, mais le moment est propice pour son renforcement. L'effondrement du PS en France, ou celui des partis traditionnels en Italie accompagne la faillite du système. Les masses ont besoin de partis communistes, sinon c'est le fascisme, la guerre et la misère qui s'imposent.

Il faut utiliser le génie humain pour autre chose que le profit : pour abattre le capitalisme et construire la société socialiste. C'est dans cette perspective que nous disons :

STOP aux pertes d'emplois et à la régression sociale. STOP à l'euro-fédéralisme et à la superpuissance européenne.

VIVE l'internationalisme prolétarien.

Notes :

1. Commission des communautés Européennes, Livre Blanc, Bulletin des communautés Européennes supplément 6/93, p. 12.
2. Ecogroen, février 1993, p. 20, "Ludo Dierickx onder-vroeg Jacques Delors."
3. "Contre l'Europessimisme", Willy Claes, Conférence donnée le 18 mai 1993 à la tribune de la Fondation Paul-Henri Spaak, p.5.
4. Roland Leuschel devant le "European Finance Concen-tion", Financieel Economische Tijd, 3 décembre 93.
5. "Vaincre la crise. Charte pour l'avenir industriel de l'Europe", ERT, décembre 1993.
6. "Croissance, compétitivité et emploi", Note à l'intention des ministres Ecofin sur les éléments économiques du Livre Blanc, Agence Europe N°1862/1863, p.14-15.
7. Knack, Cahier spécial, 24 novembre 1993, p.7
8. "World Investment Report", United Nations, 1993, p.22.
9. The Wall Street Journal, 19-20 novembre 1993, p 10.
10. Knack, 22 septembre 1993, p 12.
11. Wall Street Journal, 13 octobre 1993
12. Etude de Jane Miller de l'Université de Bath en Grande Bretagne, De Standaard, 20 septembre 1993.
13. Lénine, "A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe", Oeuvres Tome 21, p. 352.
14. Wall Street Journal, 9 septembre 1993.
15. Traité sur l'Union européenne, Office des publications officielles des Communautés européennes, p. 197
16. Rapport sur le développement dans le monde, 1992.
17. Trends-Tendances, 14 octobre 1993, p. 172.

La situation en France — Roland Diarne (CGT, France)

Je vous entretiendrai assez brièvement de la situation en France. En 1980, à l'avènement de Mitterrand et de la gauche en France, il y avait environ 1 million de chômeurs. La droite classique était parvenue à réaliser la prouesse suivante : multiplier par deux le nombre de chômeurs en France de 1974 à 1980. Treize années plus tard, en 1993, nous comptons 3.200.000 chômeurs. Voilà la réalisation de quasiment 13 années de pouvoir de gauche en France. Cela a fait dire à Jean-Marie Le Pen, chef du parti fasciste français, que dorénavant c'était à lui à déterminer la politique du pays, que même s'il n'était pas au pouvoir, tout devait se faire désormais en fonction de lui.

Nous devons reconnaître que le discours de la droite aussi bien que le discours de la gauche vont dans le même sens et que cela permet à l'extrême-droite de marquer des points. Mais en tant que membre d'une organisation syndicale et vivant dans un pays où il ne faut pas avoir la mémoire courte - même si cela remonte à bientôt 150 ans, la France est le pays de la Commune - je pense que les derniers événements sont à même de nous faire penser qu'il y a un autre discours qui pointe le nez et nous ferons tout pour que ce soit celui de la classe ouvrière. La France est le pays de la Commune de Paris, le pays de la première révolution ouvrière. La France a fait la une des journaux récemment lors de la lutte des travailleurs d'Air France; pour la première fois dans le pays depuis plusieurs années, une lutte isolée a connu un élargissement dans son secteur, en l'occurrence celui de l'aéronautique : je parle du mouvement suivi par les travailleurs d'Air-inter.

J'annonce en même temps que dès le 6 janvier prochain, il va y avoir une grande initiative régionale lancée par la CGT mais aussi d'autres organisations syndicales, et il y a bien longtemps que l'on n'avait plus vu cela en France. Je pense que de ce point de vue, il y a un espoir qui commence à apparaître avec ce que j'appelle le revers de la lutte des classes. La situation est certes difficile en France, nous sommes loin de voir le bout du tunnel, non seulement en ce qui concerne les mesures du capital mais également en termes de lutte. Toutefois, je pense que l'espoir commence à pointer, et c'est sur cet espoir qu'il faut compter, pour qu'ensemble, progressivement, à l'échelle européenne, on se retrouve pour former le grand front des travailleurs, afin de faire face à l'Europe du capital. Voici le message que je voulais vous porter.

L'occupation de Boel Tamise — Patrick Mertens (FGTB, Belgique)

Si nous devons tirer une conclusion générale de l'occupation des chantiers navals de Boel, qui a duré 7 mois, nous donnerons les ingrédients de base d'une lutte contre les licenciements et les fermetures : soutenir un programme correct de revendications, se baser sur les ouvriers et les employés en les intégrant effectivement, désigner correctement l'adversaire et utiliser des formes d'action radicale, adaptées à la situation.

Personne ne peut dire au départ de la lutte si l'on va gagner ou perdre, si l'on va obtenir une victoire partielle ou complète. Malgré tous les nuages qui se présentent à nouveau au-dessus du chantier, nous pouvons quand même dire que grâce à la lutte menée, le moral n'a pas été brisé et que si cela s'avère nécessaire, nous serons d'autant plus capables de reprendre la lutte demain.

En tout cas, il apparaît clairement que ce sont ceux qui ont peur qui reçoivent des coups. Trop de dirigeants syndicaux s'inclinent déjà à l'avance devant l'inéluctabilité des mesures annoncées par le patronat. Ils suivent la logique des capitalistes qui agissent seulement selon le point de vue d'un profit maximum. Ils sont d'accord avec "leurs" patrons pour dire que "nos" entreprises doivent être concurrentielles.

Le résultat inévitable de cette logique est d'accepter sans trop de résistance de faire des sacrifices, soi-disant pour éviter le pire. Mais c'est précisément par de telles attitudes que la situation devient toujours de plus en plus grave. C'est ainsi qu'on entre dans une spirale qui nous tire inévitablement vers le bas et nous empêche en plus d'être en position de force pour la prochaine confrontation.

Tous les ouvriers belges, et ceux de la Sabena en particulier, ont suivi avec beaucoup d'estime la lutte des travailleurs d'Air France. Les travailleurs veulent mener une lutte de principes, au finish s'il le faut. Dans toute l'Europe on restructure, c'est-à-dire que l'on procède à des fermetures d'usines et des licenciements massifs. Suivre la logique de la défense de la position concurrentielle revient en fait à participer à l'organisation de la concurrence entre travailleurs. Pourtant, Marx et Engels avaient déjà indiqué au siècle précédent qu'une des tâches importantes du syndicat était d'arrêter la concurrence entre les travailleurs. Et c'est assurément dans le cadre de l'Europe actuelle que l'organisation syndicale doit accomplir cette tâche. Elle doit oser désigner le grand capital comme l'ennemi commun de tous les travailleurs, ce grand capital qui s'organise mondialement.

Nous devons exiger de nos syndicats qu'ils nous rassemblent pour coordonner la lutte. Ils doivent rassembler les syndicalistes des différents secteurs afin de construire une défense commune. Comme alternative au chômage massif, nous devons exiger une diminution drastique du temps de travail avec embauche compensatoire et sans diminution salariale ou flexibilité.

C'est le grand capital qui est responsable de la crise, c'est donc à lui et non aux travailleurs de payer la crise.

L'Europe de Schengen et d'Europol — Lode Van Outrive (parlementaire européen SP, Belgique)

Je suis venu ici sans appréhension et avec la volonté d'écouter vos points de vue avec respect et attention. Bien sûr, nous ne sommes certainement pas d'accord sur tout, mais je peux vous assurer que l'Europe dans laquelle nous vivons actuellement n'est pas mon Europe. Ce n'est pas non plus l'Europe de nombre de camarades progressistes du Parlement européen. De même, le Maastricht que nous connaissons maintenant n'est pas mon Maastricht.

Et je pense que nous manquons d'occasions pour nous rencontrer et pour examiner les points de vue que nous avons en commun. Tous les progressistes, tous les gens qui se disent à gauche, ont des intérêts en commun contre le racisme et la xénophobie.

Nous pouvons peut-être être contents d'un certain résultat électoral en Italie, mais de l'autre côté nous devons regarder avec angoisse le scrutin de Rome, où 43 % des gens ont voté à droite. Ceci doit inquiéter toutes les forces progressistes et de gauche en Europe.

Nous avons aussi assurément des intérêts communs dans la lutte pour les droits des citoyens hors-CEE, en particulier en ce qui concerne les immigrés qui se trouvent parmi nous. Tous les progressistes doivent continuer à se battre pour ces droits. Et je peux vous dire qu'à l'inverse de la tendance qui règne dans certains partis et au Conseil des ministres, une grande majorité du Parlement européen est favorable à l'octroi de droits politiques et économiques égaux aux citoyens hors-CEE, aux amis et camarades de pays tiers qui sont présents parmi nous. Aussi, nous espérons dans l'avenir pouvoir exercer plus de pressions sur les décisions du Conseil des ministres afin qu'il accepte également le principe des droits égaux et que soit mis fin à cette forme d'apartheid qui sévit en Europe.

En troisième lieu, je pense - et c'est ce que je voulais vous dire ici aujourd'hui - que nous avons une lutte commune à mener en portant une attention particulière à ce qui se passe aujourd'hui en Europe sur le plan des structures policières. Je considère que nous avons le droit et le devoir, en tant que citoyens, en tant que démocrates, d'observer ce qui se passe avec les services de police en Europe.

Je pense en particulier aux accords de Schengen et à Europol, à toutes les décisions qui sont prises à ce sujet dans des réunions secrètes, sans aucune consultation, sans demander l'avis des organisations des droits de l'homme. Sans écouter l'avis des organisations d'immigrés, de réfugiés.

Les ligues des droits de l'Homme avertissent ces structures sur leurs agissements contraires aux droits de l'homme, sur les prises de décisions anti-démocratiques. Nous devons en effet constater que toutes ces initiatives concernant la police internationale se passent sans concertation, ni des parlements nationaux, ni du Parlement européen.

On constate le passage par des accords internationaux qui permettent d'obtenir des compétences de plus en plus grandes qu'on n'obtiendrait peut-être pas des parlements nationaux.

Ce que je conteste, et avec moi d'autres camarades du Parlement européen, c'est le fait que ces accords sont conclus sans prêter attention à la position de droit des citoyens qui sont confrontés à ces initiatives internationales des services policiers. Il n'y a donc pas de contrôle démocratique sur le fonctionnement de ces instances policières.

Camarades, nous devons être très attentifs à cette situation car j'ai l'impression fréquente que nous vivons des choses que nous pourrions regretter plus tard. On assiste à l'accélération d'un processus d'initiatives policières qui échappe au contrôle démocratique et n'est pas garant du respect des droits de l'Homme. Soyons extrêmement vigilants face à cette situation car cette vigilance est aujourd'hui absolument nécessaire.

Kurdistan turc, une révolte populaire dans le jardin de l'Europe — Jan Fermon (PTB)

Au Kurdistan turc, dans le jardin de l'Europe, une révolution populaire se développe à une vitesse accélérée sous la bannière du marxisme-léninisme. Cette révolution applique la stratégie maoïste qui consiste à conquérir la campagne et encercler les villes. Dans les campagnes, la révolution s'achemine vers un équilibre militaire entre la guérilla et l'armée turque. En Turquie, ce sont les généraux qui font la loi. Le gouvernement turc est composé notamment de sociaux-démocrates qui exécutent sans hésitation les ordres des militaires. Le régime répond au développement de la révolution par une terreur d'Etat fasciste.

Du 1er janvier 1991 au 30 octobre 1993, des escadrons de la mort ont assassiné 967 personnes. Parmi les victimes, onze cadres du parti antifasciste HEP. Entre le 20 mars et le 30 septembre dernier, 33 personnes sont mortes sous la torture dans des casernes de la police et de la gendarmerie. La torture est pratiquée systématiquement en Turquie. Depuis 1984, l'armée turque a rasé 850 villages. La ville de Sirnak a été la cible de terribles bombardements l'année dernière. La police, l'armée et les services secrets ont effectué un million d'arrestations depuis 1984. 17.000 personnes ont été condamnées par des tribunaux d'exception où les militaires décident.

La contre-révolution : une guerre totale

Depuis quelques mois, la terreur d'Etat a abouti à une guerre totale contre les forces révolutionnaires. Le chef d'état-major de l'armée turque, le général Dogan Gures, déclarait le 26 octobre : "Soit ils se rendent, soit ils mourront". Durant ces derniers mois, 80 villages de campagne ont encore été détruits. En octobre, la ville de Lice a été totalement ravagée sous les tirs des militaires qui ont utilisé des roquettes et l'artillerie contre la population civile.

La contre-révolution s'abat aussi sur le mouvement démocratique qu'elle tente de réduire au silence. Le général Dures déclarait ainsi le 12 juin 1993 : "*Ceux qui s'opposent au grand nettoyage contre le PKK, nous les considérons comme des traîtres et nous prendrons les mesures qui s'imposent à leur égard. Je ne parle pas de ceux qui se trouvent dans les campagnes, mais de ceux qui travaillent dans les villes et les villages*".

Le 10 décembre, la police a fermé le journal Ozgur Gundem, l'un des rares journaux démocratiques qui n'avait pas encore été interdit. Les policiers ont investi les locaux de la rédaction à Istanbul et arrêté des dizaines de collaborateurs. A Diyarbakir, la plus grande ville du Kurdistan turc, seize

avocats, qui assuraient la défense de prisonniers politiques, ont été incarcérés pendant 26 jours dans une caserne de la gendarmerie, privés de tout contact avec leur famille et d'autres avocats. Un avocat qui défendait leur cause a été assassiné par un escadron de la mort. Le bureau d'un autre avocat a été détruit par une bombe.

Les escadrons de la mort opèrent aussi à l'étranger. Dans son édition du 28 octobre, le journal pro-gouvernemental Hurriyet a publié la photo de huit cadres importants du PKK et d'organisations de masse kurdes à l'étranger en précisant que le Conseil national de sécurité avait décidé d'envoyer des unités spéciales à l'étranger pour les éliminer. Deux de ces cadres travaillent en France et en Allemagne.

Face au fascisme de l'OTAN

Comment réagit l'impérialisme européen face à cette terreur d'Etat qui s'exporte même jusqu'en Europe ? L'Europe accroît considérablement son soutien au régime fasciste turc. Non seulement, la sale guerre contre le Kurdistan turc est menée avec des armes européennes et américaines, mais en outre, les pays européens taxent les révolutionnaires turcs et kurdes de terroristes et ils les poursuivent, comme le démontre l'interdiction du PKK et des organisations kurdes en France et en Allemagne.

Le soutien enthousiaste de la bourgeoisie européenne aux généraux turcs ne doit pas nous surprendre. La Turquie est un allié extrêmement précieux. Les militaires turcs rêvent de devenir une puissance régionale. La Turquie est la porte d'entrée vers les anciennes républiques soviétiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie, de Géorgie, du Kazakhstan... Sans la Turquie, l'agression contre l'Irak aurait été beaucoup plus difficile. La Turquie est d'ailleurs une base d'attaque idéale vers l'ensemble du Moyen-Orient et elle étend également ses tentacules vers les Balkans en menant une politique active dans la guerre de Bosnie.

Les impérialistes européens accordent un soutien unanime à l'Etat fasciste de Turquie et les sociaux-démocrates européens sont des propagandistes actifs de la "démocratie" turque. Les sociaux-démocrates turcs du SHP, quant à eux, participent à un gouvernement qui exécute les ordres des généraux et organise la répression fasciste.

La révolution du peuple du Kurdistan turc affronte le fascisme de l'OTAN. Contre l'Europe qui soutient les généraux turcs et leur terreur, notre devoir internationaliste est d'organiser le soutien à la révolution turque et kurde.

Les privatisations dans la CEE — Gérard de Selys (journaliste RTBF, Belgique)

Les "plans" de soi-disant "relance économique" et de soi-disant "lutte contre le chômage" élaborés ou mis en applications par les différents gouvernements de la Communauté européenne ces derniers mois ont tous été suivis par le fameux "Livre blanc" que Jacques Delors a présenté cette semaine aux chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne. Les programmes de privatisations mis en oeuvre par ces mêmes gouvernements ont presque tous été ouvertement et publiquement, précédés par la publication de livres blancs par la Commission européenne.

Mais que les "Livres blancs" de la Commission européenne préparent d'avance ou justifient après coup les politiques gouvernementales, les mécanismes sont les mêmes. Ce sont les patrons, réunis au sein de la "Table ronde" ou de la "Ligue européenne de coopération économique" qui ont préparé les "plans" et les privatisations. Ainsi, il y a eu des textes de la Commission, appelés "Livres blancs", "Livres verts" (mais jamais "Livres noirs" comme ils l'auraient mérité), qui ont préparé la dérégulation du transport aérien (avec privatisation des compagnies nationales à la clé), la privatisation des chemins de fer, la privatisation des postes, la privatisation des banques publiques, la privatisation des compagnies publiques de distribution d'énergie ou d'eau potable et la privatisation des télécommunications.

Le mécanisme est, encore une fois, toujours le même : sur base des statistiques nationales et des "recommandations" de la Table ronde et de la Ligue européenne de coopération économique, les services de la Commission européenne calculent ouvertement quels sont les secteurs les plus rentables des services publics. Ensuite, elle soumet des "propositions" de privatisation aux 12 gouvernements. Ensuite ceux-ci adoptent des "recommandations" ou des "directives" préparant ou exécutant ces privatisations. Au besoin, on fait intervenir la Cour de justice européenne qui ordonne "l'ouverture des marchés nationaux" au nom de la "concurrence".

Contrairement au discours dominant qui véhicule l'idée que les services publics "coûtent de l'argent aux contribuables", les services et entreprises publics rapportent beaucoup d'argent. Plus de 700 milliards de francs belges par an à l'Etat belge par exemple selon l'OCDE. Et tout cet argent échappe aux patrons. Ils veulent donc mettre la main dessus. Et si un service ou une entreprise publique est rentable, on oblige les Etats à le rendre encore plus rentable avant de le vendre au privé. Ainsi, en Belgique, l'Etat bourgeois impose, c'est la première étape de la privatisation, des "contrats de gestion" à ses entreprises publiques. On leur donne une enveloppe financière (en général réduite par rapport aux précédentes) dont elles ne peuvent pas sortir. Pour s'y conformer, les entreprises publiques licencient, restructurent et augmentent la productivité. Deuxième étape : on affuble les services et entreprises publics de statuts d'"Entreprises publiques autonomes". Ces statuts font passer le service public ou l'entreprise public du droit administratif (avec impossibilité de mise en faillite) au droit commercial (avec possibilité de faillite et, donc, de rachat par le privé).

Dans son "Livre vert sur le développement du marché unique des services postaux" publié le 11 juin 1992, la Commission européenne constate que le secteur postal de la CEE représente 1,3 % de son PIB, soit 2.478 milliards de FB. Elle constate également que 1.488 milliards, soit 60 % de ces 2.478 milliards sont produits par les "administrations" postales, c'est à dire le secteur postal public. Les pauvres "opérateurs privés", comme elle les appelle, ne peuvent mettre la main que sur 992 milliards soit 40 % du marché. Et, invoquant la "distorsion commerciale" qui "entrave la recherche de prospects par les sociétés de vente par correspondance" et "réduit les possibilités de choix des consommateurs individuels", invoquant les services "peu fiables", elle propose "l'introduction de la concurrence".

Donc, les services financiers des postes, les services colis et les services courrier international, qui rapportent de l'argent, doivent être séparés du "service universel" moins ou non rentable. Les services rentables doivent se faire concurrence. Et être privatisés. Leurs bénéfices seront désormais dans les mains du grand capital. Seul le "service universel" restera public. C'est la collectivité qui le payera et qui en payera les pertes éventuelles. Le tour est joué, au nom de la concurrence on a privatisé ce qui était rentable. Et privé l'Etat de recettes importantes. Au nom de la sacro-sainte concurrence, on remplace des monopoles publics à caractère souvent social, par des monopoles purement privés dont le seul but est le profit. Ainsi, en France par exemple, les abonnés à la distribution d'eau ont vu leurs tarifs augmenter en quelques années de privatisations de 20 à 200 % selon les régions. En Grande-Bretagne, la British Telecom privatisée a immédiatement augmenté les tarifs individuels et réduit les tarifs aux entreprises.

La Commission européenne n'a pas pour seule fonction de servir de relais au patronat pour imposer sa volonté en publiant des Livres blancs ou verts, elle sert aussi de bouc émissaire. Si les travailleurs d'un service public d'un pays refusent la privatisation, le gouvernement de ce pays leur répond : "ce n'est pas moi, c'est la Commission européenne qui le veut". Exactement comme ils l'ont fait pour imposer des plans d'austérité prescrits soi-disant par Maastricht. Ils proclament : "c'est pas nous, c'est Maastricht." Mais Maastricht, comme les privatisations, c'est eux et leurs amis patrons. En matière de privatisation, comme en d'autres matières, on voit que la Commission européenne, le Conseil européen, les institutions européennes, n'ont d'autre rôle que celui d'imposer la surexploitation des travailleurs voulue par la grande bourgeoisie. Les institutions européennes, on le voit très bien en matière de privatisation, constituent les mécanismes, les rouages indispensables à la grande bourgeoisie pour mettre en oeuvre une nouvelle étape dans l'exploitation des travailleurs et la destruction de leurs acquis. Il faut détruire ces mécanismes. Les réduire en cendre.

Non au blocus contre Cuba — Danilo Sanchez (syndicat CTC, Cuba)

Chers amis, au nom de la Centrale des Travailleurs de Cuba et de ses 3,2 millions de membres, je salue cette initiative qui est une expression supplémentaire de la volonté de riposte d'un ensemble de forces politiques et syndicales face à l'offensive du grand capital et des gouvernements à son service, offensive menée au détriment des conquêtes obtenues par les travailleurs durant de longues années de lutte.

Ces dernières années se sont caractérisées par de grands événements politiques et sociaux. La disparition des régimes socialistes de l'Europe de l'Est et la désintégration de l'U.R.S.S. ont intensifié l'offensive des puissances capitalistes et l'action des multinationales et des bourgeois de toute sorte, qui au moyen de la compétence qui leur est inhérente essaient de trouver une solution à la crise structurelle du système capitaliste, en refoulant les conquêtes sociales des travailleurs, en provoquant des guerres, des conflits ethniques et des interventions, en renforçant l'échange inégal entre les pays pauvres et en appliquant de sévères mesures protectionnistes contre les nations du monde sous-développé.

Le mouvement syndical cubain appuie la lutte des travailleurs européens qui s'opposent au chômage croissant, il appuie ceux qui exigent le respect des conquêtes sociales, ceux qui combattent les manifestations du racisme et du fascisme, ceux qui défendent l'amitié et la convivialité pacifique entre les peuples des différents continents.

C'est vrai que la lutte des travailleurs est dure et que pour cette raison, l'unité, la confiance en nos forces, la solidarité dans sa plus grande expression, la constance et le courage sont les éléments qui peuvent nous conduire à la victoire. Si Cuba peut apporter modestement quelque chose à cette lutte historique contre le capitalisme et ses formes les plus diverses de domination, c'est la force qui émane de son exemple. L'attitude courageuse, la capacité de résister, de lutter, de travailler et de défendre les conquêtes de la Révolution Socialiste que mène le peuple cubain, provoque la haine de l'impérialisme américain et de ses alliés ; mais en même temps, notre exemple maintient vivante l'espérance de millions de pauvres d'Amérique Latine et de dépossédés des autres continents, dont les graves problèmes n'ont pas de solution dans le monde capitaliste.

Le gouvernement des Etats-Unis maintient depuis plus de trente ans un blocus économique, commercial et financier, inhumain et illégal, contre notre peuple, blocus dont l'ampleur et la sévérité interfère sur toutes les tentatives de Cuba de développer le commerce et les relations pacifiques et constructives dans le contexte international, qui viole la souveraineté de pays tiers et occasionne d'énormes souffrances aux enfants, aux personnes âgées, aux hommes et aux femmes de notre pays.

Le gouvernement nord-américain et ses plus fidèles alliés essaient de dissimuler ou de justifier le caractère diabolique de l'embargo et dans ce but propage toutes sortes de rumeurs non fondées contre la Révolution Cubaine. Cette campagne, dont le but est de faire disparaître le socialisme à Cuba, trouve un écho chez ceux qui se laissent confondre, chez ceux qui font le jeu consciemment ou inconsciemment de l'impérialisme yankee, chez ceux qui ont peur d'affronter les puissants, chez les anti-communistes et chez ceux qui rêvent de ramener Cuba à l'époque du capitalisme, qui fût pour nous l'époque du manque d'indépendance, de la faim et de l'ignorance.

Jusqu'à quand les peuples, les travailleurs, les organisations syndicales, les hommes et les femmes honnêtes de ce monde, vont-ils permettre ce blocus ? Jusqu'à quand allons-nous nous laisser tromper par les mensonges de la propagande de l'ennemi principal des travailleurs ? Jusqu'à quel point lutterons-nous pour éliminer ce mal qui demain peut se retourner directement contre n'importe lequel de nos peuples ? Nous devons unir nos forces pour convaincre tout le monde qu'en défendant la lutte du peuple cubain contre le blocus et le droit à son autodétermination, nous luttons aussi pour toutes les causes justes dans tous les coins de la planète !

Nous devons être capables de faire comprendre aux masses que le peuple cubain a toujours été solidaire de la cause des peuples frères et a été capable de faire d'énormes sacrifices, en offrant son appui moral et politique à ceux qui en ont eu besoin, partageant ses acquis avec d'autres peuples pauvres, comme en attestent l'aide apportée par des centaines de médecins, professeurs ou techniciens, l'aide des combattants internationalistes et la mise en place de conditions nécessaires pour l'éducation de dizaines de milliers de jeunes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

Aujourd'hui, camarades, les conquêtes du peuple cubain sont sérieusement menacées à cause du blocus qui essaie de nous étrangler. Cependant, c'est très encourageant de voir que, sur tous les continents, la solidarité avec Cuba augmente et que par le récent vote de 88 pays de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. contre le blocus, nos gouvernements se montrent capables de dire non à cette pratique scandaleuse.

Nous appelons tous les travailleurs, organisations syndicales, partis politiques, institutions religieuses et humanitaires, organisations non-gouvernementales et tous les hommes et femmes honnêtes du monde à exiger du gouvernement des E.U. et des ses alliés la fin immédiate du blocus économique, commercial et financier contre le peuple cubain.

Nous appelons toutes ces forces à appuyer la réclamation de l'Intergroupe du Parlement Européen récemment fondé, qui exige la suspension immédiate et inconditionnelle du blocus et demande l'ouverture de relations économiques et commerciales ainsi que l'aide financière des gouvernements européens vis-à-vis de Cuba, qui défend le droit des cubains à décider eux-mêmes des changements qu'ils considèrent nécessaires et profitables pour les masses.

L'unité dans le combat, la fermeté et la confiance dans la justesse de leur cause conduiront à la victoire les travailleurs de tous les pays. Vive la solidarité entre tous les travailleurs du monde entier !

Grande-Bretagne : immigration et racisme, tiers-monde et impérialisme — Harpal Brar (Association des communistes indiens en Grande Bretagne)

Au nom de l'association des communistes indiens, je voudrais remercier le PTB de nous avoir invité à ce contre-sommet et apporter les salutations de mon organisation aux travailleurs de Belgique et aux représentants des travailleurs d'Europe et d'ailleurs.

Lorsque la réunification allemande a eu lieu et que le mur de Berlin est tombé, lorsque deux ans plus tard l'Union Soviétique glorieuse est tombée, tous les journalistes et politiciens bourgeois, tous ceux qui sont dans le camp de la bourgeoisie criaient à la fin du socialisme, à la fin de la classe ouvrière. Bien que l'Histoire ne se répète pas toujours, on a entendu les mêmes cris triomphants en Europe, après la prise de pouvoir par Hitler. En 1933, la bourgeoisie disait triomphalement que le marxisme était fini. Et c'était Staline lui-même, au XVIIème congrès du parti en 1934, qui disait : *"le marxisme est la philosophie de la classe ouvrière, et il ne peut être détruit, comme on ne peut pas détruire la classe ouvrière elle-même"*.

Si la bourgeoisie veut détruire le marxisme-léninisme, il devra détruire la classe ouvrière et pour pouvoir faire cela, il devrait se détruire lui-même, car l'existence même de la bourgeoisie dépend de l'existence de son opposé, la classe ouvrière. Tandis que la classe ouvrière, elle, n'a pas besoin de la bourgeoisie. Cela fonde notre espoir en l'avenir. Ce n'est pas le socialisme qui est en crise, ce n'est pas le socialisme qui est tombé en URSS et en Europe de l'Est, c'est le révisionnisme instauré en 1956. Quand l'URSS était socialiste, on y a collectivisé l'agriculture, on y a construit des garderies pour les enfants, des écoles. L'URSS était devenue la deuxième puissance industrielle du monde. Elle devenait une puissance mondiale. L'URSS a arrêté le nazisme, a donné l'espoir aux travailleurs du monde entier. C'est cet espoir que le révisionnisme a essayé d'enlever. C'est la chute du révisionnisme qui a eu lieu en 1991, et pas celle du socialisme.

Mais on pourrait dire aussi maintenant que c'est le capitalisme qui est tombé. Dans les pays les plus riches du monde, les 24 pays de l'OCDE, il y a 36 millions de chômeurs. Et chaque année les chiffres du chômage augmentent. Et qu'est-ce qui préoccupe la bourgeoisie ? Elle demande aux travailleurs de se serrer la ceinture. Ceux qui travaillent devraient passer à un mi-temps, et laisser l'autre mi-temps à d'autres. Ce n'est résoudre le problème mais l'aggraver. Dans mon propre pays, en Grande-Bretagne, nous entendons des débats au parlement : l'opposition accuse le gouvernement d'aggraver le chômage. Et qu'est-ce que le gouvernement répond : ce n'est notre problème s'il y a du chômage dans le monde entier. Or, nous savons quel système domine le monde : le capitalisme. Ce n'est vraiment pas une consolation pour les travailleurs de la Grande-Bretagne d'entendre dire qu'il y a aussi beaucoup de chômage en Allemagne ou en Belgique. C'est comme si j'allais chez le médecin en lui disant que je souffre de la malaria et qu'il me répondrait : arrête de te plaindre, tout le monde souffre de la malaria. Ce n'est pas une réponse que je voudrais entendre de la part de mon médecin.

Depuis que le capitalisme est devenu un système mondial, le problème pour la classe capitaliste et pour chaque capitaliste pris individuellement est de savoir comment abattre l'autre capitaliste et comment survivre dans le système de concurrence. Dans leur chasse au profit, les capitalistes réduisent les salaires, augmentent le temps de travail, introduisent de nouvelles machines, ou utilisent toutes ces méthodes à la fois.

Depuis la chute de l'URSS, et du fait de l'absence d'un mouvement communiste puissant en Europe, les capitalistes estiment que le moment est venu. Et que font-ils ? Ils délocalisent la production, ils déménagent leurs usines en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, où les salaires sont infiniment plus bas que dans les pays occidentaux. Pour la première fois, ils s'en prennent à tous les acquis sociaux des travailleurs en Europe. Et tout le monde descendra au niveau de la Grande Bretagne.

Il n'y a pas que la Grande-Bretagne qui refuse le volet social. Chaque autre pays dans la Communauté européenne fera de même. Les pays de la Communauté européenne vont s'harmoniser mais sous le capitalisme, cela ne peut seulement se traduire que par un nivellement par le bas. Si un homme se plaint d'avoir un lit trop petit, il a deux solutions : soit il se fournit un plus grand lit, soit on lui coupe les jambes. Le capitalisme dira toujours : coupons les jambes. C'est précisément ce qu'ils sont en train de faire actuellement. Et pendant qu'ils délocalisent la production, ils essaient de détourner l'attention de la classe ouvrière du vrai problème.

Le problème du capitalisme est qu'il porte en lui les causes des crises et de sa propre destruction. Les capitalistes accusent le Juif, l'Arabe ou l'Africain d'être responsables de la crise. Ils accusent tout le monde, sauf le capitalisme. Ils essaient de détourner notre attention, pendant qu'eux-même délocalisent la production de l'Europe vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. En Inde nous avons un proverbe : *"Mussa (Moïse) s'enfuyait devant la mort, mais la mort le poursuivait partout"*.

Que se passera-t-il si la production quitte l'Europe ? Il y aura deux conséquences : d'abord cela se traduira par un développement énorme de la classe ouvrière en Asie et en Afrique ; ensuite, cela aboutira à la constitution en Europe de l'Ouest d'une classe ouvrière dépourvue de travail et de sécurité sociale, d'une classe ouvrière qui, au sens propre, sera vraiment prolétarienne. Cela veut dire que les ouvriers d'Asie, d'Afrique, d'Amérique-Latine, d'Europe, des Etats-Unis, ensemble, jetteront le capitalisme là où il doit être : dans la poubelle de l'Histoire. C'est ce qui se passera.

Camarades, il est intéressant d'entendre un journaliste progressiste, comme notre ami de la radio belge. Mais la plupart des journalistes sont au service du système capitaliste. Dans un système de classe, ce sont les intérêts de classe qui priment, et la vérité objective est transformée en fonction de ces intérêts de classe. Cela me rappelle les propos d'Engels qui disait que la bourgeoisie tourne tout en sa faveur, y compris l'écriture de l'Histoire. C'est une partie de son être, de sa condition d'existence que de tout falsifier. La bourgeoisie falsifie l'écriture de l'Histoire et pour elle les meilleurs pages journalistiques sont celles qui confortent au mieux ses intérêts de classe. Ainsi, tout est falsifié.

Nous avons reproduit dans notre journal une image d'une manifestation de 50.000 personnes contre le racisme et le fascisme à Londres. Il y avait 7.000 policiers armés, avec des chars d'assaut, des chevaux et des chiens. Ils ont chargé sur des manifestants innocents. Et qu'en a dit la presse ? Qu'un policier avait été blessé. Le Sunday Mail publiait une photo montrant ce policier à terre et commentait : au moins une personne a payé le prix de la défense de la démocratie. Selon cette version donc, ceux qui défendaient la démocratie venaient du bunker fasciste du sud-est de Londres, tandis que, nous, nous combattons la démocratie... La bourgeoisie falsifie systématiquement l'Histoire et tourne tout à l'envers.

La dernière chose que je voudrais dire est celle-ci. Vous savez que les Noirs sont discriminés en Grande-Bretagne. Vous savez que 70 % des Noirs ne viennent plus actuellement de l'extérieur mais sont nés dans le pays. Ce sont des gens à la peau noire mais ils sont nés et vivent en Grande-Bretagne. Il y a eu un élu fasciste dans le sud-est de Londres, un des pires fascistes et voilà le commentaire du Sunday Express, dans un article supposé condamner l'élection de ce fasciste : *"beaucoup des gens qui ont voté pour lui étaient des travailleurs décents, désespérément poussés dans les bras des fascistes. Il y a des problèmes évidents, créés par l'immigration. Le problème racial terrifie notre peuple. A côté d'un besoin continu de contrôle de l'immigration, il y a de réels problèmes, l'application de la loi, le maintien de l'ordre, la surpopulation, l'éducation et la santé"*.

Camarades, je voudrais dire ceci en conclusion. Les problèmes ne sont pas causés par les Blancs, ni par les Noirs. Le problème est le capitalisme. Nous ne pouvons résoudre ce problème en étant divisés. Noirs et Blancs, Latinos et Européens ou Nord-Américains, ensemble nous devons enterrer l'impérialisme et nous gagnerons dans la solidarité.

Pourquoi rejeter l'Etat fédéral européen ? — John Boyd (Campaign against Euro-federalism, Grande Bretagne)

Le Traité sur l'Union européenne (Traité de Maastricht) qui oeuvre pour une unité politique, économique et monétaire est un projet pour le capital, pas pour les travailleurs. Le marché commun est pour "la liberté de circulation du capital, des marchandises, les gens et les services" afin d'augmenter l'exploitation et les profits. Des patrons et des politiciens réclament plus de rationalisation et de l'efficacité, un marché du travail dérégulé, un abaissement des coûts sociaux et des salaires, tout cela au nom de la compétition dans un marché libre. On nous prie d'accepter ces plans pour éviter que le NAFTA (la zone de libre-échange nord-américaine) ou le Japon nous dépassent. On rabat les oreilles des travailleurs américains ou du Pacifique avec des appels similaires.

Le Traité sur l'Union européenne, appliqué le 1er novembre, doit aussi restreindre les pouvoirs des gouvernements et parlements nationaux pour les transférer aux quartiers généraux de Bruxelles et à la Banque Européenne à Francfort. La centralisation de ces pouvoirs signifie la suppression de la responsabilité des ministres envers les parlements et l'élimination du droit des électeurs de rejeter ceux qui nous gouvernent. Les privatisations transfèrent tout au capital et éliminent la responsabilité démocratique. Comme il serait impopulaire de dire que l'on vise à restreindre la démocratie nationale, on nous raconte que l'Etat national est au bout du rouleau et que nous avons besoin d'un Etat supranational qui est en mesure de survivre dans ce monde sauvage. C'est une alliance entre des Etats capitalistes où un chien mange l'autre pour être le plus fort.

L'Etat dominant de l'Union européenne dans l'agriculture, l'industrie, l'économie et la politique est l'Allemagne. Avec un siècle de retard, l'Allemagne a pris le dessus sur son vieux rival, l'Angleterre, amputée de sa base économique fondée sur l'acier, le charbon, la construction navale industrielle.

Le super-Etat de l'Union européenne en croissance a maintenu les liens impérialistes entre les six anciens empires européens. Plus de 300 millions de gens dans 69 pays du Tiers-Monde sont toujours dominés et exploités farouchement par les Etats-membres de l'Union européenne. C'est une chose

approuvée et dictée formellement par le FMI, la Banque Mondiale, le G7, le GATT et la convention de Lomé à laquelle participe l'Union européenne.

Dans le cadre de la structure et de la fonction de l'Union européenne, on projette de fusionner l'alliance militaire que constitue l'Union de l'Europe occidentale (UEO) avec l'Union européenne. Un "Eurocorps 1" de 40.000 soldats allemands, français et belges existe déjà et, par ailleurs, il est envisagé d'établir un quartier général à Strasbourg qui réunirait la France, l'Italie et l'Espagne pour traiter plus spécifiquement des questions méditerranéenne. Le président de la commission Delors a dit qu'une armée européenne est nécessaire pour mener les guerres pour les matières premières au XXIe siècle. Est-ce que cela conduira de nouveau à une division du tiers-monde entre les trois super-blocs, l'Union européenne, l'Amérique du Nord et le Japon ?

L'Union européenne est la forme moderne de l'impérialisme. Notre tâche d'internationalistes est de se battre contre celle-ci, pas uniquement pour nos propres intérêts, emplois et avenir, mais pour ceux du tiers-monde. Cela se fera le plus efficacement en se battant pour nos Etats nationaux respectifs, pour la démocratie nationale et le droit à l'auto-détermination. L'Union européenne est un instrument qui empêche l'adoption de législations sociales, qui empêche l'établissement de systèmes de taxation transférant des plus riches aux plus pauvres, qui empêche de fonder l'Etat Providence. L'euro-fédéralisme mène à perpétuer le capitalisme - c'est exprimer comme tel dans le Traité - et pour barrer la route au socialisme.

Nous sommes devant une lutte de taille entre capital et travail. La lutte de classe, c'est la lutte pour l'Etat de la nation, pour le droit à l'auto-détermination, pour la démocratie nationale et pour mettre fin à l'impérialisme. Ce sont les conditions préalables au socialisme et elles sont en opposition totale avec l'euro-fédéralisme et l'Union européenne.

La plus-value qui pourrait être produite aujourd'hui est capable de créer le paradis sur terre pour tous. Nous avons besoin d'un système rationnel, pas de la misère et du gâchis d'une Union européenne irrationnelle. Ayons confiance dans la lutte contre le projet pour l'Union européenne et tous ses aspects repoussants. Unissons-nous avec tous ceux qui se battent dans l'alliance européenne contre Maastricht, afin de faire les premiers pas en arrière sur le chemin qui mène au progrès.

Les conséquences de l'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne et la stratégie du désengagement — Liondos Gerasimos (SAKE, Grèce)

La Grèce est membre de la CEE depuis 1980 et avant cette date elle en était membre associé. Avant d'examiner la question de la participation de la Grèce à la CEE, il faut d'abord considérer le caractère de cet organisme supranational. La CEE est une coalition des pays européens impérialistes ayant pour objectif :

- a) d'affronter en commun la concurrence des deux grands centres impérialistes, les Etats-Unis et le Japon ;
- b) de mener en commun la guerre de classe contre le prolétariat et les peuples de l'Europe afin d'arriver à un degré supérieur d'exploitation de la force ouvrière, d'assurer le maximum de profit pour le capital monopoliste et d'éviter le danger de la révolution prolétarienne.

La création de la CEE et de l'Union européenne exprime la tendance à l'internationalisation du capital mais ne constitue pas une "intégration capitaliste" ni un "passage au-delà du caractère national" des pays impérialistes. Le capitalisme monopolistique, malgré sa tendance à l'internationalisation, ne cesse de se développer de façon disproportionnée, ce qui accentue l'antagonisme entre toutes les forces impérialistes quant à une nouvelle répartition des marchés et des sphères d'influence. Les derniers développements au sein de la CEE montrent que l'Union européenne relève plutôt de la propagande que de la réalité. Les forces impérialistes de l'Europe se battent chacune pour leurs propres intérêts et ne s'unissent que dans la mesure où ces intérêts sont convergents.

L'adhésion de la Grèce capitaliste à la CEE est différente de celle de l'Allemagne ou de la France. Cela tient dans les différences de niveaux de développement du capitalisme, qui nécessite de distinguer, au sein de la CEE, les pays dépendants des pays du capitalisme monopolistique. La Grèce est un pays capitaliste qui se situe à un niveau moyen de développement et que l'on peut définir par les caractéristiques suivantes :

- a) dépendance absolue de toute l'économie capitaliste et surtout de l'industrie envers le capital monopolistique étranger, lequel détermine l'orientation de la production du capitalisme grec ;
- b) orientation unilatérale de la production industrielle et absence de production des moyens de productions de pointe ;
- c) fragmentation de la production industrielle et subsistance d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises industrielles et artisanales ;
- d) faible productivité du facteur travail, qui résulte du bas niveau de la composition organique du capital ainsi que de la faible valorisation du progrès scientifique et technique ;
- e) faible degré de concentration de la terre et du capital en économie agraire et subsistance de l'exploitation familiale comme forme principale d'entreprise agricole ;
- f) gonflement des secteurs des services et du commerce ;
- g) déficit permanent de la balance commerciale et de la balance des paiements, qui résulte d'une augmentation continue de la dette extérieure.

Ces caractéristiques du capitalisme grec ont défini ses rapports au sein de la CEE, lesquels ont approfondi sa dépendance, ont accentué les déséquilibres internes et ont eu des conséquences catastrophiques pour la classe ouvrière, les salariés, les moyens et pauvres paysans, les femmes et les jeunes.

A ce propos, il faut élucider une question d'importance stratégique qui établit la différence entre les communistes et les révisionnistes. Les révisionnistes s'opposent à la CEE en soutenant qu'il faut défendre une croissance "indépendante" basée sur les rapports de production capitalistes. Cela signifie qu'ils se font conseillers de la bourgeoisie en lui rappelant ses "devoirs historiques".

Mais pour la bourgeoisie grecque, la CEE a été un choix conscient et non une "erreur historique". Quant au capital européen, il a accepté de plein coeur la Grèce capitaliste comme membre de la CEE pour, d'une part, unifier son espace douanier en Europe et, d'autre part, établir un pont vers le Moyen Orient où la Grèce a toujours entretenu des relations particulièrement bonnes.

Les ambitions du capitalisme grec n'ont jamais porté atteinte au capital monopolistique. D'ailleurs, le niveau de développement du capitalisme grec ne le permettrait pas.

Il faut noter ici que par "conséquences de l'adhésion grecque à la CEE", il faut comprendre les conséquences pour la classe ouvrière, les couches populaires et la jeunesse et non les conséquences pour l'économie ou le pays. Il s'agit des conséquences de l'existence et du fonctionnement du capitalisme grec, lesquelles ont été accentuées par les orientations de l'adhésion.

C'est pourquoi les communistes se battent contre l'adhésion à la CEE non du point de vue d'une "croissance indépendante" utopique et politiquement réactionnaire, mais du point de vue de la libération sociale et de l'édification de la société communiste. Une Grèce capitaliste en dehors de la CEE sera aussi catastrophique pour la classe ouvrière, le peuple et la jeunesse.

Quelles sont les conséquences de l'adhésion de la Grèce à la CEE ? Mentionnons très brièvement les suivantes.

- a) Les désastres dans l'économie agraire ont touché les paysans pauvres et moyens, ont renforcé les couches bourgeoises agraires et en ont créé de nouvelles. Les restructurations des cultures, les quotas de production des produits agricoles ont imposé les orientations du commerce extérieur et ont créé des problèmes graves pour les paysans pauvres et moyens, dont les problèmes ne seront pas réglés par les infimes subventions communautaires qui, d'ailleurs, sont dans la plupart des cas récupérés par la bourgeoisie agraire. Il est à noter que la balance positive de la Grèce vis-à-vis des autres Etats-membres de la CEE est passée en négatif une année seulement après l'adhésion (1981).
- b) De vastes restructurations ont été imposées à des secteurs traditionnels du capitalisme grec (textile, chantiers navals, etc), ce qui a eu comme résultat une augmentation du chômage. En même temps, les domaines les plus parasitiques (tourisme, services) ont été développés.
- c) La balance commerciale s'est détériorée, ce qui a entraîné un déficit financier permanent et s'est traduit par des attaques sociales contre le peuple grec au travers des politiques budgétaires (augmentation des impôts et réductions des dépenses sociales).
- d) Une pression continue a été exercée pour faire passer des mesures de plus en plus anti-populaires et assurer un degré supérieur d'exploitation de la force de travail, cela afin de contrer la baisse du taux de profit.
- e) Les mesures antipopulaires imposées dans le domaine de l'éducation sont au service de la division du capitaliste du travail et du rôle réservé au capitalisme grec dans ce cadre. Ces mesures, qui ont pour conséquences un morcellement et une "spécialisation" de l'enseignement, freinent la jeunesse grecque dans sa volonté d'acquérir une éducation supérieure.

On l'a déjà dit, la stratégie de désengagement de la CEE n'est pas une question qui puisse être traitée séparément de la question du renversement du capitalisme grec. Malgré le fait que la Grèce est un pays profondément dépendant, la question nationale ne s'y pose plus. La dépendance n'est pas le résultat de l'absence d'intégration nationale, elle résulte justement de cette intégration, qui découle d'un choix délibéré de la bourgeoisie.

Par conséquent, réduire l'objectif de désengagement de la CEE à un problème purement national, en le détachant de l'objectif de la libération sociale, revêt un caractère réactionnaire allant dans le sens de la perpétuation du capitalisme. Ainsi, le problème du désengagement de la CEE est lié au problème de la future révolution prolétarienne qui donnera à la Grèce un caractère populaire et socialiste. *La lutte pour la dissolution de la CEE passe par la lutte du prolétariat de chaque pays pour le désengagement.*

Le capitalisme continue à se développer de façon disproportionnée et il en est de même pour le mouvement prolétarien et populaire. La coopération des mouvements populaires des différents pays est indispensable. Cependant, même si cette coopération prend la forme d'une nouvelle organisation internationale du prolétariat socialiste, elle ne peut pas relever le fait du développement disproportionné des processus révolutionnaires. Si un pays membre de la CEE devient le maillon faible de la chaîne et que les conditions révolutionnaires y mûrissent, le prolétariat socialiste doit s'emparer du pouvoir. Par la suite, le pouvoir prolétarien sortira le pays de la CEE, ce qui ne constituera pas une rupture avec le prolétariat européen mais une attaque contre l'alliance des loups et un acte de solidarité envers le prolétariat de l'Europe entière.

L'Union européenne, la Grèce et les Balkans — H. Finnis (A/Synechia, Grèce)

L'Acte Unique européen, précurseur de l'Union Européenne, ce n'était en fait qu'une convention préalable entre les vieilles puissances impérialistes de l'Europe pour faire marcher de nouveau une politique déjà bien connue : celle de la balkanisation. On peut trouver ce terme bizarre et oublié dans "Larousse", "balkanisation : processus qui aboutit à la fragmentation en de nombreux Etats de ce qui constituait auparavant une entité territoriale et politique". Notre époque formidable nous oblige alors à utiliser des termes qui se réfèrent aux périodes de notre siècle les plus sanglantes et barbares.

La Communauté Européenne et les autres grandes puissances impérialistes interviennent de plus en plus ouvertement dans les Balkans ; ils prétendent vouloir éliminer les situations soit-disant "anormales", héritage de la première balkanisation à la fin du XIXème - début du XXème siècle, comme d'ailleurs de l'aventure de la période 1940-1950, pendant laquelle a changé profondément tout le statut politique et sociale de la région.

Cette soit-disante "normalisation" ou "européanisation" des Balkans présuppose et utilise des situations pas très "normales" : changement des frontières, morcellement des pays, incitation à la haine nationaliste, écroulement de l'économie, etc. Le partage des sphères d'influence ou l'instauration des protectorats des impérialistes se réalise, jusqu'aujourd'hui, à l'aide des opérations de purification ethnique en Croatie et en Bosnie. C'est la concurrence américano-allemande qui imposera les rythmes de l'expansion de cette crise vers le sud balkanique.

On peut tirer une conclusion de cette situation affreuse : quoi qu'elles promettent aux peuples, les soit-disantes "intégrations économiques et politiques" des impérialistes constituent le moyen pour l'écrasement de nations entières, en invoquant les fameux - et inexistantes - "droits de l'homme", en invoquant la peur du nationalisme - qu'ils incitent et utilisent en même temps - et en faisant de la propagande pour la "convergence des régions".

La vitrine endimanchée de l'"Union Européenne" de 1993 cache des ambitions comme le paiement du coût du développement de l'hégémonie allemande en Europe, que les peuples des états-membres et des éventuels futurs états-membres sont appelés à payer. C'est d'ailleurs cette même vitrine qui cache aussi la balkanisation sociale qui se développe très vite à l'intérieur même des sociétés des métropoles capitalistes. L'Union Européenne est la patrie de la théorie et de la pratique de la société duale, de la "société des deux tiers". Les grands maîtres de cette société sont les "socialistes" type Mitterrand, Delors, etc. Le "Livre Blanc" de 1993 a pour but la promotion et la concrétisation de cette théorie et pratique.

En ce qui concerne notre organisation en Grèce : déjà au début des années 80, quand certains se contentaient avec d'autres choses - par exemples avec les "points positifs" de la perestroïka - notre organisation essayait de développer et faire connaître la position suivante : "Nous vivons l'opération énorme de la restructuration capitaliste au niveau mondial". La préparation idéologique de cette opération s'effectuait au niveau mondial par l'école révisionniste en Allemagne, par les différentes "théories de régularisation", par les diverses versions du courant dit "alternatif", par le désamorçage du marxisme et l'exaltation du rôle de la "révolution scientifique et technique", par la soumission à l'"objectivité" de l'internationalisation . Aux Balkans, et plus spécialement en Yougoslavie, cette préparation idéologique et politique est faite par des "barons" type Coshits, Toudjman et Izetbekovich.

Les luttes sociales qui ont éclaté et éclatent dans les métropoles de l'"Europe unie" montrent qu'il y a bien les conditions pour l'inversion de la tendance, pour l'écrasement de l'attaque acharnée du nouvel ordre. En Grèce, nous luttons pour le retrait de notre pays de la Communauté Européenne ; ici, avec vous, nous soutenons le développement d'un mouvement aux niveaux balkanique, européen et international contre toute alliance impérialiste et contre le nouvel ordre mondial qui menacent de réduire à l'esclavage les peuples et les nations de l'Europe et du monde entier.

Le nationalisme, le racisme et le fascisme sont les facteurs principaux du bulldozer impérialiste et antisocial. Les conclusions, comme les mots d'ordre, sont évidents :

- La Grèce, hors de la CE et de l'OTAN !
- Les impérialistes, hors des Balkans !
- Développons un front large contre le nouvel ordre mondial et la société dualiste en Europe !
- Ecrasons toutes les alliances et intégrations impérialistes !
- Travaillons pour la renaissance du mouvement communiste !